



DANIELLE
TARTAKOWSKY

Le pouvoir est dans la rue

Crises politiques
et manifestations
en France

XIX^e-XX^e siècles

Champs histoire

Danielle Tartakowsky

LE POUVOIR EST DANS LA RUE

Crises politiques
et manifestations en France
XIX^e-XX^e siècles

Champs histoire

Danielle Tartakowsky

Le pouvoir est dans la rue

Crises politiques

et manifestations en France

XIX^e-XX^e siècles

Champs histoire

Aubier, collection historique dirigée
par Alain Corbin et Jean-Claude Schmitt

© Aubier, 1998.

© Éditions Flammarion, 2020, pour la présente édition.

ISBN Epub : 9782081520929

ISBN PDF Web : 9782081520943

Le livre a été imprimé sous les références :

ISBN : 9782081511019

Ouvrage composé et converti par [Pixellence](#) (59100 Roubaix)

Présentation de l'éditeur

Les manifestations de rue occupent aujourd'hui le devant de la scène politique et les écrans de télévision. Les liens étroits qui unissaient, au siècle dernier, les manifestations aux fièvres révolutionnaires ont, à cet égard, modelé la mémoire collective.

Les manifestations de rue occupent aujourd'hui le devant de la scène politique et les écrans de télévision. Les liens étroits qui unissaient, au siècle dernier, les manifestations aux fièvres révolutionnaires ont, à cet égard, modelé la mémoire collective.

Voilà longtemps, cependant, que manifestation ne rime plus avec sédition. En décryptant les formes et les mutations de la manifestation au ^{xix}^e et au ^{xx}^e siècle, Danielle Tartakowsky montre que seules deux vagues de contestations, celle de février 1934 et celle de mai-juin 1968, ont contribué, en définitive, à déstabiliser les régimes en place.

Malgré son cortège d'incidents et de désordres, la « manif » ne serait-elle ainsi qu'une expression de la vie démocratique, un signe de bonne santé ?

Spécialiste de l'histoire des mouvements sociaux, Danielle Tartakowsky est professeure émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris VIII, dont elle a été présidente de 2012 à 2016. Elle a publié de nombreux ouvrages, parmi lesquels : *La Manif en éclats* (2004), *Histoire des mouvements sociaux en France : de 1814 à nos jours* (2012) et *L'État détricoté : de la Résistance à la République en marche* (2020).

DU MÊME AUTEUR

« *L'Avenir nous appartient !* » : une histoire du Front populaire (avec Michel Margairaz), Larousse, 2006 ; rééd. *Le Front populaire*, 2009.

Construire l'université au XXI^e siècle : récits d'une présidence, Éditions du Détour, 2017.

Les Droites et la rue, La découverte, 2014.

L'État détricoté : de la Résistance à la République en marche (avec Michel Margairaz), Éditions du Détour, 2020.

Le Front populaire : la vie est à nous, « Découvertes Gallimard », Gallimard, 1996.

La Grange-aux-Belles : maison des syndicats (avec Joël Biard), Créaphis, 2012.

Histoire des mouvements sociaux en France : de 1814 à nos jours (sous la direction de Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky), La Découverte, 2014.

L'Humanité : figures du peuple, (avec Gérard Mordillat), Flammarion, 2017.

La Manif en éclats, La Dispute, 2004.

La Manifestation (avec Olivier Fillieule), « Contester », Presses de Sciences Po, 2008.

Les Manifestations de rue en France, 1918-1968, Éditions de la Sorbonne, 1998.

Manifester à Paris : 1880-2010, Champ Vallon, 2010.

Le Mouvement social. Cimetières et politique (sous la direction d'Emmanuel Bellanger et Danielle Tartakowsky), La Découverte, 2011.

Nous irons chanter sur vos tombes : le Père-Lachaise, XIX^e-XX^e siècle, Aubier, 1999.

La Part du rêve : histoire du 1^{er} mai en France, Hachette Littératures, 2005.

Syndicats et associations : concurrence ou complémentarité ?, Presses universitaires de Rennes, 2006.

Une histoire du P.C.F., PUF, 1982.

L'Union sans unité : le programme commun de la gauche, 1963-1978 (sous la direction d'Alain Bergougnieux et Danielle Tartakowsky), Presses universitaires de Rennes, 2012.

Usages politiques du passé dans la France contemporaine. Politique du passé (sous la direction de Claire Andrieu, Marie-Claire Lavabre et Danielle Tartakowsky), Presses universitaires de Provence, 2006.

1968, entre libération et libéralisation : la grande bifurcation (sous la direction de Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky), Presses universitaires de Rennes, 2010.

Le pouvoir est dans la rue
Crises politiques
et manifestations en France
XIX^e-XX^e siècles

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AGEB : Association générale des étudiants bretons
AIT-CGTSR : Association internationale des travailleurs-Confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire
AIT-CNT : Association internationale des travailleurs-Confédération nationale du travail
AN : Archives nationales
ANACR : Association nationale des anciens combattants républicains
APP : Archives de la préfecture de Police
ARAC : Association des anciens combattants républicains
BCRA : Bureau central de renseignements et d'action
BDIC : Bibliothèque de documentation internationale contemporaine
BHVP : Bibliothèque historique de la Ville de Paris
BMO : Bulletin municipal officiel
BMP : Bibliothèque marxiste de Paris
CHIRM : Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes
CAC : Comité d'action civique
CAL : Comités d'action lycéens
CDAL : Comité départemental d'action laïque
CDJA : Centre départemental des jeunes agriculteurs
CDL : Comité départemental de libération
CDR : Comité de défense de la République
CEVIPOF : Centre d'études de la vie politique française
CFLN : Comité français de libération nationale
CFDT : Confédération française démocratique du travail
CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens
CGA : Confédération générale de l'agriculture

CGC : Confédération générale des cadres
CGT : Confédération générale du travail
CGTU : Confédération générale du travail unitaire
CIP : Contrats d'insertion professionnelle
CNPF : Confédération nationale du patronat français
CNR : Conseil national de la Résistance
CNT : Confédération nationale des travailleurs (anarchiste)
COMAC : Comité d'action (militaire du CNR)
CPL : Comité parisien de libération
CRHMSS : Centre de recherche d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme
CRS : Compagnie républicaine de sécurité
CVIA : Comité de vigilance des intellectuels antifascistes
CVN : Comité Vietnam national
DB : Division blindée
FDSEA : Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles
FEN : Fédération de l'Éducation nationale
FER : Fédération des étudiants révolutionnaires
FFI : Forces françaises de l'intérieur
FGDS : Fédération de la gauche démocrate et socialiste
FLN : Front de libération national (algérien)
FNEF : Fédération nationale des étudiants de France
FNL : Front national de libération (vietnamien)
FNC : Fédération nationale catholique
FNSEA : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles
FO : Force ouvrière
FTP : Franc tireur et partisan
GDA : Groupe de défense antifasciste
IHESI : Institut des hautes études de la sécurité intérieure
IHTP : Institut d'histoire du temps présent
IML : Institut du marxisme-léninisme
JCR : Jeunesse communiste révolutionnaire
JOC : Jeunesse ouvrière chrétienne
JP : Jeunesses patriotes
LVF : Légion des volontaires français
MAU : Mouvement d'action universitaire
MODEF : Mouvement de défense des exploitations familiales

MOF : Mouvement ouvrier français
MRP : Mouvement républicain populaire
MSLP : Mouvement de soutien aux luttes du peuple
OAS : Organisation de l'armée secrète
PCF : Parti communiste français
PCI : Parti communiste internationaliste
PCMLF : Parti communiste marxiste-léniniste de France
PFNSP : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques
PSU : Parti socialiste unifié
RHCM : Revue d'histoire moderne et contemporaine
RPF : Rassemblement populaire français
RPR : Rassemblement pour la République
SFTO : Section française de l'Internationale ouvrière
SGEN : Syndicat général de l'Éducation nationale (CFDT)
SNESup : Syndicat national de l'enseignement supérieur
SNI : Syndicat national des instituteurs
UDSR : Union démocratique et socialiste de la Résistance
UEC : Union des étudiants communistes
UJCML : Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes
UJP : Union des jeunes pour le progrès
UNC : Union nationale des combattants
UNEF : Union nationale des étudiants de France
VDP : Vidéotheque de Paris.

PRÉFACE À L'ÉDITION DE POCHE

Cet ouvrage, publié pour la première fois en 1998, prolongeait une recherche initialement consacrée aux manifestations de rue en France de l'après-guerre à mai-juin 1968. Il en modifiait l'approche, en interrogeant plus spécifiquement les interactions – éventuelles – de cette composante du répertoire d'action collective qu'est la manifestation de rue, avec les crises gouvernementales et les crises de régime ayant scandé l'histoire des III^e, IV^e et V^e Républiques. Ce questionnement renouvelé impliquait de débiter en amont de la recherche initiale afin d'englober les crises de la troisième République naissante, de la crise boulangiste à l'affaire Dreyfus. Mais qu'en était-il, en l'aval, à l'heure où l'on célébrait le trentième anniversaire des événements de mai-juin 1968 ?

Les manifestations de rue, loin de disparaître une fois la crise refermée, ont connu une croissance exponentielle à partir des décennies 1970-1980. À Paris, où l'on comptait, en moyenne, moins de 50 manifestations chaque année de la fin de la guerre d'Algérie à 1968, le préfet de police Philippe Massoni évaluait en 1994 les « événements déployés sur la voie publique » à quelque vingt par jour à Paris, ajoutant « qu'à ce rythme, la fonction primordiale de la voie publique [qu'est la circulation] se trouve profondément compromise » ; et ce constat valait, quoiqu'à moindre titre, pour la province¹. Cette croissance était due à l'effacement des stratégies politiques globalisantes, qui valait à une multiplicité d'acteurs, syndicaux ou associatifs, de se rallier en une seule manifestation, à une cause ou un objectif commun. Ainsi, aux côtés des acteurs sociaux et politiques, sont apparus les nouveaux mouvements sociaux. Les associations d'étrangers, devenues légales en juillet 1981, étaient à l'initiative de 15 % du total des manifestations parisiennes dès leur première décennie d'existence. Quant

aux catholiques, ils sont réapparus en 1983 sur le devant d'une scène qu'ils avaient déserté depuis 1926, après que le Cartel des gauches eut renoncé à appliquer le principe de laïcité de l'École aux départements recouvrés.

Cette croissance exponentielle des manifestations n'était en rien spécifique à la France : elle concernait pareillement, quoiqu'à moindre ampleur, la plupart des démocraties occidentales. C'est au demeurant par le biais des instances européennes que la liberté de manifestation se vit alors et alors seulement élevée en France au rang de liberté fondamentale. En 1979, la Commission européenne des droits de l'homme rappelait, en effet, que « la liberté de réunion pacifique, [...] droit fondamental dans une société [...], vise les réunions privées et les réunions sur la voie publique et inclut les défilés et les "sit in" ». En 1995, la loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité, qui incluait diverses mesures de prévention et de répression des violences advenues lors de manifestations, avait été, à ce titre, déférée au Conseil d'État. Dans sa décision du 18 janvier, celui-ci se fondait sur « la liberté individuelle, la liberté d'aller et venir et le droit d'expression collective des idées et opinions » pour consacrer, pour la première fois en France, la liberté de manifester – sans toutefois la désigner explicitement en ces termes.

Le dernier chapitre de ce livre revient brièvement sur ces mutations alors à l'œuvre en constatant qu'elles s'accompagnaient d'une redéfinition des interactions entre les manifestations de rue et l'État. À partir de 1983, certaines mobilisations d'ampleur, inscrites dans la durée, étaient venues à bout de projets de lois ou de lois, parfois des ministres qui les portaient et, en 1984, du gouvernement tout entier. On peut citer les associations catholiques mobilisées contre le projet de loi Savary remettant en question le financement des écoles privées (1984), les étudiants dressés contre le projet de loi Devaquet (1986), les salariés du secteur public au premier rang desquels les cheminots mobilisés contre le projet Juppé de réforme des retraites et le plan Bergougnoux concernant la SNCF (1995) : en 1995, la mobilisation prit la forme d'une longue grève accompagnée de puissantes manifestations, qui étaient l'expression visible du large soutien des salariés du privé. Perçue comme une grève d'intérêt général, elle fut qualifiée de « grève par procuration ». Ces exemples ne sont pas exclusifs. Il apparaissait ainsi que des manifestations d'ampleur étaient susceptibles de peser dans le processus démocratique d'élaboration de la loi, en constituant, aux côtés du suffrage universel, une autre modalité du nombre que les

gouvernements se devaient de prendre en compte ; et que résumait la notion de « démocratie de la protestation », formulée par les politistes², ou de « contre-démocratie », selon l'expression plus tardive de Pierre Rosanvallon³. Dans la perspective qui était la nôtre à l'époque, nous soulevions alors l'hypothèse qu'émergeait un nouveau système manifestant défini par la nature renouvelée de ses interactions avec les institutions plus que par les innovations, au demeurant limitées, de ses formes d'action.

Force est de constater, quelque vingt ans plus tard, que la page qui paraissait alors s'écrire s'est, à son tour, rapidement tournée. Le nombre de manifestations a certes poursuivi sa croissance, tant en France qu'à l'échelle planétaire, marquée par deux séquences de conflictualité de très large assise en 2011 puis en 2019 ; à la condition il est vrai d'intégrer sous l'intitulé de « manifestations » une diversité grandissante de modes d'occupation de l'espace public, des manifestations de rue *stricto sensu* aux occupations de place ou de ronds-points, s'agissant de la France, en passant par les marches, chaînes, révoltes ou soulèvements.

En France, cette explosion quantitative s'est accompagnée d'un rapport singulièrement redéfini aux institutions. Le 7 mai 2003, après qu'une première manifestation intersyndicale contre un projet de loi visant à réformer les retraites a rassemblé en nombre, le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin déclare sur les ondes que « ce n'est pas la rue qui gouverne ». La déclaration surprend par la rupture taxinomique qu'elle opère. En effet, en 1968, l'extrême gauche et les gaullistes signifiaient, par le verbe ou la dramaturgie, que « le pouvoir [était] dans la rue » en l'érigeant en sujet d'une action dont la rue n'était que le réceptacle, comme au demeurant dans l'expression de « manifestation de rue ». Les déclarations du Premier ministre, régulièrement réitérées par la suite par la plupart de ses successeurs et par les présidents de la République, au prix de quelques variantes, substituent au terme longtemps convenu de « manifestation » celui de « rue », métaphore de la foule et de ses passions irrationnelles, renouant avec les théories de Tarde ou de Le Bon⁴, qui voient en la foule un phénomène passionnel, instinctif et dangereux car incontrôlable et qui doit en outre, à l'Histoire sa charge fantasmatique.

Mais là n'est assurément pas l'essentiel. Si l'offensive engagée en 2003 a pour but de précipiter la finalisation de la réforme des retraites, elle a également vocation à interrompre le processus qui vaut aux manifestations

de rue de s'être imposées *de facto* pour des manières de référendum d'initiative populaire, que nul législateur n'aurait initié. Le renforcement de l'exécutif et la disparition de tout risque de cohabitation consécutifs aux récentes révisions constitutionnelles sont de nature à lui assurer la victoire sur l'un et l'autre front. Ainsi, à partir de cette date et jusqu'au mouvement des gilets jaunes, les manifestations, quelle qu'en soit l'ampleur, sont suivies d'échec, à droite (la manif pour tous) comme à gauche (la réforme des retraites, les lois travail), à l'exception du mouvement des lycéens et des étudiants, soutenu par toutes les confédérations syndicales, contre le Contrat première embauche (CPE) et de celui des Bonnets rouges contre la taxe carbone. La crise des gilets jaunes constitue à cet égard une rupture qu'il convient toutefois de relativiser dès lors que les replis et concessions gouvernementales ne sont pas de nature à infléchir ses orientations stratégiques. Alors que la plupart des manifestations s'inscrivaient dans une démarche de co-construction au moins depuis le milieu des années 1970, une déconstruction s'opère ces dernières années. Elle s'exprime via la croissance du nombre de manifestations (dans la large acception du terme) non déclarées et l'irruption dans des manifestations d'autres groupes qui, tel les black blocs, font preuve d'une violence offensive, jusqu'alors exceptionnelle dans l'histoire des manifestations françaises. Mais la déconstruction se manifeste à plus fort titre dans une politique de maintien de l'ordre, à contre-courant des politiques aujourd'hui en vigueur dans la plupart des démocraties occidentales et l'adoption d'armes dites « à létalité réduite », avec pour effet « des interventions violentes et disproportionnées », toujours plus nombreuses, condamnées en ces termes par le Conseil de l'Europe et par l'ONU.

Ce demi-siècle scandé de ruptures et la nature des manifestations qui l'ont marqué incitent à voir en mai-juin 1968 le terme d'une longue séquence avec plus d'évidence que nous ne l'avions fait en 1998. De nombreux ensembles de manifestations ont été à bon droit qualifiés de « crises », en 1984, 1986, 1995, 2003, 2005, 2006, 2010, 2012, 2016, 2018 et 2019, pour nous limiter aux plus saillants, du fait de leur ampleur, de leur durée ou, parfois, de leur violence. Ces crises, caractérisées par une confrontation entre les pouvoirs publics et une partie des citoyens à propos d'une mesure spécifique ou, s'agissant des banlieues, en 2005, par désespérance, ont toutes présenté à divers titres un caractère politique

(contestation d'un projet de loi, possibles mises en cause du Premier ministre ou du chef de l'État, politique de maintien de l'ordre et violence d'État). Mais ces « crises » diffèrent singulièrement de celles qui avaient retenu notre attention dans cet ouvrage. Il s'agit de crises chroniques, pour beaucoup provoquées par certaines questions réitératives au premier rang desquelles la réforme des retraites (à gauche) et qui, par-delà les modes de sorties de crise, ne trouvent pas de résolution structurelle. Elles diffèrent singulièrement des crises politiques ayant vu se dresser face à face des acteurs qui, pour s'opposer frontalement sur leurs interprétations du régime et de ses valeurs, mobilisaient un même système manifestant, doté de ses codes, fussent-ils implicites, de sa symbolique et spécifique, à plus d'un titre, à la France. En 1934 comme en 1968, ces crises mettent aux prises des acteurs animés par un projet politique qu'ils croient pouvoir mettre en œuvre immédiatement. Ils organisent des manifestations qui permettent à chacun de mesurer la force de l'adversaire. Ces manifestations qui se répondent comme en miroir se soldent par des conséquences politiques majeures : défaite de la droite nationale en 1934 et amorce du processus de gestation du rassemblement populaire, victoire à court terme du général de Gaulle en 1968. Mais dans l'un et l'autre cas, elles permettent surtout une sortie de crise dans le cadre du régime existant. La crise de mai-juin 1968, qui atteste *in fine* de la capacité des institutions de la V^e République à surmonter une crise qui peut emporter n'importe quel président du Conseil du précédent régime, constitue donc (à ce jour du moins...) la dernière des crises politiques comprises comme des remises en cause d'un gouvernement dans le cadre du régime existant. Une comparaison peut permettre de la mieux saisir. Le 30 mai 1968, le général de Gaulle amorce la sortie de crise en combinant une gigantesque manifestation, à la mesure de l'hégémonie dont il jouissait encore, ainsi que le retour aux urnes, garant de la légitimité républicaine. Fin 2018 comme en 2019, Emmanuel Macron ne dispose pas d'une légitimité suffisante pour envisager de recourir sans risques à l'une ou l'autre de ces armes face à la crise des gilets jaunes ou lors du mouvement contre la réforme des retraites. Il doit imaginer des solutions plus incertaines dont le grand débat ou la conférence de financement. Les manifestations de rue, qui s'étaient imposées comme d'occasionnels instruments de régulation des crises du système politique alors même qu'elles n'étaient pas reconnues comme liberté constitutionnelle, sont devenues une expression des crises de la démocratie.

Ce livre – livre d’histoire – qu’il serait dès lors aujourd’hui tentant d’amputer de son dernier chapitre, prolégomènes à une histoire d’une autre sorte qui s’esquissait à peine, pourra donc être lu comme contribution à une histoire politique de la France des années 1930 au terme des années 1960, soulignant la centralité et l’efficience d’un mode d’action, que des histoires par trop exclusivement institutionnelles avaient au mieux marginalisé, pour ne pas dire ignoré. Puisse-t-il permettre d’appréhender en creux la mise en crise de cette histoire et, par là, des acteurs et du répertoire d’action qui lui furent longtemps consubstantiels.

INTRODUCTION

Selon une enquête BVA menée à Grenoble en octobre 1996 pour le forum « RéGénération », les jeunes nés entre 1960 et 1975 se reconnaissent mal dans les modes traditionnels de représentation et d'action de la vie démocratique. Sous le titre « La génération manif », *Le Monde* en commente les résultats en ces termes : « Contrairement à ses devancières, la génération de la guerre d'Algérie au seuil des années 60, la génération de 68 à la charnière des années 70, la génération Mitterrand au tournant des années 80, [la nouvelle génération] ne se reconnaît dans aucun événement fondateur [...]. [Elle] n'a pas davantage d'étendard à quoi se raccrocher [...]. Le seul point de rencontre est constitué par les manifestations de jeunes et d'étudiants qui ont secoué à intervalles réguliers la société française depuis une dizaine d'années. Quarante-trois pour cent des 20 à 35 ans ont participé à une "manif" et jusqu'à 52 % des plus jeunes. Du mouvement contre le projet de loi Devaquet en 1986 aux manifestations pour réclamer des moyens supplémentaires pour les universités de l'automne 1995, en passant par la fronde lycéenne de l'automne 90 et le mouvement contre les contrats d'insertion professionnelle (CIP) de l'hiver 94, les jeunes se sont ainsi donné des rendez-vous sporadiques, imprévisibles et fugitifs, plus éruptifs que constructifs. Comme autant de brèves révoltes défensives, plus soucieuses de préserver de fragiles *statu quo* que d'inventer d'incertains lendemains qui chanteraient¹. » Sans que cette forme de socialisation politique la mieux partagée par une génération implique un quelconque engagement durable dans la vie politique au sens institutionnel ou partisan.

Depuis les années 1980, les manifestations de rue occupent périodiquement, il est vrai, le devant de la scène politique, et par là même,

assez souvent, le plein écran. Elles s'affirment parfois comme des acteurs politiques à part entière dans des émissions satiriques telles que « Le Bébête Show » ou « Les Guignols de l'info », pourtant conçues pour traiter d'individus-sujets, non de mouvements de masse². Certaines ont besoin d'inventivité pour s'imposer mais d'autres font événement par leur force, leur importance, leur caractère inhabituel ou leur centralité. Cela vaut en France, avec, si l'on se borne à la veille du ^{xxi}^e siècle, les mouvements de l'automne 1995, les manifestations contre la loi Debré ou celles des internes des hôpitaux. Plus encore, en de nombreux pays engagés dans une phase de transition politique ou soumis à une exigence de démocratisation : en Chine, place Tian'anmen, en 1989, en Corée du Sud lors des grèves de 1995, à Belgrade puis en Bulgarie durant l'hiver 1996. Ou, sur un tout autre mode et à d'autres fins, en Belgique avec la « marche blanche », cette même année. L'internationalisation de l'assise (marche européenne pour l'emploi), des codes (statue de la Liberté place Tian'anmen) ou de la visibilité (les manifestants de Belgrade disposaient d'un site Internet) a reculé les frontières de l'opinion publique concernée et a décuplé ainsi la puissance de certains mouvements. Le droit de manifester s'est imposé sur la scène internationale comme la pierre de touche de la démocratie préservée lors de la rétrocession de Hongkong à la Chine, au même titre que le suffrage universel en d'autres circonstances. Cette pratique qui fait irruption sur la scène politique d'États en crise ou en redéfinition constitue, en France, une incontournable donnée de l'histoire politique et sociale du siècle écoulé.

C'est assurément avec la Révolution, soit il y a plus de deux siècles, que la rue s'est affirmée comme acteur majeur de la vie politique, susceptible de faire et de défaire les régimes dans les décennies ultérieures : en 1830, en 1848 et, sur un autre mode, en 1871 – au prix cette fois d'un échec qui n'a pas été sans conséquences sur la République renaissante. La « seconde naissance du suffrage universel », restauré en ses pleins droits en 1875, introduit cependant un point de non-retour dans l'histoire des rapports qui s'étaient ainsi noués entre le pouvoir et la rue. Elle entache l'action de celle-ci d'une illégitimité fondamentale et signifie le terme des révolutions ayant rythmé le début du siècle. Pour des raisons sur lesquelles cet ouvrage se propose de revenir, la rue ne joue désormais plus aucun rôle dans l'émergence ou la disparition des régimes qui se succèdent. Elle n'en demeure pas moins susceptible de peser de manière décisive sur certaines

crises politiques ou d'en précipiter d'autres. En 1968 en dernier lieu. Elle conserve donc une fonction politique qui, pour occasionnelle qu'elle soit, n'en reste pas moins puissante. C'est de cette fonction politique conservée, de ce qu'elle révèle de l'essence nouvelle des mouvements de la rue devenus « manifestations » dont il sera ici question.

L'histoire que nous allons écrire débute donc quand précisément s'achève, en France, celle des révolutions. La République vient à peine de consolider ses assises en passant « aux mains des républicains », en 1880. La rue se remet à gronder, à d'autres fins, sous d'autres formes, au rythme des crises qui scandent les premières années d'existence de ce nouveau régime. En demeurant susceptible de retrouver de la voix dans les crises ultérieures, passé l'orage. Nous avons ailleurs tenté l'histoire de ces manifestations de rue qui n'ont guère cessé, le siècle durant³. Notre propos sera ici plus circonstancié : il s'agit d'étudier la manifestation et ses usages dans le cadre défini par la double existence d'une démocratie parlementaire et d'un État-nation, depuis l'affaire Boulanger jusqu'aux années 1990 ; de déterminer ses relations avec l'une et l'autre et ses fonctions. Menace-t-elle potentiellement la légitimité du suffrage universel ou n'est-elle, en dernière analyse, qu'une expression du consensus et le moyen d'une adaptation permanente de la démocratie aux contradictions qui la traversent ? Quels sont les moments de novation et de rupture signifiants de son histoire ? Quels rapports entretiennent-ils avec le temps des crises, et avec celui de la modernité politique ?

PREMIÈRE PARTIE
LES CRISES
DE LA « RÉPUBLIQUE ABSOLUE »

1

Des « manifestations de la rue¹ » aux manifestations de rue

L'espace dans lequel se définit la manifestation de rue la distingue d'autres formes d'action ou d'expression concurrentes. Il permet à ceux que morcelle ou que divise l'organisation du travail de déborder occasionnellement le cadre catégoriel de leurs mouvements en autorisant la coordination d'intérêts divers ainsi subsumés dans un cadre qui les dépasse. La manifestation de rue diffère donc de la grève en ce qu'elle est l'occasion de possibles convergences, d'unification ou simplement de rencontres de mouvements catégoriels ou divisés. Mais elle peut aussi fournir l'occasion de déploiements adverses ou concurrents susceptibles de déboucher sur des affrontements qui n'impliquent pas nécessairement l'État.

L'usage courant qui préfère le terme polysémique de « manifestations » à ceux de « cortèges », « défilés » ou « attroupements », longtemps seuls retenus par le droit, privilégie de façon significative la fonction commune à ces divers modes d'occupation de l'espace, en désignant, par là même, une deuxième spécificité. La manifestation est destinée à « rendre manifeste » un problème donné au-delà de la seule sphère de ceux qu'il implique directement. Conçue pour être vue, jusqu'à parfois subordonner d'autres fins à cet objectif devenu prioritaire, elle se déploie sur un terrain permettant d'associer à ses acteurs et interlocuteurs explicites d'autres acteurs, parfois involontaires. De plus, elle interpelle toujours, à des degrés variables, l'opinion publique.

La manifestation entraîne, enfin, une occupation précaire et transitoire de la rue et une rupture dans les usages codifiés de l'espace et du temps, alors que le cortège officiel se déroule dans un cadre spatio-temporel convenu,

historiquement marqué et parfois même érigé à ces fins. Elle présente, dès lors, une dimension subversive que peuvent certes atténuer l'usage ou la tradition, mais qui de ce fait pose toujours un problème d'ordre public supposant un rapport obligé avec l'État, son garant. Cette forme d'action met donc en scène la totalité du corps social, à la différence de la grève où s'affrontent ceux-là seuls qu'opposent les rapports de production (grèves politiques exceptées).

Le fait que l'espace distinguant la manifestation de la grève soit aussi celui de l'insurrection, de l'émeute ou de l'attroupement favorise en revanche de possibles confusions, à Paris surtout où la rue fut le berceau des révolutions par lesquelles se firent et se défirent les régimes.

La manifestation illégitime

La République et les manifestations

En mai 1877, le conflit qui oppose le président de la République Mac-Mahon à la Chambre des députés devenue majoritairement républicaine se résout par la démission du chef de l'État au profit d'un autre, issu de la majorité. Que le suffrage universel, que la prédominance et la légitimité politique qu'il confère à la province et aux « couches nouvelles » exaltées par Gambetta en 1872 et érigées par lui en soutien de la République à construire aient eu raison sans convulsion de l'offensive monarchiste atteste qu'une crise majeure peut désormais se résoudre pacifiquement et dans la légalité. Cette crise marque le terme du cycle des révolutions dont le peuple de Paris fut l'acteur autant que le produit. Les mythes du peuple, de Paris et de ses rues, souvent confondus en de mêmes images, cèdent le pas à des mythes d'une autre sorte dont ces « nouvelles couches » pourraient bien avoir été l'expression nouvelle², en mettant ainsi un point final à un long chapitre de l'histoire nationale.

Les républicains victorieux réussissent à construire une hégémonie durable qui les dispense de toute révision constitutionnelle, si l'on excepte des toilettages à portée symbolique. Le système par lequel ils élaborent un large consensus repose sur trois fondements indissociables : le suffrage universel réaffirmé en 1875, l'idéal énoncé d'une France de petits producteurs indépendants que les politiques à l'œuvre s'attacheront

longtemps à protéger, les lois démocratiques des années 1880-1884 au premier rang desquelles celles sur l'école laïque, gratuite et obligatoire. Chargée d'« éduquer la démocratie » pour ainsi « réconcilier la suprématie numérique et la supériorité intellectuelle » (Alfred Fouillée) en aidant la philosophie républicaine à trouver sa cohérence, la République doit aussi permettre aux non-propriétaires de s'élever par la vertu de leurs talents qu'elle révèle et épanouit, en n'excluant d'une assise républicaine potentiellement illimitée que les seuls « fauteurs de la contre-révolution » (Paul Bert).

Ce système hégémonique autorise l'émergence d'une tradition politique nouvelle autant qu'il la nécessite. Le régime mobilise à ces fins la « culture nationale-populaire » (Gramsci) forgée par le processus révolutionnaire du siècle précédent et la réactive par un ensemble de pratiques commémoratives et symboliques. Il rend à la rue ce que lui doit la République en désignant, dès ses premiers mois d'existence, le 14 juillet pour son événement fondateur³ mais tente, par là, d'en exorciser le pouvoir, en substituant une symbolique à une autre pour mieux la dépouiller de sa charge référentielle et de son originelle dimension subversive. Il est, en effet, significatif que la III^e République ne s'essaie, en aucune manière, à cette mise en scène des masses caractéristique de la Grande Révolution mais offre, au contraire, à des foules qu'elle préfère passives le spectacle d'institutions qui les défendent ou les représentent et dans lesquelles elles doivent se reconnaître (voyages officiels, revues militaires, défilés d'enfants des écoles, etc.). Les panthéonisations de grands hommes érigés en incarnations des valeurs de la République participent de ce même mouvement mais permettent en outre à Paris de restaurer son image altérée par la Commune, en particulier en 1885 lors des obsèques de Victor Hugo⁴.

Ces occasionnels usages politiques de la rue sont seuls tenus pour légitimes par le régime. Dès lors que l'exercice de la grève est garanti, le recours à la rue sur le terrain revendicatif paraît dépourvu de sens, sinon néfaste à la cause qu'il entend servir⁵. Il pose plus généralement un problème de légitimité pour peu que les manifestants interpellent gouvernement ou élus, lors des « mises en demeure » inaugurées par les guesdistes en 1889. L'exercice de la manifestation ne trouve un éventuel et possible bien-fondé qu'en des circonstances exceptionnelles où suffrage universel ou régime paraissent en péril, en vertu d'un « droit » à l'insurrection ancré dans l'histoire et l'imaginaire national⁶. Quelle peut

être, en effet, la fonction et la signification de mouvements destinés à se faire entendre des pouvoirs publics par d'autres voies, alors que le suffrage universel combiné aux conquêtes démocratiques des années 1880 constitue le cadre légal permettant à chacun d'exprimer et donc de « manifester » individuellement – la différence est notable – sa pensée ? Durant les décennies 1880 et 1890, cette question est fréquemment soulevée par la presse. Ainsi dans *France*, le 7 août 1888 : « On pourrait sans inconvénient expliquer à la population tranquille que les manifestations de la rue, émeutes, rébellions, insurrections, ne se justifient ni en droit ni en fait quand il s'agit de porter un coup par la violence à des institutions établies par la volonté réfléchie des électeurs » ; ou dans *L'Éclair*, dix ans plus tard, sous la plume de Camille Pelletan : « Je ne vois pas l'utilité de doubler une discussion qui se produirait dans la salle de séance⁷. » L'action collective et la démocratie directe paraissent privées de tout bien-fondé dans un système politique reposant sur une conception individuelle de l'exercice des droits et des devoirs du citoyen, au point d'être suspicieuses vis-à-vis des notions d'organisation politique ou de groupe parlementaire, pareillement perçus comme de possibles écrans entre l'électeur et l'élus. Cette contradiction correspond au fait que le régime ne met pas la manifestation au rang des libertés démocratiques alors garanties. Ici, la France diffère de l'Autriche, de la Grande-Bretagne ou de la Belgique où le droit de manifester est d'autant plus aisément concédé que la rue n'entre pas en concurrence avec un suffrage universel introduit tardivement (et ne véhicule pas, au demeurant, pareille charge symbolique).

La loi et les manifestations

Jusqu'en 1831, les manifestations sont régies par le dispositif législatif mis en place lors de la Révolution (loi martiale du 21 octobre 1789, lois du 23 février 1790 sur l'utilisation de la force publique et du 27 juillet 1791 sur la réquisition et l'action de la force publique). Ce dispositif vise des faits d'une extrême gravité et rend les contrevenants passibles de sanctions pouvant aller jusqu'à la peine capitale. Il apparaît vite inadéquat à la nature des rassemblements auxquels sont confrontées les autorités, comme les charivaris ou les attroupements visant les collecteurs d'impôts ou les patrons. Il débouche en pratique sur un vide juridique que vient combler la loi du 10 avril 1831, pourtant conditionnée par des événements relevant de

l'émeute plus que de la manifestation. Aux termes de cette loi, la réunion la plus pacifique peut devenir un attroupement, dès lors que l'ordre de dispersion a été donné par un officier civil. Les personnes qui la prolongeraient après la première sommation peuvent être arrêtées et traduites devant les tribunaux de simple police. Elles ne sont toutefois passibles que de peines légères. La II^e République, avant même les « journées de juin », modifie cette législation sous la poussée des manifestations parisiennes des 17 mars, 16 avril et 15 mai 1848 et des mouvements provinciaux de Limoges et de Rouen. La loi du 7 juin 1848 opère une distinction entre les attroupements armés, en tout état de cause totalement interdits, et les attroupements non armés, interdits s'ils sont susceptibles de « troubler la tranquillité publique » – notion qui, pour être au centre de la loi, est pourtant des plus floue. La loi de 1848 maintient le principe de la sommation préalable, aggrave les pénalités prévues par la loi de 1831 et prévoit de plus le jugement des infractions par les cours d'assises.

La III^e République ne remet pas fondamentalement en question cette législation dont la chronologie épouse celle des « émeutes » ou tenues pour telles. Elle limite l'expression du droit de pétition au Parlement à la forme définie par la loi du 22 juillet 1879 et s'en tient, pour le reste, à l'arsenal juridique existant, en l'alourdissant par l'article 86 de la loi du 30 juin 1881 qui interdit la tenue de réunion sur la voie publique. Et l'extrême gauche radicale de réclamer vainement par la voix de Camille Pelletan, en 1884, la liberté de manifester comme un complément des libertés de réunion et d'association en arguant d'exemples étrangers⁸.

La crise boulangiste

En proclamant la République « gouvernement définitif de la France », la révision constitutionnelle de 1884 place le régime au-dessus du suffrage universel. Elle fonde par là même « la République absolue », ainsi nommée par Odile Rudelle à qui nous empruntons ces analyses devenues classiques. Que le Parlement français se sente investi d'une fonction quasi religieuse tandis que les parlementaires ne voient qu'avantage à une stabilité inhérente à la majesté de la fonction rend le régime inapte au compromis et interdit l'alternance. Le gouvernement se veut le garant d'une orthodoxie dont le

Sénat s'institue le gardien vigilant. Il perd alors de son pouvoir d'unification des diverses composantes de la communauté nationale et condamne la République absolue, une et indivisible comme le monarque avait été souverain à s'enfermer dans la citadelle du gouvernement indirect pour empêcher que le peuple ne soit appelé à trancher des questions vitales. Ce faisant, le régime exclut du jeu normal de la compétition politique nombre de non-conformistes alors à la recherche d'autres issues. L'existence de ces forces marginales susceptibles d'alliances contre nature et d'actions étrangères au système dominant confère une importance démesurée aux « affaires » et aux scandales qui rythment la vie de la III^e République, en induisant un fonctionnement par « crises » qui favorise, chaque fois, l'émergence d'une nouvelle couche de responsables⁹. Ainsi, avant guerre, l'affaire Boulanger et le scandale des décorations, le scandale de Panama puis l'affaire Dreyfus. Nous ne reviendrons pas sur ces crises aujourd'hui bien connues¹⁰, mais nous nous interrogerons sur l'éventuel rôle de la rue dans l'apparition, le déroulement ou l'épilogue de chacune d'entre elles, en nous focalisant sur la capitale, du fait de la résonance particulière de ce qui s'y déroule. Nous tenterons ainsi d'éclairer les relations que ces mouvements de la rue entretiennent avec leurs devanciers.

Paris n'a guère été touché par les démonstrations, parfois violentes, liées à la crise économique du début des années 1880¹¹. Ce caractère exceptionnel¹² disparaît à partir de 1886, au moment où s'ouvre une décennie de crises.

La montée du mécontentement

Le général Boulanger, promu ministre de la Guerre dans le cabinet de concentration républicaine constitué aux lendemains des élections de 1885, a su se rendre populaire en appliquant le programme militaire du radicalisme. Ses mesures en faveur des soldats et sa politique de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne lui valent un triomphe exprimé publiquement le 14 juillet 1886, lors de la revue de Longchamp, d'autant plus éclatant – ou dérangeant – qu'il exclut de son champ le président de la République pourtant naturellement présent aux côtés du général. L'attitude belliqueuse de Boulanger lors de l'affaire Schnæbelé – un incident de frontière ayant mis aux prises policiers français et allemands – ajoute à sa popularité mais prend à contre-pied la politique conciliatrice d'un gouvernement soucieux

de régler l'incident par les voies diplomatiques. En mai 1887, la chute du gouvernement, victime de cette affaire, et la constitution du ministère Rouvier sont l'occasion d'éliminer le trop bouillant général dont la popularité inquiète. Henri de Rochefort, ancien communard, évadé du bagne puis amnistié, riposte en mobilisant par trois fois la rue, ce même mois, contre ce « ministère allemand », contraignant les autorités en émoi à protéger le Palais-Bourbon et l'Élysée.

Une mobilisation d'une autre sorte, partiellement spontanée et de plus forte ampleur, s'opère quand le général, muté à Clermont-Ferrand, doit quitter la capitale. Perceptible durant la semaine précédant son départ, elle s'enfle le 8 juillet. Une foule énorme se porte alors à la gare de Lyon pour empêcher le train de partir. Faute d'y être parvenue et sans clair objectif, elle tente en vain de rallier la Bastille. La date du départ a été fixée de manière que de nouvelles démonstrations favorables au général soient impossibles lors de la revue du 14-Juillet. Ce choix se révèle mauvais. Les partisans du général s'expriment derechef à cette occasion en acclamant l'absent et, ne se limitant plus à ignorer les autorités légitimes, les conspuent.

À la fin de l'année 1887, le scandale des décorations frappe de plein fouet le gendre du président de la République Jules Grévy, et atteint par ricochet son beau-père. Le 1^{er} décembre, une dizaine de milliers de personnes massées aux alentours du Palais-Bourbon exigent sa démission, donnée le lendemain. Quand se dessine la forte probabilité de l'élection de Jules Ferry à la magistrature suprême par les parlementaires réunis en congrès à Versailles, la mobilisation s'enfle aussitôt contre « Ferry-famine », « Ferry-Tonkin », incarnation du dégoût des manifestants et de leurs haines. Le même phénomène s'était produit la veille, à l'appel de la ligue des patriotes de Déroulède, du comité révolutionnaire central mené par Eudes¹³, ancien général de la Commune, héritier spirituel de Blanqui et, sous des formes plus hésitantes, des possibilistes et de l'agglomération guesdiste¹⁴. Notons pour l'heure, avec Michel Pigenet¹⁵, que les lieux, l'atmosphère, la confusion régnante et jusqu'aux coups de feu tirés par des manifestants ne sont pas sans présenter quelques analogies avec le 6 février 1934 (du moins l'issue de la journée est-elle moins tragique puisqu'on ne relève, ce jour de 1887, que des blessés). Il est difficile d'apprécier l'influence de ces événements – perçus à l'époque comme inquiétants au plus haut chef – sur les parlementaires réunis à Versailles, c'est-à-dire hors

de portée des manifestants (à la différence du 6 février 1934). Du moins serait-il hasardeux de postuler qu'ils n'ont aucune influence sur la décision finalement prise d'écarter Jules Ferry au profit de Sadi Carnot, auréolé du seul prestige que lui confère son patronyme, hérité de « l'organisateur de la victoire » de l'an II.

Le scandale des décorations constitue un tournant dans l'histoire du boulangisme devenu désormais le point de cristallisation des mécontents de tout poil autant que des adversaires de la République, en vue d'une « dissolution », d'une « révision », d'une « Constituante ». La mise en disponibilité du général l'ayant rendu éligible, il se porte candidat à toutes les élections partielles qui se présentent, les gagne presque toutes et chaque fois démissionne après des entrées triomphales au Palais-Bourbon qui mobilisent, entre autres forces, les blanquistes, et ne laissent pas d'inquiéter ses adversaires autant que les forces en charge du maintien de l'ordre.

Le mouvement des terrassiers (juillet 1888)

L'agitation boulangiste, de nouveau perceptible les 13 et 14 juillet 1888¹⁶, est relayée quelques jours plus tard par des manifestations ouvrières de tout autre origine. Le 24 du même mois, les terrassiers-puisatiers-mineurs employés sur les chantiers de l'Exposition universelle se mettent en grève, à l'instigation de leur chambre syndicale, pour une question salariale. Le mouvement s'étend en peu de jours aux quelque 2 000 ouvriers de la corporation et s'accompagne, à partir du 27, de manifestations sur la voie publique. Les garçons limonadiers et coiffeurs mobilisés sur le thème des bureaux de placement se mêlent à diverses reprises à cette action. Les grévistes vont d'un chantier à l'autre, débauchent ceux qui travaillent encore et « promènent bruyamment leurs revendications¹⁷ ». Ils renversent quotidiennement des tombereaux sur la voie publique, s'en prennent parfois violemment aux non-grévistes puis aux forces de l'ordre, le 29, après une manifestation qui les a conduits dans le quartier des journaux. Qu'Eudes décède subitement au cours d'un de leurs meetings, et ses obsèques prennent l'allure d'une puissante démonstration de force. Premier cortège ouvrier toléré dans Paris depuis la Commune, il l'a été moyennant l'engagement pris de ne pas déployer les drapeaux rouges hors du cimetière. L'engagement n'est pas respecté. Dès la place de la République,

ils sortent de leur gaine en provoquant de vifs affrontements entre ouvriers et forces de l'ordre.

Ces grèves et manifestations s'apaisent le 17 août, soit quelques jours avant la triple élection que Boulanger a accepté d'affronter en Charente-Inférieure, dans le Nord et la Somme. Sans chercher à préciser l'importance réelle et supposée des boulangistes dans les récentes manifestations¹⁸, l'essentiel est de retenir que la succession rapide du désordre et du calme crée une atmosphère propice à la mutation de Boulanger « héros national, espoir de la revanche » en héros politique, « candidat à l'apaisement républicain », écrit Odile Rudelle. Sa triple victoire, accompagnée comme à l'ordinaire d'une triple démission, est suivie trois mois plus tard d'une tentative du même ordre à Paris, de nouveau couronnée de succès.

Tandis qu'on proclame les résultats, la foule est massée devant le restaurant Durand, abri de l'état-major boulangiste, à deux pas de la Madeleine, à quelques coudées du Palais-Bourbon, nourrissant les fantasmes de ceux qui rêvent d'une marche sur l'Élysée¹⁹. Mais Boulanger n'est pas du nombre, on le sait. Cette victoire sera la dernière. Le gouvernement s'abstient de combattre le général de front, tout en mettant à mal ses soutiens par les voies légales. Il atteint ainsi sa cible au-delà de toute espérance. Boulanger, inquiet d'une possible arrestation, quitte précipitamment le pays avant de se suicider. Si le geste n'a rien de politique, le résultat l'est au plus haut chef. Le péril a vécu.

En 1883, une « promenade d'ouvriers sans ouvrage dans les rues » apparaissait aux observateurs comme une importation « anglaise », « genevoise » ou « lyonnaise »²⁰. En 1888, les premières manifestations de terrassiers sont perçues par certains en rupture avec les modèles révolutionnaires. Au sortir des récents succès électoraux de Boulanger, quand menace la grève des terrassiers, le publiciste Louis Liévin s'essaie ainsi à rassurer ceux qui voudraient y voir des symptômes de crise : « La crise que nous subissons n'est que la conséquence de nos mœurs et le développement logique de nos institutions, écrit-il. Qu'arrive-t-il des pays où les élections ne sont ni libres ni mouvementées ? C'est que les catastrophes surviennent, terribles, avant d'avoir été prévues et même entrevues. Quand les institutions changent, c'est en s'écroulant et c'est au milieu des ruines qu'on se retrouve pour réédifier [...]. Dans les pays libres au contraire, les courants d'opinion se dessinent clairement et on les voit nettement se prolonger sous la surface, de façon que leur existence ne peut

être niée mais que leur influence peut être contrariée. » C'est de la sorte qu'il convient d'appréhender ces récentes élections ou « les menaces publiques de grève générale qui couvrent les murs de Paris et de la banlieue. Cette publicité même est le salut : [...] la grève sert de soupape de sûreté à l'ébullition ouvrière qui, à défaut de cette issue régulière, aboutirait à des journées sanglantes comme celles de juin 1848. En présence d'un péril qui se dénonce lui-même en se faisant plus grave qu'il n'est et qui s'atténue par sa propre exagération, tout le monde est prévenu, tous les intérêts sont en éveil²¹ ». Les anarchistes soulignent du reste, pour la déplorer, la différence entre les manifestations ayant accompagné la grève et « la révolution par la violence, seule capable d'émanciper le peuple²² », tandis que certains journaux républicains les décrivent à ce point nouvelles qu'elles nécessitent une acculturation de la part de leurs acteurs. Les terrassiers descendus dans la rue inopinément²³, le 27 juillet, semblent ainsi, selon leurs dires, « étonnés [de se trouver là] et considèr[ent] avec un respect évident les grandes bâtisses de la rue du Croissant bariolées d'enseignes, de journaux ». Leur attitude se transforme sous le regard des autres²⁴ et de l'initiative du *Cri du peuple* qui déploie le drapeau rouge à leur passage. De retour vers les faubourgs, ils se sont enhardis et s'en prennent alors, et alors seulement, aux forces de l'ordre²⁵.

Ces manifestations, parfois perçues à tort comme les premières à Paris depuis la Commune, doivent à l'espace de la capitale et aux images insurrectionnelles et barricadières qu'elle charrie jusque dans ses manifestations processionnelles²⁶ d'avoir cependant été vécues par beaucoup comme annonciatrices d'événements relevant du premier XIX^e siècle²⁷. Elles raniment des souvenirs encore brûlants et exaspèrent les inquiétudes.

« Il aurait suffi d'un geste »

Les faveurs populaires prodiguées au général Boulanger par les voies électorales autant que par la rue font naturellement planer l'ombre de Brumaire. Louis Lépine se met ainsi par trois fois en scène dans ses mémoires, impuissant, face à des forces qu'il n'aurait pu contenir, écrit-il, si Boulanger avait décidé de les lancer de l'avant (il est vrai qu'érigé un monument à sa propre gloire, il a tout intérêt à grossir l'incurie de celui dont il était alors le stagiaire)²⁸. Les manifestations de terrassiers réactivent

chez d'autres les souvenirs de juin 1848. « Ce qui a défilé hier devant l'Hôtel de Ville, relève Séverine, c'est la sortie des ateliers nationaux. Il ne s'agit plus du mouvement de 1871, moitié patriotique, moitié international, plein de sectaires et bourré de doctrines. Il s'agit d'une cause bien autrement humaine [...] d'une révolte non pas contre tel ou tel régime mais contre l'oppression de la faim. Ce ne sont pas des politiciens qui veulent des places, ce sont des hommes qui demandent du pain. C'était ainsi à la veille de juin 1848. Demain, ils diront peut-être comme leurs pères : "Du pain ou du plomb et le sang français ruissellera par la ville"²⁹. » Les troubles antiferrystes de décembre 1887 et l'enterrement d'Eudes, enfin, ressuscitent d'autant mieux la Commune³⁰ qu'ils comptent Rochefort, Eudes ou Camélinat parmi leurs acteurs de premier plan. La référence barricadière, « liée aux représentations les plus spectaculaires du combat social et politique, jaillit par temps d'orage et d'excitation sans qu'il soit aisé de distinguer la figure symbolique de la consigne concrète », écrit Michel Pigenet³¹, de l'initiative de ses sectateurs, comme de celles de contemporains circonspects (Paul Lafargue) ou hostiles (Louis Lépine)³².

Ces citations, invocations, évocations, ces mises en scène parfois, ne tiennent cependant pas lieu de stratégie. Les partisans de Boulanger font pression sur le général en se mobilisant dans la rue, mais c'est en dernière analyse à lui et à lui seul qu'il revient d'agir par des voies extraparlémentaires ou de s'en abstenir. La rue n'est donc que le point de départ d'une stratégie qui devrait, pour exister, emprunter d'autres voies – celles dans lesquelles le général refuse précisément de s'engager. Et Louis Lépine aussi bien que Paul Lafargue d'utiliser le conditionnel pour décrire ce qui n'est jamais qu'hypothèse d'école : « Il aurait suffi d'un geste³³. »

Les mêmes lacunes stratégiques se révèlent dans le mouvement ouvrier. Michel Pigenet souligne qu'il serait erroné de conclure de la rhétorique des blanquistes (devenus vaillantistes) la continuité des orientations stratégiques de guerre civile. La rue véhicule les images de la rupture insurrectionnelle, mais les sympathisants du comité révolutionnaire central et du parti socialiste révolutionnaire, mêlés à toutes les mobilisations, ne basculent à aucun moment dans l'insurrection. Les pierres ne servent que de projectiles, les détonations isolées se substituent aux salves meurtrières d'antan et le souvenir des massacres de 1871 nourrit une haine durable à rencontre de ses auteurs, mais entretient aussi chez les rescapés le désir d'éviter un nouveau carnage³⁴ et incite à dessiner d'autres voies.

La « droite révolutionnaire » tente de combiner l'usage de coups d'État exécutés par les militaires avec une « fermentation préparatoire³⁵ » à laquelle son action finit par se résoudre, en lui permettant du moins de forger les instruments d'une violence urbaine susceptible d'être ultérieurement mobilisée pour d'autres causes, nationales et antisémites, et ce malgré l'absence d'un César ou d'un tribun.

Au sein du mouvement ouvrier, l'idée de la grève générale, formulée par Joseph Tortelier en 1886, se donne pour une alternative à l'insurrection qui ne mène, selon lui, qu'à l'hécatombe. Réformiste chez les mineurs, la grève prend à Paris un sens plus révolutionnaire et s'ajoute, dès 1888, à la panoplie révolutionnaire. En témoignent les nombreuses interventions lors des meetings qui ponctuent la grève des terrassiers : « Si la grève pouvait devenir générale, la révolution serait faite³⁶. » On retrouve ce conditionnel obligé.

Les « mises en demeure » guesdistes, qui supposent la mobilisation populaire dans l'espace public afin d'interpeller les autorités compétentes, visent à mettre sur pied une stratégie différente. Pour leurs initiateurs, il est des mises en demeure comme de la grève, qu'ils estiment condamnée par la loi d'airain des salaires. Il s'agit de les utiliser toutes les deux pour organiser, matérialiser la révolution³⁷ et aider à prendre conscience de l'inanité des voies parlementaires ou revendicatives³⁸. Les deux journées des 10 et 24 février 1889 destinées à exiger les huit heures et conçues comme une réponse à la crise alternative au boulangisme constituent une première tentative de passage à l'acte, l'insuccès du 10 (attendu par les guesdistes eux-mêmes) ayant cependant conduit à renoncer le 24 février. Seconde tentative, énoncée lors du congrès de reconstitution de l'Internationale en juillet 1889, la mobilisation le 1^{er} mai suivant autour de ce même objectif. Plus fructueuse dans ses résultats mais qui devra précisément à son succès de reléguer les mises en demeure au second plan, au profit d'autres formes d'action.

Si la violence de la « droite révolutionnaire » se déploie dans la rue, celle-ci perd en revanche de sa dimension stratégique pour les organisations qui considèrent désormais la grève générale – et non plus la révolution de type insurrectionnel – comme instrument de la nécessaire rupture. Au mieux, elle reste l'espace d'une démarche pédagogique visant à détacher, grâce aux « mises en demeure », les travailleurs des illusions réformistes et démocratiques. Les fantasmes et souvenirs révolutionnaires véhiculés par la

rue contaminent cependant ces stratégies en gestation dès lors que les forces qui les mettent en œuvre ont à investir l'espace public pour organiser la grève, lui donner visibilité ou gagner le siège des pouvoirs publics. Ce mélange s'observe à Paris plus qu'ailleurs. Le boulangiste Gaston Thiébaud qualifie ainsi le 1^{er} mai 1891 de « galop d'essai d'une insurrection universelle » dont le point de départ aurait été le 24 février 1889³⁹ et Paul Lafargue écrit, durant la grève des terrassiers : « La foule a conquis le droit de meeting en plein air et, en France, c'est un droit terrible. Ainsi tout le monde commence à prévoir les plus graves événements dans un avenir plus ou moins rapproché⁴⁰. » L'adéquation entre la rue, la violence et le prélude à la révolution est confortée par une série d'événements qui bouleversent le pays à l'orée des années 1890. À Fourmies comme à Clichy, le 1^{er} mai 1891, à Paris avec la vague d'attentats anarchistes⁴¹, dans la capitale encore avec les mouvements étudiants de juillet 1893, qui, pour n'être en rien politiques, n'en tournent pas moins à l'émeute, jusqu'à favoriser la résurgence de barricades⁴², la violence explique que le gouvernement et ses soutiens⁴³ ne se posent jamais la question de la rue autrement qu'en termes d'ordre public, en cherchant simplement à se doter de moyens mieux adaptés à sa défense. Nous y reviendrons.

L'affaire Dreyfus

Dreyfusards et antidreyfusards dans la rue

Des mois durant, l'affaire Dreyfus se déroule sur la seule scène judiciaire, ne réservant à la rue que la portion congrue⁴⁴. Les antidreyfusards à l'offensive sur le très légitime terrain du droit n'ont aucune raison de jouer d'autres cartes et la riposte dreyfusarde doit à sa base sociale de s'engager d'abord par voie de presse sous la forme de manifestes et de pétitions. Un tournant s'opère avec la parution de *J'accuse*, en janvier 1898. Les antidreyfusards, soudain réduits à la défensive sur leur propre terrain, se réapproprient la pétition alors qu'ils en avaient décrié le principe⁴⁵ puis, dans un accès de fièvre suscité par le recul de Fachoda et la perspective de la révision du procès, recourent à la manifestation de rue. En province et en Algérie, de violents troubles antisémites affectent plus de cinquante villes en janvier et février 1898⁴⁶. Dans la capitale, où la rue se

mobilise plus tardivement, la plupart des mouvements antidreyfusards s'inscrivent dans le sillage des émeutes de l'hiver 1887 contre Jules Ferry en vouant à la démission président du Conseil et président de la République. C'est l'objectif du rassemblement de la Ligue des patriotes de Paul Déroulède contre Henri Brisson, le 25 octobre 1898, à l'occasion de la rentrée des Chambres⁴⁷, puis, après la mort de Félix Faure, le 16 février 1899, des rassemblements ayant Émile Loubet pour cible ; après son élection, à son arrivée, gare Saint-Lazare, et, la semaine durant, au cours de tous ses déplacements, il est accueilli aux cris de « Démission, à bas Loubet, vive l'armée ». C'est encore l'objectif poursuivi, le dimanche 4 juin 1899, après l'arrêt favorable rendu par la Cour de cassation à la demande en révision du procès Dreyfus. La Ligue des patriotes mobilise ses forces au pesage de l'hippodrome d'Auteuil à l'occasion du grand prix ; à la faveur des faiblesses du service d'ordre, elle hue copieusement le président la République et va jusqu'à le malmener⁴⁸.

La mobilisation du 23 février 1899 échappe à ce scénario. Le général Boulanger n'avait jamais imaginé marcher sur l'Élysée et les cris de « À l'Élysée » rapportés par divers journalistes amis ou par Maurice Barrès relevaient d'invocations propitiatoires ou de réécritures liées à l'affaire Dreyfus⁴⁹. Paul Déroulède nourrit en revanche d'effectifs projets de complots, dans un contexte plus délicat où l'hypothèse d'un ralliement de l'armée, mise en cause par la révision du procès, mérite d'être prise en compte, quand bien même on se défierait des fantasmes ; les carences de la police – recrutée pour l'essentiel dans l'armée – face aux antidreyfusards et ses excès de zèle à l'encontre de leurs adversaires suffisent à attester ce risque⁵⁰. Le chef de la Ligue des patriotes esquisse un premier passage à l'acte, ce 23 février, jour des obsèques du président Félix Faure. Il a convoqué quelques milliers de ligueurs place de la Nation et attend là les troupes. Alors qu'elles regagnent leurs casernes après leur haie d'honneur devant le cortège funèbre, il tente de convaincre le général Roget de les suivre, place de la Bastille et de là « à l'Élysée » puis, faute d'y parvenir, prend d'assaut la caserne de Reuilly dont ses ligueurs et lui-même seront expulsés *manu militari*. Traduit, en mai, en Haute Cour aux côtés de plusieurs des siens, il clame avec force avoir voulu soulever le peuple et l'armée contre les parlementaires et revendique d'être poursuivi à ce titre. À peine acquitté, il se prépare à réitérer, non sans avoir tiré les leçons de son échec⁵¹. Mais le rapport des forces politique s'est entre-temps modifié. Le

ministère Dupuy est tombé le 12 juin 1899, après la manifestation d'Auteuil, sur un ordre du jour affirmant la résolution de la Chambre « à ne soutenir qu'un gouvernement décidé à défendre avec énergie les constitutions de la République et à assurer l'ordre public ». L'abstention des élus modérés a permis la formation du cabinet Waldeck-Rousseau qui prend au sérieux les menaces de coup d'État. Fort de sa majorité de « bloc républicain », il frappe à la tête en inculpant Paul Déroulède de complot contre la sûreté de l'État. Paul Déroulède est cette fois condamné à dix années d'exil.

Durant la crise boulangiste, les étudiants hostiles au général avaient été ses seuls adversaires à investir parfois la rue, en riposte aux démonstrations de ceux de leurs condisciples qui en étaient sectateurs ; ils avaient privilégié, le 2 décembre, la voie symbolique en se rassemblant sur la tombe du député Alphonse Baudin⁵². Pendant l'affaire Dreyfus, l'investissement de l'espace public à des fins politiques devient le fait des deux camps en présence. La contre-offensive dreyfusarde s'est engagée par voie de presse avant de l'emporter sur le terrain juridique. Cette victoire, qui réduit les antidreyfusards à utiliser la rue, légitime simultanément la riposte adverse sur le même terrain. En fait de rue, c'est de champs de course qu'il s'agit, le 4 juin à Auteuil comme le 12, en riposte, à Longchamp. *La Petite République* de Jaurès et de Gérault-Richard a convié les siens à venir ovationner ce jour-là le président Émile Loubet, à l'occasion du grand prix hippique pour ainsi contrer l'action des « antisémites, monopolisateurs du patriotisme ». Cela suppose de se dissocier visiblement de l'adversaire confondu dans la même foule ; d'où la décision d'arborer un bouton de rose « parce que étant le plus commun, il coûte le moins cher⁵³ », face à l'œillet rouge des déroulédistes (après l'avoir été des boulangistes) et l'œillet blanc des monarchistes. La démonstration épouse délibérément les formes de la manifestation d'Auteuil, s'en veut réparatrice et privilégie du même fait un lieu de sociabilité fort peu populaire et pas même public⁵⁴. Mais cet espace apparaît symbolique de la capitale, de son peuple et de ses rues, auréolées du caractère sacré conféré par l'Histoire mais altérées depuis une décennie par les « menées nationalistes qui [les] déshonorent⁵⁵ ». Cet espace doit être, selon les dreyfusards, restauré en mobilisant le « peuple de 1789-1793, 1830, 1871⁵⁶ » selon les termes de *La Petite République* qui érige en drapeau des images devenues négatives depuis la Commune, d'autant plus

facilement que les contours des forces en présence se sont clarifiés depuis la crise boulangiste où blanquistes et partisans du général confondaient souvent leur offensive. Une démarche mise en œuvre, à plus forte raison le 19 novembre 1899, lors de l'inauguration de la statue dite *Le Triomphe de la République* de Jules Dalou, place de la Nation, après l'instauration du gouvernement de défense républicaine et la libération du capitaine Dreyfus.

Efficacité et devenir des manifestations

Les manifestations des derniers mois de l'affaire Dreyfus s'apparentent à bien des égards à celles de la crise boulangiste. En raison de leurs revendications à l'égard du système politique dominant, les courants politiques naissants se sont précocement dotés d'organisations (ligues de la « droite révolutionnaire », comité révolutionnaire central, parti ouvrier socialiste révolutionnaire ; s'y ajoutent certains journaux qui constituent une des matrices de l'organisation politique en gestation). Tous s'inscrivent dans une stratégie de rupture, tenue pour imminente. Les actions de rue qu'ils engagent prétendent dès lors à des effets immédiats. Dépourvues de toute organisation⁵⁷, elles se déploient dans des espaces et des temps strictement déterminés par la cible combattue ou convoitée (Palais-Bourbon, journaux, chantiers, Boulanger, l'armée) et subvertissent donc souvent des rassemblements déjà prévus (revues du 14-Juillet, enterrements ou grands prix) du fait de leur faible degré d'autonomie vis-à-vis de ces démonstrations d'un autre genre⁵⁸.

D'une crise à l'autre ou dans l'entre-deux, on peut cependant noter certaines évolutions. La préfecture de Police constate que le comité d'organisation du premier mai constitué en 1891 à Paris se réunit derechef en mars 1892 en vue des mesures à prendre pour la montée au « Mur », en hommage aux fédérés tombés en 1871 dans le cimetière du Père-Lachaise, et craint qu'il ne se transforme en un « comité permanent de manifestations qui en toute occasion n'aurait qu'un ordre à donner pour opérer à Paris une concentration de forces révolutionnaires⁵⁹ ». Le préfet Louis Lépine constate, quant lui, que les ligues antidreyfusardes se sont approprié des techniques d'agitation et des hommes de main (au nombre desquels les bouchers des abattoirs de la Villette intervenus dans la crise précédente). Et de souligner la différence entre les « cohues boulangistes tapageuses mais sans cohésion, violentes mais sans discipline » et « les bandes de ligueurs

commandées par des chefs, organisées, obéissant à des mots d'ordre, bien en main⁶⁰ ». Cependant, les manifestants ne recueillent pas les fruits de leur action dans la mesure où leurs stratégies restent fondées sur le temps court et l'urgence.

Ces divers mouvements de la rue ne jouent aucun rôle déclencheur dans les crises survenues mais les rythment, en précipitant la démission de Jules Grévy et la chute du gouvernement Brisson⁶¹ ou en empêchant l'élection de Jules Ferry. On pourrait être tenté de dire que ces mouvements de rue s'apparentent à des formes d'action directe, mais cette affirmation demande à être nuancée. D'abord, ces mouvements ne produisent d'effets qu'à la condition de rencontrer des stratégies parlementaires auxquelles ils servent d'arguments, et s'en voient au contraire privés quand celui ou celle sur lesquels ils misaient (Boulangier ou l'armée) ne se reconnaissent pas dans ces stratégies. Le rapport d'immédiateté que ces mouvements entretiennent avec leurs cibles ou leurs objectifs les condamne à s'éteindre quand la cause disparaît ou quand l'objectif se dérobe. Que le boulangisme se cristallise autour d'un homme et polarise tous ses efforts sur son immédiate accession au pouvoir lui interdit ainsi de survivre à la disparition de son héros. Ce sont les journaux demeurés dans sa mouvance qui tiendront le devant de la scène d'un bout à l'autre du scandale de Panama, et non plus la rue. L'arrestation de Paul Déroulède réduit pareillement ses partisans à des solutions de désespoir illustrées par l'épisode du fort Chabrol. De même, les attentats anarchistes censés précipiter la révolution sont voués par l'échec de leurs auteurs à l'isolement puis à la disparition.

Mais ce sont surtout les effets pervers de ces mouvements qui interdisent de les assimiler purement et simplement à des formes d'action directe. La Commune et le vote des lois constitutionnelles de 1875 ont engendré un rapport de force désormais indépassable, quand même les ralliements socialistes et monarchistes – ou du moins l'acceptation des règles qu'implique le système républicain – ne sont pas immédiats. Ce rapport des forces et le cadre qu'il dessine condamnent le putsch et la révolution à n'être plus que des thèmes, incantatoires ou conjuratoires, mais sont, en revanche, susceptibles de construire un sens, hors de toute intentionnalité des acteurs. L'image de la rue demeurée négative favorise, de fait, des reclassements contre les manifestants. Ce sont, ainsi, ces mouvements de la rue déjà évoqués qui provoquent basculements et redéfinitions des systèmes d'alliance permettant à leurs adversaires – républicains légalistes – de

l'emporter. Georges Clemenceau, qui avait tiré argument de la rue pour éliminer Jules Ferry en décembre 1887 (en participant de la sorte, avec d'autres, à la définition du sens⁶²), prend ses distances vis-à-vis du général Boulanger qu'il a pourtant contribué à mettre en selle après les manifestations de la gare de Lyon du 8 juillet. Il le désavoue devant la Chambre en amorçant un renversement d'alliances⁶³. Ce même processus se reproduit implicitement entre février et juin 1899, quand l'antidreyfusisme républicain et libéral se sépare de ses alliés d'hier – la droite antisémite – après qu'ils se sont montrés prêts à renverser l'État libéral par la violence ; cette rupture permet aux adversaires dreyfusards d'obtenir gain de cause⁶⁴.

Ces divers mouvements de rue constituent donc des formes hybrides, fruits de conjonctures exceptionnelles dont elles sont les excroissances plus que les moteurs. À ce titre, elles ne sont pas sans similitudes avec ces « queues » de révolutions mises en évidence par Vincent Robert et parfois tenues – à tort – pour actes de naissance de la manifestation de rue de type moderne⁶⁵. Vincent Robert a, de fait, montré que les cortèges qui prolongent les principales révolutions des deux premiers tiers du XIX^e siècle ne sont que de simples sursauts conditionnés par elles, des indices d'une situation révolutionnaire anormale à laquelle les autorités entendent mettre un terme. Les mouvements de rue des années 1886-1898 pourraient n'être, pareillement, que des produits exceptionnels de situations qui le seraient également et, dès lors, à leur tour, des « queues » non plus de révolutions mais de crises. C'est le tournant qui s'opère après 1898 dans la vie politique française ; lui seul permet d'expliquer le remplacement d'un type de mouvements destinés à produire d'immédiats effets par un autre qui admet le détour et le gère.

L'espace symbolique de la manifestation

Les conséquences de l'affaire Dreyfus et Le Triomphe de la République

La victoire des dreyfusards met un terme à plus de dix années de crises, fait entrer la République dans une phase nouvelle de son histoire et précipite certaines évolutions dans les pratiques politiques. Dans les années

1880, les élites avaient abandonné la vision consensuelle de l'opinion publique « éclairée » au profit d'une vision qui admettait la division durable de l'opinion en courants distincts, voire opposés ; mais elles ne s'étaient pas engagées dans la construction de partis organisés. C'est chose faite après la mise en place du gouvernement de défense républicaine : l'Alliance républicaine démocratique et la Fédération républicaine sont respectivement fondées en 1901 et en 1903, le parti radical en 1901 et la SFIO en 1905. La reconnaissance des groupes parlementaires ou l'adoption de techniques électorales propres à parachever l'individualisation du vote en soustrayant l'électeur aux pressions externes s'inscrivent dans cette même conjoncture et participent de la modernisation de la vie politique⁶⁶. Les forces politiques qui persistaient à se réclamer d'une rupture révolutionnaire relèvent de cette même évolution en admettant désormais qu'il leur faut s'inscrire dans la durée. Que le temps de la politique cesse ainsi d'être perçu comme celui de l'immédiateté et de l'urgence pour devenir celui du détour nécessaire et possible exige des forces en présence qu'elles puissent tenir les foules à l'écart des mouvements de désespoir et de révolte (que le rapport des forces conduirait inéluctablement à l'échec) pour mieux les mobiliser dans des formes nouvelles quand le contexte devient plus favorable. Cette transformation exige aussi des mouvements politiques qu'ils soient capables d'évaluer le rapport des forces, de capitaliser les acquis de chacune des luttes partielles, de les transmettre et de produire du sens à partir de ce qui, jusqu'alors, n'était qu'action. C'est cette nouvelle phase de l'histoire politique – et non une progressive accumulation de novations formelles – qui explique le passage d'un type de mobilisation où la rue était acteur à un autre où elle s'impose comme un espace chargé de sens, ainsi que le révèle l'inauguration du *Triomphe de la République*, première démonstration des dreyfusards après la victoire.

Cette procession expiatoire, « [réconciliant] la place de Nation⁶⁷ » investie peu avant par Paul Déroulède, s'inscrit dans la droite ligne des fêtes de souveraineté initiées par le régime républicain ; le président de la République et le gouvernement assistent à l'inauguration de la statue de Jules Dalou depuis une tribune officielle dressée place de la Nation (comme prévu en 1883 lors de l'inauguration de la statue des frères Morice, place de la République, inauguration annulée par crainte d'une manifestation anarchiste). La démonstration se distingue cependant à double titre de ce type de fête, d'abord en raison de la symbolique mise en œuvre par Jules

Dalou (au demeurant ancien communard) : une République au sein nu, bonnet phrygien en tête, appuyée sur le faisceau de la loi avec, à ses côtés, les figures de la justice et du travail, symbolisé par un ouvrier torse nu, marteau sur l'épaule. Le cortège encore convoqué par *La Petite République* et toléré vaut à cette journée d'être, comme l'écrit Maurice Agulhon, « à la série des inaugurations ce que les funérailles de Victor Hugo sont à la série des obsèques nationales. C'est l'élément de cet ensemble que son ampleur exceptionnelle a porté au rang d'épisode politique alors que le reste de la série continue à relever du folklore et du quotidien⁶⁸ ». Le groupe de tête arbore le drapeau rouge, non officiellement autorisé mais pour la première fois déployé sans entrave (les officiels choisissant simplement de se retirer avant son arrivée place de la Nation). Cette coexistence des symboliques révolutionnaires et républicaines, tolérée sans enthousiasme excessif par les autorités, est en revanche assumée par les manifestants (sans théorisation d'aucune sorte). Charles Péguy, présent dans le groupe de tête, constate la progressive acculturation de la jeune *Internationale* qu'il ne connaissait jusqu'alors que « de nom ». « Chantée pour la première fois dans la rue avec l'assentiment d'un gouvernement bourgeois républicain », elle « surpasse progressivement *La Carmagnole* ». Mais, dans les rangs, on « rechant[e] » aussi « la vieille *Marseillaise* récemment disqualifiée auprès des socialistes révolutionnaires par la faveur des bandits nationalistes ». Il s'ensuit un précipité original empruntant à la fête de souveraineté autant qu'à la manifestation populaire et que nous proposons de nommer « manifestation de souveraineté ».

Péguy a magistralement décrit le processus à la faveur duquel la rue devient ce jour-là un espace symbolique, par la force de sa charge narrative qui soudain en modifie le sens. Arrivé place de la Nation, le cortège, qui se voulait porteur d'une exigence, se mue en acte de foi : « Il est convenu qu'en passant devant Loubet on lui criera *Mercier au bagne*, Mercier pour lui signifier que le peuple ne veut pas de l'amnistie. Nous y sommes [...]. Tout à coup un grand cri s'élève devant nous : *Vive la République*. Nos prédécesseurs ont oublié Mercier. Nous mêmes sommes saisis devant la République de Dalou et nous crions comme eux : *Vive la République*. [...] Vive cette République de Dalou qui montait claire et dorée dans le ciel bleu clair, éclairée du soleil descendant. » Le phénomène se reproduit plus tard faubourg Saint-Antoine, près de la place de la Bastille. « Tout ignorants que nous soyons de l'histoire des révolutions passées qui sont le

commencement de la prochaine révolution sociale, nous connaissons tous la gloire de légende et d'histoire du vieux faubourg. Nous marchions sur les pavés de cette gloire [...]. Le peuple descendait dans la foule et se nourrissait d'elle. » En s'inscrivant dans le sillage du 14 juillet, événement fondateur de la République, le cortège « réactualise un mythe ou peut-être plus précisément récite un récit ou inscrit un texte dont il donne à lire la légende [...], le *legendum*, récit, légende, mythe déjà inscrit dans l'ordre des lieux et de leurs noms⁶⁹ ». Le cortège réactive la mémoire de la Grande Révolution (absente du système de référence pendant la décennie précédente), tandis que le mythe ainsi revivifié donne sens à la pratique et la légitime, en constituant les rapports que la Révolution entretint avec la rue en matrices susceptibles de déterminer le sens de tout cortège. On assiste ici à un transfert de sens de l'espace fondateur vers la pratique qui l'occupe, puis de cette pratique, à son tour chargée de sens, vers des pratiques de même nature déployées dans des espaces vierges de significations antérieures.

Typologie des manifestations

À la fin du XIX^e siècle, on peut classer les manifestations en fonction de leur forme et de leur signification, pour mettre à jour des matrices sur lesquelles chacune d'entre elles se développe. Ces matrices sont au nombre de quatre : les manifestations-procèsions, les manifestations-pétitions, les manifestations-insurrections, la levée en masse.

Les « manifestations-procèsions » permettent au groupe d'affirmer son identité par sa relation aux valeurs qu'il incarne, comme autrefois les cortèges processionnels (religieux et corporatifs) relayés à ces mêmes fins par les fêtes révolutionnaires puis nationales⁷⁰. On peut désigner de la sorte tout cortège dépourvu d'interlocuteur et dont la fonction première est de construire une image du groupe en usant de symboles. Ces cortèges prennent la commémoration nationale tout à la fois comme repoussoir et comme modèle. Les guesdistes, initiateurs d'un premier mai, journée internationale de lutte en faveur des huit heures, témoignent d'une claire conscience des capacités mobilisatrices et intégratrices de cette action quand ils affirment vouloir en faire un « contre-14 juillet⁷¹ ». Les catholiques aspirent pareillement, à la fin du siècle, à « faire tomber la fête des assassins » en lui substituant le 8 mai 1429. Préférant « ce grand acte de

défense nationale à celui de cet épisode de guerre civile » qu'est le 14 juillet, ils célèbrent, en 1894, la fête de Jeanne d'Arc à Paris⁷². Ces « contre-commémorations » (auxquelles il convient d'adjoindre la montée au Mur des fédérés) présentent la particularité de toujours se dérouler dans l'espace public ou du moins d'y prétendre⁷³ – quand telle n'est pas la règle pour le premier mai internationalement fêté. Surgies dans la décennie de crises, ces « contre-commémorations » acquièrent une importance nouvelle dans cette phase de l'histoire politique qui doit à sa durée de restituer à la symbolique (comme à la question de la transmission des acquis et des identités) une importance majeure. Les cortèges de premier mai initialement conçus comme des mises en demeure évoluent, pendant ces années, vers la symbolique identitaire. La SFIO, qui doit à sa constitution tardive d'émerger à la vie politique quand s'achève, à l'échelle internationale, la gestation des rituels dans le monde ouvrier⁷⁴, s'approprie la montée au Mur et parachève son rituel en abandonnant alors à la CGT l'organisation du premier mai⁷⁵. L'Action française, quant à elle, dispute la fête de Jeanne d'Arc aux catholiques et inaugure, en 1909, le « cortège traditionnel ».

Ces différents cortèges, par définition dépourvus d'interlocuteurs explicites, se déroulent sur des « lieux saints » (Mur des fédérés, statue de Jeanne d'Arc, statue d'Étienne Dolet) visant à affirmer ou à construire l'identité du groupe. Ils lui permettent d'afficher et parfois de constituer sa puissance ou produisent, à défaut, leurs propres espaces identitaires. Ils empruntent, comme les commémorations nationales, au modèle de la fête révolutionnaire mais lui témoignent d'une fidélité plus grande par leur capacité à mettre la foule en scène et en mouvement⁷⁶. À cause de leur relation obligée avec la fête nationale et, par elle, avec l'État-nation, ces cortèges ne peuvent opposer à son trop-plein symbolique que des identités sectorielles : le Mur des fédérés est un phénomène parisien⁷⁷ ; la fête de Jeanne d'Arc s'impose, avant guerre, à Paris et dans ces hauts lieux de la geste que sont Rouen et Orléans. Et si le premier mai joue en Italie un rôle d'unificateur national eu égard à « l'inachèvement » de l'État-nation, il n'unifie en France que la classe, dans sa dimension sinon nécessairement anti, du moins a-nationale.

Les « manifestations-pétitions » s'inscrivent dans la tradition pétitionnaire née de la Révolution française. Elles signalent à l'État les problèmes auxquels il convient de s'attaquer, et, sans plus prétendre changer la structure du pouvoir, l'érigent en interlocuteur explicite en lui

soumettant effectivement, par motions et délégations, ou symboliquement, par slogans et pancartes, une exigence ou une requête. Ces exigences sont traduites de manière souvent réactive et défensive, mais parfois préventivement. Les « manifestations-insurrections » (à distinguer des mouvements insurrectionnels) prennent l'État ou le gouvernement pour cible (symbolique ou réelle) en rééditant métaphoriquement la prise de la Bastille ou la marche sur Versailles. On peut désigner de la sorte toute démonstration qui se dirige vers le siège d'une instance de direction pour la contraindre sous la pression, mais sans violence assumée, à des décisions qui n'entraient pas dans ses vues initiales. C'est ainsi que se déroulent les mouvements viticoles de 1907. Il s'agit aussi de contester certains actes ou décisions, comme en octobre 1909, après l'exécution de l'anarchiste Francisco Ferrer en Espagne.

Enfin, le régime peut être amené à recourir à la « levée en masse », quand la force des symboles ou du droit ne suffit plus à le protéger contre les investissements de la rue susceptibles de menacer son existence ou sa stabilité. Cette pratique exceptionnelle peut être également le fait de forces qui s'estiment en droit de se substituer à l'État défaillant, voire au régime. La levée en masse rappelle que la rue, qui détruit les régimes en France, permet également d'en bâtir de nouveaux, puisant leur sève dans le rapport noué et maintenu avec les masses populaires.

Ces quatre usages partisans de la rue posent l'État (ou, par utilisation métonymique, un autre acteur) en concurrent, en interlocuteur, en adversaire ou même en acteur. Ils constituent, à la condition de les comprendre comme des idéal-types, le cadre dans lequel la plupart des manifestations peuvent être définies et le moule où toutes se coulent peu ou prou. Toute manifestation-pétition peut se muer en manifestation-insurrection pour peu que l'interlocuteur, refusant d'être tenu pour tel, devienne aussitôt cible ; et il est exceptionnel qu'une manifestation se résume à un seul de ces cas. Les premiers cortèges du premier mai qui sont dans de nombreux pays d'Europe (et dans plus d'une ville française) des manifestations-procès destinées à exprimer une identité de classe s'accompagnent ainsi en France, en 1890 au moins, de « mises en demeure » et sont donc également des manifestations-pétitions. Il arrive, en 1891, que ces cortèges se heurtent aux forces de l'ordre et se transforment en manifestations-insurrections, pour devenir, sous l'occupation allemande, une composante de la levée en masse.

Cette typologie n'exclut guère que les manifestations d'action directe, manière de négation de l'État demeurée dans le droit-fil des révoltes. Ces démonstrations qui ne disparaissent pas totalement restent jusqu'à la guerre liées plus spécifiquement à certaines grèves, à des fins de débauchage en particulier, en ressuscitant parfois des formes d'action qu'on pouvait croire obsolètes, ainsi les barricades, disparues de la capitale mais susceptibles de réapparitions à Courtières ou à Limoges en particulier ⁷⁸.

L'espace de la manifestation et son rituel

La rue, instrument d'action directe qui souvent requérait la violence, devient ainsi l'espace où se réalise et s'affirme une manifestation de force aux effets différés, rarement mesurables, démontrant précisément sa force pour éviter la violence sans perdre en efficacité. En s'incorporant des actes accomplis là où elle se déploie, cette manifestation devenue geste peut se dispenser de référence explicite à l'Histoire, qui constitue pourtant sa matrice. Excepté Charles Péguy, qui construit par l'écriture une manifestation de la transition autant qu'il la décrit, les acteurs des mobilisations populaires s'attachent désormais à revendiquer la différence entre leurs démonstrations de force et les modèles révolutionnaires et insurrectionnels des deux premiers tiers du siècle ; pour les décrire ou les définir, ils recourent fréquemment aux modèles étrangers ⁷⁹, alors que la surdétermination par l'Histoire confère pourtant à cette pratique un potentiel de mobilisation de beaucoup supérieur à ce qu'il est en ces pays. Le mythe de la rue fonctionne comme, ultérieurement, celui de la banlieue rouge ⁸⁰, l'un et l'autre cessant d'être mobilisés à titre propitiatoire ou conjuratoire quand le premier s'incorpore à des pratiques symboliques et quand le second se fait réalité.

La force narrative conférée par le mythe à l'espace autant qu'aux cortèges qui s'y déroulent rend superfétatoires ou du moins redondants les marquages symboliques ; c'est pour cette raison qu'en France ils sont moins spectaculaires et diversifiés qu'en d'autres pays voisins ⁸¹.

Les cortèges identitaires, qui doivent à leur dimension rituelle de jouir d'une relative tolérance ⁸², deviennent l'occasion privilégiée d'inventer de nouveaux rituels ⁸³. En province, le premier mai joue souvent ce rôle, en empruntant aux cultures locales dans les cortèges appendices de grève. Le mouvement ouvrier élabore à cette fin et de façon précoce des expressions

symboliques internationalistes. Elles lui permettent de s'émanciper de la symbolique de 1789 qui circule au contraire durablement, le premier mai, dans les autres pays d'Europe. *L'Internationale* est signalée pour la première fois à Armentières en 1898 alors que *La Marseillaise* demeure prépondérante en Belgique jusqu'en 1906. À Charolles (Puy-de-Dôme), en 1890, des drapeaux rouges sont « achetés pour l'occasion » mais le phénomène reste exceptionnel et beaucoup relèvent du bricolage. Ainsi, à Marseille, des jeunes agitent une sorte de drapeau rouge confectionné à partir d'un lambeau de tente arraché à une devanture. À Carmaux, deux drapeaux tricolores sont enroulés et portés comme drapeau rouge. À Paris, où les cortèges de premier mai ne sont pas tolérés au même titre, c'est l'inauguration du *Triomphe de la République* puis, de façon plus réitérative, la montée au Mur qui visent à acculturer des rites nouveaux. Les organisateurs du cortège de novembre 1899 abandonnent ainsi le bouton de rose adopté à Longchamp pour des églantines de carton vendues par des camelots et arborées cette fois à des fins identitaires ; cette scène se déroule aux accents de *L'Internationale*.

L'attitude de l'État

La manifestation, qui est « un objet politique [...] issu de luttes et de marchandages entre groupements politiques établis, autorités gouvernementales, forces de l'ordre et ceux qui veulent attirer l'attention publique sur leurs demandes aux marges du jeu de la politique parlementaire ou électorale⁸⁴ », ne peut acquérir pleinement son autonomie qu'à la condition d'être perçue et traitée comme telle par l'ensemble des acteurs impliqués, en tout premier lieu par l'État.

Les événements de Fourmies constituent une étape importante dans cette évolution. Une récente étude a montré que leur tragique dénouement tient paradoxalement à la démocratisation du recrutement de l'armée, consécutif à la loi de 1872. La lente universalisation du service militaire et l'organisation régionale d'une armée qui puise une part notable de ses forces dans les départements où elle réside fragilisent sa fonction répressive. De là provient le sentiment d'une absence de risque, d'autant plus vif qu'on est en terre boulangiste ; en tout état de cause, il contribue à la brutalité de l'affrontement. La réprobation, presque unanime, contre ce massacre perpétré par la nation armée témoigne d'un sensible abaissement

du seuil de la violence politique tolérée dans la France républicaine, vingt ans tout juste après la Commune⁸⁵. L'armée dispose incontestablement des moyens juridiques et matériels lui permettant de mater une émeute ou une insurrection, mais leur puissance est telle qu'elle devient excessive face à des démonstrations d'une autre sorte, devenues la norme. Au tournant du siècle, la mobilisation de l'armée dans les conflits du travail se révèle donc inadaptée au même titre que la législation répressive, et contraint à des adaptations qui, devenues effectives au tournant du siècle, s'inscrivent à leur tour dans le processus de modernisation de la vie politique. À Paris, Louis Lépine, promu préfet en 1899, s'attache « non pas à supprimer les manifestations sur la voie publique, ce n'était pas en [son] pouvoir, mais à les rendre de plus en plus inoffensives⁸⁶ ». En province, on s'essaie à rendre l'armée moins visible mais le processus n'est en rien continu, comme en témoigne la répression des grèves de 1909-1910. En conséquence, on observe, jusqu'à la guerre, une différence notable entre le coût humain des manifestations parisiennes et celui des manifestations provinciales⁸⁷.

Le gouvernement marque un pas supplémentaire après la séparation de l'Église et de l'État, qui met un terme à la mobilisation catholique contre les inventaires et conduit à l'échec de la grève générale du 1^{er} mai 1906⁸⁸. En réponse à une interpellation d'Édouard Vaillant, consécutive à l'interdiction d'une manifestation de la CGT pour le repos hebdomadaire, il admet, en janvier 1907, que les manifestations, à défaut d'être un droit, peuvent donner lieu à tolérance à condition « qu'il y ait de la discipline et une organisation sérieuse de la manifestation⁸⁹ ». Cette orientation nouvelle trouve à s'investir pour la première fois en octobre 1909 à Paris. L'exécution de Francisco Ferrer a donné lieu à une première manifestation autour de l'ambassade espagnole qui s'est soldée par 1 mort et 85 blessés. Les dirigeants socialistes prennent en main l'organisation d'une seconde manifestation de la place Clichy à la Concorde⁹⁰. Cette manifestation, pour la première fois négociée et tolérée, est encadrée par « des hommes de confiance » choisis par le parti socialiste⁹¹. Elle rassemble une foule imposante et se déroule dans le calme le plus parfait, sans l'intervention des forces de l'ordre. Son succès, salué comme « le début d'une ère nouvelle⁹² », et les élections législatives de mai 1910 qui ont vu la victoire des 76 candidats socialistes incitent la SFIO à profiter de la tolérance dont bénéficie la traditionnelle montée au Mur pour faire fructifier l'expérience d'octobre et conquérir par là même le « droit de manifestation ». Ce

cortège, d'ordinaire toléré dans la seule enceinte du cimetière, déborde cette fois largement sur la voie publique et emprunte à la manifestation Ferrer son ordonnancement et ses « hommes de confiance ». La tolérance accrue dont jouit ce cortège ainsi conçu jusqu'en 1912 laisse à penser que l'on s'achemine effectivement « vers la conquête d'un droit nouveau [...], la liberté de manifestation, la liberté de la voie publique⁹³ ». Mais c'est pécher par excès d'optimisme. Le gouvernement a d'autant plus facilement toléré la seconde manifestation Ferrer qu'elle ne le mettait pas en cause et n'a guère hésité à recommencer dès lors qu'il était confronté à un cortège identitaire relevant de l'hommage aux morts. Que la SFIO décide en 1913 de profiter de la montée au Mur pour faire entendre dans la rue son refus de la loi des trois ans en préférant une manifestation-procession à une manifestation-pétition qui risque de devenir « insurrection », et le gouvernement, revenant sur une tolérance qui paraissait devenue norme, interdit la démonstration prévue. Les élus socialistes appellent alors à se rassembler au Pré-Saint-Gervais, hors les murs de la capitale, et obtiennent l'autorisation du ministre de l'Intérieur à la condition qu'il s'agisse d'une « manifestation-meeting » et non d'une « manifestation-cortège ». Les effets pervers en sont soulignés par Jean Jaurès : « Et voilà que pour avoir voulu défendre au peuple de Paris une manifestation où auraient défilé 15 000 à 20 000 citoyens, [le gouvernement] a ouvert la voie à une manifestation légale où sans doute 100 000, peut-être 200 000 citoyens élèveront une protestation⁹⁴. » De fait, le rassemblement d'une puissance peu commune témoigne d'une capacité nouvelle à négocier les interdits pour cependant réaliser une démonstration de force, en inventant une forme d'occupation de l'espace appelée à demeurer opératoire tout au long des années 1920.

La rue ne joue aucun rôle décisif dans les diverses crises, majeures, qui rythment les premières décennies d'existence de la III^e République. La sortie de crise précipite en revanche le passage de la « journée » à la « manif » mis en évidence par Michel Offerlé⁹⁵. De ce fait prend corps une forme de mobilisation nouvelle qui devient une des modalités de circulation de l'Histoire dans la conscience collective, capable de peser de manière décisive sur les crises.

Manifestations sans crise

Si la guerre et la victoire confortent le régime politique de la France, elles en altèrent le fonctionnement. La droite républicaine accède au gouvernement, le dirige plus de dix années durant entre 1919 et 1934 mais doit par deux fois laisser la place aux radicaux soutenus par les socialistes. Cette alternance entre la droite et la gauche n'emprunte en rien au bipartisme à l'anglaise et ne met aucunement terme à la « République absolue » ; le développement d'une crise de forte amplitude en février 1934, au moment où se trouve posée la question d'une réforme de l'État, suffit à l'attester. Du moins crée-t-elle un espace d'expression parlementaire pour des forces promptes avant guerre à s'exprimer sur d'autres terrains d'action ; elle contribue à expliquer que les crises successives survenues au cours des décennies 1880 et 1890 se déplacent et se résolvent après la Première Guerre mondiale sur le terrain parlementaire, en ne mobilisant qu'exceptionnellement la rue.

La structure, la fonction et les caractères des manifestations répertoriées durant ces quinze années découlent de cette configuration politique nouvelle ; elles disposent d'une relative autonomie, qui découle de l'intrusion de l'international dans le national.

La crise de 1919

La crise de l'immédiat après-guerre s'accompagne d'une grande vigueur manifestante, sous l'effet conjugué d'exigences longtemps contenues et d'une tolérance qui, pour n'être pas totale, est du moins plus large qu'à

l'ordinaire¹ – à Paris avant tout : les manifestations y sont plus nombreuses et souvent plus amples qu'avant guerre.

Les manifestations de l'immédiat après-guerre

Dans la capitale, les responsables de l'Union nationale organisent par deux fois des fêtes patriotiques. L'hommage à l'Alsace-Lorraine, prévu depuis des mois, a finalement lieu le 17 novembre 1918 et apparaît comme la première fête de la victoire. Cet hommage est suivi en mai par la fête de Jeanne d'Arc. Bien que celui-là soit dû à l'initiative de la Ligue de l'enseignement et celle-ci inscrite dans une tradition catholique et ligueuse, les similitudes sont nombreuses. Ces démonstrations, qui se veulent l'expression de l'unanimité retrouvée, réunissent des sociétés corporatives, sportives, culturelles ou éthiques à l'exclusion de toute formation politique (excepté l'Action française, en mai) et n'admettent de symbolique ostentatoire qu'à la condition d'être nationale². Elles bénéficient de l'aval et du soutien des pouvoirs publics et peuvent ainsi se déployer dans des espaces centraux marqués par la symbolique patriotique³. À ce titre, ces démonstrations constituent une modalité nouvelle de la fête de souveraineté.

En décembre 1918, la SFIO (soutenue par la majorité confédérale) s'est vu interdire un cortège en l'honneur du président Wilson en visite officielle à Paris. Elle obtient, en revanche, de défiler librement dans la capitale en avril 1919 pour rendre hommage à Jaurès après l'acquittement de son assassin. La montée au Mur des fédérés et le cortège suscité par les obsèques de Charles Lorne, décédé le premier mai, sont autorisés. Ces manifestations-processions relèvent toutes peu ou prou de l'hommage aux morts et s'inscrivent dans des espaces fonctionnels (la villa de Jaurès, avenue Henri-Martin, le cimetière du Père-Lachaise et les quartiers environnants). Elles enracinent donc les organisations ouvrières dans les lieux de leur histoire spécifique, alors que leurs adversaires ont investi ceux de la patrie. Du moins la SFIO tire-t-elle argument de la puissance des démonstrations et de leur calme pour à nouveau réclamer la légalisation de semblables démonstrations de force. Elle rencontre le soutien inattendu de certains élus de droite alors soucieux d'obtenir celle des processions⁴.

Les libertaires et les syndicalistes révolutionnaires assimilent la rue à la violence dans l'acception que Georges Sorel a conférée au terme⁵. Ils

veulent y voir l'instrument d'une pédagogie de masse, le détonateur d'une action qui se résoudra dans la grève générale ou l'occasion de possibles incidents qui finiront par conduire au Grand Soir. Ils excluent *ipso facto* toute négociation préalable avec les pouvoirs publics quand il s'agit de descendre dans la rue, affirment hautement que la manifestation ne requiert aucune autorisation et agissent conformément à ces principes, en province comme à Paris, le 1^{er} mai 1919 notamment. Le secrétaire du syndicat des terrassiers estime que le recours à la troupe face aux manifestants rassemblés ce jour à Paris peut permettre à la classe ouvrière de fraterniser avec les soldats⁶. Le secrétaire du bâtiment pense que la grève pourrait se prolonger, « malgré les ordres contraires que donneront à leurs amis les dirigeants de la CGT et qu'il [pourrait] en résulte[r] des bagarres, des émeutes et peut-être la révolution⁷ », tel autre appelle, par ces mêmes voies, à la « révolution complète⁸ ». Le gouvernement ayant interdit toute démonstration parisienne, l'union des syndicats de la Seine maintient cependant son appel, en assumant l'affrontement avec les forces de l'ordre, désormais inévitable. À Paris, des barricades s'érigent dans ces mêmes quartiers du nord-est qui abritèrent les manifestants en d'autres temps ; la journée se solde par 3 morts.

Un renouvellement des cultures manifestantes ?

Les adversaires de ces actions les comparent volontiers aux formes de lutte alors déployées en Russie. Le secrétaire adjoint de la CGT n'invite-t-il pas, à la veille de ce 1^{er} mai 1919, à ne pas « tomber dans le travers de ceux qui admirent d'autant plus les révolutions d'Europe centrale et orientale qu'elles ont fait couler le sang dans les ruisseaux » ? La suite de son propos n'est pas moins nette : « chassons de notre esprit cette tendance à l'imitation qui peut nous hanter. Il serait puéril de dire qu'il y a identité de situation. Les travailleurs français peuvent procéder autrement⁹ ». Mais les manifestants susceptibles de crier « Vivent les soviets » ne s'inspirent jamais explicitement de ce modèle quand il s'agit de définir leur rapport à la manifestation de rue. Leur violence s'exerce toutefois contre les seules forces de l'ordre, et épargne toute autre expression, fût-elle symbolique, de l'appareil d'État. La SFIO appelle à manifester en avril « contre le verdict [d'acquiescement de Raoul Villain] et pour honorer Jaurès¹⁰ » mais organise, en dépit de ce mot d'ordre, un cortège identitaire qui ne prend pas pour

cible le Palais de justice. Les libertaires qui investissent ce cortège ne tentent pas d'en détourner le cours. La manifestation du premier mai ne s'essaie pas davantage à forcer les barrages protégeant les édifices publics ; bien au contraire, elle s'éloigne d'eux. Les barricades élevées durant la journée ne répondent à aucun impératif stratégique autre que l'occupation de la rue. Ce mouvement s'inscrit non dans une quelconque perspective insurrectionnelle, mais dans une tradition syndicaliste révolutionnaire où la rue n'occupe aucune place particulière.

Paradoxalement, c'est après les élections de novembre 1919 qui marquent la victoire du Bloc national et le « retour à la normale » que les manifestations de rue revêtent un nouveau caractère, de la seule initiative des pouvoirs publics.

Ceux-ci ont pris en charge la célébration puis les commémorations de la victoire dès avant les élections mais, celles-ci passées, un notable infléchissement s'opère. En juillet 1919, le gouvernement Clemenceau avait superposé les symboliques républicaine et patriotique, en instituant entre elles un rapport d'équivalence. Désormais, le Bloc national s'essaie à résorber la première dans la seconde. Il prive dès 1920 la fête nationale des fastes de la précédente année et conforte, en revanche, la force émotionnelle de l'anniversaire de l'armistice : il choisit d'inhumer ce jour-là le soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe, puis érige le 11 novembre et la fête de Jeanne d'Arc en fêtes nationales. Ces mesures ne privent pas seulement le 14 juillet de son caractère exceptionnel, elles confèrent aussi à la patrie la place centrale autrefois dévolue à la République et scellent l'union sacrée, devenue nationale. Privées de sens, les manifestations patriotiques d'origine partisane sont condamnées à la disparition.

La seconde initiative prend les espérances socialistes à contre-pied. Le gouvernement reconnaît bien alors la spécificité de cette forme d'expression qu'est la manifestation de rue, mais en creux, sur le terrain qu'il a choisi, non en plein, sur celui retenu par les socialistes. La guerre ayant rendu l'emploi de l'armée au maintien de l'ordre, le gouvernement crée à cette fin, en 1921, un corps de gendarmes mobiles spécialisés. Par là il distingue, dans le champ de l'action répressive, la manifestation de ces modalités antérieures qu'étaient l'émeute ou l'attroupement.

Ces initiatives gouvernementales sonnent le glas des évolutions esquissées pendant cet entre-deux que fut l'année 1919. L'héritage de

l'avant-guerre, perceptible toute l'année, est *a fortiori* présent dans la phase de stabilisation consécutive aux élections.

Les conflits des années 1920

Les rares manifestations organisées jusqu'en 1923 sont le fait des seuls adversaires du Bloc national et relèvent de la culture populaire plus que de quelconques orientations stratégiques. Elles redeviennent appendices de grèves, parfois violentes¹¹, ou revêtent un caractère identitaire, pour opposer aux constructions symboliques du Bloc national des constructions d'une autre sorte, déployées dans les fiefs municipaux conservés ou perdus. Mais l'avènement du Cartel des gauches provoque des réévaluations.

Le Cartel conserve le dispositif législatif afférent aux commémorations nationales mais procède à des rééquilibrages destinés à restaurer les valeurs républicaines. Il transfère la revue du 14-Juillet sur les Champs-Élysées pour lui redonner de l'éclat, renverse les termes des cérémonies en fondant la patrie dans la République, réduit au minimum la fête de Jeanne d'Arc et, sans porter atteinte au 11 novembre, lui crée un implicite contrepoint en transférant les cendres de Jaurès au Panthéon le 23 novembre 1924¹². En dressant à côté de l'Arc de Triomphe un édifice où dorénavant repose « l'apôtre de la paix », le gouvernement de gauche concurrence le tombeau du soldat qui jusqu'alors représentait officiellement toutes les victimes du conflit.

Le Cartel souligne par ce geste la force symbolique de la rue, et fait simultanément profession de libéralisme à l'égard des manifestations¹³. Celles-ci s'imposent dès lors naturellement à ses adversaires comme une possible réponse à des résultats électoraux déplorés, sorte de troisième tour capable de tout remettre en cause.

Le parti communiste dans la rue

Les scissions intervenues au sein du parti socialiste et du mouvement syndical en 1920 et en 1922 se traduisent dans la rue par des procès en héritage qui valent aux manifestations identitaires (comme la montée au Mur) et à certaines manifestations liées aux grèves de se dédoubler ; la ligne de clivage la plus pertinente entre différents types de démonstration

demeurant celle qui sépare le socialisme politique du syndicalisme révolutionnaire. Les choses changent à partir de 1923, quand le parti communiste en vient à considérer la rue comme le lieu d'une pratique politique qui rompt avec celle des socialistes : sur le modèle allemand, il érige les manifestations en pierre de touche de la différence proclamée. Cette orientation s'accroît après le V^e congrès de l'Internationale communiste et la bolchevisation de ses sections mais ne peut se manifester que grâce à la tolérance du Cartel.

Le parti communiste institue une adéquation nouvelle entre la classe ouvrière, l'expression politique (et syndicale) censée l'incarner et son avenir, le socialisme victorieux. Il l'exprime en opérant un renouvellement volontariste des signes auxquels il a recours. La fête champêtre organisée chaque été dans les bois de Garches constitue sa première expression publique. En 1924, elle coïncide délibérément avec « la journée rouge » de lutte contre la guerre décidée par l'Internationale. En tête de la « procession rouge » inscrite au programme se déploie un drapeau offert par les communistes russes à leurs camarades français, qui porte en lettres d'or : « Aux ouvriers, aux communistes de France, suivez l'exemple de la Commune de Paris de 1871. Lutte pour la dictature du prolétariat comme l'ont fait des millions d'ouvriers et de paysans russes. » Derrière se dressent deux cents drapeaux arborés par les sections du parti ; des délégués arméniens et italiens chantent *Bandiera rossa*. Des militants revêtus d'uniformes bleu horizon portent des étendards de la révolution russe et vingt-trois enfants allemands une pancarte où on lit : « Vive la paix. Salut de nos parents à leurs sœurs et frères de France. Vive l'Internationale. » Le parti communiste renonce, sur injonction du préfet, à une « étreinte franco-allemande » et à un « monument » constitué de fusils croisés en l'air et d'armes brisées, mais il n'en scandalise pas moins une France qui occupe encore la Ruhr¹⁴.

Ce parti décidé à disputer Jaurès à la gauche cartelliste défile à Paris, en juillet, lors du dixième anniversaire de sa mort, en réinvestissant l'espace excentré mais glorieux de la manifestation d'avril 1919, puis récidive à la faveur du transfert des cendres au Panthéon, le 23 novembre 1924. La cérémonie officielle s'inspire de précédents mémorables, comme la panthéonisation de Victor Hugo et l'inauguration du *Triomphe de la République*. Elle prend appui, à leur exemple, sur les masses agissantes mais reçoit en outre, pour la première fois, le concours des mouvements

partisans (SFIO, CGT, Ligue des droits de l'homme) officiellement associés au comité d'organisation. Le parti communiste, qui juge illégitime cette récupération¹⁵, choisit en revanche de défiler à sa manière « derrière le cercueil de Jaurès¹⁶ », précédé de 180 drapeaux rouges dépourvus de toute inscription et de 300 pancartes, les unes proclamant « Guerre à la guerre par la révolution prolétarienne », les autres « Instituons la dictature du prolétariat ». Ce déploiement de force d'ampleur inédite et l'ombre qu'il jette sur le cortège officiel marquent la première affirmation publique du PCF.

Quand le gouvernement lui interdit, l'année suivante, l'accès des bois domaniaux pour y tenir sa traditionnelle fête champêtre, le parti lui substitue une manifestation contre la guerre du Maroc dans la municipalité communiste de Clichy. La foule défile devant le perron de la mairie où ont pris place des fanfares et un groupe allégorique figurant la fraternisation. Des pionniers, non des élus, montent la garde, entourés de drapeaux rouges aux hampes surmontées de faucilles et de marteaux et revêtus des symboles nouvellement élaborés par l'Internationale communiste. Arborant tous le foulard rouge, ils prêtent serment à la manière de leurs homologues soviétiques et reçoivent d'un dirigeant un fanion de même couleur¹⁷. Soucieux de décloisonner les pratiques du mouvement ouvrier en dépassant les conceptions parlementaristes de la politique et celles des syndicalistes révolutionnaires, le parti communiste cherche à mobiliser la rue à ces fins : en témoigne son appel à manifester le 1^{er} mai 1925, deux jours avant les élections municipales, à organiser, le 2, des meetings et des manifestations en milieu rural, puis à aller voter, le lendemain, « en cortèges communistes » encadrés par les Jeunesses communistes¹⁸. Le rapport à la grève subit pareillement de profondes modifications. L'Internationale communiste avait vivement reproché à sa section française de s'être abstenue lors de la grève des métallurgistes du Havre en août 1922 sous prétexte qu'il s'agissait là d'une « question économique¹⁹ ». Les manifestations organisées lors de diverses grèves, fin 1924, visent à redéfinir la relation entre le syndicat et le parti, notamment dans la municipalité communiste de Douarnenez touchée par une longue grève des ouvrières sardinières²⁰. Cette intervention du politique dans un conflit social va de pair avec la mobilisation de la CGTU à des fins ouvertement politiques. On en a un exemple le 29 août, quand le parti décide d'organiser à Paris une manifestation contre la « terreur blanche en Pologne », ou

encore le 12 octobre, lors de la grève générale contre la guerre du Maroc, « la répression, la vie chère et les impôts Caillaux²¹ ». C'est la première fois qu'un appel à une « grève politique » accompagnée de démonstrations destinées à lui donner corps est lancé.

« *Nous voulons Dieu* »

La droite, fondue depuis 1920 dans la culture de gouvernement, manifeste à 185 reprises de décembre 1924 à juillet 1926 par l'intermédiaire d'organisations catholiques ou corporatives, ne se réclamant pas toujours explicitement d'elle. Dans 65 % des cas, le Cartel est pris pour cible ; mais ces organisations ne remettent pas en cause la culture manifestante mise en œuvre depuis l'armistice.

Les catholiques, sous l'impulsion de la Fédération nationale catholique (FNC) fondée par le général de Castelnau, se mobilisent dès juillet à l'annonce de la suppression de l'ambassade auprès du Vatican et de l'application des lois laïques à l'Alsace-Lorraine. Ils multiplient les processions, leur confèrent parfois un tour politique déclaré ; et sans se limiter à ces investissements rituels de l'espace public dont ils sont redevenus coutumiers, organisent 148 rassemblements d'octobre 1924 à juillet 1926²², réunissant selon eux deux millions de participants²³ (alors que les effectifs de la FNC sont estimés en 1927 à 2 700 000). Ces rassemblements, tenus sur le modèle de la procession, ne privilégient pas les centres civiques, mais leur préfèrent l'espace convenu des pratiques cultuelles ; ils s'organisent sur une base provinciale et non départementale et, contre la centralisation du politique, rejettent les manifestations-pétitions et boudent Paris.

La politique budgétaire du Cartel, ses projets fiscaux et l'affaire Scelle, tenue par l'Action française pour un « exemple de corruption démocratique et maçonnique²⁴ », mobilisent simultanément la confédération générale du petit et du moyen commerce, les anciens combattants et les étudiants, à des fins clairement politiques malgré l'assise corporative de ces mouvements. Sur ce point, leurs manifestations diffèrent de celles des fonctionnaires, alors organisées contre ces mêmes orientations budgétaires.

Ces diverses manifestations, qui sont le fait d'acteurs parfois novices et, pour la plupart, peu coutumiers de la pratique, présentent de nombreuses similitudes. Elles se réclament de la force mais non de la violence ; elles

sont préalablement négociées avec les pouvoirs publics, très souvent autorisées et fortement encadrées par leurs organisateurs. Une majorité d'entre elles affichent ostensiblement leur patriotisme et parfois leur attachement à la République, tout en se réclamant de cette légitimité pour contester les orientations gouvernementales. Elles s'approprient à ces fins la symbolique des manifestations d'union nationale. Les étudiants de Nantes et les commerçants d'Arras²⁵ entonnent *La Marseillaise*, les commerçants nantais défilent derrière le drapeau tricolore²⁶ et le comité d'entente des anciens combattants précise, le 11 juillet, lors d'une manifestation contre les accords de Washington, qu'il n'admettra d'inscriptions que patriotiques et de drapeaux que tricolores, à l'exclusion de tout autre emblème. La plupart des cortèges catholiques s'inclinent devant les monuments aux morts et arborent l'emblème national²⁷ ; des parlementaires venus, pour certains, de régions voisines ouvrent le cortège de Strasbourg ; les manifestants rassemblés à Lille derrière les drapeaux des associations paroissiales crient « Vive le pape » mais également « Vive la France »²⁸ ; ceux qui manifestent à Mulhouse aux accents de « Nous voulons Dieu » interrompent leurs chants devant la préfecture et se découvrent respectueusement à l'écoute de *La Marseillaise* exécutée par leur musique²⁹, etc. Ces cortèges inscrits dans la tradition d'une culture de lutte inaugurée par la bataille contre les inventaires traduisent donc paradoxalement l'acceptation de la culture républicaine : le « ralliement » bien compris est, avec la guerre, devenu fait culturel.

Ces manifestations, souvent processionnelles dans leur forme, se veulent instruments de pression sur l'État. Leurs organisateurs se réclament de précédents extérieurs à leur culture pour en justifier le bien-fondé et la légitimité. Les cardinaux et archevêques donnent en exemple « les socialistes, les communistes, les fonctionnaires, les ouvriers et les commerçants [qui] quand une loi ou un décret leur déplait ou leur nuit [...] n'estiment pas suffisantes les interpellations de leurs représentants à la Chambre ou au Sénat [et] s'adressent eux-mêmes au pouvoir, se rendent aux portes des mairies, préfecture, ministère ». Ils concluent : « le gouvernement presque toujours finit par céder à leurs instances [...]. Pourquoi ne les imiterions-nous pas³⁰ ? » De même, les commerçants affirment : « Ce qu'il faudrait, c'est que tous les groupements adoptassent cette même tactique, exécuter dans la rue et devant les Chambres un immense mouvement d'ensemble de tous les commerçants protestataires et

recommencer de temps en temps cette formidable manifestation qui ne pourrait manquer d'avoir pour effet la victoire des commerçants, surtout aux approches des élections³¹. » Certaines de ces déclarations menacent même explicitement de glisser à la manifestation-insurrection. Les petits commerçants interdits d'accès à l'Élysée, après un meeting le 9 octobre, adressent une lettre au président de la République pour attirer son attention « sur le danger que courrait l'ordre public si le gouvernement refusait de donner satisfaction à [leurs] organisations³² ». Un orateur invite, en mars 1926, ceux rassemblés salle Huygens à se rendre « au Palais-Bourbon pour sortir députés et ministres³³ ».

Violence physique et combats de rue

Cette menace politique s'accompagne d'une violence physique de nature inédite, sous l'effet des mobilisations catholiques et communistes. Les organisations cartellistes et communistes répliquent aux manifestations cléricales, en particulier quand elles tentent d'investir des municipalités ouvrières ou radicales. La droite dénonce, de son côté, cette « saturnale révolutionnaire » que fut la mobilisation communiste de novembre 1924³⁴ et tient les rassemblements de fonctionnaires qui se multiplient alors pour le signe d'une « crise d'autorité³⁵ » imputable au gouvernement³⁶. Elle se dote d'organismes destinés à défendre un ordre qu'elle estime menacé³⁷.

La première, la Ligue des patriotes, s'engage dans cette voie. Pierre Taittinger, chargé de réorganiser sa section « jeunes », constitue les Jeunesses patriotes qui se définissent comme « une troupe de choc³⁸ ». Les étudiants désireux de gagner ses rangs doivent décliner leurs grades militaires, dire s'ils possèdent automobile ou armes, et encore préciser « s'ils sont prêts à marcher en cas d'émeute, à prendre part aux grandes manifestations [ou s'ils préfèrent] faire partie d'un groupe volant [...] susceptible de se déranger pour de petites affaires ou coller des affiches³⁹ ». Les centuries, « véritable échelon de commandement », sont chacune dirigées par un chef et un adjoint, choisis de préférence parmi d'anciens officiers ou gradés ayant fait la guerre⁴⁰. Le Faisceau de Georges Valois se dote pareillement, en juin 1926, d'un « service spécial » pour assurer l'ordre dans ses réunions. Deux équipes d'une vingtaine de légionnaires armés de fouets à lanière et de poivre à jeter au visage d'éventuels assaillants ont pour consigne d'isoler les contre-manifestants, de les

déculotter et de les fustiger en s'inspirant explicitement du modèle fasciste⁴¹. Les Jeunesses patriotes et les membres du Faisceau sont reconnaissables à leur canne et à leur uniforme, kaki pour les premiers, bleu pour les seconds. L'important parc automobile dû à l'origine sociale des cadres et de certains adhérents aide à cultiver une image moderniste. L'Action française réorganise alors, aux mêmes fins, ses équipes de commissaires et de camelots. Constituées plus tardivement par le colonel de La Rocque, les Croix-de-Feu puiseront aux mêmes sources.

Le parti communiste, qui avait préconisé dès les premières heures de la bolchevisation la constitution de « groupes de combat » chargés de « préserver les manifestants » contre d'éventuelles attaques fascistes, répond alors – et alors seulement – de manière symétrique. Le conseil national de l'ARAC (Association républicaine des anciens combattants, située dans la mouvance communiste) décide en janvier 1926 de créer un service d'ordre chargé de « protéger les réunions et les démonstrations publiques⁴² ». Les GDA (Groupes de défense antifascistes) se réclament explicitement des Jeunesses patriotes⁴³ et des partis communistes belge et allemand. À leur image, ils se dotent d'une structure paramilitaire et revêtent un uniforme constitué d'une blouse en toile kaki, d'un béret basque orné de l'insigne de l'ARAC et d'une canne. De plus, les GDA partagent avec les groupements de la droite extraparlamentaire le goût de l'ordonnancement et de la géométrie.

Les socialistes tiennent ces « centurries rouges ou tricolores⁴⁴ » pour une menace contre l'ordre public, mais ils n'échappent pas à une fascination pour ces modèles importés, attestée par la présence de deux bataillons de la garde ouvrière du Borinage à la fête qu'ils organisent, à Lille, en 1927. Ces milices, fortes de 2 000 hommes recrutés dans la jeune garde socialiste et subdivisées en centurries de 113 membres, sont appelées en ce jour à défiler, par rangs de quatre, coiffées de bérets ornés des insignes du Parti et munies d'un bâton ferré, d'une musette et d'un brassard où sont inscrits, en lettres noires, les mots « garde ouvrière ». À leur tête se déploient 150 drapeaux rouges, clairons et fanfares⁴⁵.

L'existence de pareils groupes provoque une violence mettant aux prises, pour la première fois, manifestants et contre-manifestants. À Douarnenez, le maire et quelques gendarmes en sont victimes. La violence touche ensuite les manifestations catholiques systématiquement confrontées à leurs adversaires jusqu'en avril 1925. On déplore deux morts et cent blessés à

Marseille le 9 février 1925⁴⁶ et dix blessés dans le Vaucluse, le lendemain. Ces graves événements connaissent un nouveau rebondissement avec l'attentat de la rue Damrémont où les Jeunesses communistes ouvrent le feu sur des Jeunesses patriotes en faisant sept blessés et quatre morts. Au total, en quelques semaines, neuf cortèges se soldent par des blessés ou des morts, tous liés à la droite extraparlamentaire. Interpellé après chacun de ces incidents, le gouvernement tempère son libéralisme initial sans parvenir à éradiquer la violence. Désormais présente en province, la violence apparaît dans des processions ou des manifestations catholiques, mais perd en intensité.

Ces manifestants ne s'attaquent aux forces de l'ordre que lorsque celles-ci s'interposent entre les parties adverses. Les manifestations n'en sont pas moins périlleuses au plus haut chef pour l'ordre public, l'autorité de l'État et la légitimité républicaine. La violence souvent paroxystique entre manifestants et contre-manifestants révèle la faiblesse du gouvernement, soulignée par l'existence des groupes paramilitaires et leur prétention à exercer certaines des prérogatives de l'État. De surcroît, les manifestations de rue exercent une forte pression sur un Parlement qui ne devrait connaître en droit que le rapport électif l'unissant aux citoyens.

Le Cartel des gauches face au mécontentement de la rue

En juillet 1926, le Cartel des gauches tombe et fait place à un gouvernement d'Union nationale. Deux manifestations au moins y auront contribué. Le 11 juillet, les anciens combattants soutenus par l'Action française manifestent à l'Étoile contre les accords de Washington et le parti communiste réagit sur le même thème, au Pré-Saint-Gervais. Cinq mille personnes se réunissent neuf jours plus tard devant le Palais-Bourbon aux cris de « Démission », « À bas Herriot », conspué sur l'air des lampions. Des poings se tendent, des cannes se lèvent tandis qu'un « ouvrier » [sic] déclare « nous allons le démettre nous-mêmes⁴⁷ ». Les agents résistent mal aux manifestants qui gagnent du terrain et atteignent le terre-plein situé devant la Chambre. Qu'un commandant vienne annoncer : « Herriot est par terre », et les cris se calment. *La Marseillaise* retentit puis les manifestants se dispersent, dans une assez stricte conformité avec les manifestations antiferrystes de 1887.

En novembre, l'Internationale communiste félicite sa section française pour son action contre la guerre du Maroc mais lui reproche d'avoir laissé, ce 20 juillet, les « masses » sans directive quand la responsabilité d'agir lui incombait au premier chef. Pierre Semard rétorque qu'il était impossible de mobiliser « une petite bourgeoisie désorientée par la politique du Cartel » contre « l'offensive de la grande bourgeoisie ». Il reconnaît qu'une manifestation de façade eût été possible mais assortit sa remarque d'un curieux argument : « encore fallait-il savoir que le gouvernement tomberait⁴⁸ ».

Les manifestations des 11 et 20 juillet ne sont ni une « répétition générale » ni un prélude au 6 février 1934 dès lors que les votes à la Chambre suffisent à provoquer l'éclatement du Cartel et le retour des gouvernements d'Union nationale. Du moins posent-elles, en droit, un problème majeur dès lors qu'elles font pression sur le Parlement ; elles sont, à moyen terme, lourdes de conséquences. D'abord, ces manifestations ont prouvé leur efficacité et leur utilité⁴⁹. Ensuite, elles s'attirent des critiques de l'Internationale, qui pèseront sans doute sur la décision ultérieure de laisser l'ARAC manifester sinon aux côtés, du moins en même temps que les organisations combattantes de droite, le 6 février 1934.

Certaines décisions gouvernementales ou individuelles antérieures à la défaite du Cartel sont peut-être plus lourdes de conséquences à long terme. La démission du professeur Scelle intervenue vingt-quatre heures après la chute d'Herriot permet à *L'Action française* de titrer « Victoire des étudiants⁵⁰ » ; Paul Painlevé, qui succède à Édouard Herriot le 17 avril 1925, annonce le maintien de l'ambassade auprès du Vatican et renonce à laïciser les provinces recouvrées ; les anciens combattants qui agitaient, en février, la menace d'une manifestation nationale gigantesque voient leurs pensions revalorisées. Ces décisions permettent aux étudiants, aux catholiques et aux anciens combattants de créditer leurs manifestations des acquis obtenus quand bien même ceux-ci supposaient de préalables mutations politiques. Ces victoires confèrent consistance et légitimité à la manifestation-pétition et participent à ce titre insidieusement de la redéfinition du système politique.

Pour les manifestations de rue, la période de l'été 1926 ne signifie aucunement un retour à la situation antérieure à mai 1924. Elle constitue une phase de normalisation et permet à chacune des organisations manifestantes de fourbir les instruments récemment forgés et de consolider

les acquis. Les manifestations conservent le rythme atteint depuis novembre 1924 mais cessent de graviter autour d'un seul objectif pour évoluer selon des modes et des normes spécifiques à chacune des organisations concernées.

Les droites persistent à se mobiliser même quand les conditions politiques se modifient radicalement. Si leurs manifestations n'excèdent pas 2 % du total enregistré de 1920 à novembre 1924, ce pourcentage passe à 24 % de cette date à juillet 1926. Une baisse intervient après la chute du Cartel, pour se stabiliser en 1932 à un niveau sensiblement supérieur à celui d'avant mai 1924 : 224 sur 2 207, soit 10 % du total de juillet 1926 à mai 1932. Cette évolution s'accompagne d'un changement de nature. Les manifestations corporatives ayant disparu, satisfaction obtenue, dès avant la chute du Cartel pour ne réapparaître qu'en 1932 face au néo-Cartel, les démonstrations de droite se concentrent sur le seul terrain politique – où le quart des cortèges est désormais leur fait – pour soutenir les gouvernements d'Union nationale, se dresser parfois contre telle de leurs orientations ou, plus fréquemment, à des fins identitaires. La pérennité de ces manifestations entraîne celle des contre-manifestations qui toutefois régressent et deviennent l'apanage du parti communiste.

La stabilisation de la vie politique française et les réévaluations accomplies par le parti communiste et la CGTU sont alors à l'origine d'un rapprochement des pratiques réformistes et révolutionnaires dans le domaine des manifestations, hors de toute directive explicite. Les socialistes et certains communistes organisent des manifestations présentant un caractère identitaire qui leur est commun, ou mènent ensemble des contre-manifestations. Les unitaires recourent plus fréquemment à des manifestations-pétitions ou « processions » alors que les confédérés inscrivent leurs démonstrations dans une démarche unifiante.

Les manifestations, devenues agent politique de premier plan sous le Cartel des gauches, acquièrent après juillet 1926 une place dans un système capable d'en accepter l'existence sans les institutionnaliser. La manifestation-pétition est ainsi en passe de se codifier implicitement et, par là, de se pacifier. Unitaires ou confédérés ne dirigent pas davantage qu'auparavant leurs cortèges vers les édifices symbolisant le pouvoir central⁵¹, mais dans plus du tiers des démonstrations recensées de juillet 1926 à la fin 1927 ils attendent une réponse de l'État législateur. Ces manifestations peuvent se targuer de quelques succès, parmi lesquels

l'adoption des mesures Poincaré contre la vie chère. Elles ne constituent pas pour autant le symétrique des manifestations de droite antérieures à juillet 1926. Celles qui demandent l'application de la loi sur l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries marquent le pas. D'autres, engagées par la fédération des mutilés du travail, voient certes leurs objectifs satisfaits, mais longtemps après leur déploiement et sans pouvoir se targuer d'être les agents du succès. Elles ne présentent jamais, enfin, la dimension nationale et simultanée des manifestations opposées par la droite au Cartel. De surcroît, elles sont sans nette corrélation avec la chronologie électorale et sans incidence aucune sur celle des gouvernements ou sur l'histoire interne des manifestations de rue. Ces démonstrations posent le problème inhérent à toute manifestation-pétition, mais ne relèvent de la manifestation-insurrection ni dans leur forme, ni dans leur ampleur, ni dans leurs effets.

La poussée manifestante de la fin des années 1920

En août 1927, les manifestations de grande ampleur entraînées par l'exécution de Sacco et de Vanzetti, puis la stratégie de l'Internationale communiste énoncée en 1929 et ses conséquences en France remettent en question cette évolution. Ces épïc centres extérieurs à la vie politique française mobilisent l'un et l'autre les seules organisations ouvrières et provoquent un accroissement des manifestations politiques de la fin 1927 à 1931.

Les manifestations de solidarité suscitées par l'affaire Sacco et Vanzetti s'inscrivent dans une tradition inaugurée par la protestation Ferrer ; elles en réactivent le souvenir et doivent à une profonde émotion populaire d'entraîner la plus importante poussée manifestante depuis l'après-guerre. Sa puissance est suffisante pour perturber les cultures manifestantes qui tendaient à se codifier. Elle en brouille les contours et débouche, à Paris, sur le premier affrontement de rue violent depuis la fin de la guerre. Pris à l'improviste, le gouvernement adapte ses moyens d'action⁵². Il est prêt à parer à toute éventualité quand l'Internationale communiste décide, en 1929, d'engager ses sections à « la conquête de la rue ». Le parti communiste tente de répondre à cette exigence en affirmant le caractère révolutionnaire de la violence, comme les syndicalistes révolutionnaires dix années plus tôt, puis il s'engage dans une série de manifestations, conçues

chacune comme prolégomènes à la suivante, et dont la « journée » du 1^{er} août 1929 doit constituer l'apogée. Ces « journées » volontaristes donnent lieu à une violence verbale remarquable et remarquée, mais dans les faits se réduisent à peu, à cause de la parfaite maîtrise de l'espace public par les autorités, de la répression pour partie préventive alors déployée⁵³ mais surtout à cause de leur nature intrinsèque. Dans la démarche communiste, la conquête de la rue doit préparer la transformation de la prochaine guerre impérialiste en guerre civile⁵⁴. Elle s'inscrit dans une stratégie de défaitisme révolutionnaire, supposant la guerre et ne prêchant l'insurrection qu'en dernière analyse. Les manifestations qui illustrent cette démarche, destinées à créer les conditions psychologiques et politiques de la révolution, procèdent de la gymnastique révolutionnaire. En rupture avec une culture politique qui n'avait porté ses fruits que lorsque le mouvement ouvrier incarnait l'intérêt national, elles se heurtent à des résistances (passives) qui les condamnent à peu ; sauf quand elles peuvent se greffer sur des traditions locales ou certaines branches industrielles : cela se produit lors de la grève du textile de Roubaix de juin 1931, qui voit resurgir des barricades mises en exergue par le parti communiste, à contretemps de la ligne qui les préconisait⁵⁵.

Ces manifestations sont radicalement étrangères à un État qu'elles n'appréhendent presque jamais comme un interlocuteur, une cible, un recours ou un concurrent et qui n'existe pour elles que par le biais de son éventuelle fonction répressive. À cause de cette attitude, elles perdent la centralité des manifestations de 1924-1926. Devenues dès lors l'occasion d'une violence dont la cible n'est pas l'État, elles se réduisent à un simple problème d'ordre public et c'est à ce titre qu'elles sont appréhendées et résolues par les autorités. En fin de compte, c'est pendant ces années où les manifestations sont si nombreuses⁵⁶ et la violence si souvent invoquée que la rue se révèle le mieux maîtrisée par les pouvoirs publics. Aucune manifestation ne peut plus prétendre à un rôle politique de premier plan au début des années 1930.

Les manifestations ultérieures à l'année 1930 semblent renouer avec la culture manifestante stabilisée entre 1924 et 1926. Cependant, on peut un rapprochement tendanciel des divers types de cortèges sous l'effet conjugué des facteurs internes aux principales formations manifestantes et de la crise économique.

Des lendemains de l'affaire Dreyfus à la crise des années 1930, les manifestations évoluent ainsi au gré de la conjoncture politique nationale et, à moindre titre, internationale sans jamais infléchir le cours de l'une ou l'autre. Du moins les démonstrations politiques (et certaines catégorielles) passent-elles à leur faveur du registre de la contestation populaire mobilisée à des fins politiques avant la Grande Guerre à celui de la culture d'organisation.

Une acculturation du politique

Un bilan global des manifestations répertoriées de l'Armistice à la crise de février 1934 témoigne de constantes culturelles dont la pérennité est due à la stabilité du régime comme à celle de la société.

Les manifestations de salariés

Avant la guerre déjà, les manifestations étaient pluriclassistes et de droite autant qu'ouvrières. Elles le demeurent. Sur les quelque 5 000 démonstrations recensées, 3 032 témoignent d'une multiplicité d'organisations sans égale. Les divers courants politiques, toutes les organisations de salariés (syndicats chrétiens compris) s'y retrouvent, mais aussi de nombreuses formations non salariales et des associations aussi différentes que la Ligue des abonnés du téléphone⁵⁷, les mouvements de locataires ou de sinistrés, quand ce n'est pas une association pour la défense de la tauromachie⁵⁸.

Les manifestations catégorielles demeurent, et de loin, majoritaires. Celles des non-salariés s'étendent aux commerçants sous le Cartel puis, sous le néo-Cartel, aux milieux paysans jusqu'alors tranquilles ; cette évolution est due aux initiatives de Henri Dorgères et de Fleurant Agricola. Les manifestations de non-salariés sont au nombre de 398 si l'on compte les démonstrations de mutilés du travail, de chômeurs et de vieux travailleurs, tous anciens salariés, et de 269 si on les exclut. Soit, dans ce cas le plus limitatif, encore 9 % des démonstrations catégorielles.

Les 2 634 manifestations de salariés sont de très loin majoritaires alors que ces derniers disposent d'une autre arme, la grève. Le paradoxe n'est qu'apparent. Le cortège ouvrier s'est imposé, dès avant la naissance des

syndicats et hors de toute codification, comme un appendice de la grève⁵⁹. Cette dimension demeure lisible. Les démonstrations interprofessionnelles, plus fréquente expression de la CGTU que de la CGT, représentent environ le quart des manifestations de salariés, mais le solde émane de syndicats professionnels confédérés, unitaires et très exceptionnellement chrétiens. L'insertion dans des journées fédérales d'action⁶⁰ est un phénomène exceptionnel et la majorité demeurent le produit d'événements d'assise locale ou parfois régionale. Les manifestations professionnelles peuvent être strictement identitaires et festives, exprimer une manière d'avertissement préalable⁶¹ ou intervenir comme un substitut à la grève. Ainsi agissent, par exemple, les fonctionnaires fortement mobilisés contre les politiques économiques du Cartel et du néo-Cartel. La plupart sont cependant, comme avant la guerre, des appendices de grèves, souvent longues⁶² ou – plus exceptionnellement – étendues au territoire national⁶³.

La propension à manifester, inégale d'une branche industrielle à l'autre⁶⁴, est relativement autonome par rapport au « pouvoir de grève⁶⁵ » de chacune d'elles. Les métallurgistes, en tête à cet égard (21 % des grèves), animent 12 % des cortèges, arrivant ici en seconde position. Les mines et le textile, respectivement deuxièmes et troisième pour le nombre de leurs grèves (13 % et 11 %), sont en revanche troisièmes et premier pour les cortèges (11 % et 33 %). Cette place est due à certains traits spécifiques des différentes grèves, mais également à la nature des espaces en cause. Ainsi, les cités de moyenne importance structurées par une mono-industrie, socialement homogènes, sont promptes à associer les familles aux mouvements revendicatifs et à témoigner de leur active solidarité, dans les secteurs minier et textile par exemple. Ces mouvements expliquent l'importance accordée aux marquages identitaires en pays minier plus qu'ailleurs⁶⁶. Les analyses de Michèle Perrot sur les cultures de branches à la fin du XIX^e siècle (et la place de celles-ci dans le total des cortèges) gardent donc leur pertinence.

Manifestations et organisations politiques

De manière générale, les pratiques des divers acteurs sociaux conservent une forte spécificité. Le cortège ouvrier (syndical ou politique) s'impose comme une forme de lutte et d'expression routinière dans des terres sinon politiquement conquises, du moins socialement maîtrisées. Ce rapport à

l'espace n'exclut pas d'occasionnelles incursions en territoire adverse ou interdit et autorise dès lors la violence ; mais celle-ci est la conséquence des obstacles rencontrés, rarement l'objectif explicite⁶⁷. À cet égard, le comportement du mouvement ouvrier est significatif. Il tente généralement d'éviter le face-à-face et les affrontements en occupant, dans la capitale en particulier, des espaces de substitution, symboliques comme le Mur des fédérés ou intermédiaires, distincts des découpages administratifs et situés dans la périphérie de la capitale⁶⁸. Les étudiants et les anciens combattants investissent pareillement les lieux, universitaires ou symboliques, déjà marqués par leur présence ou leur histoire et dont ils s'estiment les occupants légitimes. Le monde agricole, à l'inverse, conçoit la manifestation comme un mode d'accès à l'urbain compris comme le territoire d'autrui. Dès avant 1914, il se déploie dans les espaces de la circulation ou du pouvoir et s'attaque parfois à la capitale⁶⁹. La violence de ses démonstrations, atypique et maintes fois soulignée, ne doit cependant rien aux révoltes ancestrales. Elle répond à des codes au même titre que les cortèges pacifiques.

Cette permanence des cultures de branche ou de groupe n'exclut pas l'émergence et l'acculturation de cultures d'organisation. Les manifestations s'inscrivent de manière croissante dans le cadre de directives globales, énoncées à l'échelle nationale ou internationale, parfois sous la forme de « journées d'action ». Les démonstrations catégorielles deviennent à partir de 1925 la forme d'expression de certains milieux auparavant dépourvus de traditions politiques collectives. Elles les confrontent à l'État, donnent corps au groupe et s'affirment comme un principe actif de politisation. Les démonstrations politiques, plus sensibles à la conjoncture, sont celles que les innovations de l'après-guerre ont le plus transformées. Elles sont au nombre de 1 743, soit 36 % du total, réparties comme suit :

Forces politiques	Nombre de manifestations	Dont en semaine %
SFIO	243 (dont 73 avant la scission)	18
PCF	695	53
unitaires	42	38
anarchistes et SV *	171	69
républicains	71	7
catholiques	274	12
droite	160	35

autres	87	—
TOTAL	1 743	50

* Participants aux manifestations en faveur de Sacco et Vanzetti.

Ce tableau laisse apparaître la prééminence des organisations qui, à cause de leur nature extraparlamentaire ou de leur refus du régime, recherchent des formes d'expression extérieures à la culture politique dominante constituée par et dans le système parlementaire. Ces organisations nées ou réactivées après la guerre – l'Action française exceptée – ne conçoivent pas la politique comme une pédagogie s'adressant à l'individu-sujet, mais préfèrent lui substituer des formes de mobilisation collective qui rassemblent le groupe et le constituant comme tel. De cette manière, ces organisations participent du renouvellement des cultures politiques dans l'Europe de l'après-guerre. Leurs manifestations de rue, qu'on peut considérer comme une des nouvelles facettes de « l'ère des masses », ne prétendent plus s'insérer dans le système politique pour le renforcer ou le transformer, mais répondent à des situations de crise. En essayant de peser sur les décisions du gouvernement, les manifestations perdent leur caractère d'appendice pour devenir un élément constitutif de l'action revendicative ou politique (même quand elles demeurent liées à des grèves ou à des meetings). Les traditionnels usages de la grève et, bien évidemment, ceux de la rue s'en trouvent altérés. Certaines des organisations concernées confèrent à la grève une fonction politique et l'accompagnent de cortèges qui visent à l'ériger en « grève politique de masse⁷⁰ ». D'autres, à l'inverse, substituent des manifestations revendicatives aux grèves. Ces manifestations apparaissent comme la forme d'action spécifique des mutilés du travail ou des « chômeurs » qui ne disposent d'aucune autre arme, comme un moyen de globalisation des luttes ou comme une manière d'interpeller l'État.

Ces organisations ont tendance à insérer leurs manifestations politiques dans le temps convenu du travail, alors que celles-ci se concentraient traditionnellement dans le temps libre. La proportion des manifestations tenues en semaine est d'autant plus élevée que s'exprime la volonté de faire de la politique autrement ou que s'affirme une urgence, comme pour l'exécution de Sacco et Vanzetti. Dans les phases d'infléchissement du système politique, les manifestations recourent aux modèles étrangers pour mieux adapter leurs démonstrations aux objectifs poursuivis.

Modèles étrangers et militarisation

Ces écarts par rapport à la norme demeurent cependant rares à cause de la stabilité du régime politique et de la force d'une culture politique solidement enracinée. Les parades prolétariennes des communistes ou, de manière plus circonscrite, des socialistes se veulent un reflet des parades militaires décriées. Elles expriment symboliquement le passage du fief au bastion en établissant les bases d'une culture prolétarienne à l'allemande, comme l'atteste le cri de « Vive l'armée rouge⁷¹ » parfois lancé sur le passage des GDA. Mais l'existence d'une culture nationale-populaire et l'antimilitarisme inhérent à la culture ouvrière, paradoxalement confortés l'un et l'autre par la guerre, condamnent ce phénomène d'ampleur européenne⁷² à n'être, en France, que marginal et identitaire, fût-il légitimé par de glorieux modèles étrangers.

Des réticences se manifestent au sein de la direction du parti communiste. Si le principe des uniformes est défendu jusque dans le bureau politique par Maurice Thorez, Jacques Doriot, lui, préfère un simple béret⁷³. La victoire du premier conduit les dirigeants des GDA à professer régulièrement leur antimilitarisme⁷⁴, et le service d'ordre du parti, distinct de ceux-ci, à prendre ses distances. Le premier défilé d'une centaine de GDA devant le Mur des fédérés, le 30 mai 1926, en présence d'organisations sœurs venues d'Allemagne, de Belgique et de Camélinat, ainsi que la remise solennelle du drapeau en cette occasion, suscitent la critique de certains dirigeants qui tiennent pour « mascarade » cette exhibition des « anciens combattants vêtus de tenue ridicule »⁷⁵. La rupture avec les anarchistes s'en trouve précipitée. Depuis la scission de Tours, ces derniers montaient au Mur aux côtés des communistes. Désormais, ils suggèrent de défiler dans les rangs socialistes « où [on pourra] casser la figure aux GDA qui tenteraient de troubler la manifestation⁷⁶ ». Le congrès de l'AIT-CGTSR⁷⁷ déclare, en 1927 : les « syndicalistes révolutionnaires, descendants directs des ouvriers des faubourgs fusillés par Thiers et Gallifet ne [peuvent] accepter sans déchoir de défiler entre deux rangs de gardes rouges et de passer devant le Mur où se masse l'état-major bolcheviste ». Il dénonce « la police rouge [qui] supplée et renforce la police tricolore⁷⁸ ». La Fédération socialiste de la Seine, qui charge, cette même année, ses « jeunesses » de constituer une « jeune garde », ne s'engoue pas pour le

port de l'uniforme et les invite à « ne se distinguer du public que par un brassard pour ne pas déguiser ses adhérents en garde-chiourme⁷⁹ ».

Le mouvement ouvrier n'est pas le seul à manifester des réticences. L'Action française, au caractère extraparlémentaire pourtant affirmé, exprime des réserves : « On ne commence pas par choisir les uniformes, on commence par entraîner les hommes », déclare Maurice Pujo, qui poursuit en soutenant que « les manifestations littéraires, vestimentaires, oratoires ne sont pas inoffensives. Elles atteignent l'adversaire et l'incitent à se préparer⁸⁰ ». La ligne de clivage entre partisans et adversaires de telles formations ne sépare pas la droite de la gauche, mais plutôt les organisations nées avec le système parlementaire (quand bien même en seraient-elles de farouches adversaires) de celles qui, apparues après la guerre, sont contemporaines des modèles étrangers dont elles se réclament. Les prises de position contradictoires sur cette question peuvent du reste s'exprimer à l'intérieur d'un même mouvement en opposant générations d'avant et d'après guerre. On observe de telles oppositions dans la SFIO⁸¹ ou, un peu plus tard, parmi les chemises vertes d'Henri Dorgères⁸². La contradiction se résout alors au profit de la génération d'avant-guerre dans les organisations qui le sont également, et inversement pour les organisations nées après la Grande Guerre.

De fait, les formations paramilitaires réservent le port de l'uniforme, l'ordonnancement géométrique et la marche au pas aux cortèges ou démonstrations identitaires : ainsi se déroulent, à droite, la fête de Jeanne d'Arc et les « mobilisations » des Croix-de-Feu⁸³, ou, s'agissant du mouvement ouvrier, la montée au Mur et les cortèges socialistes dans les fiefs municipaux, et enfin, à un moindre degré, le premier mai. Une fois qu'on a quitté Paris et le Nord, la rareté des occasions de manifester se conjugue avec une implantation nationale restreinte. Ces formations voient en outre leur efficacité mise à mal dès que l'urgence provoque des manifestations d'un autre ordre. On le verra en 1927 pour les GDA, en février 1934 pour la droite.

Manifestations de gauche, manifestations de droite

La différence entre les deux générations d'organisations se double d'un clivage entre la gauche et la droite hérité de l'avant-guerre, qui s'exprime sur un mode nouveau. À cause de ses relations nouvelles avec l'État, la

droite s'approprié en 1919 la manifestation de souveraineté puis adopte l'année suivante la culture de gouvernement. La victoire du Cartel la condamne à l'opposition sans l'obliger à retrouver ses cultures de lutte de l'avant-guerre, sauf peut-être le 20 juillet 1926. La droite invente, on l'a dit, une culture d'opposition d'un nouveau type, en prenant appui sur certains mouvements corporatifs, mais également en recourant à des mobilisations politiques de masse et aux cortèges identitaires. Elle se dote alors de modes d'expression nouveaux en s'appropriant la culture nationale-patriotique forgée après la victoire. Elle en dispute non sans succès la puissance hégémonique aux autorités légitimes et diversifie ses formes d'action. Cela lui permet de demeurer dans la rue, après juillet 1926, transformant en tradition ce qui pouvait n'être que conjoncturel et tentant d'en recueillir les fruits. Les organisations ouvrières, qui rejettent d'autant plus la symbolique républicaine que la droite se l'est accaparée, sont réduites à la contre-attaque. La gauche cartelliste, qui se veut l'incarnation des valeurs républicaines, les intègre pour partie mais ne réussit qu'imparfaitement à restaurer cette adéquation. En dépit de ces initiatives, le 11 novembre conserve ainsi son primat au détriment du 14 juillet, jusqu'en 1935.

Le clivage entre la gauche et la droite, pertinent dans l'ordre de la symbolique, paraît l'être aussi bien dans le recours à la manifestation. Les organisations ouvrières (ou de gauche) usent de la manifestation de rue de manière permanente alors que leurs adversaires en font un usage ponctuel destiné à répondre à une agression. Les démonstrations ouvrières, fortement majoritaires (près de 70 % du total), confortent l'idée que « la rue appartient aux ouvriers ». Le clivage entre la gauche et la droite perd sa pertinence pour peu qu'on décompose chacun des ensembles politiques : les catholiques devancent sensiblement la SFIO et l'écart s'accroît si l'on ne prend en compte que ses manifestations postérieures à la scission ; la droite et les catholiques réunis dépassent en outre leur moyenne nationale dans vingt-quatre départements et l'emportent, quinze fois, sur le nombre des démonstrations adverses. On observe par ailleurs une concentration des départements concernés dans l'Ouest et sur la frange sud-est du Massif central. Le rôle dans la pratique manifestante des organisations nées de la guerre doit être réévalué quand on le considère d'un point de vue quantitatif. L'action de ces dernières se conjugue avec le poids des traditions, et ce sont finalement les forces les plus coutumières de la rue qui persistent à tenir, quantitativement du moins, le haut du pavé : les

organisations ouvrières, pour les raisons déjà évoquées, et les catholiques, familiers de la rue avec les processions et la lutte contre les inventaires. Ce sont leurs manifestations qui pénètrent le plus profondément le pays.

Géographie des manifestations

La poussée manifestante qui s'observe sous le Cartel des gauches s'accompagne d'un élargissement de l'assise géographique des mouvements : 968 cortèges dans 239 villes de janvier 1920 à la panthéonisation de Jaurès en 1924, 769 dans 257 villes de cet épisode à juillet 1926, puis 500 dans 201 villes jusqu'en août 1927, soit, sur la base de l'indice 100 pour le nombre de cortèges, les indices 24, 33 et 40 pour celui des villes touchées. Sur la période ici prise en compte, la totalité des départements sont concernés par le phénomène. Mais sept d'entre eux sont le théâtre de la moitié des démonstrations⁸⁴ ; l'implantation de celles-ci, toutes catégories confondues, témoigne de la prégnance de certaines cultures locales et de la centralité politique en France.

Le poids politique, symbolique et démographique de la capitale est tel que toutes les organisations, catholiques exceptés, s'y déploient malgré les interdits. Marianne est certes « au village » comme elle l'est place de la République ou de la Nation, mais il n'est qu'une place de la Bastille et s'incliner devant la tombe du Soldat inconnu n'a pas la même signification qu'honorer le monument aux morts de son village. De plus, la proximité du pouvoir confère à ce qui se déroule là une immédiate portée politique. Les rues parisiennes ne jouent certes plus de rôle dans la vie et la mort des régimes, mais elles persistent, de fait, à structurer le temps de l'histoire nationale : 1^{er} mai 1919 et 1920, manifestation contre l'acquittement de l'assassin de Jaurès, transfert des cendres du dirigeant socialiste au Panthéon, manifestation des anciens combattants du 11 juillet 1926, manifestation pour Sacco et Vanzetti du 23 août 1927, tentatives de manifestations du 1^{er} août 1929, enfin 6 février 1934.

C'est pourtant le nord de la France qui vient en tête avec 25 % des cortèges, en raison de la présence des branches industrielles (dont on a dit la forte propension à manifester) mais également en raison de traditions historiques solidement ancrées⁸⁵. L'insertion des départements du Nord et du Pas-de-Calais dans l'aire culturelle de l'Europe du Nord-Ouest explique une propension à défiler supérieure à la moyenne et certains traits

spécifiques à ces cortèges, qu'ils soient ouvriers ou non. La pénétration de modèles étrangers, qui rencontre ailleurs de fortes résistances, s'opère ici sans difficulté, par capillarité. La proximité des exemples allemands ou belges explique que les démonstrations socialistes⁸⁶ entretiennent un rapport particulier avec la fête en général⁸⁷ et les kermesses flamandes en particulier, et qu'elles se distinguent par leurs fanfares, harmonies, drapeaux, cérémonies, coutumes carnavalesques empruntées à la tradition flamande qui associe syndicats, partis et coopératives. À cet ancrage culturel on peut attribuer la forte concentration de la pratique manifestante (22 % des communes françaises affectées par le phénomène manifestant sont dans ces deux départements). Et si les organisations ouvrières y font appel plus que d'autres, elles n'en ont aucunement l'exclusivité : ces deux départements, en tête de ceux que les manifestations investissent (29 % des manifestations catégorielles, 45 % des manifestations socialistes après la scission et 33 % des communistes) occupent cette même place pour les catholiques (15 %) et la seconde pour les ligues (5 %). Ces stratégies d'occupation concurrentielle de l'espace sont déployées par des organisations adverses et concurrentes nourries d'une même culture qui entretient et amplifie la propension à manifester⁸⁸. Cette dimension culturelle explique sans doute l'absence de victimes, alors que le nombre des démonstrations dans ces départements est sensiblement plus élevé qu'ailleurs.

Avec 8 % du total des manifestations dans Paris et 7,5 % dans la Seine et la Seine-et-Oise, la région parisienne se place en seconde position. S'y dénombrent, en revanche, seize des vingt-sept morts au cours de manifestations ou d'affrontements entre grévistes et jaunes, de 1919 à janvier 1934⁸⁹. Dans Paris *intra muros*, les ligues sont en tête en nombre absolu et en nombre relatif (40 % du total des démonstrations). En revanche, elles ne manifestent que très occasionnellement en région parisienne, pour disputer alors l'hégémonie aux communistes. Les démonstrations de ces derniers (auxquelles il convient d'adjoindre les manifestations confédérales de la CGTU) arrivent immédiatement après celles des ligues, si l'on s'en tient à la capitale⁹⁰, mais les surpassent, et de très loin, si l'on considère la région parisienne⁹¹. Le parti socialiste doit à la faiblesse de ses fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise de céder du terrain. Il organise près de 10 % de ses cortèges à Paris mais est plus faiblement implanté en banlieue.

Forces politiques	Nombres de cortèges	Nombre de départements	Nombres total de villes	Préfectures et sous-préfectures exclues
PCF	697	66	273	185
SFIO (après 1920) *	212	45	109	62
droite	160	37	61	29
catholiques	274	75	160	75

* Avec l'éventuelle participation, négociée ou non, des communistes.

La SFIO, qui manifeste dans ses fiefs plus qu'ailleurs, déploie ses démonstrations dans la moitié des départements et dans des villes qui, pour 60 % d'entre elles, ne sont ni des préfectures ni des sous-préfectures. Les ligues, étroitement circonscrites, sont faiblement implantées dans le pays et interviennent proportionnellement dans plus de préfectures ou de sous-préfectures que les autres organisations. Les communistes et catholiques investissent plus de la moitié des départements, grâce à une organisation centralisée et à un réseau étendu et ramifié qui diffuse les directives nationales. Les catholiques, en tête pour le nombre de départements touchés, doivent à la vocation globalisante de leurs rassemblements d'investir un moins grand nombre de villes ; sans pour autant privilégier les préfectures ou sous-préfectures. Moins dépendants que d'autres d'une population ou d'une municipalité ouvrières, ils pénètrent le territoire de manière plus homogène : seize départements réunissent la moitié de leurs rassemblements, contre six pour les communistes et trois pour les socialistes ou les ligues. Enfin, le parti communiste, seul à recourir à des journées d'action d'ampleur nationale, vient en seconde position pour le nombre de départements concernés, mais en première pour le nombre des villes ; il a réussi une implantation en profondeur, puisque les deux tiers de ses démonstrations se déroulent dans des agglomérations qui ne sont ni préfectures ni sous-préfectures. Il privilégie les municipalités ouvrières, communistes ou non.

La dimension culturelle a donc l'influence la plus déterminante. En l'absence d'une crise du système politique, c'est à sa faveur que s'opère l'acculturation des nouvelles pratiques.

En 1919, la crise de l'immédiat après-guerre a pu être vécue comme un épisode de la vague révolutionnaire née en 1917 en Russie et comparée à

une « guerre de mouvement ». Le passage à la « guerre de position » interdit en France toute redéfinition du système politique et, par là, des pratiques manifestantes. Mais il ne signifie pas pour autant l'immobilisme.

Les manifestations de rue des années 1920 instituent un principe actif de politisation, d'autant plus efficace que les formations concernées se sont approprié les pratiques culturelles traditionnelles pour en faire des cultures militantes. Cette politisation qui passe par le fait culturel plus que par l'organisation constitue une « entrée en politique », notamment pour les franges de la population indignées de l'exécution de Sacco et Vanzetti (qui dépassent le simple militant) et pour les commerçants ou fonctionnaires dressés contre le Cartel et le néo-Cartel.

Ces manifestations ancrées dans de préalables pratiques sociales sont également enracinées dans une histoire. La pérennité du système politique suppose et permet tout à la fois qu'elles héritent de la force symbolique de crises antérieures. Avant guerre, les premières de ces crises étaient conçues selon les schémas révolutionnaires du XIX^e siècle. Pour demander après guerre l'autorisation ou la légalisation de leurs cortèges⁹², les organisations ouvrières majoritaires et les composantes de l'Union nationale font référence aux modèles invoqués dès avant 1914 et à certaines manifestations du tournant du siècle, mais jamais aux révolutions du XIX^e siècle. Les socialistes et la direction confédérale érigent en modèle la manifestation Ferrer et « le triomphe de la République » quand ils veulent évoquer la force tranquille dont ils savent faire montre. Ils invoquent Fourmies, Draveil-Vigneux, Villeneuve-Saint-Georges, Narbonne, Raon-l'Étape pour dénoncer, à l'inverse, la répression, les manipulations ou certains agissements syndicaux⁹³. L'expérience de la Commune n'est, de même, invoquée que pour condamner la répression⁹⁴, jamais comme un modèle insurrectionnel⁹⁵. Elle n'est pas davantage exaltée par les courants minoritaires qui usent pourtant implicitement des fantasmes qu'elle suscite pour conférer aux barricades du 1^{er} mai 1919 une valeur symbolique⁹⁶. Les manifestations constituent désormais un clair système de références qui dispense de recourir aux matrices initiales.

La révolution russe ou la marche sur Rome, ces crises étrangères, sont mobilisées plus tardivement. Ces modèles échappant aux schémas constitutifs de la manifestation de rue en France n'agissent que sur de faibles effectifs, déjà militants, mais permettent à des minorités volontaristes de se mobiliser hors de la conjoncture révolutionnaire qui est

la leur. Ils sont en outre susceptibles de revivifier certains modèles nationaux enfouis ; les événements de février 1934 le montreront. Les manifestations de rue sont devenues moins exceptionnelles dans l'ordre politique après guerre qu'elles ne l'étaient auparavant. Elles s'imposent ainsi comme des données culturelles véhiculant symbolique et mémoire et permettent aux forces constituées en corps à la faveur d'une circonstance particulière de conserver une cohérence quand celle-ci s'évanouit.

La crise de février 1934 met en œuvre l'héritage de quinze années de stabilité tout en le transformant.

3 Février 1934

Les événements du 6 février 1934

À la veille des législatives de 1932, Henri de Kerillis écrit dans *L'Écho de Paris* : « Six années de gouvernement d'union nationale ont donné des habitudes d'ordre [et] installé des notions de calme dans les esprits [...]. Et aussi longtemps que la majorité actuelle sera au pouvoir, rien ne changera. Mais imaginez une grande victoire électorale des gauches. Immédiatement nous assisterons comme en 1924 à une effervescence profonde, à la formation d'une psychose nouvelle [...]. Les éléments révoltés ou malheureux de la société entraîneront ou troubleront les masses calmes aujourd'hui et pour peu que les difficultés s'aggravent, la paix sociale sera compromise¹. »

La victoire du néo-Cartel ouvre en effet la voie à une poussée manifestante par bien des traits similaire à celle des années 1924-1926. Les manifestations, pluriclassistes, de gauche ou de droite sont plus massives qu'auparavant et mobilisent au-delà des noyaux militants préexistants. Pour autant, la période qui sépare les élections de l'affaire Stavisky n'est pas la simple réédition de ce qu'il advint alors. En matière de manifestations, elle se décompose en trois étapes d'inégale durée.

La contestation du néo-Cartel et les mouvements de janvier 1934

Des législatives de 1932 à la fin 1933, la droite dénonce violemment l'incurie, l'impuissance, la capitulation gouvernementale devant l'Allemagne et tire parti de chaque avancée de Hitler pour accuser la

faiblesse du régime parlementaire et lui opposer la nécessité d'un État fort. La faible implication du néo-Cartel et des communistes² dans la rue dispense toutefois leurs adversaires d'une riposte similaire à celle de 1924. En conséquence, au cours de cette période, la droite – Action française exceptée – n'investit la rue que pour manifester son identité et ses revendications (elle se révèle moins active que ses adversaires politiques³ et que les organisations corporatives situées dans sa mouvance⁴). La physionomie des manifestations de rue s'en trouve transformée.

Sous le Cartel, les emblèmes tricolores et *La Marseillaise* dominaient jusqu'aux manifestations catégorielles de non-salariés. Ils disparaissent pour laisser place aux attributs traditionnels des manifestations revendicatives ou à des symboles catégoriels inventés pour la circonstance, tel le drapeau vert du parti paysan⁵. Des « marches » de paysans ou de chômeurs, inspirées des modèles anglo-saxon, allemand ou autrichien, échappent alors même aux terrains convenus de la manifestation pour investir l'espace périurbain, ressuscitant les fantasmes de révolte agraire. Ces phénomènes propres à conforter le sentiment que les conflits sont moins politisés peuvent aussi signifier le délitement du système hégémonique qui s'était imposé après guerre ou constituer les premiers symptômes d'une crise à venir.

En 1924, la politisation presque immédiate des démonstrations de droite faisait suite à l'initiative gouvernementale dans le domaine idéologique et à sa tolérance, qualifiée de laxiste, vis-à-vis des communistes. Il faut cette fois l'affaire Stavisky, révélée à partir du 24 décembre 1933, pour que les manifestations politiques de droite prennent le pas sur celles des organisations corporatives qui lui sont liées⁶ et sur celles de ses adversaires politiques. Le désengagement idéologique du gouvernement et sa perte d'initiative ne lui évitent donc pas de se retrouver en position d'accusé.

L'Action française est à l'origine de ce renversement. En 1919, elle avait contribué à l'émergence d'une nouvelle culture de droite. Concurrencée par les diverses ligues à partir de 1925 puis condamnée par la papauté en 1926, l'Action française s'attache à marquer sa différence et renoue à ces fins avec un activisme hérité de l'avant-guerre dont les manifestations-insurrections parfois violentes sont la fréquente expression⁷. Lors de la rentrée parlementaire du 9 janvier 1934, elle invite les Parisiens à se rassembler aux abords du Palais-Bourbon aux cris de « À bas les voleurs », après avis de la famille royale qui réside à Bruxelles⁸. L'Action française,

coutumière de manifestations en série, recommence à huit reprises du 10 janvier à la chute de Camille Chautemps, le 29, en corrélant délibérément ses actions avec les séances de la Chambre⁹. Elle est également à l'origine de la quasi-totalité des quinze manifestations tenues sur ce même thème dans neuf grandes villes de province.

Cet activisme touche les Jeunesses patriotes et Solidarité française, ligue fondée en 1933 par le parfumeur François Coty et dirigée par Jean Renaud. Elles s'agrègent en janvier à la plupart des démonstrations de l'Action française puis manifestent pour leur propre compte le 26 janvier 1934. À Paris, la Ligue des contribuables¹⁰, depuis le 9 janvier « en état d'alerte », mobilise à la fin du mois. Cette activité ligueuse n'est pas sans conséquence sur les manifestations de fonctionnaires, qui perdent de leur calme habituel et transgressent plus fréquemment les interdits, comme à Paris le 22 janvier. Elles se radicalisent.

En province, les actes de violence provoqués par ce type de mouvements sont exceptionnels. Il en va différemment à Paris. Les démonstrations de l'Action française, qui débutent en fin d'après-midi pour se terminer quatre fois aux alentours de minuit, se proposent d'atteindre la Chambre des députés ou le ministère de l'Intérieur. Elles rassemblent plusieurs centaines de manifestants, parfois des milliers, se révèlent supérieures en nombre aux démonstrations antérieures et se soldent par des déprédations nombreuses : kiosques brûlés, conduites de gaz détériorées, arbres arrachés ou mutilés, cafés saccagés. La rue retrouve ainsi certains des caractères qu'elle avait perdus depuis 1927, voire 1919 : sans qu'aucun coup de feu soit tiré, 43 membres des forces de l'ordre sont blessés lors de quatre manifestations corporatives¹¹ et 145 autres à Paris, du 9 au 27 janvier, à l'occasion d'affrontements avec l'extrême droite.

Cette violence s'inscrit dans la conception sorélienne dont l'Action française s'est souvent réclamée. Elle vise à déstabiliser la vie politique. « Il est certain que nous avons cherché des désordres dans la rue, dira Maurice Pujo devant la commission d'enquête parlementaire réunie après les événements de février 1934. Les manifestations n'ont pas d'autre but. J'admire le chef d'une organisation qui est venu dire ici qu'il avait interdit à ses manifestants de troubler l'ordre. Quand on ne veut pas troubler l'ordre, on reste chez soi. Nous sortons pour troubler l'ordre afin de faire cesser le désordre plus important qui existe dans l'État, nous y avons réussi. La pression exercée du dehors sur les pouvoirs publics se montre efficace. [...]

Ce n'est pas un procédé normal dans un État policé [mais] la République n'est pas un État bien policé. Les manifestations ont fait cesser le scandale ¹². »

L'Action française s'attribue le mérite de la démission de Camille Chautemps à la fin de janvier ¹³. Celle-ci entraîne la chute du gouvernement, cinquième à tomber depuis décembre 1932. Elle accentue le sentiment d'un malaise du régime, mais calme momentanément les esprits en attirant un temps l'attention sur le terrain parlementaire.

Qui manifeste au soir du 6 février 1934 ?

La constitution du cabinet Daladier à la veille du 6 février 1934 inaugure une nouvelle phase dans l'histoire de la rue. Le gouvernement, désigné mais non encore investi, prend l'affaire Stavisky à bras-le-corps et décide de déplacer le préfet de police Jean Chiappe, en invoquant ses complaisances avec Alexandre Stavisky. Ses sympathies pour les ligues sont cependant notoires. Le 1^{er} août 1929, la police parisienne avait opposé aux communistes un dispositif efficace leur interdisant désormais tout déploiement dans l'espace public. Les affinités politiques du préfet peuvent seules expliquer qu'on lui préfère, en 1934, des méthodes qui ont à diverses reprises prouvé leur faible efficacité, le 1^{er} mai 1919 et surtout en août 1927. L'évident caractère politique de la sanction met le feu aux poudres. Destinée à conforter l'alliance à gauche, elle affaiblit à double titre le gouvernement sur sa droite. Elle provoque la défection des ministres centristes et permet aux 150 députés du Centre républicain présidé par André Tardieu, qui constituent la plus farouche opposition au gouvernement, de trouver des appuis hors des murs de l'Assemblée. La grande presse, acquise à la droite, se mobilise et agite de folles rumeurs propres à émouvoir une population inquiète ¹⁴. La section parisienne de l'UNC entre alors en jeu.

Depuis 1932, les anciens combattants ont manifesté plus qu'à l'ordinaire, pour la défense de leurs pensions menacées par la déflation. Leur mobilisation concilie cette fois revendications corporatives et souci de réformer l'État. Une manifestation parisienne, prévue pour le 4 février et visant à témoigner « du désir de propreté de ses adhérents dans l'ordre et la discipline, sans cri, sans clameur [et] sans arme ¹⁵ », venait cependant d'être annulée sur les vives instances de Jean Chiappe encore en fonction. À

l'annonce de son limogeage, Georges Lebecq, président de l'UNC, se sent floué et libéré de la parole donnée. Il appelle les 72 000 membres de la région parisienne à se rassembler le 6 février à 20 heures devant le Grand Palais, en un cortège inscrit dans la continuité formelle des traditionnelles démonstrations de l'UNC. « Nous désirons défiler dans l'ordre et dans le calme comme nous l'avons toujours fait, déclare son président Jean Goy. Nous irons devant la statue de Clemenceau évoquer les jours sombres de 1917 et manifester notre espoir de trouver un animateur, dans ces circonstances actuelles, aussi fermement résolu que le fut le père la Victoire¹⁶. » Mais plus d'une entorse aux règles habituelles se produit. Cette organisation, qui a coutume de manifester le dimanche en matinée ou plus rarement l'après-midi, mobilise, cette fois, en soirée ; elle met à sa tête la commission administrative à la place des mutilés, en invoquant de possibles risques¹⁷, et arbore, de 150 mètres en 150 mètres, des banderoles de six mètres de large proclamant « Nous voulons que la France vive dans l'honneur et dans la propreté », avant de descendre les Champs-Élysées en tournant le dos à l'Arc de Triomphe, qui est d'ordinaire son objectif obligé. À la même heure, Édouard Daladier se présente devant la Chambre pour obtenir l'investiture. Cette initiative de la plus puissante organisation d'anciens combattants cristallise les mécontentements suscités par la déflation, l'attitude face aux périls extérieurs et les scandales. Elle entraîne une série d'initiatives sinon concertées, du moins convergentes¹⁸.

L'ARAC, soucieuse de disputer la colère des anciens combattants à sa très puissante rivale de droite, invite à manifester à la même heure au rond-point des Champs-Élysées « contre le fascisme, la guerre impérialiste, le gouvernement voleur des mutilés de guerre et complice des escrocs¹⁹ ». En déployant une tactique d'investissement des cortèges majoritaires certes bien rodée mais d'ordinaire réservée à des démonstrations processionnelles, comme le 11 novembre ou les inaugurations de monuments aux morts, les organisations qui manifestent depuis janvier 1934 s'agrègent au mouvement. Les Jeunesses patriotes appellent à se réunir à 19 heures place de l'Hôtel-de-Ville pour escorter « les élus du peuple de Paris jusqu'à la Chambre », en bon ordre et aux accents de *La Marseillaise*. Solidarité française choisit les alentours de l'Opéra, à cette même heure, et l'Action française, directement, la Chambre, à l'heure de la sortie des ateliers et des bureaux. L'Action française s'inscrit à son tour dans la stricte continuité de ses manifestations de janvier : « Les ordres des camelots ont été comme les

autres jours, dira Maurice Pujo ; un jour de manifestations comme les autres ; ni plus, ni moins²⁰. » Cette thèse est avalisée par Eugen Weber qui écrit : « L'Action française avait imaginé une émeute de moyenne importance, pas exceptionnelle sauf, peut-être, en ampleur²¹. »

Le colonel de La Rocque, désireux depuis toujours de se démarquer des autres organisations ligueuses, a pris ses distances dès janvier²². Il invite les Croix-de-Feu réunies salle Wagram, le 10 de ce même mois, à se défier des « chahuts sans objectifs précis ni résultats durables », et condamne le « romantisme [qui n'est] qu'une défensive offensive contre les éléments subversifs, rouges ou noirs, qui voudraient nous voir gaspiller nos forces à l'heure même où se ils se penchent déjà vers les pavés des faubourgs²³ ». Il propose cette fois aux siens deux manifestations successives. L'une se tiendra le 6 février, sur la rive gauche, « en groupes homogènes », « à l'écart de la pagaille, dans l'ordre et le calme, sans entrer dans le Parlement mais en s'en approchant d'assez près pour donner un coup de semonce sévère ». L'autre aura lieu le 5 février, comme « une sorte de répétition générale, dans un autre quartier de Paris afin de contrôler le sang-froid et la discipline des sections²⁴ ».

Deux démonstrations se déploient de ce fait dans Paris à la veille et à l'avant-veille du 6 février. Le 4, des anciens combattants trop tardivement prévenus de l'annulation de la manifestation de l'UNC tentent vainement de gagner l'Étoile en laissant parfois fuser « Vive le père la Victoire », « Vive la France », « Vive Chiappe », « À bas le ministre de l'Intérieur », « Vive Hitler »²⁵. Le lendemain, 3 000 à 4 000 manifestants répondent à l'appel de La Rocque et réussissent là où les précédents ont échoué. Pendant ce temps, un millier d'autres manifestants se dirigent vers le ministère de l'Intérieur, au prix de quelques heurts²⁶. « Nous avons fait le 6, *mutatis mutandis*, ce que nous avons fait le 5 autour du ministère de l'Intérieur, mais cette fois autour de la Chambre des députés », pourra déclarer le dirigeant des Croix-de-Feu devant la commission d'enquête²⁷, en créditant *a posteriori* ce « prologue nécessaire », qui sut « cristalliser la colère civique [...], sans perte, sans violence ou déprédation », des succès du lendemain²⁸.

Mots d'ordre et objectifs

Depuis 1919 – si l'on excepte les démonstrations de l'Action française déjà évoquées –, il n'est de manifestations politiques de droite qu'autorisées

et ordonnées. Presque exclusivement identitaires depuis 1926, elles visent à montrer, en affichant dans les cortèges l'image et les valeurs de la patrie, que la droite en est l'expression la plus parfaite. Elles privilégient à ces fins le cadre spatio-temporel de la commémoration nationale et s'appuient sur des « masses organiques » encadrées et distinguées du « public » par un puissant système de marquage : convocations nominales, uniformes, marche de type militaire, matérialisation de l'espace du défilé, etc. Rien de tel le 6 février.

La manifestation, qui cesse de se prétendre identitaire, définit des objectifs divergents ; mais tous concernent l'action gouvernementale, voire la nature du régime²⁹. La manifestation épouse le rythme de la vie parlementaire dans l'intention de peser sur elle, et par conséquent s'organise en semaine et en soirée. Les manifestants partent de points de rassemblement certes éloignés les uns des autres, mais qui dessinent un arc de cercle autour du Palais-Bourbon devenu – pour la première fois à une telle échelle – la cible de l'antiparlementarisme. Les cortèges, mis à part celui de l'UNC, progressent selon des itinéraires qui convergent vers le Palais-Bourbon. Dépourvue de tout ordonnancement rigoureux (Jeunesses patriotes et UNC exceptées), la manifestation s'adresse cette fois à tous et entend mettre en mouvement les masses. L'UNC, l'ARAC et les étudiants s'adressent aux catégories sociales qu'ils représentent mais tous les autres donnent à leur appel une extension sans limite. L'Action française invite « [ses] amis » mais également les « Parisiens » et les « Français » à se dresser « contre le régime abject » en œuvrant, ainsi, pour la paix³⁰. Solidarité française demande aux « paysans, ouvriers, intellectuels, petits rentiers, petits fonctionnaires, petits commerçants » d'agir pour que « le gouvernement se rende compte que le peuple est réveillé et qu'il avance, décidé à en finir avec les internationaux révolutionnaires et les politiciens pourris ». Les Jeunesses patriotes s'adressent « au peuple de Paris » et même « au peuple » dans son ensemble pour lui enjoindre « d'imposer silence aux factions et [de] donner à la nation des chefs dignes d'elle ». La Ligue des contribuables interpelle les siens mais aussi les « braves gens ». Les Croix-de-Feu, enfin, invitent « la nation, [leurs] camarades du feu et tous les Français et Françaises » à « maintenir la paix intérieure et extérieure » en se rangeant derrière eux « au-dessus des partis tous discrédités », contre un parlementarisme qui l'est également³¹. De surcroît, tous ou presque font une large publicité préalable à la manifestation par

voie de presse et par le truchement d'affiches, de tracts ou de réunions³². Cette mobilisation révèle les limites des réponses apportées en 1919 aux problèmes du pays et l'insatisfaction qu'une large partie de la droite ressent.

Certaines des organisations à l'origine de la manifestation abandonnent le système de référence constitué après guerre et ressuscitent celui qui avait disparu au lendemain de l'affaire Dreyfus. Un conseiller municipal intervenant le 10 janvier à un meeting des Croix-de-Feu, salle Wagram, brandit les allusions de Victor Hugo aux « pavés de la capitale qui savent se soulever³³ ». L'Action française emprunte à la tradition des combats antirépublicains. Elle en assume la violence et valorise dans sa presse le terme d'« émeute », devenu pourtant résolument péjoratif dans le vocabulaire politique dominant³⁴. Enfin, l'Action française ravive explicitement la mémoire du boulangisme : « Paris soulevé a chassé le ministère Chautemps, écrit en janvier son quotidien. La soirée d'hier comptera dans l'Histoire. » La foule, poursuit-il en substance, était aussi dense que le jour de l'armistice, « mais le regard et la voix [étaient] cette fois chargés de fureur. Depuis les temps anciens du boulangisme [on n'avait pas vu] de fureur aussi unanime et motivée³⁵ ». Les Jeunesses patriotes s'inscrivent dans la filiation des luttes communales du XII^e siècle et appellent à manifester « place de Grève, face à l'Hôtel de Ville, berceau des libertés communales » en signant du nom de « comité de salut public » leur manifeste intitulé « Déchéance ». Elles se réclament par surcroît de cette levée en masse que fut Valmy en proclamant « la patrie en danger ». Cette référence au passé révolutionnaire signifie-t-elle un retour aux anciens mouvements de la rue ? À cette question, on ne saurait répondre à partir de la seule intentionnalité des organisateurs. La volonté des manifestants ne constitue jamais à elle seule la nature d'une manifestation ; ce qui vaut en règle générale vaut singulièrement ce jour.

Désordre et forces de l'ordre

Trois facteurs se conjuguent pour fonder l'événement et lui donner sens.

Premièrement, on peut remarquer la confusion qui règne ce soir-là. En début de soirée, les divers cortèges et rassemblements obéissent aux directives de chacun. Mais la simultanéité des appels, la convergence des itinéraires et l'état d'esprit d'une foule inquiète et surexcitée par la diffusion de données fantaisistes concourent à faire descendre dans la rue des

catégories de personnes qui n'en ont pas l'habitude. Une grande confusion en résulte, comme le prouvent les images des actualités cinématographiques³⁶, la difficulté éprouvée par la commission d'enquête à établir la stricte chronologie des faits, ou encore les ultérieurs débats internes au parti communiste³⁷. « La manifestation de l'UNC n'a commencé qu'à huit heures, mais depuis six heures on lançait sur le service d'ordre d'énormes pierres, témoigne le député radical Martinaud-Deplat. Ce ne sont pas les anciens combattants qui ont fait la manifestation sanglante. Ils s'y sont trouvés mêlés et pris ensuite dans une sorte de folie collective qui anime une foule qui se heurte à des hommes en uniformes qui prennent toute leur valeur du fait qu'ils opposent une gêne pour arriver au but qu'elle désire atteindre³⁸. » « Il y en avait qui chantaient *La Marseillaise* et d'autres qui criaient "Les soviets partout", renchérit un commissaire divisionnaire. Ils ne se provoquaient pas, ne se sont pas heurtés, marchaient côte à côte³⁹. » « Il y a eu entre le pont de la Concorde et la Madeleine des scènes assez pénibles, auxquelles j'ai assisté, de fraternisation entre travailleurs, peut-être pas tous communistes, mais de travailleurs en tout cas, et de camelots du roi, de JP, confirme Joanny Berlioz devant le comité central du parti communiste. On se donnait le bras après avoir discuté fraternellement⁴⁰. » Ces propos sont contredits par Marcel Gitton⁴¹ et Benoît Frachon⁴² qui évoquent au contraire, devant le même comité central, des affrontements entre communistes et fascistes.

L'examen socioprofessionnel des morts et des blessés (appartenant, il est vrai, à la fraction la plus active ou la plus exposée des manifestants) oblige à remettre en question cette apparente indifférenciation. L'Action française revendique quatre des quinze morts et seize des cinquante-sept blessés par balle, les Jeunesses patriotes deux morts et autant de blessés, Solidarité française un mort et huit blessés, le parti communiste et les Croix-de-Feu, deux blessés chacun⁴³. Le plus jeune des blessés a 16 ans, le plus âgé 65 et leur âge moyen est de 29 ans et demi⁴⁴, soit légèrement plus qu'en 1919 ou 1927. La profession du blessé, connue dans 56 cas, se répartit comme suit.

Industriels, propriétaires, sans profession	7
Artistes, journalistes, professeurs, élus municipaux, avocats	10
Étudiants	5
Courtiers, gérants, commerçants	6

Ingénieurs	2
Employés de commerce et de bureau	11
Ouvriers	8
Journaliers, personnel de maison	7

La répartition géographique de leur domicile fait, elle, apparaître la prééminence des XV^e, XVI^e, XVII^e arrondissements et de la banlieue ouest. Même en considérant qu'on se situe là près de l'épicentre des violences, on constate qu'il s'agit assurément d'une foule politiquement et sociologiquement distincte du traditionnel public manifestant.

La confusion est accentuée par la quasi-absence de marquages identitaires. « Il n'y avait pas d'écriteaux, déclare le secrétaire national de la Fédération des polices de France et des colonies. C'était une foule anonyme, [sans] signes particuliers. Les anciens combattants sont arrivés en chantant *La Marseillaise* vers 20 h 45. Jusque-là les cris étaient "Assassins", "Voleurs en prison", exprimés par beaucoup de jeunes gens, souvent sans chapeau⁴⁵. » L'ARAC, pourtant désireuse de se démarquer, vient sans drapeaux ni pancartes et se contente de clamer quelques mots d'ordre⁴⁶. Certains parmi les Jeunesses patriotes arborent leurs bérets, mais le port de l'uniforme réservé aux parades n'est pas de mise. Les chants et les mots d'ordre sont, après quelques heures, les seuls éléments distinctifs⁴⁷. *L'Internationale* désigne de toute évidence les militants communistes et l'ARAC ; *La Madelon* se veut le signe de ralliement des Croix-de-Feu, mais rien n'interdit à d'autres de l'entonner. *Le Chant du départ* et *La Marseillaise* peuvent émaner d'organisations de droite très diverses, voire de simples passants. Aussi le secrétaire de la Fédération des polices répondra-t-il par la négative à la question : « Pouvez-vous dire, par les cris poussés, quels étaient les manifestants ? Étaient-ils d'Action française, des anciens combattants, des Jeunesses patriotes ? » « C'était un hurlement continu », dira-t-il⁴⁸.

La durée ajoute à la confusion. La manifestation se prolonge alors que la situation politique qui l'a motivée se modifie très rapidement. Mais aucun des organisateurs en titre n'a le moyen de peser sur ce qui devient, au fil de la soirée, une addition de mouvements plus qu'une démonstration. Seuls ceux qui se trouvent à la portée des organisateurs peuvent entendre et exécuter les directives. Tous ignorent ce qui se passe quelques centaines de

mètres plus loin⁴⁹. Tactique et stratégie, inhérentes à la manifestation de rue – et distinguant celle-ci de la révolte –, disparaissent donc pour laisser place aux seuls rapports de force, que personne ne maîtrise totalement ; la manifestation tourne à l'émeute, d'autant plus facilement que ses objectifs sont loin d'être arrêtés.

L'attitude des forces de l'ordre constitue le deuxième facteur qui donne une signification particulière aux événements du 6 février 1934. Leur déploiement préalable se révèle parfaitement inadéquat à la situation, alors que les manifestations de janvier auraient pu fournir l'occasion d'un entraînement. Les forces chargées de protéger la Chambre se trouvent prises dans une nasse, faute d'un dispositif interdisant aux manifestants l'accès à la place de la Concorde. Elles sont trop peu nombreuses autant qu'inadaptées, et les lances à incendie, utilisées en d'autres circonstances, se révèlent inefficaces. « La préfecture de Police organisée pour des services d'ordre ordinaires ne l'était pas pour l'émeute », conclut la commission d'enquête. Et de déplorer l'absence de moyens efficaces moins offensifs que le tir, comme les projecteurs, les grenades lacrymogènes, les fils de fer barbelés⁵⁰. Les vingt bataillons, les vingt escadrons et les chars d'assaut, seules réserves disponibles, sont jugés à ce point déplacés que le gouvernement se refuse à les employer⁵¹.

De surcroît, la police est désorientée par la faiblesse des suites données aux manifestations de janvier⁵². L'absence de fermeté, ressentie par les manifestants, « contribue indirectement à donner à la manifestation [du 6 février] un caractère de gravité⁵³ », constate la commission d'enquête. La réparation des dégâts causés du 9 janvier au 5 février a été évaluée à plus de 100 000 francs⁵⁴, mais, en dépit d'arrestations assez nombreuses⁵⁵, peu de manifestants ont été poursuivis et les condamnations ont généralement été légères⁵⁶. D'ailleurs, le ministère public n'a pas fait appel et « la chancellerie [n'a pas paru] s'en émouvoir⁵⁷ ». Du reste, les forces de l'ordre, qui ont compté 145 blessés, s'en sont plaintes à des représentants qualifiés du personnel⁵⁸. Elles sont démobilisées, désorganisées et divisées après le déplacement de Jean Chiappe et la toute récente nomination d'Adrien Bonnefoy-Sibour qui fait à ce poste ses premières armes. Il en résulte une faible maîtrise du terrain, des tirs controversés – la commission d'enquête pense qu'on aurait pu les éviter⁵⁹ –, 15 morts dont un militaire, 669 blessés parmi les manifestants et les curieux et 781 parmi les forces de l'ordre, sans oublier 120 chevaux blessés⁶⁰. S'y ajoutent, le lendemain, dans

un Paris demeuré houleux, 573 arrestations, 279 blessés dans le service d'ordre, 73 et 4 morts parmi les manifestants, aucun par balle⁶¹. Mais l'essentiel n'est pas là.

Pendant que Paris s'embrase, Édouard Daladier, investi par 434 voix contre 237, dispose d'une majorité confortable, supérieure à celle de Camille Chautemps et confirmée à deux reprises au cours de la nuit. Reste à rétablir l'ordre. Le nouveau président du Conseil fait d'abord front et sollicite dans la nuit du 6 au 7 les soutiens nécessaires, en excluant toutefois le recours à l'armée (ce qui supposerait, du reste, le vote de l'état de siège). Il doit bientôt constater la défection de hauts responsables, comme le ministre de l'Intérieur, Léon Frot, et le procureur général, qui se refuse à ouvrir une information pour complot contre la sûreté de l'État⁶². Daladier cède alors aux vives instances de ses proches et remet à 13 heures sa démission au président de la République⁶³, en permettant dans l'immédiat le retour de la droite à la tête de l'État, en la personne de Gaston Doumergue.

En dernière instance, c'est la démission de Daladier qui donne sens aux événements du 6 février 1934.

La contre-offensive

La majorité des manifestants du 6 février sont animés d'un sentiment de colère contre la dégradation du régime, mais n'éprouvent pas la volonté de le détruire. Les ligues sont parées de certains attributs fascistes, mais dépourvues du chef auquel toutes aspirent. Enfin, les organisations qui mobilisent ce jour-là le gros des manifestants (UNC, Croix-de-Feu, Jeunesses patriotes) sont plus proches du nationalisme français que du fascisme. Pourtant, les organisations ouvrières appréhendent unanimement les agissements de leurs adversaires de droite au prisme de l'expérience allemande et de la montée du nazisme ; leur interprétation, cependant, diffère d'une organisation à l'autre.

Face à la menace « fasciste »

Communistes et unitaires voient dans le fascisme un instrument de domination capitaliste, conformément aux orientations de l'Internationale

encore en vigueur lors du XIII^e plénum de décembre 1933. La lutte contre le fascisme, estiment-ils, ne doit pas s'appuyer sur la défense de la démocratie bourgeoise. Elle appelle au contraire une révolution sur le modèle soviétique. Ces principes guident l'attitude du parti communiste qui, le 6 février, soutient la manifestation de l'ARAC et exhorte à l'action contre « les groupements fascistes, frères des assassins en chemise brune ou en chemise noire et [...] la social-démocratie de Blum ». Certains militants communistes sont dès lors présents dans la rue, « sans direction, sans mot d'ordre, mélangés aux fascistes », ainsi que le déplore Renaud Jean en juin 1934, sans députés à leur tête contrairement aux indications données la veille, renchérit André Marty⁶⁴. Pendant ce temps, les élus communistes s'opposent à l'investiture d'Édouard Daladier en refusant de choisir « entre la peste et le choléra⁶⁵ ».

Les confédérés, les socialistes et les organisations situées dans leur mouvance s'inscrivent dans une perspective radicalement différente, en assimilant le fascisme à la violence dont il use à l'encontre des institutions républicaines. Dès janvier 1934, la fédération des anciens combattants pacifistes invite à se mobiliser « en cas de carence des pouvoirs publics⁶⁶ » et la CGT se dit prête à défendre les « libertés publiques, [...] s'il le faut par la grève générale ». Telles les ligues en 1924, l'une et l'autre conçoivent la mobilisation comme un nécessaire substitut à l'inaction des hommes politiques. Les députés socialistes, pour leur part, accordent à Daladier un « vote de combat » pour défendre la République et les libertés menacées. Ils misent, le 7 février, sur sa capacité de riposte et, de manière significative, publient à la une du *Populaire* une photo qui le représente à la tribune au moment de sa déclaration d'investiture. La commission administrative de la CGT agit de même et lance un appel à la grève générale pour « encourager le gouvernement dans sa résistance⁶⁷ ».

La démission de Daladier semble donner consistance à la théorie communiste qui fait du parti radical et du parti socialiste « les fourriers du fascisme », tandis que socialistes et confédérés sont pris au dépourvu. « La situation est plus alarmante qu'en 1926, écrit Léon Blum. On ne maîtrise pas à son gré les forces qu'on a déchaînées. Les troupes de choc royalistes et fascistes ont éprouvé leur force et leur audace va s'accroître. Derrière le "Bloc national" qui encombre la scène, la masse des travailleurs et paysans doit s'organiser⁶⁸. » La soudaine incursion des modèles étrangers dans la vie politique française a eu pour effet de faire renaître des fantasmes

enfouis, comme la peur des Blancs et de leurs avatars successifs⁶⁹. En ce sens, la victoire de la droite, le 7 février, se révèle lourde de conséquences.

*Le 9 février 1934, « les ouvriers de Paris à l'assaut du ciel »*⁷⁰

Les communistes et les unitaires, hostiles à toute action commune avec les organisations socialistes et confédérées qualifiées de « social-fascistes », appellent les « ouvriers socialistes et communistes » à manifester le 9 février 1934, place de la République, contre « la dictature sanglante du capital », pour la « dissolution des ligues » et pour « un gouvernement ouvrier et paysan ». Le préfet Adrien Bonnefoy-Sibour signifie à 16 heures à leurs représentants conduits par Jacques Doriot l'interdiction de la démonstration prévue et demande d'y surseoir. Jacques Doriot dit la chose impossible. Quelques milliers de personnes se massent dès 19 h 15 place de la République, qui est devenue depuis deux jours le point de ralliement des communistes, moins pour des raisons symboliques que pour sa proximité avec les quartiers populaires du nord-est. À leur tête, Jacques Doriot, irrespectueux des consignes invitant les dirigeants communistes à se mettre à l'abri⁷¹. Les manifestants aussitôt dispersés tentent de se reformer aux accents de *L'Internationale*. Dans l'impossibilité d'accéder à la place de la République, ils disputent la rue aux policiers et tentent d'élever des barricades entre 20 et 22 heures, au sud-est du périmètre des barricades du 1^{er} mai 1919. Mille deux cent quatorze arrestations sont effectuées et les coups de feu proviennent cette fois des deux parties⁷², sans sommation des forces de l'ordre. On dénombre cent quarante et un blessés parmi les policiers, vingt-quatre blessés et quatre morts parmi les manifestants. Seize personnes parmi les blessés sont membres de la CGTU, deux du Secours rouge international, une des Jeunesses communistes. Une dernière personne blessée est membre du parti communiste, de même que tous les morts. Une dépêche de presse adressée aux *Izvetsia*, renouant avec un ton disparu depuis 1929, ressuscite la geste des pavés parisiens : « 1 200 arrestations, [plusieurs morts], plusieurs centaines de blessés, tiennent héroïquement cinq heures presque le quart de Paris particulièrement les vieux quartiers révolutionnaires de Ménilmontant, Belleville [...]. Jamais depuis la Commune le prolétariat parisien n'avait fait une telle démonstration de force combative et légendaire⁷³. » Et la commission d'enquête de mentionner des combats « dans les quartiers de la Commune⁷⁴ ». Cette référence avait presque disparu⁷⁵ depuis les combats dreyfusards.

La manifestation du 12 février 1934 ou la défense de la République

Confrontée à la démission de Daladier, la CGT demeure fidèle à son principe énoncé dans la matinée du 7 février ; mais elle passe « de la grève générale en accord avec le gouvernement à la grève générale quel que soit le gouvernement⁷⁶ » et la définit, le 11, comme « un acte de courage civique, la sonnerie du ralliement pour tous ceux qui veulent que le droit triomphe de la force, que la déclaration des droits de l'homme de 1789 reste la charte des hommes libres⁷⁷ ». Par là, elle ressuscite une tradition prémanifestante pour s'inscrire dans la perspective d'une « levée en masse⁷⁸ », sans le gouvernement, certes, mais du moins ni contre lui ni contre l'État.

Les organisations de gauche – communistes, unitaires et radicaux exclus – sont associées par la CGT à l'organisation de la journée. L'accompagnera-t-on de manifestations de rue ? Ni Léon Jouhaux ni Paul Faure ne le souhaitent. Toutefois, Léon Blum soutient la gauche socialiste, qui leur est favorable, et emporte la décision. On s'achemine donc vers une journée de grève générale à caractère explicitement politique, partout accompagnée de cortèges destinés à lui donner corps. Mais partis et syndicats se partagent les attributions, si bien que cette journée se distingue des « grèves politiques de masse » tentées en 1926 ou 1929 par le parti communiste. Cette pratique s'oppose à la culture syndicale de la confédération, résolument hostile à un tel usage de la grève jusqu'en 1933, mais aussi aux cultures manifestantes définies à l'échelle nationale : la CGT, qui se défiait de la rue, se trouve à l'origine de la plus vaste démonstration jamais vue en France. Le parti socialiste échappe à cette occasion à la culture de bastion qui était la sienne jusqu'ici. Quant au parti communiste et aux unitaires, qui appellent à participer à la journée du 12 février, ils s'essaient à un type de cortège étranger à la stratégie dont ils ont usé le 9.

Entre le gouvernement Doumergue et cette journée s'établit un rapport ambigu. Ce gouvernement, ultérieurement qualifié par les socialistes de « gouvernement de l'émeute », ne peut totalement ignorer ce qu'il doit à la rue⁷⁹. L'émeute du 6 février a, de fait, réintroduit un lien de dépendance entre les manifestations et l'État, mais selon un schéma différent de celui de 1924. Le Cartel des gauches était alors l'initiateur de la panthéonisation de

Jaurès, démonstration symbolique en son principe. Le retour de l'Union nationale est, cette fois, le résultat bien réel du 6 février 1934. Le gouvernement en mesure le danger avec d'autant plus d'inquiétude qu'il ne maîtrise aucunement les forces auxquelles il doit sa victoire et qui sont loin de toutes se reconnaître en lui. L'Action française avance la candidature du duc de Guise et demeure sur le qui-vive⁸⁰. Le colonel de La Rocque télégraphie, le 7 février, à ses sections : « Ministère démissionnaire. Premier objectif atteint. Suspension des manœuvres jusqu'à nouvel avis⁸¹. » Mais il recommande de « se tenir prêt pour la tâche qui reste à accomplir⁸² ». Les ligues, déçues ou circonspectes, s'attachent à consolider leurs positions⁸³.

Le nouveau gouvernement prend, en conséquence, des mesures d'ordre immédiates : il retire des programmes les films d'actualités qui se rapportent aux récentes manifestations pour éviter tout incident dans les salles⁸⁴ ; il interdit aux ligues d'enterrer collectivement les morts du 6 février et aux communistes de manifester le 9. En revanche, il autorise les démonstrations prévues pour le 12 février⁸⁵. C'est la première fois à pareille échelle qu'un gouvernement agit de la sorte⁸⁶. Le secrétaire du rayon communiste des Alpes-Maritimes, Virgile Barel, commente cette décision : « Le gouvernement a vu la poussée des masses, le mécontentement général. Il a autorisé une manifestation préparée exprès pour détendre les nerfs, calmer les esprits, gruger la classe ouvrière⁸⁷. » Et *L'Action française* : « Nous allons voir mettre en œuvre aujourd'hui ce qui a toujours été regardé comme la dernière défense du régime [...] la grève générale. [Le besoin d'y recourir] porte l'aveu que les autres défenses paraissent emportées. [...] Ce qui s'est passé depuis cinq semaines [témoigne] de l'irréremédiable infériorité des "forces" républicaines dans la rue. Le régime a été sauvé par les gardes mobiles, ses prétoriens. Le peuple de Paris non seulement le laissait tomber mais poussait avec ardeur à sa chute. Qui pour le régime a risqué ses coups ? [ni les radicaux, ni les socialistes, ni les communistes]. Reste la grève générale⁸⁸. » Ces textes ne rendent compte que pour partie de l'attitude gouvernementale : les organisations à l'origine de la journée récusent la violence, les manifestations déjà déployées en province depuis le 8 février laissent augurer un mouvement de grande ampleur, et il paraît difficile de faire respecter un éventuel interdit quand tout laisse présager une démonstration d'envergure nationale. S'y ajoute peut-être la volonté gouvernementale de minimiser les conséquences du

6 février en créant un contre-feu. En contribuant à son tour à donner sens à la journée par-delà ses objectifs énoncés.

Le 12 février, la défense de la République paraît avoir partout pris le pas sur les autres objectifs. Mais quelques récriminations surgissent : « On a oublié les chômeurs qui auraient pu porter une banderole “Du travail ou du pain” », dit Virgile Barel. Et d’ajouter : « Il a été pénible d’entendre des instituteurs crier “Vive la République” d’autant que personne n’a répondu “Vive les soviets”⁸⁹. » À Paris, la défense de la République s’inscrit de manière symbolique dans l’espace. La SFIO, maître d’œuvre du cortège, place explicitement sa démonstration dans la filiation de cette manifestation de souveraineté que fut l’inauguration du *Triomphe de la République*. Elle en épouse l’espace. Le cortège, évalué par la commission d’enquête à 30 000 personnes et par les organisateurs à 200 000, se forme derrière ses élus, gagne la Nation puis revient vers l’avenue de Bouvines. Les communistes, qui sont les plus nombreux selon la préfecture⁹⁰, rejoignent le cortège et à son terme exhortent à continuer ; finalement, au vu des forces de police barrant tout passage, ils renoncent. La comparaison avec la démonstration dreyfusarde, alors formulée par la presse socialiste, mérite d’être nuancée. Celle-ci résultait d’une initiative socialiste combinée à celle des pouvoirs publics et s’était déployée à froid, pour inscrire symboliquement dans l’espace la victoire acquise par d’autres voies. On n’observe rien de tel ici. « La population de la capitale rassemblée aux mêmes lieux, il y a 35 ans pour le triomphe de la République », veut aujourd’hui la défendre, de la seule initiative des organisations ouvrières et dans la tourmente des événements. Il s’agit donc bien ici d’un premier exemple de « levée en masse », peut-être perçue comme telle par les pouvoirs publics.

Les manifestations de février 1934 en province

En province, le mouvement revêt d’autres formes.

La province ne s’est guère mobilisée le 6 février, malgré les appels de Solidarité française et des Croix-de-Feu. On ne peut raisonnablement imputer cette singularité aux retards de courrier invoqués par La Rocque⁹¹. Si la droite extraparlamentaire a depuis 1919 réussi ses manifestations de masse, c’est par le biais de la FNC ou de certains mouvements corporatifs et sur des thèmes qui les impliquent. À Paris, ces relais jouent un certain

rôle, mais ailleurs ils font totalement défaut. Les catholiques ne s'impliquent nulle part dans la journée du 6 février, et les organisations corporatives favorables depuis des semaines à l'idée d'une marche sur Paris⁹² prennent leur distance à l'égard d'un mouvement dont l'orientation politique leur paraît trop marquée. La Ligue des contribuables déclare s'être abstenue de manifester dès que le rôle de l'Action française devint ostensible⁹³. Le parti agraire reste sur le qui-vive. Les sections parisiennes de l'UNC et de la Ligue des contribuables, résolument engagées dans le mouvement parisien, sont désavouées par leurs organisations respectives⁹⁴. Les forces manifestantes en 1925-1926 ou encore en 1932-1933 ne se sont donc pas toutes engagées dans la bataille⁹⁵.

Il en va différemment chez leurs adversaires. La disparité entre Paris et la province⁹⁶ contribue à ressusciter l'image d'un Paris capable de faire et de défaire les gouvernements. Elle provoque la résurgence des souvenirs de 1851 et alarme la province. Perceptible dès le 7 février⁹⁷, la mobilisation provinciale prend le 12 sa pleine mesure. Dans un article consacré aux manifestations du 12 février en province, Antoine Prost a décrit la vague de fond sans précédent que constitue cette journée. Il souligne le rôle du mouvement syndical lors de cette démonstration de défense républicaine, nettement plus unitaire qu'à Paris. On peut compléter cette analyse par quelques éléments de comparaison. Nous avons relevé 26 manifestations de rue le 11 février 1934, 248 le 12, soit au total 274 dans 85 départements⁹⁸. Deux cent cinquante-neuf villes sont concernées, dont 62 n'avaient pas connu de cortège depuis 1919. Le mouvement s'étend, pour la première fois dans l'histoire des manifestations en France, au pays tout entier.

Les évaluations préfectorales dans 66 villes ayant à la fois manifesté le 1^{er} mai 1919⁹⁹ et les 11 ou 12 février 1934 permettent de chiffrer la participation à 171 000 personnes dans le premier cas, à 246 480 dans le second, soit une augmentation de 40 %. Les évolutions sont très inégales d'une ville à l'autre : la participation progresse dans 35 villes, majoritairement situées au sud de la Loire et plus spécifiquement dans le Midi rouge ; elle diminue dans 24 autres, pour la plupart au nord du pays, et stagne dans les 7 dernières. Ce même calcul, effectué dans les 32 villes qui ont connu les manifestations pour Sacco et Vanzetti et celles du 11 ou du 12 février 1934, donne respectivement 45 200 et 166 500 participants, soit le quadruple. Cette fois, deux villes sont en recul et toutes les autres sont en

progression : l'accumulation des forces se révèle donc extrêmement forte. À droite, il en va différemment.

Itinéraires, organisation, comportements

L'inscription symbolique dans l'espace républicain n'est pas la norme. Elle s'opère d'autant mieux à Paris que l'interdiction des manifestations oblige à inventer une tradition, mais elle ne s'impose pas systématiquement dans la mesure où il existe ailleurs sinon des coutumes, du moins des habitudes bien ancrées. Seuls 8 des 122 cortèges provinciaux dont l'itinéraire nous est connu s'inscrivent dans l'espace en commençant ou aboutissant, comme à Paris, place de la République, place de la Liberté, place du Champ-de-Juillet ou à un arbre de la liberté. La filiation symbolique peut toutefois transparaitre dans certains ordres du jour. Dans le Calvados, l'affiche de la CGT proclame : « Les petits-fils des ouvriers révolutionnaires de 1789, 1830, 1848, 1871 répondront aux menaces et se substitueront aux défaillances gouvernementales¹⁰⁰. » Dans un village de l'Hérault, la présidence du meeting est confiée à un petit-fils de déporté de 1852¹⁰¹. À Valence, l'ordre du jour adopté et repris par les autres villes de la Drôme rappelle les états généraux du Dauphiné et le rôle de cette région dans la résistance au coup d'État de Napoléon III, le 2 décembre 1851¹⁰².

D'autres cortèges empruntent aux manifestations violentes, nombreuses depuis janvier. C'est le cas, dans la matinée du 12 février, à Oyonnax, Narbonne, Périgueux, Roubaix, Mulhouse, dans l'Allier ou encore en diverses communes de la banlieue parisienne où des barricades se dressent¹⁰³ et des coups de feu claquent¹⁰⁴. Dans ces communes, ces heurts se soldent par une centaine d'arrestations, des déprédations, 95 membres du service d'ordre blessés, 32 manifestants pansés dans les hôpitaux, 6 hospitalisés et 2 morts, dont un communiste¹⁰⁵. Mais la très grande majorité relève de la manifestation-procession, avec une dimension pétitionnaire subsidiaire. Beaucoup s'inscrivent dans les itinéraires des cortèges corporatifs et plus spécifiquement dans ceux qui ont été tenus contre les décrets-lois adoptés depuis 1932. Un tiers des 122 dont l'itinéraire est connu reprennent ainsi les trajets et les formes coutumières de ces récentes manifestations et se dirigent vers les préfectures ou les sous-préfectures pour y déposer un ordre du jour¹⁰⁶. Divers comptes rendus soulignent en outre la forte participation des fonctionnaires et leur contribution à

l'organisation des cortèges¹⁰⁷. Celui de Paris est précédé d'un cordon de fonctionnaires et de postiers qui fraient avec difficulté la voie au groupe de tête ; les travailleurs municipaux défilent, en tenue de travail et en rang, scandant sur un rythme musical « À bas le fascisme, à bas le fascisme, à bas... ». Ils sont chaleureusement applaudis. Les trajets peuvent enfin s'inscrire dans la tradition des cortèges identitaires ouvriers, investissant souvent le centre-ville¹⁰⁸, privilégiant parfois des lieux excentrés ou des espaces symboliques¹⁰⁹.

Les ordonnancements internes diffèrent d'une ville à l'autre. On décide, à Lyon, de n'arborer aucun drapeau et de n'admettre que les pancartes préparées par le comité d'organisation. En revanche, à Bordeaux, les travailleurs d'usines en grève sont placés en tête du cortège, suivis par les syndicats confédérés groupés par fédérations dans l'ordre alphabétique, les organisations socialistes, la Fédération ouvrière et paysanne¹¹⁰, les syndicats autonomes et unitaires et enfin les comités de chômeurs. On a le plus souvent privilégié les élus, placés en tête de nombreux cortèges, bras dessus, bras dessous, pour assurer la cohésion du premier rang. Le gros de la manifestation relève ensuite, à Paris du moins, de la foule plus que du cortège ordonné. Les films tournés ce jour-là montrent une foule à forte dominante masculine, dense en certains points, plus lâche en d'autres. On perçoit une improvisation certaine. Par exemple, rien n'a été prévu pour permettre à Léon Blum de haranguer la foule dans de bonnes conditions. Un glissement perpétuel du trottoir à la chaussée atteste, par surcroît, d'une indifférenciation entre les manifestants et les spectateurs, accentuée par la confusion aux marges et la relative nonchalance de groupes qui, sur les bords, marchent en devisant. Le service d'ordre tente de maîtriser sans succès le désordre, du reste assez bon enfant¹¹¹. À Oyonnax, une photographie montre au contraire un cortège qui a investi la chaussée tout entière alors que les trottoirs demeurent totalement vides¹¹². On découvre ici deux faces d'un même phénomène : soit on participe pleinement, soit on s'abstient de paraître. On comprend dès lors le caractère rarissime des contre-manifestations¹¹³.

La symbolique républicaine s'exprime davantage dans l'espace dessiné par le tracé du cortège que dans l'attitude des manifestants. À Paris et en province, les marquages internes aux cortèges relèvent en effet de la symbolique ouvrière. Sur 132 comptes rendus publiés dans *Le Populaire*, 52 mentionnent explicitement *L'Internationale* et, plus rarement, la

*Bandiera rossa*¹¹⁴, le *Drapeau rouge*, la *Jeune Garde* et le 17^e, soit exclusivement des « chants révolutionnaires », selon la formule utilisée par la quasi-totalité des comptes rendus ; 35 mentionnent la présence de drapeau(x) rouge(s) en tête des cortèges (en précisant souvent qu'il s'agit là des bannières de telle ou telle organisation manifestante). Ces descriptions valent aussi pour Paris. Les films dont on dispose montrent que les postures appelées à devenir récurrentes dans les manifestations du Front populaire se cherchent encore : on voit peu de poings levés, beaucoup de manifestants saluent la caméra en agitant chapeau ou casquette, c'est un drapeau rouge dépourvu d'inscription que des manifestants fichent sur la statue de Jules Dalou où ils se sont juchés¹¹⁵. Il est dès lors possible qu'on ait chanté à Bourges *La Marseillaise*¹¹⁶, probable qu'on ait arboré dans l'Hérault des drapeaux tricolores¹¹⁷, mais ce sont là des exceptions. Le processus de réappropriation symbolique qui, le 14 juillet 1935, permettra un syncrétisme entre les cultures de classe et la culture républicaine n'est ici qu'amorcé. Il suppose en effet le renversement stratégique opéré par le parti communiste en mai 1934, lorsque celui-ci reconnaît la spécificité de la forme démocratique et la nécessité de défendre la République contre le fascisme.

Les traditions historiques, qui expliquent la durable défiance des pouvoirs publics à l'égard de la rue, rendent du moins cette dernière efficace en 1934, et la constituent en recours – recours dont sont dépourvus les pays voisins qui n'ont pas à compter avec ces fantasmes enfouis, fruits d'une histoire à la faveur de laquelle s'est construit l'État-nation français.

Que reste-t-il de février 1934 ?

La crise de février 1934 se solde par 37 morts en cinq semaines¹¹⁸ et plus de 2 000 personnes atteintes dans leur chair. Les démonstrations sont l'occasion de la plus grande poussée de violence politique depuis la Commune. Toutes les manifestations déployées du 6 au 12 février abandonnent, en outre, le système référentiel convenu depuis 1919 pour adopter les modèles prérévolutionnaires ou révolutionnaires de la manifestation, comme l'avaient fait certaines manifestations de paysans et de chômeurs en 1932-1933¹¹⁹. Elles se réclament, ici, d'un « comité de salut public », accusent, là, l'adversaire de souhaiter un retour à la monarchie ou en appellent, là encore, à la « levée en masse ».

Cette régression, ce qu'elle révèle de la crise politique et le fait qu'un scandale politico-financier soit redevenu, pour la première fois depuis le tournant du siècle, une affaire susceptible de précipiter le régime dans une crise dont il ne sortira véritablement qu'en 1958, inciteraient à inscrire l'événement dans la filiation de l'épisode boulangiste et de l'affaire Dreyfus. En 1932, la droite moderniste, représentée par le seul André Tardieu, a vu les mesures d'envergure que celui-ci avait réalisées depuis deux ans mises à mal par la crise économique, mais surtout par le verdict des urnes. Cette soudaine réaffirmation de la « République absolue » révèle les limites de l'alternance dont a profité la droite depuis l'après-guerre. Le système, aux capacités hégémoniques affaiblies mais aux rouages constitutionnels intacts, constitue un indépassable obstacle dressé devant ceux qui appellent de leurs vœux une réforme de l'État. Il contraint le courant modernisateur à s'appuyer sur des éléments politiques et des formes d'action régressives au regard de l'évolution de la vie politique depuis le tournant du siècle.

La manifestation, une forme de régulation

La crise de février 1934, qui s'apparente à divers titres à celles du dernier tiers du XIX^e siècle, s'en distingue pourtant. Les manifestations antiferrystes de 1887 avaient constitué un élément de pression sur le Parlement, mais du moins le Parlement avait-il tranché en dernière analyse, comme du reste en juillet 1926. En janvier 1934, la démission de Camille Chautemps, sans doute précipitée par les manifestations de rue, s'expliquait par tout un concert de causes et ne constituait pas à proprement parler un désaveu de la représentation nationale. Ici, pour la première fois dans l'histoire des manifestations de rue, un mouvement influe sur la vie politique – et non l'inverse.

« Si les paysans avaient pu manifester le 6 février, peut-être un des leurs serait-il ministre de l'Agriculture », commente bientôt Henri Dorgères. Rivollet, ministre des Pensions, a été un des principaux organisateurs de la manifestation du 6 février. Ainsi, par leur protestation, les anciens combattants ont reçu la certitude que leurs droits seraient respectés, « défendus au sein du ministère par l'un des leurs¹²⁰ ». Mais là n'est pas l'essentiel. La manifestation n'a pas seulement coïncidé avec le renversement d'un président du Conseil, comme en 1887 ou en

janvier 1934, ou avec un renversement de majorité, comme en juillet 1926, mais elle en a été la cause principale. Un président du Conseil régulièrement investi par une confortable majorité cède pour la première fois à une émeute de rue. Le parti radical, qui se donnait pour l'incarnation du régime et de ses valeurs, accepte d'entrer dans le cabinet Doumergue en cautionnant la plus grave atteinte jamais portée aux institutions républicaines. Le Parlement, qui lui accorde sa confiance à une large majorité, entérine sa propre défaite. L'abdication de Daladier et la constitution du nouveau gouvernement transforment donc ce qui n'était qu'une manifestation-insurrection particulièrement violente en une manifestation objectivement insurrectionnelle qui, sans remettre en cause le régime, infléchit du moins de manière décisive le cours de la vie politique française ; c'est là un fait sans précédent dans l'histoire de la République comme dans celle des manifestations de rue ; ses effets ont été suffisamment graves pour qu'on ait pu se demander, à l'époque, s'il s'était agi d'une tentative de coup d'État fasciste¹²¹. Ces conséquences politiques immédiates, qui confèrent *a posteriori* son sens à la manifestation, pourraient laisser penser que le 6 février 1934, à l'instar d'une « journée révolutionnaire », a été plus grave que les précédents « mouvements de la rue ».

Mais cette issue interdit, paradoxalement, d'interpréter l'événement de cette façon dès lors que la manifestation permet à la crise ouverte de se résoudre, à court terme, dans le cadre du système existant. Gaston Doumergue, devenu président du Conseil, ne dispose pas des moyens constitutionnels nécessaires pour faire adopter son projet de réforme de l'État, inspiré d'André Tardieu¹²² ; du reste, il tombera sur cette question. Ainsi, après l'immédiate déception des « révolutionnaires de droite¹²³ », le 7 février, sourd celle des tenants de la réforme de l'État, désormais enclins à user de stratégies politiques différentes. D'autres arguments vont dans le même sens. D'abord, on notera le pouvoir de mobilisation des matrices révolutionnaires de la manifestation, fondement du consensus républicain. Ensuite, la manifestation du 6 février, qui révèle la faiblesse du gouvernement, souligne paradoxalement la force du régime, en attestant que seule une minorité était prête à le désavouer puis en fouettant les mouvements de défense républicaine. La démonstration est faite que quiconque, en France, prendrait l'initiative d'une bataille de rue perdrait la guerre en se heurtant aux tenants de la légalité républicaine. La rue est donc

devenue, dans le cadre du régime existant, un des instruments de régulation d'un système en crise. Cette puissance soudainement révélée lui confère suffisamment d'autonomie pour la conduire à engager bientôt un processus politique qui n'entrait pas dans les vues initiales des acteurs mobilisés le 12 février, mais qui demeure inscrit dans le cadre du régime (autant que dans le système politique).

Ce sont les manifestations de rue qui, dans leur ampleur et surtout leur étendue, ont donné à la journée du 12 février son retentissement, la grève s'affirmant désormais comme l'appendice de la manifestation devenue première. Ce retournement explique la place déterminante que conservent les manifestations de rue de février 1934 aux élections de 1936¹²⁴. Partis nationaux et forces antifascistes prêtent, ces deux années durant, une extrême attention à la maîtrise de l'espace. Ils mobilisent leurs forces, manifestent dans la rue et utilisent les démonstrations adverses pour justifier leur propre action. Leurs manifestations de rue, parfois plus puissantes qu'au début février, perdent assurément leur rôle de premier plan mais conservent du moins une fonction régulatrice. Elles exercent une pression efficace sur l'adversaire et sur l'État législateur, et conduisent à l'interdiction de nombreuses démonstrations adverses. De plus, elles précipitent certaines modifications dans les systèmes d'alliance et contribuent de manière décisive à la formation du Front populaire, tout en marquant en profondeur sa culture dès avant la victoire électorale.

Une nouvelle culture manifestante

Cette irruption de la rue sous ces formes nouvelles est un symptôme de la mutation des cultures politiques engagée depuis le tournant des années 1930. Elle signale la persistance des oppositions que la crise boulangiste et l'affaire Dreyfus avaient révélées, mais provoque l'apparition de forces et de réponses nouvelles.

La crise économique et la montée du fascisme ont pris à contre-pied les tentatives de renouvellement de la pensée politique esquissées au tournant des années 1930¹²⁵. Le parti radical et la SFIO, sortis victorieux des urnes, ne sont guère disposés à affronter ces problèmes inédits. Ces partis ont, jusqu'alors, conformé leur existence et leur action au seul rythme de la vie parlementaire qui les a vus naître et se développer. Ils entretiennent un rapport linéaire au temps de la politique et conçoivent leur rapport aux

masses – ou plutôt aux citoyens – en termes pédagogiques. Ils sont dès lors mal préparés pour intervenir dans une histoire soudainement scandée de crises et qui pose, partout en Europe, le problème de la mobilisation des masses. Des innovations s'opèrent marginalement¹²⁶, mais n'entretiennent qu'un faible rapport avec leur stratégie globale. Elles sont une expression de « la crise dans la crise¹²⁷ » qui les atteint alors, non sa solution.

Les organisations nées de la guerre, moins liées à la pratique parlementaire, parviennent plus spontanément à mettre en œuvre des réponses originales aux problèmes de l'heure. Les communistes et les liges avaient été, dès 1924, les principaux agents d'un renouvellement des pratiques politiques mais n'avaient pu déployer que des actions volontaristes et minoritaires. La crise économique et politique et le malaise qu'elle fait naître permettent à ces pratiques étrangères à la tradition parlementaire de se développer soudain. Le contexte de la crise explique la meilleure capacité d'intervention de ces organisations au sujet de problèmes inédits. Le parti communiste, né pendant la crise de l'après-guerre qui produit ailleurs le fascisme, apparaît comme une force politique capable de s'opposer à lui dans le domaine, essentiel, de la mise en mouvement des masses. Il se mobilise de manière précoce au sujet du chômage et de l'antifascisme¹²⁸, mais se trouve prisonnier de contradictions lorsque la question de la défense du régime est posée. Les liges développent pareillement une importante activité, en formulant des réponses antagonistes fondées sur un même rapport aux masses, à la jeunesse, à la modernité. En mobilisant une culture politique qu'on pouvait croire abandonnée, la droite remporte en février une victoire aux effets cachés. La riposte qu'on lui oppose naît de deux cultures politiques : l'antifascisme (de classe) structuré depuis 1932, exprimé par le parti communiste, la CGTU et le mouvement Amsterdam-Pleyel ; la culture républicaine revendiquée par la CGT et la SFIO. Elles s'incarnent, le 9 février et le 12 encore, dans deux mouvements qui entretiennent des rapports distincts à la rue. Le retournement stratégique opéré par le parti communiste en juin 1934 permet progressivement de les rassembler en un ensemble qui les transcende et les transforme, tout en favorisant l'émergence d'une culture de lutte et de masse inédite. La gauche française se définit désormais par une double référence à la culture de classe et à la culture démocratique.

La manifestation a été l'un des creusets de la culture du Front populaire en gestation, l'une des pratiques dans lesquelles elle a pris corps. Pour le

gouvernement et la préfecture de Police, la manifestation du 6 février 1934 donne la première occasion d'affirmer l'existence de normes demeureres jusque-là implicites. « Les groupes politiques ont pu manifester en recourant à d'autres moyens que les moyens légaux, et notamment en ce qui concerne l'action dans la rue », conclut le rapport Amat¹²⁹. Camille Chautemps évoque, après lui, « dix-neuf mois de période vraiment normale pendant lesquels il y a eu de nombreuses manifestations pour des buts politiques et économiques [...]. Des citoyens [...] voulaient manifester leur opinion et [...] se rendaient sur le lieu de la manifestation. [Ils] y faisaient du bruit [sans avoir] la volonté de frapper les agents ni de porter atteinte aux agents et surtout aux institutions ». Il oppose aux manifestations ainsi comprises celles qui commencent en janvier, « manifestations répétées dans lesquelles on ne voyait plus seulement un groupe intervenant avec ses seuls adhérents mais des groupes réunis employant des tactiques nouvelles, notamment la déprédation des ouvrages publics. [Elles] étaient certainement destinées à marteler l'opinion et à la frapper ; peut-être à intimider le gouvernement et le Parlement¹³⁰ ». Cette manifestation suscite une réflexion sur les « moyens scientifiques dont l'emploi permettrait [...] d'assurer le maintien de l'ordre dans les conditions les meilleures¹³¹ » et précipite une adaptation du droit recommandée dans les conclusions de la commission d'enquête.

C'est dans ce contexte que les décrets-lois d'octobre 1935, relatifs à l'ordre public tenu pour « condition du calme et de la confiance nécessaires au redressement économique du pays », sont édictés. Le premier soumet toutes les réunions ou manifestations sur la voie publique à une déclaration préalable (déposée au minimum cinq jours avant la manifestation), l'autorisation ou l'interdiction étant en dernier ressort de la compétence des préfets. Il prévoit des amendes ou des peines de prison pour les organisateurs qui ne se conformeraient pas aux dispositions légales ou passeraient outre à l'interdiction. La simple participation à une manifestation interdite n'expose le contrevenant qu'à des peines de simple police (sauf en cas de port d'armes)¹³². Conçu pour contrôler l'usage de la rue après des manifestations sanglantes survenues en août de cette même année¹³³, ce décret lui confère du coup le statut dont elle était jusqu'alors dépourvue¹³⁴ ; il demeure à ce jour en vigueur, malgré son caractère provisoire et l'absence de ratification législative ultérieure. Les deux autres décrets s'attaquent au commerce et au port d'armes et permettent

d'interdire l'activité de toute association « portant atteinte à la forme républicaine du gouvernement ».

Les manifestants juchés le 12 février 1934 sur des épaules fraternelles ou sur la statue de la République témoignent d'une autre chose encore : voir est devenu aussi important qu'être vu. Les organisateurs en prennent acte, produisent des objets-mémoires tels que ces rues du 12-Février-1934 inaugurées par certaines municipalités ouvrières¹³⁵, ou la carte postale souvenir de la manifestation du 12 février diffusée par la librairie du *Populaire*. La manifestation de rue, devenue rouage de la vie politique contemporaine, s'érige ainsi en objet autonome, au regard du droit, des symboles mais aussi de la mémoire : les manifestations des 6 et 12 février, qui ont entraîné le retour aux anciens modèles, doivent en effet à leur violence et à leur puissance politique – cette autre forme de violence – de s'imposer durablement comme les relais de ces modèles désormais remisés à leur profit¹³⁶. Elles deviennent des substituts qui dispensent de faire référence à toute histoire antérieure.

Les forces en présence se situent dans un processus de luttes susceptible de mobiliser la symbolique pour mieux se faire entendre au sein du régime, non dans un combat destiné à le mettre à bas, comme il advient par trois fois dans les décennies qui suivent : en 1940, 1944 et 1958, trois crises de régime surviennent qui jettent dans la rue des foules manifestantes.

Crises de régime et manifestations (1940-1958)

La crise de février 1934 s'est résolue dans le cadre du système politique existant, sans porter atteinte à la « République absolue ». Les crises consubstantielles à cette dernière et leurs avatars emportent par deux fois des régimes, en 1940 et 1944, puis, en 1958, précipitent la fondation de la V^e République. Elles surgissent à la faveur de ces données exceptionnelles que sont les guerres mondiale ou coloniale, et témoignent *a posteriori* de la profondeur de la crise ouverte en 1934 et du caractère tout provisoire des solutions alors proposées.

Les manifestations de 1940 à 1944 ou l'affirmation d'une légitimité

En 1940, la chute du régime est précipitée par la défaite. Du moins se produit-elle dans le cadre institutionnel sans impliquer une quelconque mobilisation adverse ou partisane de la rue¹. La disparition des libertés démocratiques, la mise hors la loi des syndicats et des partis et plus généralement l'instauration d'un nouveau régime remettent en cause le système politique établi et, par là, les modalités d'action apparues en son sein. Elles contraignent les adversaires du régime à recourir à des démonstrations en rupture avec les pratiques naguère dominantes qui se présentent désormais sous la double forme des manifestations dites « de ménagères » et des manifestations patriotiques. Celles-ci se déploient de la

fin 1940 à l'été 1944, à un rythme plus soutenu qu'on ne l'imaginerait eu égard aux stricts interdits qui les frappent et aux risques encourus.

Ménagères et patriotes

Les manifestations « de ménagères » (auxquelles on peut adjoindre de plus rares mobilisations paysannes) s'insurgent contre les restrictions et les réquisitions². En rapport avec des besoins élémentaires, elles concernent des forces sociales peu coutumières du fait avant guerre, et ne se donnent pas pour des faits d'organisations bien qu'elles soient exceptionnellement spontanées. Le parti communiste mobilise de bonne heure sur ce terrain mais, rompant avec ses formes d'action d'avant guerre, persiste à encourager de telles manifestations un temps après le tournant de l'année 1941³. Cette mobilisation d'acteurs nouveaux résulte donc d'un choix délibéré alors même que des alternatives nouvelles s'offrent à lui. Le PCF découvre l'existence d'un mécontentement hors de son champ d'action traditionnel, le canalise et lui donne sa forme d'expression en prenant soin de lui conserver sa spécificité originelle. Cette action, dont il a le quasi-monopole, présente un double avantage en termes stratégiques. Elle mobilise des milieux à l'influence certaine sur l'opinion, certes faiblement politisés mais qu'il serait impopulaire et malaisé de réprimer, eu égard à leur sexe et à la nature de leurs revendications. Parallèlement, elle permet au PCF de maintenir dans l'ombre les militants ouvriers appelés à d'autres tâches, clandestines celles-là. Ainsi le mécontentement peut-il s'affirmer publiquement sans que son expression au grand jour oblige à dégarnir d'autres fronts⁴.

Les manifestations patriotiques, qui représentent la quasi-totalité des démonstrations politiques⁵, contrastent avec les figures dominantes de l'action de rue de l'entre-deux-guerres dans la mesure où elles épousent les formes, les espaces et les temps de la commémoration ou des enterrements, à l'exclusion de tous les autres. Ces manifestations ont des effets politiques d'autant plus marqués que le nouveau régime est prisonnier des contradictions et des lourdes contraintes extérieures que l'on sait.

Pour donner corps à son hégémonie, le régime de Vichy procède à une redéfinition des symboles spatiaux et temporels : il compose avec la symbolique ancienne⁶ et conserve les trois fêtes nationales en vigueur depuis 1920. Mais à cet héritage, à l'égard duquel il nourrit des sentiments

ambigus, il adjoint la fête des Mères et le 1^{er} mai qui se trouve coïncider avec la Saint-Philippe ; c'est que les maréchalistes ont à cœur de célébrer la fécondité de la nature ou de la femme. Les restrictions imposées par l'occupant et les craintes que lui inspirent ses adversaires interdisant tout déploiement martial ou populaire dans l'espace public, il se voit condamné en chacune de ces circonstances à des rites minimaux inspirés du cérémonial de la Toussaint, conformes au dolorisme dominant. Le fait que les voyages officiels et les anniversaires de la Légion constituent alors pour l'État français les seules occasions de s'exprimer et d'investir l'espace public et qu'une partie de la symbolique républicaine demeure le bien commun des collaborationnistes, des résistants aussi bien que du maréchal Pétain révèle les limites et les faiblesses de la révolution nationale. La résistance sait utiliser ce point faible. En revendiquant la célébration publique des fêtes nationales, cet attribut de la souveraineté, elle définit une forme politique nouvelle et tente de s'imposer en lieu et place de l'État défaillant.

Cette lutte d'influence est d'abord conduite en ordre dispersé. Le général de Gaulle affirme dès le 18 juin sa légitimité face à la légalité de Pétain. Il se garde d'approuver ou de subvertir les fêtes créées par le nouveau régime pour ne pas les légitimer et ne diffuse des directives d'action de masse qu'à la seule occasion des traditionnelles fêtes de souveraineté dont il se veut le garant. De Gaulle s'adresse alors à chacun des Français, selon les formes convenues qui régissent les rapports entre un chef d'État et les citoyens, et invite à des démonstrations qui relèvent d'ordinaire de décisions officielles. Ces démonstrations, pour la première fois situées dans un rapport de concurrence avec les fêtes de souveraineté, entendent en respecter les rites et les symboles autant que les circonstances le permettent. La directive lancée à la veille du 14 juillet 1940 ne préconise encore que le recueillement individuel sans extériorisation. Il en va différemment le 11 novembre, quand Radio-Londres demande aux Parisiens de se rendre à l'Arc de Triomphe ou devant la statue de Clemenceau⁷. L'appel à désertir les rues pendant une heure, le 1^{er} janvier 1941, est plein de prudence, mais pour la première fois il est applicable à la France entière. En lançant depuis Brazzaville, à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc, un appel qui exhorte à se trouver sur « les promenades publiques des villes et villages de 15 à 16 heures », le chef de la France libre incite la nation à extérioriser ses sentiments. Ces premières manifestations permettent d'affirmer sa

légitimité d'autant plus fortement que le régime n'y parvient pas. Cependant, le général de Gaulle délaisse bientôt ce mode d'expression résistante et prononce une allocution convenue le 14 juillet 1941 comme le 11 novembre, sans délivrer de mots d'ordre explicites⁸.

Le parti communiste, lui, évolue en sens inverse. Depuis le tournant d'octobre 1939 où il a dénoncé la guerre « impérialiste⁹ », le PCF a renoué avec le système de références (nationales ou internationales) qui lui fut longtemps spécifique. Il mise sur les potentialités mobilisatrices de certaines commémorations mais dans une stricte perspective de classe. Ainsi donne-t-il la primauté aux anniversaires de la révolution russe et du 9 février sur ceux des 11 novembre ou 12 février ; il préfère fêter le premier mai ou monter au Mur des fédérés plutôt que de sacrifier aux commémorations nationales. L'invasion de l'Union soviétique par les troupes du Reich transforme du tout au tout l'attitude des communistes. Les pratiques identitaires et commémoratives s'en ressentent aussitôt. Dans *L'Humanité* de juillet 1941 se retrouvent les réévaluations déjà observées en 1935. Le quotidien appelle à pavoiser tricolore le jour de la fête nationale, préconise « partout, dans les villes et villages, des manifestations avec drapeau tricolore, *Marseillaise*, *Chant du départ* » et demande, à la veille du 11 novembre, de « défiler en silence devant les monuments aux morts et [de] les fleurir »¹⁰.

Désormais, les deux grandes composantes de la Résistance s'inscrivent dans un même champ symbolique et, par là, dans une même chronologie ; leurs fins convergent à défaut d'être similaires et leurs directives recueillent d'une commémoration à l'autre des résultats inégaux, mais jamais nuls¹¹.

Le mélange des genres

À partir de 1942, ces convergences tournent au chassé-croisé. Le général de Gaulle répond favorablement à une demande du MOF¹² et lance un appel à manifester le premier mai alors que cette date ne fait pas partie de sa culture politique. Les communistes demeurent fidèles à leurs manifestations de ménagères mais prêtent, à partir de juillet, un intérêt croissant aux manifestations patriotiques. Les diverses cultures manifestantes tendent à s'homogénéiser. Ainsi, les cortèges du 1^{er} mai 1942 revêtent souvent les traits d'une manifestation patriotique, dans leur cérémonial et leur composition sociale : à Carcassonne, des notables républicains et socialistes

conduisent la manifestation ¹³, les élèves des établissements secondaires de Lorient forment la majorité des manifestants ¹⁴, le cortège lyonnais n'est pas « exclusivement ouvrier ¹⁵ ». De même, le patriotique 14 juillet prend une connotation sociale : à Saint-Étienne, la manifestation est ainsi « plus strictement ouvrière et populaire que le 1^{er} mai » et dénote un « certain esprit communiste », comme le montre l'égant rouge arborée par de nombreux participants ¹⁶.

Ces rapprochements s'effectuent d'autant mieux que la signification politique assignée aux célébrations l'emporte sur leurs motivations originelles. Ce phénomène s'observe même dans les manifestations catégorielles. En 1942, les démonstrations de ménagères revêtent ainsi un caractère plus politique, alors qu'elles paraissaient emprunter seulement aux révoltes frumentaires d'Ancien Régime ; elles s'émancipent progressivement des questions alimentaires et des préoccupations de la vie quotidienne pour privilégier, de manière plus volontariste et globalisante, la lutte contre Vichy et l'occupant. Prenant désormais le régime comme cible, les manifestations de paysans ou de ménagères sont explicitement politisées par les comparaisons de *L'Humanité* qui évoque à leur sujet « Jacques Bonhomme » armé de « fourches » ¹⁷ ou « les femmes de Paris [qui] allèrent à Versailles demander du pain à Louis XVI ¹⁸ ».

Par-delà la diversité de leurs motivations premières, les manifestations de tout acabit s'inscrivent dorénavant explicitement dans une logique de combat contre Vichy et l'occupant. Elles sont suffisamment prises au sérieux pour qu'un document des services de propagande alliée les place au même niveau que les sabotages, les grèves ou les attaques armées ¹⁹. Les manifestations ressortissent à un front de l'intérieur et s'apparentent donc à des actes de guerre. En 1944, elles seront l'une des composantes de l'insurrection nationale.

Conditionnées par l'illégitimité du système politique, ces manifestations se présentent comme l'expression d'une crise demeurée ouverte ; elles rappellent ainsi les mouvements de rue qui prolongeaient chacune des crises révolutionnaires du premier XIX^e siècle, à ceci près que ces derniers n'étaient que la conséquence affaiblie d'une onde de choc initiale, alors que les manifestations de 1940 à 1944 gagnent en vigueur et ressuscitent *in fine* l'usage de la barricade ²⁰.

À l'approche de la Libération

En mai 1944, le Comité français de libération nationale tient à opposer l'insurrection nationale aux mouvements du passé : « À la différence des émeutes du passé dirigées par des Français contre des Français, uniquement urbaines et affectant successivement plusieurs villes en traînée de poudre, l'insurrection nationale s'opérera par embrasement simultané universel, en tous lieux et au même instant, dans les villes et dans les campagnes par des Français et contre les étrangers. La radio doit porter ces faits à la connaissance des Français. » Il poursuit en se démarquant de la conception romantique héritée de 1789, 1830 et 1848²¹. Le Comité parisien de libération et le COMAC lancent pourtant en août un appel aux barricades, alors que celles-ci investissent déjà depuis plusieurs jours les quartiers centraux de la capitale. Ils en précisent les fonctions : « Les FFI et la population ont engagé la bataille pour Paris. Un danger subsiste : les mouvements rapides des chars ennemis. Ce danger est facile à conjurer. Il suffit d'empêcher les boches de rouler. Pour cela il faut que toute la population parisienne, hommes, femmes, enfants, construisent des barricades, que tous abattent des arbres sur les avenues, boulevards et grandes rues, que toutes les petites rues soient pareillement obstruées par des barricades en chicanes²². » La décision de dresser des barricades a été prise par les plus hautes instances de la Résistance ; pièces centrales d'une stratégie²³, les barricades apparaissent comme une modalité de la levée en masse et deviennent un des attributs de la souveraineté retrouvée alors qu'autrefois elles signifiaient l'exclusion, le repli, la défensive²⁴.

De nombreuses villes de province sont libérées de la même manière, grâce à l'action conjuguée des Alliés, de la résistance armée et de mouvements insurrectionnels aux fonctions militaires assez floues²⁵. Georges Guingouin, libérateur de Limoges, ne reconnaît aucune valeur militaire à la grève insurrectionnelle qui a lieu dans cette ville. Rappelant les temps forts qui ont rythmé la libération de Limoges, sa soigneuse préparation, les négociations engagées pour obtenir l'appui de l'aviation britannique, il conclut : « C'est une opération militaire. On a combattu en soldats, militairement. » Et la grève insurrectionnelle ? « Elle m'aurait gêné. Cela n'avait aucune valeur du point de vue militaire. C'est du tonus » – aux fonctions strictement politiques. Elle est, du reste, postérieure à la libération de la ville ; en réponse à un tract du 17 août qui appelle à la

« grève générale insurrectionnelle » en ces termes : « Les travailleurs de Limoges veulent par leur action insurrectionnelle accueillir les vaillantes troupes FFI. » Pour Georges Guingouin, « c'était une force d'appoint sans importance ». Les barricades de Paris ? « Des détonateurs dont il faut relativiser la portée militaire ». L'insurrection ? « Les communards, oui, mais après la Commune, personne ». La grève insurrectionnelle ? « 1917, à Moscou. Ce sont les soldats qui avaient quitté l'armée tsariste qui, formant le fer de lance, amenèrent le succès de la grève insurrectionnelle. C'est l'armée plus que le prolétariat qui permet les grèves insurrectionnelles ²⁶. »

De toute évidence, ces mouvements parisiens ou provinciaux ne sauraient se réduire à leurs éventuelles finalités stratégiques. Dans la capitale, divers relais magnifient leur valeur symbolique en utilisant le vocabulaire de la guérilla ²⁷ ou l'histoire des luttes populaires urbaines du XIX^e siècle. Une affiche de la Fédération des cheminots proclame : « Partout dans Paris les barricades s'élèvent, comme en 1848, comme en 1871, le peuple de Paris passe à l'action insurrectionnelle qui libérera la capitale. » *Les Lettres françaises* reproduisent l'appel aux armes lancé par Victor Hugo lors de l'invasion de 1870, tandis que Léo Hamon souhaite occuper l'Hôtel de Ville ²⁸ et que Joseph Laniel chuchote à Jacques Debû-Bridel, lors du débat sur la trêve, que « ça sent vraiment la Commune ²⁹ ». L'emploi d'un vocabulaire insurrectionnel et les termes retenus (il en est d'autres que celui de barricade pour désigner des constructions de même usage en langage militaire) ne sont pas anodins. Inconnus dans des pays dépourvus de traditions insurrectionnelles, comme la Hollande ou la Belgique ³⁰, ils témoignent, en France, d'un inconscient collectif qui contribue à définir le sens et la portée de l'insurrection nationale. Dans la foulée, tout un passé de barricades est réévalué : dans les semaines qui suivent, une série de brochures est publiée sous le titre *Les Barricades de Paris*, consacrée aux « grands jours révolutionnaires de la rue de Paris vus par les grands écrivains », parmi lesquels la Ligue, la Fronde, les Trois Glorieuses, février-juin 1848, décembre 1851, la Commune et la Libération.

Cette référence à une histoire qui sut donner à la rue un rôle de premier plan amplifie la mobilisation et précipite l'issue des combats. Elle participe de la redéfinition des rapports des forces qui aboutit à accroître l'influence des FTP et du Front national dans les villes où ils se sont déployés avant toute intervention des forces alliées.

La Libération ou l'affirmation de la légalité retrouvée

En 1944, le rapport que le Gouvernement provisoire entretient avec la rue n'est pas sans similitudes avec ce qu'il fut après l'instauration du régime de Vichy. Si la rue ne joue aucun rôle dans l'avènement de l'un ou de l'autre, la recomposition de la vie politique lui attribue des fonctions particulières.

En 1919, les manifestations visaient à infléchir le système politique en revendiquant une place institutionnelle en son sein ou, très exceptionnellement, en l'attaquant de front, comme le 1^{er} mai à Paris. On ne trouve rien de comparable en 1944. N'ayant pas à reconquérir leur place puisqu'elles l'ont conservée pendant la guerre et portée à son plus haut niveau d'efficacité dans les villes insurgées, les manifestations constituent une donnée première dans un État provisoire et tirent une légitimité nouvelle des récents combats. Le système de références révolutionnaires et barricadier est abandonné au profit de manifestations patriotiques, rythmées par les libérations mais marquées de fortes disparités d'un point de l'Hexagone à l'autre : la Corse célèbre le premier anniversaire de son insurrection alors que certaines villes sont encore occupées et la fête de Jeanne d'Arc de mai 1945 constitue la première manifestation officielle de La Rochelle libérée depuis quatre jours.

La rue libérée

Certaines démonstrations spontanées rappellent la liesse de 1918³¹. D'autres sont le fait des armées alliées ou, plus souvent, des FFI, mais présentent une « disparate³² » évoquant les temps de lutte. Comme à chaque lendemain de crise, les démonstrations se veulent d'abord réappropriation symbolique de l'espace souillé par les traîtres ou les occupants. Ainsi, dans un journal creusois qui rend compte d'un cortège des CFL et FTP dans les rues de Guéret, on peut lire : « C'était bien une armée qui défilait, l'armée populaire, celle du refus de l'armistice [...]. Cette même place de l'Hôtel-de-Ville a vu, jadis, de honteuses manifestations. Elle a vu Laure, général félon, venir apporter, en mai 1941, la parole d'un maréchal traître à son pays et à l'honneur. Elle a vu Benoist-Méchin saluer la piteuse et maigre troupe de la LVF. [...] En ces temps-là, des héros œuvraient silencieusement pour effacer cette souillure. Jeudi c'était chose faite, la

troupe immense de leurs soldats défilait³³. » Les cortèges civils ou militaires, qui visent à restaurer une symbolique mise à mal par l'État français ou l'occupant, ont une fonction expiatoire et réparatrice³⁴. Mais ces démonstrations ne sont pas seulement symboliques. Certaines contribuent à la libération d'une ville, d'autres témoignent de son caractère effectif³⁵ et d'autres enfin marquent des positions³⁶ ou assurent le transfert du pouvoir aux autorités investies par le chef du Gouvernement provisoire. À Paris, le général de Gaulle affirme, le 26 août, sa souveraineté en des lieux symboliques de l'identité nationale. Il se rend à l'Étoile, descend les Champs-Élysées puis gagne Notre-Dame devant une foule immense. À Perpignan, les FFI escortent le préfet jusqu'à la préfecture avant qu'il ne parcoure la ville, entouré du nouveau maire et du président du CDL³⁷. On observe le même scénario à Aurillac, par exemple, où les milices patriotiques et les sociétés de gymnastique font escorte au préfet³⁸. Les cortèges peuvent également exprimer la volonté d'établir une relation nouvelle entre légitimité et légalité. À Tarbes, le défilé qui se réapproprie l'espace civique associe, dans l'ordre suivant, « les troupes qui se sont battues », les FFI, le CDL, les pouvoirs publics, les usines représentées par leur personnel et les directions encadrés par les milices patriotiques, un détachement de la gendarmerie nationale puis la population³⁹. Les cortèges contribuent donc à révéler les rapports des forces dans l'attente d'une consultation électorale ; ils prennent part à la lutte à fleurets mouchetés qui se joue pour définir les positions de chacun. Les cortèges ont même une influence dans les relations internationales. Le 11 novembre 1944, de Gaulle se rend à l'Étoile en compagnie d'Eden et de Churchill pour exprimer la puissance de l'État et de l'armée restaurée. Au dire des *Mémoires de guerre*, la démonstration est couronnée d'un franc succès. « Churchill [...] était impressionné par le bon ordre des cérémonies. Il m'avoua que le Cabinet britannique avait longuement délibéré avant d'approuver son voyage tant on appréhendait le tumulte à Paris. Et voilà qu'il avait pu voir chacun à sa place, la foule respectant les barrages et sachant parfaitement se déchaîner ou se taire suivant ce qu'il convenait, enfin de belles troupes, les FFI d'hier, défiler en bonne ordonnance. "Je croyais, déclara-t-il, assister à une résurrection"⁴⁰ » »

Une fois passées ces premières semaines, les expressions du pouvoir restauré s'inscrivent dans la rue plus fortement qu'avant guerre. L'État, mais aussi les organisations partisans qui participent au Gouvernement

provisoire et, plus généralement, la population française se réapproprient certaines fêtes et traditions⁴¹. Tous ces acteurs prolongent parfois des initiatives développées sous Vichy⁴², leur adjoignent des célébrations nouvelles puis, à partir d'août 1945, des commémorations à l'image de la Libération, c'est-à-dire fractionnées et spécifiques à chaque ville de France⁴³. À des fins politiques et comme autant de substituts de la Constitution qui tarde à naître.

Comme déjà sous l'Occupation, ces fonctions implicites affectent les fêtes nationales qui marient désormais les rites de la souveraineté nationale à ceux de la souveraineté populaire. Elles revêtent une structure double, à l'image de la Résistance : revue des troupes le matin toujours suivie, l'après-midi, d'un cortège civil. C'est la règle depuis 1920 pour la fête de Jeanne d'Arc, et depuis 1935 pour le 14 juillet. Certaines démonstrations partisans relèvent de ce même schéma. En 1945, à Lyon, Yves Farge, commissaire de la République, le colonel Descour qui dirigea le maquis du Vercors et le secrétaire de l'union des syndicats CGT du Rhône décident ainsi de placer le 1^{er} mai sous le signe de « l'unité armée-nation » : après le traditionnel défilé syndical, le matin, le 8^e RIM se rend au monument aux morts l'après-midi, pour exprimer la « fraternité des travailleurs des usines et des combattants du front⁴⁴ ». L'anniversaire des 9 et 12 février 1934, le 1^{er} mai et la montée au Mur réactualisent leur histoire en affichant résolument leur nouveauté. Le premier se donne pour une « manifestation antifasciste, républicaine et nationale⁴⁵ », le second pour une « manifestation d'unanimité civique⁴⁶ » et le troisième associe « la mémoire des déportés⁴⁷ » à celle des communards. Tous doivent à ces définitions, de même qu'à l'intégration de leurs organisateurs dans le bloc dirigeant, de revêtir le caractère para-officiel déjà sensible sous le Front populaire. En 1945, une décision gouvernementale avalisée par les organisations ouvrières modifie le caractère du 1^{er} mai, décrété jour chômé. Cette même année, des instructions ministérielles demandent aux préfets de s'associer aux commémorations de février 1934. Ce phénomène est plus marqué encore en 1946, quand Maurice Thorez, vice-président du Conseil, représente dans la même circonstance le gouvernement à la manifestation parisienne. Enfin, en 1945, c'est au son du glas que le cortège du 27 mai se dirige vers le Père-Lachaise, en hommage aux déportés.

On observe donc une tendance à l'homogénéisation formelle de ces diverses démonstrations, au sein d'une culture issue de la Résistance commune à tous. Le cortège parisien du 1^{er} mai 1945, placé sous le patronage de la Résistance, est ouvert par une délégation des survivants de Buchenwald et de Ravensbrück, suivie des représentants du CNR et du CPL, c'est-à-dire avant les comités directeurs des partis socialiste, communiste et radical. Déportés et organisations de la Résistance sont pareillement en tête de la marche, le 27 mai. De même, en province, les cortèges, unitaires⁴⁸, associent les élus, le préfet⁴⁹, les organisations de résistance, les déportés⁵⁰ et les Alliés⁵¹. Le rôle patriotique dévolu, pendant la guerre, à Jeanne d'Arc et au 1^{er} mai permet de réunir des symboles qui étaient incompatibles avant 1940. En 1945, l'UJRF prend part au cortège parisien de Jeanne d'Arc et ferme la marche en associant la mémoire de Danielle Casanova à celle de l'héroïne lorraine. Cette même année, le MRP est représenté dans le groupe de tête du défilé parisien du 1^{er} mai, par le CNR interposé⁵², et la JOC s'y joint ouvertement. La CFTC refuse de s'y associer mais cesse du moins de célébrer la fête du Travail le jour de l'Ascension pour rallier la chronologie convenue et organiser dans ce cadre ses propres rassemblements⁵³.

Les tensions perceptibles dans ces manifestations doivent être rapportées à leurs finalités et à leurs enjeux.

Les dissensions des lendemains de la victoire

Sous Vichy, les mouvements catégoriels se sont progressivement intégrés à une stratégie unifiante qui les a rendus politiques au même titre que les manifestations patriotiques. On n'observe rien de tel dans cette phase où les partis renaissent lentement, où l'État se cherche et peine à faire respecter ses prérogatives. Les organisations signataires de la charte du CNR, intégrées dans l'État en reconstitution et dans les pouvoirs locaux, défilent dans le cadre des manifestations patriotiques pour exprimer la dimension nouvelle de l'État restauré ; mais simultanément elles sont à l'initiative de nombreuses démonstrations, parfois violentes, provoquées par les difficultés du ravitaillement ou par le mécontentement dû aux lenteurs ou aux modalités de l'épuration⁵⁴. Ces engagements sont parfois contradictoires, pour peu que ces démonstrations soient instrumentalisées à des fins électorales ou prétendent exercer certaines fonctions de l'État dans

le domaine de la justice ou dans la répartition des produits alimentaires, en empiétant alors sur ses prérogatives au nom d'une légitimité dont certains persistent à se réclamer alors que la légalité s'est rétablie.

À cette contradiction s'en ajoute une autre. Après l'appel à la dissolution des milices patriotiques, admis par la direction du parti communiste, l'affirmation de l'hégémonie devient une exigence d'autant plus impérieuse que l'éventualité d'une dualité de pouvoirs s'évanouit. Cette situation confère sa pleine importance à la « bataille pour la mémoire⁵⁵ » qui s'engage alors, dans le cadre des célébrations plus qu'ailleurs.

Dès le mois d'octobre 1949, les communistes et leurs alliés rendent hommage aux martyrs de Châteaubriant pour unifier symboliquement la Résistance autour d'un épisode douloureux et glorieux qui valorise leur rôle et permet de fonder la précocité, discutée, de leur entrée en résistance. Le général de Gaulle et le MRP répondent à cette construction symbolique par une autre. Le MRP parisien, convié par le comité d'entente SFIO-PCF à s'associer à la commémoration de février 1934, signifie en ces termes son refus : il est « impossible de commémorer le 12 février 1934 sans qu'en même temps revivent dans les mémoires l'ambiance de pourriture politique, la confusion des esprits, la menace grondante de guerre civile qui marquait cette période de troubles. Nous avons une fois pour toutes décidé de rompre avec ce passé-là. Il n'est pas opportun de rafraîchir les vieilles divisions dans l'esprit des Français. [...] Il n'est pas utile de chercher dans le passé des anniversaires pour célébrer nos volontés d'aujourd'hui [...]. Allons de l'avant, fermement décidés aux ruptures salutaires⁵⁶. » Ce rejet d'un passé jugé révolu s'accompagne de la proposition de « célébrer dans un grand élan d'unanimité retrouvée l'anniversaire de l'appel historique lancé par Charles de Gaulle, le 18 juin prochain⁵⁷ ».

La reconstruction des pouvoirs locaux et le primat des élections municipales constituent un handicap pour le général de Gaulle, alors qu'il incarne la centralité de l'État renaissant sans disposer de relais organisationnels ou symboliques au plan local. Préoccupé par de nombreuses autres urgences, il résout néanmoins la difficulté en plaçant les voyages officiels au nombre de ses priorités. De Gaulle écrit en guise de bilan : « J'avais en quelques semaines parcouru une grande partie du territoire, paru aux yeux de dix millions de Français dans l'appareil du pouvoir et au milieu des démonstrations de l'adhésion nationale, ordonné sur place d'urgentes mesures d'autorité, montré aux gens en fonction que

l'État avait une tête⁵⁸. » Il s'attache simultanément à construire sa propre symbolique. Le 3 avril 1945, la journée des drapeaux déployée devant « la foule la plus nombreuse depuis la libération » en constitue le premier maillon. Le cérémonial établi par le colonel Rémy, producteur cinématographique avant guerre⁵⁹, se décompose en deux temps : des officiers d'active et de réserve réunis dans la cour des Invalides reçoivent 136 drapeaux et étendards reconquis en 1944 et 100 autres détenus par le service historique de l'armée, puis gagnent la Concorde. Sur cette place, le Général et son ministre de la Guerre accueillent leur défilé et remettent ces oriflammes aux corps de troupes reconstitués et disposés face à une tribune où siègent les membres du gouvernement, les généraux, les présidents de l'assemblée consultative, les préfets, les commissaires de la République et les présidents du CNR et du CPL. L'armée de l'amalgame défile ensuite, gagne la place de la République en empruntant les grands boulevards, comme pendant le cérémonial de la victoire en 1919. La cérémonie s'achève à l'Hôtel de Ville où le général de Gaulle remet à Paris la croix de la Libération. Cette construction d'une mémoire spécifique se prolonge et culmine le 18 juin 1945, dans la capitale comme dans la plupart des villes de province, avec d'autant plus d'éclat que la cérémonie – qui suit de peu la capitulation de l'Allemagne nazie – fait figure de fête de la victoire.

Des mémoires concurrentes se construisent donc. Le MRP veut marquer l'an un d'une ère nouvelle et fonder la geste gaulliste dans *L'Aube* dont il se réclame. Le général de Gaulle s'inscrit dans la chronologie suggérée par le MRP mais récusé toute césure et réinsère au contraire la guerre qui s'achève dans une « guerre de trente ans⁶⁰ », pour mieux fonder son épopée dans l'histoire de la France éternelle. Les communistes s'affirment, en regard, comme les « continuateurs⁶¹ » des années 1930 et, par ce relais, de la Révolution française. Les deux grandes composantes de la Résistance effectuent un refoulement qui porte ici sur la période 1939-1941⁶² et là sur la place de la France dans les quatre premières années du conflit.

Les tensions perceptibles dans certaines villes de province⁶³ apparaissent à Paris dès 1946. Le 11 novembre 1945 est la dernière cérémonie officielle présidée par le général de Gaulle. Le 8 mai 1946, les organisations de résistants et de déportés défilent à l'Étoile en l'absence de tout représentant du gouvernement, après que le législateur a décidé de déplacer la commémoration de la fin du conflit au dimanche suivant, pour la confondre avec la fête de Jeanne d'Arc (« Nous sommes contraints, hélas,

d'économiser les anniversaires », ironise *Le Monde*⁶⁴). Un pas supplémentaire est franchi le 18 juin quand le Général inaugure une commémoration qui, sans être ouvertement conflictuelle, n'est plus tout à fait simplement double. Il se rend à Bayeux puis au mont Valérien et fait savoir qu'il « serait très contrarié si un membre du gouvernement assistait à cette cérémonie [pour laquelle] la liste [des invitations] est limitative⁶⁵ ».

La désaffection populaire, perceptible dès la fin 1945, témoigne enfin des limites que rencontrent ces tentatives concurrentes, destinées à structurer l'hégémonie nouvelle, mais aussi de la neutralisation qu'elles finissent par exercer les unes sur les autres. Que cette désaffection soit sensible en toutes circonstances, plusieurs mois avant les consultations électorales appelées à décider de l'avenir du pays, est révélateur de la faiblesse du régime à naître.

La crise de 1958 : des légitimités concurrentes

Le régime de Vichy et le Gouvernement provisoire ont recouru à des modalités d'investissement de l'espace public liées à la commémoration nationale et par là partiellement étrangères au système manifestant constitué par la République. Il en va différemment en 1958. Les réponses apportées par l'État français à la crise de la « République absolue » ont hypothéqué toute solution misant sur le renforcement de l'exécutif. Elles ont eu pour premier effet de condamner le général de Gaulle à l'échec puis à la « traversée du désert » dès lors qu'il s'est opposé à la restauration de ladite République en 1946. Cette issue a précipité la reconstruction du régime sur un mode similaire à ce qu'il était avant guerre. Le dernier avatar des crises consubstantielles à la « République absolue » se déploie donc, par définition, dans le cadre d'un système politique restauré en même temps qu'elle.

Les prémices de la crise

À partir de janvier 1956, diverses démonstrations de rue révèlent la crise latente du régime institué dix années plus tôt. Les manifestations organisées autour de la question algérienne ou lors de l'insurrection hongroise sont majoritairement l'expression du mouvement syndical, fréquemment conduit à se substituer aux partis défaillants. D'autres manifestations, ayant Poujade

ou le parti communiste pour cible, renouent à diverses reprises avec l'affrontement entre forces hostiles et provoquent d'importants dégâts et la mort de trois manifestants, alors que ces rixes meurtrières avaient disparu depuis 1935⁶⁶. Des manifestations de maires témoignent de contradictions au sein même des institutions. Enfin, d'anciens présidents du Conseil et des ministres en exercice participent à des démonstrations d'hommage à la Hongrie. Que ces éléments constitutifs de l'appareil d'État recourent à la manifestation ou au cortège partisan alors qu'ils disposent d'autres formes d'expression traduit à tout le moins un grippage du système.

Le 13 mars 1958, ces dysfonctionnements gagnent la police. Dans un contexte de violence politique accrue sous l'effet de « la guerre sans nom »⁶⁷, le Syndicat général de la police⁶⁸ réunit ce jour-là une assemblée destinée à protester contre le non-respect des engagements pris par le préfet, concernant l'octroi d'une prime de danger. Le syndicat décide un rassemblement dans la cour de la préfecture, en dehors des heures de service. La manifestation se veut silencieuse et disciplinée, mais sort des cadres assignés après une fin de non-recevoir signifiée à ses délégués. Les 7 000 gardiens de la paix et inspecteurs réunis dans la cour de la préfecture font résonner sifflets à roulette, sirènes d'alarme et avertisseurs ; puis une fraction d'entre eux décide de gagner la voie publique. Ils sont 2 000 à se porter en direction du Palais-Bourbon protégé par des gardes mobiles. Certains se hissent sur les grilles puis se dispersent vers 19 heures, après qu'une délégation a été reçue par des parlementaires. Toute manifestation de policiers pose, par essence, un problème de légitimité. Mais celle-ci, sans être une première, témoigne d'un profond malaise au sein de l'appareil d'État⁶⁹, en raison de sa cible et des mots d'ordre antiparlementaires et antisémites proférés. Un conseil des ministres extraordinaire limoge le préfet de police et nomme à ce poste Maurice Papon, ex-préfet de Constantine, en couvrant toutefois le ministre de l'Intérieur. *Le Parisien libéré* voit dans tout cela « une nouvelle preuve de l'inquiétante désagrégation de l'État »⁷⁰ et *Le Monde* « un signe nouveau de [sa] déchéance [...] et de la déplorable santé du régime »⁷¹. Quelques jours plus tard, une centaine d'anciens combattants et de parachutistes en tenue, conduits par Jean-Marie Le Pen, assiègent l'hôtel Matignon au cri de « À bas le système »⁷².

Un climat délétère ! Le gouvernement de Félix Gaillard n'y survit pas. Il est renversé le 15 avril sur la question des « bons offices » anglo-saxons en

matière de politique algérienne. Cette crise gouvernementale, la vingt-deuxième de la IV^e République, sera la dernière de la République absolue. Le 8 mai, le président de la République désigne Pierre Pflimlin au poste de président du Conseil. Le choix est mal accueilli en Algérie, où l'homme passe pour un chaud partisan de négociations avec l'ennemi. La situation est plus sensible encore à Alger où s'est déroulée, le 26 avril, une manifestation silencieuse « pour un gouvernement de salut public ». *L'Écho d'Alger* lance presque immédiatement un explicite appel au général de Gaulle : « Parlez vite, mon général, vos paroles seront des actes. » Des cris hostiles au régime sont lancés le 7 mai dans les rues de Paris, où des organisations commémorent la bataille de Diên Biên Phu ; ils retentissent derechef trois jours plus tard, à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc, à l'initiative de Jeune Nation ⁷³.

Le 13 mai 1958

Dans un climat des plus hostile, Pierre Pflimlin, député-maire MRP de Strasbourg, se présente le 13 mai devant l'Assemblée nationale afin d'y être investi. Nombre de manifestations ont été prévues en métropole comme à Alger, certaines destinées à rendre hommage à trois soldats français exécutés par le FLN, d'autres à exprimer l'hostilité au futur président du Conseil.

En province, dix-sept villes sont concernées par des manifestations ; elles se résument presque toujours à des cérémonies devant les monuments aux morts ⁷⁴. À Paris, le comité d'action des associations d'anciens combattants, le mouvement national des élus locaux et le conseil municipal de Paris rendent pareillement hommage aux morts à l'Arc de Triomphe, mais une partie des manifestants (conduits par Jean-Marie Le Pen et Jean-Marie Demarquet) descend les Champs-Élysées aux cris de « Les députés à la Seine », « Algérie française », « De Gaulle au pouvoir » et gagne la Concorde sans rencontrer de sérieuse résistance. Les manifestants sont refoulés par les CRS avant de franchir le pont qui conduit à l'Assemblée. Ils se dispersent alors, se regroupent devant la statue de Jeanne d'Arc pour gagner l'ambassade de Tunisie dont ils brisent les vitres puis continuent vers le siège de *L'Humanité*, boulevard Poissonnière ⁷⁵. Les heurts reprennent le lendemain ⁷⁶.

Ces démonstrations sans risque véritable n'en sont pas moins de nouveaux symptômes de la crise de l'État. Celui-ci paraît avoir perdu la maîtrise d'un de ses appareils répressifs dans une situation qui le requiert pourtant plus qu'à l'ordinaire. Face à lui s'affirment des légitimités concurrentes qui renouent avec une culture manifestante de droite disparue depuis février 1934 ; elles revêtent un caractère insurrectionnel et affichent leur légitimité à travers le drapeau tricolore ou la place de l'Étoile, mais elles n'ont pas l'ampleur du 6 février.

Les manifestations auxquelles on peut attribuer ce rôle se déroulent à Alger. Deux démonstrations ont été prévues : un hommage aux morts à l'initiative de l'armée et des pouvoirs publics et une grève générale contre « la politique d'abandon » ; les chefs militaires ont fait savoir qu'ils ne garantissaient pas le maintien de l'ordre si Pierre Pflimlin était investi. Les deux manifestations ne restent pas longtemps distinctes. Une foule considérable où étudiants et lycéens sont en nombre rend hommage aux morts puis se dirige vers le ministère de l'Algérie, mis à sac. Un comité de salut public constitué dans la foulée et placé sous la présidence du général Massu confère *a posteriori* un caractère de « levée en masse » à la démonstration.

En 1887, les « hantises constitutives de la pensée républicaine⁷⁷ » – le coup d'État et le césarisme – avaient ressuscité la mémoire de la résistance au coup d'État et la figure du député Alphonse Baudin. En 1940, après quelques délais, elles avaient permis l'expression d'une souveraineté nationale qui se proclamait légitime face à l'imposture. En 1958, la personnalité du général de Gaulle et l'histoire récente interdisant à ses adversaires d'évoquer la Résistance, c'est la mémoire de 1934 et ses formes d'action qui sont évoquées. Le parti communiste agite immédiatement le spectre de la menace fasciste⁷⁸ mais limite sa riposte à un meeting au cirque d'Hiver. La CGT dénonce « la tentative des factieux d'imposer en France un gouvernement autoritaire et antirépublicain » et conclut : « La classe ouvrière réagira avec vigueur comme le 12 février. Elle s'unira pour une puissante action qui balayera les factieux⁷⁹. » « La classe ouvrière et le pays républicain se dresseront si nécessaire », déclare la CFTC qui use comme son homologue du futur et s'en remet, pour le présent, au gouvernement ; ses militants, mis en « état d'alerte », sont invités à respecter absolument la discipline⁸⁰. Le meeting communiste au cirque d'Hiver, immédiatement interdit par les autorités malgré le caractère limité de la directive énoncée⁸¹,

est maintenu par ses organisateurs au prix de heurts et de blessés⁸². Le bureau politique du PCF s'indigne de l'attitude du gouvernement qui, « tout en ayant déclaré qu'il défendrait la légalité républicaine, hésite à frapper ses pires ennemis et interdit au contraire les réunions et manifestations de la classe ouvrière et des forces populaires ». Il l'exhorte au respect des « libertés démocratiques », invite à multiplier les délégations, arrêts de travail, manifestations de rue⁸³ et à riposter à toute tentative de manifestation fasciste. Ce schéma est éprouvé depuis les années 1934-1935.

« De Gaulle au pouvoir » ou « De Gaulle au musée » ?

Quand le général de Gaulle se déclare prêt à assumer les pleins pouvoirs, le 14 mai, la SFIO contacte « les syndicats libres et toutes les organisations républicaines hostiles à toute dictature » afin de constituer un comité de défense de la République dont sont exclus les communistes et la CGT. Cette dernière cherche à amplifier la protestation demeurée tenue⁸⁴ par un appel à la grève et à des rassemblements sur le lieu de travail le 19 mai, à 15 heures, lors de la conférence de presse du général de Gaulle. À Alger, en revanche, la conférence est soutenue par une manifestation où dominent les cris de « De Gaulle au pouvoir ». À Paris, on voit se déployer « la plus grande mobilisation des forces de police jamais réalisée⁸⁵ ». La grève, faiblement suivie en région parisienne, l'est davantage dans certaines villes de province⁸⁶. La riposte reste cependant limitée et d'origine syndicale, exception faite de démonstrations de jeunes en région parisienne⁸⁷.

Elle s'amplifie une fois lancé l'appel à l'insurrection du comité de salut public civil et militaire d'Alger et après l'annonce de la constitution d'un comité corse qui s'en réclame. La division est cependant supérieure à celle de février 1934.

Le PCF appelle à la création de « comités antifascistes », exige du gouvernement qu'il « lève sans délai l'interdiction des réunions et manifestations démocratiques et antifascistes » et demande aux « travailleurs » de « manifester sous toutes les formes leur volonté collective de barrer la route au fascisme [en ne laissant] nulle part les fascistes souiller les pavés de [leurs] villes ou les rues de [leurs] villages ». Il s'adresse simultanément au « parti socialiste et à tous les groupements attachés à la démocratie » pour leur proposer « d'envisager sans perdre une heure les modalités de l'action commune pour que triomphe la liberté ». En

vain. La CGT lance alors un mot d'ordre de grève pour l'après-midi du 27 mai. Trente et un meetings s'organisent dans seize départements. Ils associent occasionnellement la SFIO ou le MRP⁸⁸ et sont pour vingt-deux d'entre eux suivis de cortèges, demeurés toutefois dans le voisinage des usines dont ils ne rassemblent que les seuls ouvriers.

Sur ces entrefaites, de Gaulle déclare qu'il a « entamé le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain » ; les députés socialistes annoncent qu'ils ne se rallieront pas et le comité de défense de la République prend l'initiative de manifestations le 28 mai⁸⁹. Elles sont soutenues par des débrayages à l'appel de la CFTC et de Force ouvrière et reçoivent l'aval du ministre de l'Intérieur du cabinet démissionnaire⁹⁰. Dans le même temps, le préfet de Haute-Garonne prend, à Toulouse, l'initiative d'une levée en masse⁹¹. À Paris, en fin d'après-midi, la journée est marquée par une imposante démonstration de la République à la Nation. Les communistes, la CGT et l'Union de la gauche socialiste lancent des appels convergents engageant à leur tour à la levée en masse⁹². Des départs s'organisent à partir des municipalités de banlieue et de certaines entreprises ; la manifestation, tolérée, réunit 200 000 manifestants selon *Le Monde*⁹³. Pierre Mendès France, François Mitterrand, Édouard Daladier et André Philip, au coude à coude avec les dirigeants communistes, ouvrent la marche, précédés d'une unique banderole portant pour toute inscription « Vive la République ». Les manifestants défilent aux accents de *La Marseillaise* et du *Chant du départ* en arborant des drapeaux tricolores. Plus loin, dans le cortège, une pancarte proclame « Comme en 1934 pour défendre la République » et l'on scande « De Gaulle au musée » ou, selon *L'Humanité*, « Front populaire » et « Unité ». Pour *Le Monde*, « La fraternisation des communistes et des socialistes ramenait à la mémoire des images disparues depuis le 1^{er} mai 1947. La participation de plusieurs radicaux permettait d'évoquer les grands rassemblements de 1936, voire la journée antifasciste du 12 février 1934⁹⁴ ». La nature de la riposte en dehors de Paris interdit pourtant la comparaison car l'on ne relève que 43 manifestations dans 31 départements et 23 le lendemain dans 19 autres. L'assise du mouvement est sensiblement plus étroite que le 12 février 1934. Le nombre des participants dans les trente-neuf villes pour lesquelles on dispose à la fois des estimations du 12 février et de celles des 28 et 29 mai 1958 chute de plus de moitié⁹⁵. Huit villes ont dépassé la dizaine de milliers de participants et neuf l'emportent sur les mouvements de 1934. L'effective

mobilisation des directions nationales n'entraîne donc pas le sursaut provincial qui fit précisément la force et l'originalité du 12 février. Les cortèges sont, de surcroît, hétérogènes d'une ville à l'autre. Les uns reproduisent le cérémonial de l'hommage aux morts⁹⁶, d'autres empruntent au 14 juillet 1935⁹⁷, d'autres encore à la culture de la Résistance⁹⁸. Ici, c'est une structure pétitionnaire, là, on note la présence des seuls syndicats⁹⁹. Mais la différence la plus notable entre ces événements et ceux de 1934 tient au fait que les cortèges de 1958 ont peu d'effet sur ce qui se déroule ailleurs.

De Gaulle, les gaullistes et la rue

Dans la nuit du 27 au 28 mai 1958, Pierre Pflimlin remet sa démission à René Coty. Ce dernier rend publique sa décision de faire appel au général de Gaulle et met en jeu sa fonction de président de la République. Le général de Gaulle accepte de former le gouvernement à la condition d'obtenir les pleins pouvoirs pour six mois et les pouvoirs constituant.

La FEN avait dénoncé, le 25 mai, « la campagne [...] orchestrée pour favoriser le pouvoir personnel ». Renouant avec le rôle dévolu en d'autres temps au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA), elle s'était proposé de jouer les bons offices auprès des organisations divisées. En vain. Elle prend, le 30, l'initiative d'une grève de 24 heures, accompagnée de vingt-six cortèges d'inégale ampleur¹⁰⁰ associant souvent les autres syndicats et parfois les partis de gauche.

Le 1^{er} juin, la séance d'investiture est marquée par de nouvelles manifestations, cette fois à l'appel du parti communiste¹⁰¹. Pour contrer les interdictions, des colonnes se forment à partir des portes de Paris et de quelques-unes des gares tandis que, au nombre d'un millier, des contre-manifestants arborant le drapeau tricolore et chantant *La Marseillaise* se pressent autour de la place de la République. Parmi eux, des déportés revêtus de leur tenue rayée empruntent à un registre que la personnalité du général de Gaulle avait jusqu'alors interdit de mobiliser. Malgré tout, la police charge. On relève des centaines de blessés (dont l'un décède le 3 juillet)¹⁰². Des phénomènes similaires se produisent dans quatorze départements¹⁰³. « Paris a refusé l'investiture », titre *L'Humanité* qui présente ces manifestations comme l'expression de la démocratie directe¹⁰⁴.

Leur forme et leur succès, limités, révèlent cependant le passage assumé à la défensive et au repli. Finalement, aucun 12 février n'a vu le jour.

Les manifestations susceptibles de constituer le ciment d'une alliance nouvelle ont eu lieu outre-mer, loin de l'épicentre de la décision politique. Que leur rôle dans l'émergence du « coup d'État permanent » ne soit pas à démontrer n'enlève rien au fait qu'elles s'effacent après le 20 mai pour laisser libre cours à des forces qui s'expriment sur la scène parlementaire et l'emportent en dernière analyse par des voies constitutionnelles.

Mais le capital politique et symbolique dont jouit le général de Gaulle fait de lui un fourrier peu crédible du fascisme qui servit, en 1934, de repoussoir et de catalyseur à l'union. La France, qui vient de perdre l'Indochine et demeure persuadée que « l'Algérie c'est la France », tient le général de Gaulle pour l'ultime recours. À la différence de ce qu'il advint durant la crise boulangiste ou l'affaire Dreyfus, il n'apparaît nullement comme l'agent direct de la crise et peut au contraire se présenter comme son unique issue¹⁰⁵. Il se prévaut même des événements d'Alger ou de Corse et des ripostes déployées en métropole pour mieux s'ériger en arbitre, le 1^{er} juin¹⁰⁶. De Gaulle ne fait pas appel à la rue, sauf dans des formes qui lui sont coutumières et qui échappent au système de référence de 1934 pour se confondre avec celles de la Résistance et de la Libération. De plus, le Général recourt à la rue après, et seulement après, la victoire.

« Nous remonterons tous ensemble les Champs-Élysées », déclarait, le 21 mai, le général Salan depuis Alger¹⁰⁷. Certains partisans de De Gaulle n'ont pas attendu d'y être invités pour manifester à plusieurs reprises leur impatience et leurs espoirs sur la voie publique. À partir du 13 mai 1958, à Paris comme dans plusieurs villes de province¹⁰⁸, ils descendent dans la rue. Leurs démonstrations, comparées par la presse à des monômes¹⁰⁹ et qualifiées par le ministre de l'Intérieur de « chahut¹¹⁰ », relèvent surtout de l'effervescence bruyante mais ressuscitent du moins l'atmosphère de la Libération¹¹¹. L'évidente bienveillance des forces de l'ordre¹¹² permet aux manifestants d'investir les Champs-Élysées ou les alentours du Palais-Bourbon mais n'exclut pas tout incident¹¹³. Ils se retrouvent à l'Étoile à l'annonce de l'investiture du général de Gaulle¹¹⁴ et pendant les semaines suivantes occupent la rue plus qu'à l'ordinaire¹¹⁵. Leurs démonstrations restent toutefois largement spontanées. Le général de Gaulle se défie, de fait, tout autant des mouvements de foule de ses partisans que de ceux de ses adversaires. Il condamne, une fois investi, « toute action, de quelque

côté qu'elle vienne, qui met en cause l'ordre public » et se garde de recourir à la rue. Les *Actualités Gaumont*, qui rediffusent en juin, à deux reprises, des séquences de la descente des Champs-Élysées d'août 1944, offrent alors l'unique image du rapport à la foule qu'il revendique et qu'il entend restaurer¹¹⁶. C'est chose faite le 18 juin.

Cet anniversaire permet au général de Gaulle de renouer avec les pratiques de souveraineté qui sont les seules dans lesquelles il se reconnaisse. Il remonte les Champs-Élysées devant une foule très dense et, pour la première fois depuis 1945, préside la cérémonie de la flamme à l'Étoile avant de gagner le mont Valérien où l'affluence est la plus forte enregistrée depuis la Libération¹¹⁷. Quarante et une cérémonies se déroulent simultanément dans quarante départements. L'affluence y est variable et la connotation politique plus ou moins forte. Le Général apparaît de même, le 14 juillet, aux côtés du président Coty devant une foule demeurée dense¹¹⁸. Ce qui vaut pour lui vaut pour la plupart de ses partisans puisque les quatre-vingt-sept démonstrations pro-gaullistes recensées du 13 mai au 14 juillet s'organisent pour plus de la moitié après la victoire remportée par les voies légales et se confondent, pour soixante-dix d'entre elles, avec des cérémonies devant les monuments aux morts¹¹⁹.

Paradoxalement, c'est après l'achèvement du projet de constitution nouvelle et juste avant l'organisation du référendum auquel il le soumet que le général de Gaulle s'autorise un rapport partisan avec la foule. En effet, il présente ce projet sur la place publique alors qu'un chef de gouvernement dispose, en fait comme en droit, d'autres tribunes. Il choisit la date du 4 septembre pour mieux souligner son inscription dans la tradition républicaine qu'on l'accuse d'oublier et opte, sur l'avis d'André Malraux, pour la place de la République. Cet espace étranger à la topographie des démonstrations de souveraineté gaullistes est affublé d'un V de bronze doré, haut de quarante mètres, qui prend naissance au pied de la statue des frères Morice pour symboliser à la fois la victoire et la République nouvelle, cinquième du nom. La volonté d'investir et de marquer un terrain compté par l'adversaire au nombre de ses fiefs s'affirme dans sa plénitude. Le Général peut ainsi se poser en héritier légitime d'un rapport au peuple d'ordinaire incarné par des cortèges d'autres sortes.

1958, mémoire de 1934 ?

Le parti communiste invite en chacune de ces circonstances à contrer l'offensive. Le 18 juin, il appelle à « se rassembler dans les usines, les rues, les villages pour la défense des libertés¹²⁰ » en s'affirmant pour seule expression légitime de la résistance usurpée¹²¹. Il recommence à plus vaste échelle, le 14 juillet, en renouant avec des défilés partisans disparus depuis des années. Des démonstrations associant parfois les socialistes ont été répertoriées dans trente-sept départements. Certaines s'inspirent de la symbolique réactivée par le Front populaire¹²² ; d'autres, interdites¹²³, se résument à des contre-manifestations sur le parcours des cortèges officiels¹²⁴ ou à des démonstrations similaires à celles de l'Occupation¹²⁵. La contre-offensive est plus spectaculaire et mieux réussie le 4 septembre. « La place de la République est au peuple de Paris », écrit *L'Humanité*, qui mesure à sa juste valeur la tentative adverse de dépossession. « En rasant le boulevard du crime pour planter au cœur de Paris cette place massive comme une forteresse qui tiendrait sous son feu les quartiers turbulents, Haussmann croyait bien défier l'avenir. Paris fit de ces lieux la place de la République et son rendez-vous favori des jours de colère et des jours de victoire. Il ne perd jamais une occasion de venir fleurir la statue gigantesque et protectrice qui veille sur nos libertés¹²⁶. » Et le quotidien communiste d'énumérer le 9 février 1934, le 14 juillet 1944, août 1944 et, plus inattendue, la manifestation du 25 mai 1952 contre Ridgway¹²⁷, pour conclure : « en usurpant ce lieu et cette date symboliques, le Général voudrait faire croire que sa constitution est républicaine ». Cent cinquante mille personnes répondent à l'appel du parti communiste¹²⁸, au prix de 34 blessés dont 24 parmi les forces de l'ordre. Mais ce n'est là qu'un baroud d'honneur. Sous Vichy, la manifestation s'était résorbée dans cet acte de souveraineté qu'est la commémoration nationale, pour mieux légitimer ses acteurs. Le général de Gaulle, légitime autant que légal, peut se permettre d'inverser le processus en exerçant sa souveraineté dans un cadre manifestant, comme pour mieux signifier qu'il a su le neutraliser.

La IV^e République a vécu et, avec elle, la « République absolue ». Si la bataille ne s'est pas gagnée dans la rue, elle s'y est du moins perdue pour ceux qui ont vainement tenté d'y mettre en valeur leur action. Pour la première fois depuis les années 1930, on note une évocation non strictement négative de la mémoire du 6 février : dans la vénérable *Année politique* et sous la plume d'André Siegfried, le 13 mai se voit en effet qualifié de « rébellion authentique, [d'] émeute d'un type particulier puisqu'elle

montrait la volonté des Algériens de demeurer français ». Et *L'Année politique* de tenir cet « événement [d'une] gravité [...] sans précédent depuis la Commune de Paris » pour « un 6 février qui a réussi ¹²⁹ », tout en raillant « le ministre de la Guerre sans armée, le ministre de l'Intérieur sans police, l'armée soutena[nt] manifestement la protestation ; au point de se laisser aller, dans des conditions confuses il est vrai, à en prendre la tête ¹³⁰ ».

Les 6 et 12 février 1934, deux camps se sont affrontés dans la rue. Le 6 février doit à ses effets négatifs de devenir, à droite, un refoulé de l'Histoire. Cette date est mise d'autant plus aisément à l'écart que la réforme de l'État s'opère finalement par d'autres voies, dont aucune ne requiert la rue, en 1940 puis de manière définitive en 1958. L'issue de la crise de 1958 autorise l'évocation du 6 février, qui n'est cependant pas une réhabilitation. Les héritiers du 12 février réactivent en diverses circonstances la mémoire d'un affrontement qui leur valut alors la victoire, en 1934, puis, de la seule initiative d'un parti communiste désormais isolé, en 1948 ou en 1956 face au général de Gaulle ou à Pierre Poujade. Le PCF recommence en 1958, dans l'espoir de nouveaux 12 février qui signifieraient pour lui la fin de l'isolement. Mais l'Histoire est convoquée là par les adversaires du Général, à contretemps et à contrechamp. La mémoire de la défense de la République est en effet revivifiée au moment où le général de Gaulle occupe le domaine transcendant de la souveraineté nationale. Le Général jouit de la légalité et de la légitimité.

En 1934, la manifestation qui véhicule des fantasmes touchant au renversement de régime a permis de réguler une crise en préservant ce dernier. La manifestation ne joue en revanche aucun rôle majeur dans ces crises de régime que sont 1940, 1944 ou 1958. Qu'une force politique puisse en deux de ces circonstances au moins s'approprier le cadre spatio-temporel de la commémoration nationale en le constituant en instrument politique efficace est, chaque fois, un indéniable symptôme de la faiblesse hégémonique du pouvoir en place. C'est l'indice que la crise, larvée ou aiguë, ne pouvait se résoudre par des manifestations dessinant un nouveau rapport de force dans un système inchangé et qu'elle supposait au contraire un transfert de pouvoir au profit de la force qui a fait la preuve de son hégémonie. L'absence ou le dysfonctionnement du système manifestant pourrait bien être plus éloquent que ses déploiements spectaculaires.

Il reste à comprendre le statut de la manifestation de crise (et de la crise elle-même) alors que la République absolue s'est éteinte.

DEUXIÈME PARTIE
1968
UNE CRISE INÉDITE
DANS UN RÉGIME INÉDIT

Les figures du mouvement social

En se substituant à la « République absolue » au nom de l'intérêt supérieur de la nation¹, le régime né en 1958 supprime le principe commun des crises qui rythment le cours de la vie politique depuis trois quarts de siècle. La crise de mai-juin 1968 s'inscrit dès lors en solution de continuité avec les précédents accès de « fièvre hexagonale² » ; elle prend naissance dans le mouvement social – non dans la vie politique – par le fait d'acteurs qui n'ont jamais été l'élément moteur de crises. Par ailleurs, elle ne porte pas au premier chef sur les institutions.

Il n'entre pas dans nos intentions de dérouler une nouvelle fois le cours des événements³, ni d'en proposer une interprétation supplémentaire⁴. Seules les relations que le mouvement de mai 1968 entretient avec la rue retiendront notre attention, afin d'éclairer sous un jour nouveau cette crise et le devenir des manifestations.

Un renouveau de la manifestation

Le nouveau régime ne modifie en rien le statut légal de la manifestation de rue⁵ mais mène, dès son avènement, une politique nouvelle en matière d'ordre public. Il interdit strictement les démonstrations liées à la guerre d'Algérie, les réprime avec une violence que l'on pouvait croire révolue⁶ mais témoigne en revanche d'un évident libéralisme dans le champ revendicatif. Cette dualité se maintient après la fin du conflit algérien, alors que les manifestations d'agriculteurs, d'étudiants ou de salariés, de très loin

les plus nombreuses et les plus puissantes⁷, remettent expressément en cause les orientations gouvernementales dans le domaine économique et social. Le ministre de l'Intérieur Roger Frey réduit le nombre des compagnies de CRS en supprimant les unités algériennes rapatriées, et l'encadrement des manifestations revendicatives se déroule sans heurts majeurs. Mais, à la fin de l'année 1967, la violence assumée par les jeunes OS du Mans, de Mulhouse ou de Caen, ces nouveaux acteurs du mouvement social, oblige à des réévaluations⁸.

L'expression d'une France qui change

La physionomie des manifestations à dimension revendicative se transforme sensiblement sous le nouveau régime.

Comme l'élection du président de la République au suffrage universel confère à l'opinion publique un rôle politique accru, sa conquête devient un des objectifs prioritaires des démonstrations des années 1960⁹. Des relations nouvelles se nouent avec une presse désormais pensée et traitée en média, avec la radio et la télévision plus encore. L'UNEF se rend au ministère de l'Information après sa manifestation du 27 octobre 1960 pour la paix en Algérie ; les mineurs défilent en 1963 aux cris de « La télé aux mineurs, Peyrefitte menteur¹⁰ » ; la présence à Montpellier d'opérateurs de la télévision sert d'argument pour calmer l'ardeur des CRS lors d'une manifestation de viticulteurs¹¹ ; la dénonciation des silences des « étranges lucarnes » devient une antienne de la presse ouvrière. La volonté de gagner l'attention des médias¹² pose en termes inédits la question de la construction des images et incite à la recherche du spectaculaire ou de l'inédit¹³, au risque d'une certaine folklorisation ou de possibles escalades. La soudaine résurgence de pratiques carnavalesques, vieilles comme la grève (même si elles sont perçues comme novatrices par nombre de quotidiens), ne saurait cependant s'expliquer par ces seuls objectifs médiatiques. Les manifestations politiques se sont constituées dans un rapport à l'Histoire et à sa symbolique qui leur a valu de s'intégrer dans un système manifestant où commémorations et drapeaux se répondaient en miroir, jusqu'à former des mises en abyme. Ces manifestations, qui souvent réunissent sur une même revendication des composantes hétérogènes du mouvement social (dans le cadre des luttes régionales pour l'emploi en premier lieu), doivent conférer une image identitaire à des forces qui n'ont

en commun que leur rejet d'une certaine politique. Elles satisfont à cette exigence en renouant avec des pratiques carnavalesques ou, au terme de l'année 1967, avec une violence héritée du syndicalisme révolutionnaire. Les manifestations de la fin des années 1960 provoquent la surprise d'une France où culture manifestante et symboles forgés dans la double expérience du Front populaire et de la Résistance ont prévalu jusqu'au début des années 1950 pour ensuite céder la place à des manifestations réduites à des marquages minimaux.

Fonctions et portée de ces manifestations connaissent, pareillement, de sensibles mutations.

Une proportion accrue d'entre elles désigne l'État pour interlocuteur souhaité ou pour cible, à travers les préfectures, les sous-préfectures ou les ministères, fréquents terminaux des parcours. D'autres, moins nombreuses mais souvent spectaculaires, essaient de réintroduire une continuité là où les récentes mutations économiques et démographiques signifient déchirure, morcellement ou arrachement et, témoignant de la claire conscience d'une centralisation de la décision devenue plus forte, revêtent la forme de « marches » sur la capitale. En mars 1963, les mineurs de Lorraine sont les premiers à recourir à cette forme d'action depuis les années 1930. Ils sont suivis, en mars 1965, par des ouvriers du textile venus de la France entière pour manifester devant le siège de l'Union des industries textiles, puis en avril par 3 000 délégués des départements de l'Ouest dressés contre le « chômage », la « déportation » et partisans d'un « Ouest [qui] veut vivre », enfin par les ouvriers de La Seyne et d'autres encore. Ces marches permettent aux filiales de groupes géographiquement éclatés de manifester de concert et de gagner ensemble les centres décisionnels parisiens désormais éloignés des unités de production.

En 1959, certaines de ces manifestations s'attaquent nommément à tel ou tel ministre, sans se risquer à plus. Mais la Constitution, la concentration des pouvoirs, l'effacement du Parlement¹⁴, la faiblesse des corps intermédiaires concourent bientôt à faire du chef de l'État la cible désignée. En juin 1960, apparaît le slogan « Charlot, des sous¹⁵ » promis à un si bel avenir que le général de Gaulle prend le parti de lui faire un sort dans l'allocution télévisée du 19 avril 1963. Les consignes d'abstention, systématiquement réitérées par les partis et syndicats hostiles lors de chaque voyage officiel, produisent leurs premiers effets à Grenoble en octobre 1960. Caricatures et mots d'ordre cessent simultanément d'épargner

le président de la République¹⁶ (sans susciter de condamnations alors qu'elles relèvent de l'offense au chef de l'État). Des pancartes hostiles apparaissent à Lyon en octobre 1963 sur le parcours d'un cortège officiel et, en 1964, des slogans appellent à sa démission, dans diverses villes, à l'occasion de l'anniversaire du 13 mai¹⁷. Le président de la République doit même renoncer pour la première fois à un voyage officiel en Picardie en mars 1965 pour prévenir d'éventuelles manifestations. Dans le même temps, certaines démonstrations soulignent leur soutien à François Mitterrand¹⁸. On observe une légère poussée manifestante durant la période préélectorale, alors qu'il n'existait aucune corrélation entre la chronologie électorale et le rythme des manifestations sous la IV^e République.

Les actions syndicales (1966-1967)

Jusqu'au début de l'année 1966, l'existence d'une cible commune à tous les acteurs sociaux n'entraîne de rapprochements concertés que dans un cadre local ou régional. L'accord ratifié en janvier 1966 entre la CGT et la CFDT permet d'en déborder les frontières¹⁹, à la faveur de sept journées nationales d'action tenues du 17 mai 1966 au 13 décembre 1967. Ces journées, qui associent d'autres partenaires au plan national ou local, ne signifient nullement l'intégration de stratégies qui demeurent divergentes. La CGT tient les luttes économiques et politiques pour des données distinctes appelées à connaître un processus parallèle d'unification et un épaulement réciproque. Elle pose résolument la question du pouvoir d'État, soutient la candidature de François Mitterrand en 1965 et se réclame d'une stratégie explicitement inspirée du Front populaire²⁰. Les manifestations de rue ressuscitant sa geste constituent dans cette perspective un chaînon nécessaire, mais non suffisant. Celles-ci sont considérées par la centrale comme le moyen d'enclencher une dynamique, en confiant le relais aux partis de gauche unis sur un même programme (alors formulé par le PCF). La CFDT, elle, se réclame d'interventions constructives dans le champ économique, sans poser la question du pouvoir, et observe une neutralité hostile au chef de l'État lors des élections de 1965. Elle entend ancrer l'action commune sur le seul terrain syndical et se refuse à partir de 1967 à toute action « syndicalo-politique », pour exprimer, en novembre, la crainte que sa personnalité ne se dilue dans l'action commune. Lorsqu'il s'agit d'imprimer l'une ou l'autre de ces conceptions aux défilés unitaires

déployés lors des journées nationales d'action, ses conceptions l'emportent, même si certains défilés ressuscitent en 1966 les souvenirs du Front populaire²¹, à l'occasion de la célébration de son trentième anniversaire. À Paris, les dirigeants politiques ne sont pas dans les groupes de tête ; on ne prononce aucun discours car la démonstration doit se suffire à elle-même ; les élus sont tolérés à condition de mettre bas leurs écharpes et de défiler parmi les travailleurs de leur localité.

D'aucuns accusent ces manifestations d'être responsables d'un glissement du champ revendicatif au champ politique. Le 17 mai 1966, Force ouvrière appelle à la grève mais s'oppose aux démonstrations en raison de leurs possibles conséquences politiques. La CFTC témoigne d'une même hostilité et retirera ses consignes de grève, dit-elle, si les autres centrales décident « une grève générale ayant un caractère politique²² ». L'incontournable caractère politique de la grève du 17 mai 1967 conforte Force ouvrière dans son hostilité à l'égard des manifestations. André Bergeron, qui juge impossible d'« empêcher la politisation de cette affaire », les tient « dans les circonstances actuelles [...] pour une erreur²³ », susceptible d'engager un processus conduisant à un nouveau Front populaire. Des personnalités de la mouvance gaulliste considèrent pareillement la démonstration de rue comme un facteur aggravant. Jean Lecanuet, lui, estime que la manifestation peut faire basculer la nature de la grève. « Tout homme politique lucide ressent le danger représenté par la grève générale qui donne parole à la rue, déclare-t-il à *Combat*. Le processus qui s'engage est plein de péril²⁴. » Et *Le Monde* de tenir la grève du 17 mai 1967 contre les pleins pouvoirs et leurs objectifs dans le domaine économique et social pour un symptôme « de la volonté des syndicats de peser directement sur la vie politique du pays ». « C'était bien une manifestation politique malgré les dénégations », poursuit le journal, qui relève, à l'appui, des slogans tels que « Les pleins pouvoirs aux travailleurs », « La majorité c'est nous » et même, fait nouveau selon lui, « De Gaulle démission » et « De Gaulle dictateur »²⁵. C'est toutefois trop prêter à la manifestation que de lui attribuer la pleine responsabilité d'un pareil état de choses. Les journées dont elles ne font jamais qu'exprimer l'ampleur ont une objective portée politique. Elles unifient ceux que morcellent l'organisation du travail et l'éclatement des organisations et s'imposent, par le fait des orientations du Plan, comme la manière coutumière et convenue d'interpeller l'État. Les journées de mai 1967

constituent, dans leur ampleur et leur fréquence plus que dans leur principe, un des traits saillants de la culture politique suscitée par le nouveau régime, une expression des rapports – directs – qu’il entend nouer avec la société civile. Tout se passe comme si le laminage des médiations – les partis et les élus – et l’affirmation du suffrage universel en tant qu’expression d’un lien direct entre les citoyens et le chef de l’État réévaluaient d’autres formes d’expression directe, au rang desquelles la manifestation, cette autre mise en scène du nombre.

La banalisation de manifestations souvent puissantes contribue à expliquer certains aspects de la crise de mai-juin 1968. En février 1934, la crise ouverte et révélée par la presse s’était déployée un mois durant sur la scène parlementaire avant que la rue n’en précipite le terme. C’est dans la rue que la crise prend cette fois naissance. C’est à sa faveur que, le 13 mai, elle change de nature. C’est par la vertu de celle-ci qu’elle se voit signifier son coup d’arrêt le 30. Dans la France entière, pendant quarante-trois jours, 1 100 démonstrations au moins ont lieu, soit une moyenne de quatorze par département ou de vingt-cinq par jour. Il ne faut pas pour autant céder aux illusions étiologiques²⁶. Ce qui se déroule en mai 1968 ne devient un « événement » qu’en raison de la césure, inattendue, qui marque la chaîne du temps. Elle résulte de ce que Pierre Bourdieu définit comme un « événement critique », capable de devenir point de référence commun pour des événements historiques qui « devaient normalement s’ouvrir ou se clore en ordre dispersé », en constituant « l’origine chronologique » d’une crise générale née de la conjonction soudaine de « séries causales indépendantes²⁷ ». C’est un déplacement inattendu d’acteurs et de terrain valant aux jeunes OS et à la province où leur violence s’est focalisée depuis la fin de l’année 1967 de s’effacer au profit des étudiants et de la capitale qui brusquement la rend possible.

« Les six glorieuses²⁸ »

De la suspension des cours à la « nuit des barricades »

À la suite d’incidents à la faculté de Nanterre puis à la Sorbonne, le recteur de l’académie de Paris décide, le 3 mai, de suspendre les cours et obtient l’évacuation de la Sorbonne par les forces de l’ordre. Comme il advient dans le monde ouvrier quand la grève fait place au *lock-out*, cette situation nouvelle a pour effet de déplacer dans la rue une contestation

étudiante cantonnée depuis des semaines dans les enceintes universitaires. Une manifestation aussitôt organisée dans les rues du Quartier latin met aux prises quelque 1 500 policiers et 2 000 étudiants. Elle se solde par 600 interpellations et des blessés légers puis se prolonge, deux jours durant, par des mouvements sporadiques. Le 6, l'UNEF appelle à un rassemblement devant la Sorbonne à l'occasion de la comparution devant le conseil de discipline de huit étudiants nanterrois (dont Daniel Cohn-Bendit), mais un important déploiement des forces de l'ordre oblige les manifestants à se replier sur la Halle aux vins. Un cortège dix fois plus important que celui du 3 se constitue là puis gagne la place des Victoires et réintègre le Quartier latin, deux heures plus tard. De nouvelles interpellations se produisent et de nouvelles personnes sont blessées.

Le SNESup, qui a soutenu cette démonstration, décide, le lendemain, deux jours de grève et énonce trois préalables à toute négociation : retrait des forces de police du Quartier latin, libération et amnistie des étudiants arrêtés, réouverture des facultés. Ces mots d'ordre sont aussitôt approuvés par le SGEN et l'UNEF. Cette dernière invite, le même jour, à une nouvelle manifestation hors du périmètre du Quartier latin, cette fois autorisée par la préfecture. La « longue marche » – ainsi qu'elle est aussitôt nommée par la presse – réunit à Denfert-Rochereau 35 000 à 50 000 étudiants. Elle traverse la Seine, passe devant l'Assemblée nationale sans marquer d'arrêt, monte à l'Étoile, drapeaux rouges et noirs en tête, puis réintègre le Quartier latin pour la plus grande satisfaction de l'UNEF et du SNESup, qui réaffirment leurs préalables. Un nouveau rassemblement convoqué, le 8 mai, à la Halle aux vins reçoit le renfort de lycéens et de nombreux enseignants du secondaire. Le rassemblement, de moindre ampleur que la veille, se prolonge par un cortège jusqu'aux abords du Luxembourg en début de soirée et, comme les jours précédents, s'achève par des heurts. La journée du 9 est marquée par diverses manifestations lycéennes, une effervescence quasi permanente à Saint-Michel et un nouvel appel à manifester le lendemain.

Cette cinquième démonstration d'importance se déroule en deux temps. Les lycéens défilent, les premiers, à l'appel des Comités d'action lycéens et sont rejoints, à 18 heures, place Denfert-Rochereau, par les étudiants. Le cortège autorisé, comparable, selon les organisateurs, à celui du 7, passe devant la prison de la Santé, la Maison de la radio, le Palais de justice, tenus pour autant de symboles de l'État-gendarme et censeur. Il regagne ensuite le

Quartier latin par le pont Saint-Michel demeuré seul ouvert. Il est 21 heures passées. La « nuit des barricades » commence. Les sommations d'usage et l'assaut sont lancés à 2 h 15 mais il faut les premières lueurs de l'aube pour que Daniel Cohn-Bendit appelle les derniers irréductibles à la dispersion. Au réveil, une France en état de choc découvre un paysage fantastique et les carcasses encore fumantes de deux cents véhicules. On compte 460 interpellations, 367 blessés dont 54 hospitalisés. Le 11 mai, des groupes de lycéens et une manifestation de l'UEC agitent encore les rues parisiennes mais ce sont là des démonstrations sporadiques. Le mouvement est en passe de changer de nature. Il s'étend à la province : du 6 au 12 mai, 62 manifestations étudiantes dans 35 départements affectent toutes les villes universitaires hormis Saint-Quentin, Pau, Épinal et Chambéry, et, déjà, certains lycées.

Pendant tous ces jours, le SNESup mène les négociations sans pouvoir aligner dans la rue des forces importantes. L'UNEF doit au vedettariat de son secrétaire général, propulsé sur le devant de la scène, d'y figurer à ses côtés ; mais son emprise sur le mouvement demeure plus nominale que réelle car aucune des sections parisiennes ne partage les orientations de la direction nationale. Les Comités d'action lycéens, nés de fraîche date, mobilisent des lycéens encore dépourvus d'expérience. Cet état de fait explique la faiblesse des liens organiques entre dirigeants en titre et manifestants, accentuée, le 10 mai, par l'action des radios périphériques et leur rôle dans la mobilisation²⁹. La proportion des non-étudiants parmi les personnes interpellées est là pour en témoigner³⁰. Cette situation rend nécessaire la création de « comités d'action » destinés à structurer le mouvement naissant³¹. Dans l'attente, elle laisse le champ libre aux organisations dotées d'un solide savoir-faire, acquis dans les récentes manifestations contre la guerre du Viet-nam³². Le mouvement du 22 mars et les organisations d'extrême gauche s'imposent, de ce fait, comme autant de « cristaux de masse³³ », drainant et dirigeant des forces dont beaucoup manifestent pour la première fois. Cette situation confère aux manifestations un caractère imprévisible qui nécessite une adaptation permanente des forces de l'ordre, les déconcerte et déjoue parfois les prévisions. Ainsi le préfet de police Maurice Grimaud avait-il délibérément laissé libre le pont Saint-Michel dans la soirée du 10 mai, jugeant préférable de maintenir les étudiants sur la rive gauche et pensant « qu'il n'y avait pas

de sérieux inconvénients à ce qu'ils se répandent dans le quartier qui est leur domaine ». Avec les résultats que l'on sait.

Histoire et géographie des barricades

Au début du mois de mai 1968, les espaces et les temps des manifestations rompent à bien des égards avec ceux qui se sont imposés à Paris depuis la fin de la guerre d'Algérie. Les étudiants manifestent d'abord pour retrouver la maîtrise d'un quartier dont ils s'estiment les légitimes occupants et s'accrochent d'autant plus fortement à l'université qu'on leur en a fermé la porte. « C'était un problème politique de la plus haute importance, écrit la Fédération des étudiants révolutionnaires (FER). L'État bourgeois avait voulu faire de la Sorbonne un symbole, le problème était donc de reprendre la Sorbonne à l'État bourgeois³⁴. » Les comités d'action écrivent : « L'objectif [était] la Sorbonne occupée, ce pauvre bâtiment où s'enseignait millénairement un savoir vétusté, redevenait tout d'un coup d'une manière extraordinairement insolite un signe exalté par l'interdit³⁵. » Ce sont ces interdits, étendus à l'ensemble du Quartier latin, qui dispersent la protestation à partir de cet épiscentre vers lequel elle revient toujours. Les trajets ont une longueur inaccoutumée – vingt kilomètres le 7 mai, seize trois jours plus tard – et toujours une dimension d'errance³⁶, sans autre objectif que celui qui leur est précisément interdit. L'occupation de l'espace public devient à elle-même sa propre fin.

Les manifestations, d'habitude convoquées en fin d'après-midi, se prolongent souvent jusqu'à la nuit (en dépit des appels à la dispersion lancés par les organisateurs) et se concluent, le 10 mai, par l'érection de barricades. Il est difficile de savoir dans quelle mesure la soudaine résurgence de cette forme d'action absente de la capitale depuis août 1944 et qui en province jamais n'a revêtu une pareille ampleur³⁷ répond – consciemment ou non – à un objectif médiatique. On peut du moins en suivre le cheminement. Les barricades ont disparu de l'arsenal symbolique des organisations ouvrières au cours des années 1950. Celles que les généraux dressent à Alger en 1960 n'ont fait que délégitimer cette pratique aux yeux des forces sociales et politiques qui en avaient, des décennies durant, transmis la mémoire³⁸. Elles ont, en revanche, popularisé dans certains milieux – les agriculteurs de l'Ouest en premier lieu³⁹ – ces mythes forgés au XIX^e siècle. Dans les années 1960, cette pratique circule de

manière souterraine, de l'Algérie jusqu'aux agriculteurs. Elle pénètre la France de l'Ouest par leur intermédiaire, les OS de Caen par immersion géographique, en janvier 1968, et se trouve alors relayée et transfigurée par certaines organisations d'extrême gauche inspirées par ces luttes⁴⁰. La pratique des barricades aboutit à Paris au début du mois de mai 1968, reprise par une jeunesse d'autant mieux portée à réactiver des formes prémanifestantes (comme la violence syndicaliste-révolutionnaire, en 1967, ou, ici, la barricade) qu'elle est exclue du suffrage universel et, partant, du système politique. Les barricades érigées jouissent d'une technicité remarquée, propre à alimenter la thèse d'un « complot⁴¹ » fomenté par les « professionnels du combat de rue⁴² », par « Berlin⁴³ », par des forces hostiles au retour de la paix au Viet-nâm à l'heure où se déroulent, à Paris, les pourparlers entre Américains et Nord-Vietnamiens⁴⁴, ou encore par les « spécialistes de la guérilla⁴⁵ ». Cette thèse est rejetée par Maurice Grimaud ainsi que par les principaux intéressés⁴⁶.

Ces barricades se distinguent de leurs précédents du xx^e siècle : elles surgissent dans une phase de calme politique (qui leur vaudra d'être analysées comme réponse à l'ennui ressenti), émanent d'acteurs sociaux archétypiques de la barricade du premier xix^e siècle demeurés, ensuite, extérieurs au phénomène, réintègrent la capitale et, loin d'être circonstancielles et locales, se répètent à trois reprises en gagnant la province grâce au relais sans précédent des médias. Elles cessent, enfin, d'être appendices d'autres formes d'action pour donner sens à un événement dont elles deviennent l'image emblématique, reprise par la une du journal des CAL, né de ces circonstances et qui porte leur nom.

Signification et symbolique de la barricade

En ce mois de mai pas plus qu'en 1944, les barricades ne sauraient, en effet, se réduire à leur finalité avancée : un moyen de « ralentir l'avance des CRS » et de réoccuper le périmètre interdit du Quartier latin⁴⁷. Leur charge symbolique leur vaut de soudain subsumer les temps et les espaces de toutes les révolutions passées ou en cours. Edgar Morin évoque, ainsi, en quelques lignes, « la Commune étudiante, la guérilla-Gavroche », les « six glorieuses », un « jeu-kermesse culminant dans le grand défilé, jeu-guérilla, jeu planétaire dans le sens où, enfin, les événements permettaient de mimer sérieusement les barricades de l'histoire de France et les guérillas du Che »,

sans omettre « la Sorbonne Potemkine ou Aurora »⁴⁸. On trouve un syncrétisme du même ordre chez le dirigeant trotskiste Pierre Franck : « Dans toutes les grandes villes, comme ce fut le cas cent vingt années auparavant, l'appel des barricades a été entendu. Des étudiants de Francfort, Berlin, Copenhague et Londres ont organisé des manifestations de solidarité. À Rome a retenti : créons deux, trois Paris⁴⁹. » D'autres citent directement l'exemple vietnamien⁵⁰. Cette démarche permet d'inscrire le mouvement dans le grand livre des tragédies de l'Histoire. On dénonce l'utilisation de gaz vomitifs *made in USA*⁵¹ de gaz de guerre « interdits par la convention de Genève et inconnus des services médicaux⁵² », on compare les forces de l'ordre aux SS en ressuscitant un slogan enfoui dans la mémoire collective⁵³ et on utilise encore les termes de « ratonnades⁵⁴ » ou de « Charonne⁵⁵ ». La certitude que les luttes passées, présentes et à venir sont le fruit d'un seul et même mouvement de l'Histoire, à l'échelle planétaire⁵⁶, se reflète dans des slogans tels que « Les flics sont les mêmes à Paris et à Athènes, la lutte est la même dans tous les pays, et nous vaincrons, unis ». Ces évocations, à moins qu'il ne s'agisse d'invocations, circulent dans une littérature abondante et insipide et dans les essais de l'époque. Les reportages en direct des radios périphériques contribuent, dans le même temps, à dramatiser – au sens propre – l'événement. La photographie l'esthétise⁵⁷. Ces comptes rendus confèrent à la barricade une signification, une force, une épaisseur qu'elle a rarement eues en province⁵⁸. Ils lui valent un impact psychologique sans commune mesure avec leur efficacité réelle. Une formule résume le paradoxe : « La barricade ferme la rue mais ouvre la voie⁵⁹. »

À l'exemple d'André Breton confronté, en 1927, aux manifestations parisiennes contre l'exécution de Sacco et de Vanzetti⁶⁰, les avant-gardes culturelles, promptes à penser que « lorsqu'il se passe des choses extraordinaires dans la rue c'est la révolution⁶¹ », conçoivent la barricade comme l'expression d'une rupture initiatique d'ordre existentiel⁶², la forme même du refus social, la définition d'un espace de liberté, au sens conféré au terme par l'existentialisme⁶³. Les « Comités d'action étudiants-écrivains au service du mouvement » évoquent au sujet de la barricade la transgression et « l'efficacité symbolique » des « actions exemplaires », tenues pour telles par Maurice Blanchot parce qu'elles « vont au-delà d'elles-mêmes, tout en venant très loin, se dépassant et faisant en un instant,

par une soudaineté éclatante, sauter les limites ». Il poursuit : « Nous sommes des combattants et non plus des manifestants. Nous sommes passés de l'autre côté de la peur⁶⁴. » Ces conceptions vont de pair avec une appréhension ludique de la violence⁶⁵. Elles permettent d'affirmer : « Les barricades ont ébranlé le système tout entier⁶⁶. »

L'extrême gauche use de ces références historiques et politiques sans cependant épouser ces conceptions. Toutes ses composantes se félicitent du « choc psychologique fondamental⁶⁷ » provoqué par ce puissant révélateur de la « violence de classe⁶⁸ ». La JCR tient la rue pour « une école politique d'une puissance inégalée⁶⁹ », un lieu de contestation et de discussion politique, l'occasion d'une pratique politique de type nouveau qu'elle oppose à la pratique parlementaire décriée. La FER plaide tout au long du mouvement pour « une grande manifestation centrale » susceptible de venir à bout de chacune des difficultés qui surgissent⁷⁰. Le PCMLF, plus réticent, salue du moins la valeur formatrice de la lutte ainsi comprise⁷¹. Les premières barricades « matérialisent la volonté de lutte des étudiants par des voies nouvelles⁷² ». Elles sont perçues comme le possible moyen de rallier les jeunes ouvriers en les arrachant à l'influence des communistes et de la CGT. Mais ces prises de position s'assortissent bientôt de réserves. « Les marxistes de la FER, pour qui la violence et l'art militaire ne sont pas des notions en soi mais [sont] subordonnées à une stratégie politique⁷³ », invitent à quitter les barricades pour privilégier d'autres voies et d'autres lieux. Les autres composantes de l'extrême gauche s'expriment pareillement⁷⁴. Les maoïstes appellent dès le 7 mai à ne pas se laisser enfermer dans le Quartier latin « où nous n'avons que faire » et à gagner les « usines et les quartiers ouvriers⁷⁵ ». Les trotskistes misent sur l'essence révolutionnaire de la « jeunesse » et appellent, pareillement, à « gagner les quartiers populaires du centre pour [rallier] les travailleurs à la lutte et briser l'isolement⁷⁶ ». Ils demeurent du moins présents dans le Quartier latin⁷⁷.

Certaines des manifestations de province présentent des caractères similaires à celles de Paris : on observe les mêmes errances à Besançon, à Montpellier ou à Grenoble⁷⁸, les mêmes trajets circulaires, parfois dépourvus de clairs objectifs, à Metz, à Lille ou à Strasbourg où ils atteignent plusieurs kilomètres, des *sit-in* à Bordeaux, à Brest, à Besançon, à Montpellier, à Metz, au Mans, à Lyon et à Lille où une minorité prétend

réagir contre la « promenade-trahison » des organisations syndicales. Les étudiants occupent la route nationale au Mans, se coiffent de casques de chantier à Besançon, à Nantes ou à Strasbourg, suspendent des drapeaux noirs parfois mêlés aux rouges au fronton du théâtre à Bordeaux. Les manifestants s'opposent à des contre-manifestants⁷⁹ ou à la police⁸⁰ ; des déprédations sont parfois commises ; mais la situation n'est jamais comparable à ce qu'elle est à Paris.

L'irruption syndicale

L'assentiment du gouvernement acquis, l'Assemblée nationale modifie son ordre du jour et consacre cinq heures de débats, le 8 mai, aux problèmes de l'Université comme aux événements du Quartier latin ; d'aucuns constatent alors, pour le déplorer ou s'en réjouir, que « le chantage à la barricade peut devenir un excellent mode de conversation avec le gouvernement⁸¹ ». Il en résulte du moins une détente. Le doyen décide la reprise progressive des cours et la faculté de Nanterre est effectivement rouverte le 10 mai ; mais, pour la Sorbonne, on tergiverse encore. Ces concessions ne répondent qu'à l'un des trois préalables énoncés par l'UNEF et le SNESup et prennent, de plus, du retard sur une situation en constante évolution.

Travailleurs et étudiants

La CGT, la CFDT, les syndicats agricoles et les partis de gauche ont résolu depuis plusieurs semaines de manifester du 8 au 15 mai dans les neuf départements de l'Ouest, la Loire, la Moselle et le Nord sur les questions de l'emploi. En Loire-Atlantique et en Vendée, Force ouvrière leur apporte son soutien. Décidés avant le déclenchement du mouvement étudiant, ces rassemblements se déroulent au moment où il bat son plein, sans d'ailleurs rechercher la jonction⁸². L'UNEF, qui, sauf à Brest, n'a nulle part été associée à ce mouvement, engage cependant les étudiants des villes concernées à en grossir les rangs. Les trois mille étudiants qui se joignent au cortège de Rennes sont encadrés par les ouvriers et ils sont un millier, porteurs de drapeaux noirs et de bâtons, à défiler à Nantes derrière une banderole affichant : « Ne laissons pas la bourgeoisie séparer les étudiants

des travailleurs⁸³. » On les trouve, encore, au Mans, à Saint-Étienne et à Forbach où leur présence se veut une réponse à la solidarité exprimée quelques jours plus tôt, à Metz, par les organisations ouvrières. Les organisateurs en titre tolèrent les étudiants, les assurent parfois de leur solidarité mais ne les invitent à la tribune que de manière exceptionnelle⁸⁴ ; et si la plupart des motions adoptées exigent « des crédits pour l'école », elles ne mentionnent ni le mouvement étudiant ni ses revendications conjoncturelles. Le 9, l'UNEF et le SNESup contactent les délégations des bureaux de la CGT et de la CFDT respectivement conduites par Georges Séguy et Eugène Descamps. Le 14 mai, on s'accorde sur le principe de manifestations dans la France entière, mais la nuit des barricades précipite les choses.

Les organisations signataires de l'appel à manifester le 14 mai se réunissent de nouveau, le 11, à la Bourse de travail et réagissent aux événements de la nuit par un appel à la grève générale le 13 mai. Force ouvrière, comme à l'ordinaire hostile à des démonstrations de rue unitaires, s'associe à l'appel à la grève par un texte séparé. La ratification d'un tel accord produit des effets immédiats. La journée régionale d'action du Nord, organisée alors que le principe d'une riposte nationale est d'ores et déjà retenu, associe cette fois pleinement l'UNEF qui apporte à la manifestation de Lille une forte coloration⁸⁵. Le 12 mai, le gouvernement annonce la réouverture de la Sorbonne pour le lendemain, libère les étudiants interpellés et remet en liberté provisoire les inculpés. Ces mesures sont trop tardives. Le mouvement est en passe de changer d'échelle et de nature, entraînant une modification des manifestations et de leurs fonctions.

Certaines organisations d'extrême gauche se réclament, depuis la première heure, d'un « front unique de classe⁸⁶ » et appellent à hâter son avènement par « une manifestation centrale⁸⁷ » ou par « la grève générale illimitée face aux grenades de l'État bourgeois⁸⁸ », à moins qu'elles n'invitent, plus modestement, à aller « aux usines ». Mais la volonté d'élargir l'assise sociale du mouvement sans la médiation des organisations ouvrières se révèle un vœu pieux. Les démarches de l'UNEF et du SNESup auprès de ces dernières signifient objectivement un abandon du « front unique à la base » au profit d'accords de sommet. Elles créent les conditions d'un élargissement du mouvement mais modifient *ipso facto* sa nature. L'UNEF et le SNESup font appel aux seules organisations syndicales et celles-là seules s'accordent sur le principe d'une grève

générale de vingt-quatre heures accompagnée de manifestations dans le droit-fil des journées d'action entreprises depuis 1966. Se félicitant des appels « des partis et groupements » à manifester, le 13 mai, elles se conforment à ce qui s'est imposé comme règle en ces circonstances et décident de conserver à la démonstration prévue son « caractère syndical ». Cette démarche écarte les partis de gauche comme à l'ordinaire mais également, cette fois, l'extrême gauche et les organisations apparues dans le sillage du mouvement de mai. Elle assure le primat des acteurs sociaux, garantit la force du nombre mais constitue un premier indice de la nature – inédite – de la crise ouverte.

Le 13 mai 1968

Pour l'heure, l'UNEF fait prévaloir la priorité de ses préalables sur toute autre revendication. Elle obtient que le cortège parisien se forme dans le triangle consacré des manifestations ouvrières pour s'achever au Quartier latin, alors que la CGT préconisait l'inverse et, en dépit de vives réticences exprimées par la confédération syndicale, impose la présence de Daniel Cohn-Bendit⁸⁹. À Paris, les compromis liés à l'organisation de la démonstration sont perceptibles sur le terrain. Les organisations étudiantes et lycéennes se rassemblent dans la matinée devant la gare de l'Est et rallient la République en cortège pour fusionner là avec les autres manifestants. Chacun est conscient des enjeux multiples de la manifestation. Elle est certes destinée à exprimer la solidarité aux victimes de la répression mais elle vaut aussi comme pierre de touche du rapport de force. « Les salariés ont compris la nécessité de descendre en masse pour conduire le mouvement comme il le fallait, témoigne Henri Krasucki. [Il s'agissait de] la lutte pour la direction du mouvement populaire, [du moyen] de construire l'union dans un rapport de force qui correspondait à la réalité des choses⁹⁰. »

La mobilisation surpasse ce qu'elle fut en février 1934. En province, les 164 démonstrations recensées, moins nombreuses qu'alors, regroupent au total des foules équivalentes⁹¹. À Paris, une foule évaluée à 200 000 personnes par la préfecture et au million par les organisateurs⁹² l'emporte, et de loin, sur ce qu'elle avait été en 1934. L'émotion mobilisatrice a été suscitée par une répression qui peut paraître dérisoire si on la compare à celle de la Commune de Paris ou à celle qui frappe certaines grèves

ouvrières. Mais dans la France de 1968, cette violence franchit le seuil du tolérable, parce que la guerre est finie, parce que le climat de violence politique de 1956 à 1962 paraît n'avoir plus de raison d'être (à supposer qu'il en eût un jour), parce que la violence qui avait atteint un paroxysme à Paris pendant la guerre d'Algérie a depuis gagné la province, enfin parce qu'elle frappe une population qui doit à son âge et à son statut de jouir d'un fort capital de sympathie dans l'opinion depuis des années⁹³ : la jeune classe, et non les « classes dangereuses », confère aux barricades des premiers jours de mai l'auréole d'un héritage romantique, aux connotations sensiblement différentes de celles de 1871⁹⁴.

Dans la capitale, le cortège s'ébranle difficilement à cause de l'engorgement total de l'Est parisien. Il retentit de slogans gouailleurs, étrangers à la liste retenue par les organisateurs en titre, mais soufflés par le communiqué du bureau politique du PCF⁹⁵ ou par *Voix ouvrière*⁹⁶. Ces slogans, résolument politiques (« Dix ans ça suffit », « Bon anniversaire mon général »), demeurent toutefois dans la stricte lignée de ceux que l'on entend dans les manifestations depuis le début des années 1960. La dispersion s'opère dans le calme, n'étaient quelques milliers de jeunes engagés vers le Champ-de-Mars derrière Daniel Cohn-Bendit. D'autres occupent, dans la nuit, la Sorbonne « libérée ». En province, les organisations syndicales, parfois associées aux conseils de parents d'élèves, sont, comme à Paris, seules à manifester mais elles forment, du moins, un front souvent plus large qu'il ne l'est à l'échelle nationale. Force ouvrière s'associe aux manifestations dans vingt-sept départements⁹⁷ et le CDJA et la FDSEA prolongent les rapprochements opérés le 8 mai en ralliant les manifestations de Rennes, de Nantes, de Clermont-Ferrand et de Toulouse. Les partis de gauche, pourtant associés aux manifestations régionales du début mai et à certains mouvements de solidarité avec les étudiants, sont systématiquement écartés et les services d'ordre veillent au strict respect des consignes : une distribution de tracts communistes est interrompue à Montpellier sur demande de l'UNEF, des drapeaux rouges repliés à Lyon et une banderole favorable à Daniel Cohn-Bendit lacérée à Saint-Brieuc. Le contenu des appels et des motions adoptées témoigne d'un semblable respect des décisions nationales et certains syndicats ouvriers s'attachent même à souligner le caractère spécifique de la journée, en invitant, à Strasbourg, les ouvriers « à s'intégrer dans les rangs étudiants pour prouver leur solidarité⁹⁸ » ou en confiant à l'UNEF et à la FEN, dans onze villes au

moins, le soin de présider ou de lire la motion. *L'Éclair* y voit des arrière-pensées et soupçonne les syndicats nantais d'agir ainsi pour voir « les étudiants se contenter de cette responsabilité ». Dans la pratique, les choses sont plus confuses et plus complexes. De nombreuses banderoles privilégient « l'union des travailleurs et des étudiants » alors que l'ordre inverse a été adopté à Paris ; on scande, comme dans la capitale, divers slogans hostiles au gouvernement et au régime ; enfin, si la presse communiste est seule ou presque à relever le mot d'ordre de « gouvernement populaire », il est du moins des motions communes pour réclamer, à Agen par exemple, une « véritable démocratie » ou, plus fréquemment, une « poursuite de l'action dans l'union pour la transformation du système économique pour et par le peuple⁹⁹ ».

Certains cortèges empruntent quelques-uns de leurs traits aux récentes manifestations étudiantes : on voit des *sit-in* dans douze villes au moins (dont cinq universitaires), des parcours circulaires à Charleville, à Caen, à Nantes et à Reims, des trajets de plusieurs kilomètres à Bordeaux, mais aussi des étudiants casqués à Nantes, brûlant, après la dispersion, le drapeau tricolore de la préfecture pour lui substituer des drapeaux rouges et noirs. D'autres, moins nombreux, s'inspirent des manifestations de défense républicaine : à Limoges, la banderole de tête porte « Vive la République », on chante *La Marseillaise* à Reims, on y ajoute *L'Internationale* à Toulon ou au Mans, tandis qu'à Pau, à Langres ou à Mulhouse on défile en silence. Deux tiers des cortèges se coulent toutefois dans le moule des manifestations-pétitions pour en épouser les rites et le trajet, à moins que ce ne soit dans celui des manifestations-procès : ainsi, à Orléans, le cortège se déploie dans une ville encore pavoisée pour les récentes fêtes de Jeanne d'Arc et passe sous un parchemin où l'on peut lire : « Laissez-les aller. Il ne plaît pas à Messire qu'on les combatte aujourd'hui¹⁰⁰. » Sans doute faut-il y voir la cause des nombreux incidents survenus au terme de cortèges dont les trajets sont dépourvus de compromis, contrairement à celui de Paris¹⁰¹. S'y ajoute peut-être la volonté de n'être pas en reste sur la capitale¹⁰². On enregistre dans quinze villes (dont onze universitaires et sept situées dans l'Ouest) des refus de dispersion, des barrages ou barricades¹⁰³, des *sit-in* prolongés devant les préfectures et des assauts de bâtiments officiels accompagnés, à Strasbourg, de l'occupation du rectorat, « ce barrage entre l'État et nous¹⁰⁴ ». Ces débordements sont dus à l'initiative de mouvements d'extrême gauche et se produisent malgré les interventions des

services d'ordre syndicaux, moins habitués au phénomène qu'à Paris. Des arrestations sont effectuées à Troyes et des blessés relevés à Clermont-Ferrand¹⁰⁵.

La CFDT définit cette journée comme l'affirmation de la « volonté de transformation du système économique par le peuple », soit l'instrument d'une révolution de type nouveau déployée hors du politique. La CGT y voit, quant à elle, une « manifestation d'opposition au pouvoir personnel » et le PCF une « expression de la volonté de faire aboutir les revendications pressantes et d'instaurer dans les meilleurs délais une démocratie ouvrant la voie au socialisme ». Il s'inscrit ainsi dans le schéma léniniste de la possible articulation des crises sociales et politiques. La question des institutions, centrales dans les crises antérieures, n'est posée par personne.

La soudaine irruption des grèves, qui contribue à distinguer le mouvement français de ses équivalents contemporains à l'étranger, peut conforter chacune de ces définitions.

Manifestations et grèves : comme en 1936 ?

L'éditorial du *Figaro* du 15 mai titré « Le pouvoir est dans la rue » résume bien nombre de fantasmes alors exprimés. Les effets du 13 jouent pourtant *a contrario*. Passé la nuit des barricades, la grève et les manifestations constituent, en effet, un nouveau détonateur dans une France où les rancœurs s'accumulent depuis des mois. Ces dernières ont pour immédiate conséquence le développement de grèves, en ordre d'abord dispersé, et précipitent le plus puissant conflit social jamais connu en France. Le mouvement débute, le 14, à Nantes et fait aussitôt tache d'huile, soutenu sans réserve par les confédérations mais sans directive de « grève générale ». La presse communiste avait établi, dès après le 13 mai, une comparaison avec 1936 sans abandonner la référence à la Commune. D'autres lui emboîtent le pas dès le début des grèves¹⁰⁶. Les organisations d'extrême gauche ripostent en construisant une image négative du Front populaire devenu l'archétype de la révolution trahie¹⁰⁷. Une chose est du moins certaine : l'occupation des universités, des entreprises également, prive la rue de la place qu'elle occupe depuis dix jours et restitue aux manifestations un caractère d'appendice – comme en 1936.

Les grèves de 1936

En 1936, la chronologie des grèves avait interféré avec celle des manifestations de souveraineté par lesquelles les vainqueurs des élections législatives entendaient exprimer les nouveaux rapports unissant désormais pouvoir et peuple. Le Comité national du rassemblement populaire, rallié au principe d'une fête de la Victoire, envisageait primitivement de la faire coïncider avec la traditionnelle « montée au Mur » mais finalement s'était rangé aux objections du parti radical hostile à pareil syncrétisme et, dissociant sa date de toute autre commémoration partisane ou nationale, l'avait fixée au 7 juin 1936 ; il ne savait certes pas que les occupations d'usines allaient s'étendre et en modifieraient donc le sens. Ce qui se voulait consécration d'une victoire électorale hors du commun dut au calendrier de devenir l'expression d'un combat conjuguant grève et suffrage universel. Le gouvernement du Front populaire à peine investi émit aussitôt des réserves sur l'organisation d'un cortège parisien susceptible de contrevenir à l'image d'ordre qu'il entendait donner de lui-même, à ce titre potentiellement dangereux pour l'expérience engagée, et la commission d'organisation repoussa aussitôt l'initiative d'une semaine en arguant de difficultés matérielles. Cela ne fit qu'amplifier les ambiguïtés, dès lors que la fête, désormais prévue pour le 14 juin, pouvait par surcroît se prévaloir des accords Matignon et de leur succès. Le Comité national maintint la date du 14 pour la province, mais son antenne parisienne décida de concentrer son effort sur le 14 juillet et renonça à toute démonstration spécifique, en abandonnant au parti communiste le monopole d'un rassemblement à la date primitivement convenue, stade Buffalo, hors de l'espace public¹⁰⁸.

Les cortèges festifs doivent à ces tergiversations de s'être échelonnés du 14 juin au 14 juillet 1936. Pour la plupart, ils rassemblent les syndicats, drapeaux en tête, des femmes et des hommes « en tenue de travail¹⁰⁹ » et des délégations d'usines en grève¹¹⁰. À Clermont-Ferrand, on trouve en tête les délégations des usines Michelin, et une pancarte proclame « Nous irons jusqu'au bout¹¹¹ » ; à Paris, arborée par le comité de grève de Renault, une autre pancarte annonce le « premier soviet de France¹¹² ». À Nîmes, moins radical, le cortège s'achève par un appel du secrétaire de l'UL au renforcement syndical¹¹³. L'interpénétration des symboliques classiste et nationale demeure sensible le 14 juillet. Ces manifestations de souveraineté, colorées par les grèves, vont demeurer dans la mémoire collective comme

une des images de la grève générale, au même titre que ces photographies montrant des ouvriers juchés sur les portails de l'usine occupée. Tout cela conforte un système de représentations constitué par la caricature du tournant du siècle et qui confond la grève générale et le cortège, même si c'est une assimilation contre nature.

En cette année 1936, certains cortèges ont assurément contribué au déclenchement de l'explosion sociale. C'est le cas de la montée au Mur, d'une ampleur inédite, en présence de Léon Blum, président du Conseil déjà désigné à défaut d'être encore investi. C'est également le cas, dans certaines villes de province, de ces cortèges de victoire qui marquent le coup d'envoi des grèves¹¹⁴. Mais une fois la grève engagée, le rôle de la rue se réduit à peu. Pour avoir trouvé en amont leurs éléments déclencheurs, ces mouvements n'ont nullement besoin d'exprimer par et dans la rue le passage des grèves à *la* grève. L'occupation des usines rend de surcroît la manifestation superfétatoire sinon contradictoire avec la grève, à la différence du *lock-out*. En ce mois de juin 1936, les grévistes se gardent de dégarnir les locaux occupés jour et nuit et préfèrent maîtriser l'entreprise, cet espace privé, plutôt que l'espace public. Il en résulte un calme de la rue d'autant plus surprenant que cette dernière a été, des mois durant, le théâtre d'une violence qu'on avait crue révolue¹¹⁵. « Les faubourgs ont vécu sans fièvre malgré une bataille où le sort des travailleurs, où l'avenir même était engagé, écrit Tristan Rémy, chroniqueur au *Peuple*. On se représente encore la révolution telle que nous la transmettent les manuels scolaires, sous sa forme violente et superficielle. [...]. C'est une méthode qui cadre avec les dictatures mais non point avec une société où le prolétariat tout entier vient de prendre en main les leviers de commande par l'intermédiaire d'un gouvernement fidèle à ses engagements [...]. Cette force du peuple fit son calme¹¹⁶. »

Les manifestations de grévistes, limitées en nombre comme en ampleur, se réduisent à de simples appendices dans la proximité des usines, pour recueillir des fonds, se rendre aux meetings ou fêter l'issue victorieuse du conflit. Toujours calmes et souvent festives, elles renouent avec des pratiques carnavalesques promues soudain à une publicité et à une extension sans précédent¹¹⁷. On leur préfère toutefois, hors les murs des usines occupées, des démonstrations d'une autre sorte destinées à témoigner d'une force en marche. À leur faveur, le poing levé, né dans le champ politique sur une base antifasciste, s'impose durablement comme le

symbole de ces grèves et, à travers elles, du Front populaire. Mais la culture républicaine repensée à la lumière des luttes antifascistes de l'année précédente pénètre aussi la culture des grévistes qui, fréquemment, défilent aux accents de *La Marseillaise* et derrière un drapeau tricolore.

Dans la rue ou dans les locaux ?

En 1968, l'irruption des grèves produit des effets relativement similaires. Leur diversité corporative et régionale et les occupations auxquelles elles donnent lieu déterminent un repli initial sur les entreprises. Amenées à se protéger contre toute ingérence extérieure, elles s'érigent en défenseur de l'outil de travail pour se donner, parfois, des allures de forteresses. « Chacun vivait sa grève alors que c'était LA grève », commente l'auteur d'une étude consacrée à la RATP pendant ces jours¹¹⁸. Mais le principe unifiant n'a pas l'évidence de 1936. La grève du 13 mai 1968 a engendré une généralisation des grèves, mais cela ne signifie pas nécessairement que la grève générale est advenue.

À cet égard, la province diffère de Paris.

En province, 78 manifestations d'initiatives locales s'organisent dans 37 départements du 14 au 23 mai avec une ampleur parfois supérieure au 13 mai, ainsi à Bar-sur-Aube, au Havre ou à Vendôme. Celles qui sont liées à la crise universitaire représentent moins de 15 % de l'ensemble et sont, pour les trois quarts, le fait de lycéens. Parfois organisées par les Comités d'action lycéens, elles associent le plus souvent les enseignants et les parents d'élèves au niveau de la ville entière, se dirigent vers l'inspection académique, et sont, à l'occasion, ponctuées de *sit-in*. Elles se déroulent dans l'ordre le plus total. Les manifestations des unions départementales et locales ou des comités de grève les surpassent en nombre. Certaines, strictement catégorielles et de proximité, entendent hâter le cours des négociations, affirmer la solidarité des travailleurs d'une entreprise à l'autre en soulignant ainsi l'unité du mouvement¹¹⁹ ou rassembler des travailleurs isolés comme les instituteurs. Près de la moitié des manifestations ont toutefois une vocation globalisante. Les unes veulent affirmer la puissance du mouvement¹²⁰, d'autres visent à l'étendre. Les employés de banque de Perpignan manifestent à ces fins devant les établissements demeurés ouverts, et des grévistes, à Contrexéville, derrière une 203 surmontée d'un pantin pendu à une corde, portant sur le dos les noms des ouvriers ayant

travaillé la veille¹²¹. Ces procédés étaient courants en 1936. Certaines manifestations se veulent strictement revendicatives, ainsi à Nogent-le-Rotrou où le service d'ordre s'oppose à la présence de drapeaux rouges, à Contrexéville où il interdit, le 19 mai 1968, tout slogan ou tract politique¹²². En revanche, une majorité mêlent aux mots d'ordre revendicatifs les slogans antigouvernementaux déjà formulés le 13 mai en se réclamant parfois, mais plus rarement, de perspectives politiques : on crie « Front populaire » à Châlons-sur-Marne, « La gauche au pouvoir » au Havre, et le comité central de grève de Brest constitué le 22 mai par la CGT et la CFDT défile pour « la mise en place d'un pouvoir et d'un gouvernement démocratiques »¹²³. Dans les régions touchées par la crise de l'emploi et le relâchement des liens avec les directions nationales consécutif à la grève, les dynamiques unitaires à l'œuvre depuis des mois, voire des années, expliquent une fréquente unité alors que les contradictions prédominent au plan national. Toutes ces manifestations (sauf quatre) réunissent ainsi la CGT et la CFDT associées six fois à Force ouvrière et une fois au MODEF. Les étudiants viennent en grossir les rangs sans y être officiellement conviés à Rouen, à Cherbourg, à Toulouse où leur banderole affiche (contrairement au 13 mai) : « Étudiants solidaires des travailleurs¹²⁴. »

On n'observe rien de tel à Paris, où les initiatives ont toujours une portée politique supérieure à celles de la province. Ces jours-là, les organisations syndicales ne recourent à la rue qu'à titre marginal, dans la stricte proximité de certaines entreprises. Les organisations d'extrême gauche implantées dans ces mêmes entreprises prennent pareillement leurs distances vis-à-vis de la rue, quitte à proposer d'y revenir ultérieurement pour en user comme un des instruments de la révolution en marche¹²⁵. Les comités d'action, qui se considèrent comme le levain du mouvement, ne partagent pas cette analyse. Craignant, non sans raison, d'en avoir perdu la maîtrise depuis l'essor de la grève, ils appellent à quitter les facultés occupées, susceptibles de devenir des ghettos, suggèrent de constituer des groupes de propagande en direction des banlieues et des quartiers populaires et concluent : « Maintenant, [...] il faut aller reprendre la rue car c'est là que l'affrontement a lieu et que se fait la jonction avec les travailleurs. La Sorbonne est notre base, ce n'est pas un terrain de combat¹²⁶. » Le mouvement du 22 mars appelle pareillement à « continu[er] le combat dans la rue¹²⁷ ». Ces conceptions ne sont pas étrangères à la décision de l'UNEF et du SNESup de manifester le 17 mai devant l'ORTF, par solidarité avec

les journalistes et les techniciens et pour une radio et une télévision autonomes. L'ORTF prend aussitôt la décision de diffuser un débat mettant aux prises les leaders étudiants et enseignants Alain Geismar, Jacques Sauvageot, Daniel Cohn-Bendit et des journalistes de *France-Soir*, du *Figaro* et de *Paris-Presse*. L'UNEF et le SNESup annulent alors leur directive et déclarent vouloir désormais donner la priorité « au soutien concret des luttes ouvrières¹²⁸ ». Ils remplacent la manifestation devant l'ORTF par un cortège vers ce symbole d'un autre genre qu'est la « forteresse » Renault. Deux mille à trois mille étudiants arborant drapeaux rouges et noirs se mettent en marche vers Billancourt mais perdent en route une partie de leurs troupes¹²⁹. Parvenus devant les usines, ils trouvent, comme annoncé par la CGT, porte close¹³⁰.

Le 21 mai, l'interdiction de séjour formulée à l'encontre de Daniel Cohn-Bendit permet aux tenants du retour à la rue de réussir là où ses tentatives ont échoué. Une première manifestation, forte de 4 000 à 5 000 participants selon la préfecture de Police, s'organise à 20 heures, le 22 mai, boulevard Saint-Michel, et se dirige vers l'Assemblée nationale où vient d'être repoussée la motion de censure déposée par les communistes et la FGDS. Les manifestants progressent aux cris de « On s'en fiche, le pouvoir est dans la rue¹³¹ ». Alain Geismar demande aux manifestants de regagner les locaux universitaires en se tenant prêts pour de nouvelles manifestations, mais les mécanismes à l'œuvre au début du mois de mai resurgissent. La dispersion s'opère péniblement, des incidents se produisent et durent, autour du siège du comité pour la défense de la V^e République et devant le commissariat de police du V^e arrondissement. La démonstration s'achève à 4 heures du matin, avec pour bilan 65 arrestations (dont 23 étudiants) et 10 blessés parmi les forces de l'ordre. La confirmation par le conseil des ministres des sanctions à l'encontre de Daniel Cohn-Bendit entraîne, le lendemain, une nouvelle manifestation à l'appel de l'UNEF, du SNESup et du mouvement du 22 mars, ainsi que le retour des barricades, cette fois qualifiées par leurs partisans « d'actes spectaculaires plutôt que de véritables tentatives d'occupations du terrain et de défense¹³² ». Le ministre des Postes et Télécommunications interdit à 23 heures aux stations de radio périphériques d'utiliser les radiotéléphones pour éviter la réédition du 10 mai. Le calme revient vers 3 heures. Les organisateurs reconnaissent avoir été « débordés par des agitateurs et des provocateurs absolument

incontrôlables et incontrôlés » et prennent leurs distances à l'égard de modalités d'action auparavant exaltées¹³³. La rue, de principe fédérateur qu'elle était le 13 mai, est devenue le moyen d'expression de ceux-là seuls auxquels leur statut social interdit de s'exprimer par la grève.

Des initiatives en ordre dispersé infléchissent à nouveau l'allure et les fonctions de la grève.

6

La conversion politique du 24 au 29 mai 1968, des « journées » sans devenir

À Paris, du 24 au 28 mai

La généralisation des grèves pose en termes nouveaux la question de la crise et de sa nature. Se résume-t-elle à un mouvement revendicatif comme l'affirment épisodiquement les confédérations syndicales ? Constitue-t-elle une modalité nouvelle du politique ? Dessine-t-elle des perspectives autogestionnaires comme le déclare, le 16 mai, la CFDT ? Revient-elle à une grève insurrectionnelle qui reprend la stratégie implicite de l'UNEF et du PSU, pour qui « le pouvoir est dans la rue » ? Conduit-elle à une grève de masse susceptible de déboucher sur une mutation politique profonde, c'est-à-dire sur la stratégie d'union de la gauche autour de ce programme commun de gouvernement que réclame le PCF ?

Autant de questions dont les réponses déterminent les attitudes face à d'éventuelles négociations ; considérées par certains comme un objectif, tenues par d'autres pour une nécessité et par d'autres encore pour une trahison. Ces réponses donnent lieu à un certain nombre d'initiatives divergentes, restituant cependant toutes, à des degrés divers, un rôle à part entière aux acteurs politiques jusqu'alors marginalisés par les formes de l'action. Le PCF appelle à l'ouverture de négociations mais invite simultanément à multiplier les comités d'action pour « un gouvernement populaire et d'union démocratique » en tentant de prendre appui sur les grèves pour faire pression sur la FGDS. Celle-ci paraît avoir perdu toute

initiative mais se garde, du moins, de répondre à l'invite. La CFDT se refuse, le 20 mai, à une table ronde entre partis et syndicats et regarde du côté de Pierre Mendès France¹. La CGT rencontre la FGDS puis la CFDT, deux jours plus tard, pour prendre acte en fin de compte des divergences grandissantes qui l'opposent à l'une et à l'autre. Elle mise alors résolument sur la réédition des accords de Matignon. Cette neutralisation des stratégies les unes par les autres et les vaines tentatives pour dépasser les contradictions expliquent l'absence d'initiatives communes et l'émergence de mots d'ordre ayant pour meilleur effet de donner corps aux divisions. Elles expliquent la disparition des manifestations fédératrices à Paris comme au plan national.

Le 24 mai, le général de Gaulle intervient publiquement pour la première fois depuis le début des « événements » – c'est le terme qu'il retient – et annonce un référendum afin d'engager le pays dans la voie de « réformes » conformes aux « nécessités nationales et internationales ». Il ne convainc guère.

À Paris, l'UNEF et ses alliés se sont associés le 23 mai à un nouvel appel du mouvement du 22 mars invitant à manifester dans la soirée du lendemain contre la répression. Mais les objectifs s'élargissent singulièrement. Il s'agit d'« apporter massivement la preuve qu'étudiants et travailleurs restent unis et décidés à poursuivre la lutte ». Soutenus par le PSU et Objectif 72, les étudiants demandent aux « travailleurs » de répondre à cet appel et renouent avec les principes du « front unique à la base » abandonnés dix jours plus tôt. Le ministre de l'Intérieur et le préfet de police répliquent par une mise en garde. Les comités d'action préalablement réunis en divers points de Paris convergent vers la gare de Lyon puis tentent vainement d'atteindre la Bastille. Les forces de l'ordre, dotées de moyens mieux adaptés qu'au début du mois, interdisent le passage aux quelque 25 000 manifestants et témoignent d'une fermeté d'autant plus grande qu'elle résulte d'orientations définies au plus haut niveau ; elles ont pour mission de disperser les manifestants vers l'ouest « parce qu'ils s'y perdraient en petites opérations commandos sans gravité et [...] feraient peur aux bourgeois du XVI^e. C'est ce qui se passa au début et il y eut un petit incendie à la Bourse. C'était le dernier sursaut. Tout le monde en avait assez² ». Les manifestants, scindés en deux sous la pression des forces de l'Ordre gagnent le Quartier latin où ils édifient de nouvelles barricades, allument des feux et attaquent deux commissariats de police. Le calme revient vers 5 heures du matin. Les

interpellations sont au nombre de 795 et les blessés presque aussi nombreux. L'UNEF rejette la responsabilité des incidents sur le gouvernement et propose de faire du lundi 27 mai une nouvelle journée nationale de manifestations. Georges Pompidou dénonce, de son côté, cette « tentative évidente de déclencher un début de guerre civile » et annonce que tout rassemblement sera immédiatement dispersé.

Les confédérations syndicales, qui ont déserté les rues de la capitale depuis le début du mouvement de grèves, prennent, unanimement, leurs distances. Force ouvrière recommande de ne pas y participer, « comme à tout ce qui pourrait faciliter provocations et violences au moment où vont s'ouvrir les discussions avec le patronat et le gouvernement ». La CFDT-Paris, considérant que l'action ouvrière consiste avant tout à occuper des usines, appelle pareillement à l'abstention. La CGT tient cette manifestation pour « une nouvelle provocation ». Décidée à ne pas laisser le champ libre, elle appelle à défiler ce même jour dans la France entière, pour « exprimer la solidarité populaire aux travailleurs en grève, informer les populations des objectifs du pouvoir personnel et faire pression pour que les négociations attendues s'engagent dans les plus brefs délais ». Elle ne rallie personne à ses vues. L'union des syndicats de la région parisienne négocie dès lors seule l'organisation de deux cortèges simultanés de Balard à la porte de Choisy et de la Bastille au boulevard Haussmann, l'un et l'autre autorisés³ alors que celui de l'UNEF est interdit. Cette politique discriminatoire peut être attribuée à l'inégal degré de confiance que les autorités ont quant à la capacité des organisateurs à maintenir l'ordre, mais aussi à leur évidente volonté de diviser l'adversaire.

Le lendemain, à 15 heures, s'ouvrent les négociations de Grenelle. L'accord s'établit rapidement sur le SMIC. Les discussions sur les salaires se révèlent plus difficiles. Simultanément, des stratégies de relèvement politique concurrentielles s'esquissent alors, à l'initiative du Premier ministre, de François Mitterrand et de Pierre Mendès France soutenu par divers courants de la CFDT, de FO et surtout par l'UNEF. Pour donner corps à l'alliance que certains groupes d'extrême gauche s'approprient à nouer avec la gauche mendésiste, l'UNEF renonce à la manifestation prévue à Paris le 27 mai et lui substitue un rassemblement au stade Charléty, espace hors des lieux convenus, situé « entre la cité universitaire et la SNECMA⁴ », pour ainsi signifier l'originalité de l'alliance en gestation. Les négociateurs de la CGT, avertis le 27 vers 2 heures du matin de la préparation de ce meeting et du

rôle que la CFDT semble prête à y tenir, commentent très négativement « cette sombre opération politique » et accélèrent aussitôt les discussions en cours ; ils précipitent l'établissement du contrat de Grenelle⁵, qui n'interrompt en rien les grèves mais déplace le terrain des négociations qui dès lors se poursuivent par branches.

Les redéfinitions politiques en cours et la perspective d'obtenir l'accord des centrales syndicales ont fini par inciter le ministre de l'Intérieur à assouplir ses positions relatives aux manifestations, en invitant les préfets à autoriser les rassemblements prévus ce jour par l'UNEF dans des conditions à déterminer par chacun. Le meeting de Charléty peut en conséquence être précédé d'un cortège formé depuis le carrefour des Gobelins et fort de 20 000 à 150 000 participants, selon les estimations. La CGT, inquiète du système d'alliances qui se dessine ainsi, réagit comme déjà le 24 mai et appelle cette fois à douze rassemblements en région parisienne à la même heure, avec 500 à 1 500 participants chacun. Le passage d'un cortège, le 13 mai, à deux, le 24, puis à douze rassemblements le 27 et le choix de parcours centrifuges et périphériques sont révélateurs du caractère défensif d'initiatives dorénavant destinées à créer des contre-feux⁶. Les manifestations parisiennes attestent ainsi, trois jours durant, l'éclatement et les divisions d'un mouvement dont le 13 mai avait au contraire démontré l'unité ; cette situation contraste avec les démonstrations déployées en province depuis une semaine. Du 24 au 29 mai, l'ampleur de l'indiscipline vis-à-vis des mots d'ordre nationaux est significative.

La province à son propre rythme

En province, les manifestations, par bien des traits similaires à celles qui se succèdent depuis une dizaine de jours, participent du moins de trois ensembles distincts.

Le 17 mai, la FNSEA a répliqué à la baisse des prix communautaires de la viande et du lait en décidant de manifestations la semaine suivante, dirigées, précise-t-elle, « contre Bruxelles, non contre le gouvernement ». Soucieuse de marquer sa différence vis-à-vis des mouvements en cours, elle a demandé à ses responsables départementaux d'éviter les grands rassemblements de foule qui « dégénèrent bien souvent en violence⁷ » et de leur préférer des réunions strictement corporatives dans les bourgs ruraux. Cette position est récusée par le MODEF et le CNJA et contestée par les

fédérations déjà engagées aux côtés des étudiants et des travailleurs. Cinquante-deux manifestations répondent à l'appel du 22 au 26 mai en touchant trente départements. Certaines se conforment aux directives nationales⁸ mais l'indiscipline est fréquente, particulièrement dans l'Ouest où l'unité prévaut depuis le 8 mai. Des barrages se dressent dans l'Allier, les Côtes-du-Nord, la Gironde, le Vaucluse, l'Hérault, les Landes, les Hautes-Pyrénées, on pend des porcelets aux grilles de la sous-préfecture à Guingamp, on attaque à coups de pierres les préfectures de Quimper, Rennes, Agen et l'on se bat dans les rues du Puy où l'on relève un blessé grave. Là ne réside pas le principal désaveu de la Fédération. Si les syndicats agricoles ont parfois défilé seuls en se démarquant ostensiblement des ouvriers simultanément réunis⁹, ils ont plus souvent tenu à affirmer leur solidarité aux travailleurs et aux étudiants¹⁰. Divers rassemblements adoptent des motions de soutien¹¹. À Callac, le MODEF invite à la tribune un lycéen et un membre du Syndicat national des instituteurs (SNI) au nom de tous les syndicats¹² ; la fréquente présence des agriculteurs dans les cortèges dont l'UNEF et la CGT constituent les pôles témoigne de leur insertion dans les stratégies contradictoires exprimées dans les rues de la capitale.

Pendant ce temps, les directives de l'UNEF sont relayées dans dix villes universitaires. Elles provoquent des manifestations qui réunissent majoritairement des étudiants, mais s'adjoignent quatre fois la FEN ou le SNESup, deux fois la CFDT et le CDJA, et une fois Force ouvrière, pour exprimer de concert le refus de solutions parlementaires et de négociations dispersées. À Nantes, par exemple, la banderole de tête proclame : « Non au capitalisme, oui à la révolution complète de la société¹³ ». Déployées à la nuit tombante, elles renouent à diverses reprises avec des schémas déjà éprouvés, sous la forme d'une « prise » de l'hôtel de ville à Toulouse¹⁴ et de barricades à Strasbourg, à Lyon, à Clermont-Ferrand, à Bordeaux et à Nantes. Mais un degré supplémentaire est parfois franchi : la rencontre de cortèges paysans, étudiants et de jeunes ouvriers sur la place Royale rebaptisée, pour l'occasion, place du Peuple engendre à Nantes une explosion de violence supérieure à celle des grèves de 1955 ; on relève 80 blessés¹⁵. À Lyon, un commissaire de police décède et l'on compte une cinquantaine de blessés à Strasbourg et 109 à Bordeaux.

La CGT, l'organisation dont les directives nationales pénètrent le plus profondément la province, est à l'initiative d'un troisième et dernier

ensemble qui regroupe 208 manifestations dans 52 départements, soit plus que la semaine précédente et moins que le 13 mai où le mouvement fut vraiment général. Toutefois, certaines démonstrations sont plus importantes que les précédentes¹⁶ : ce résultat est d'autant plus significatif que les difficultés de circulation grandissantes excluent tout déplacement important d'une ville à l'autre, obligeant chacune à ne compter que sur ses seules forces. La Confédération manifeste isolément dans trente villes, le 24 mai, mais réalise dans soixante autres un front intersyndical parfois étendu aux organisations paysannes et étudiantes. Ces manifestations unitaires s'imposent plus nettement les quatre jours suivants¹⁷, probablement sous l'effet du discours du général de Gaulle, des démonstrations violentes de l'UNEF et de l'échec des pourparlers de Grenelle. Des évolutions peuvent même être sensibles d'un jour à l'autre dans une même ville. À Toulouse, le CDJA, la CFDT et l'UNEF manifestent, le 24, aux cris de « Le pouvoir aux ouvriers », « Parlement bidon », et, le lendemain, la CGT scande « Pompidou démission » et « Pouvoir populaire » ; mais les 5 000 manifestants réunis, le 27, à l'appel de tous les syndicats et partis de gauche toulousains font entendre « De Gaulle démission », la FEN assurant alors la présidence du meeting commun¹⁸. Cette dernière prend part à 86 des 96 manifestations, la CFDT à 73, Force ouvrière à 47, l'UNEF à 23, la FDSEA, le CDJA et le MODEF, respectivement à 9, 8 et 4, les CAL à 2, et la CFTC et la CGC, enfin, à une chacune. Les partis de gauche, systématiquement écartés le 13 mai, deviennent par douze fois organisateurs à part entière.

Certains cortèges affichent ostensiblement l'unité réalisée. À Brest, la présidence du meeting est confiée à l'Assemblée générale des étudiants de Bretagne (AGEB) et un manifestant brandit une pancarte où un druide proclame « Notre potion magique, c'est l'unité¹⁹ ». À Chartres, CGT et CFDT pallient l'absence d'union politique en confiant au comité départemental d'action laïque l'organisation de la journée ; le meeting, tenu en présence des partis de gauche, invite « toutes les forces politiques et syndicales à créer les conditions permettant d'opposer à la politique du gouvernement gaulliste un programme commun de gouvernement²⁰ ». Mais telle n'est pas nécessairement la règle. La CGT rassemble en effet, aux côtés de forces accordées à sa démarche, des organisations hostiles aux mots d'ordre de leurs propres centrales, d'autres laissées sans directive et d'autres encore dépourvues des moyens de leur stratégie. Ses

manifestations, dès lors plus hétérogènes que celles de l'UNEF, sont du même coup traversées de contradictions. Les étudiants intégrés à leurs rangs agissent à partir d'objectifs souvent distincts. À Caen, certains font le tour des usines ayant de rejoindre le cortège intersyndical du 24 mai²¹. À Marseille, ils y sont admis à la condition de replier les banderoles de soutien à Daniel Cohn-Bendit ; on observe le même phénomène à Clermont-Ferrand où ils se résolvent alors à défiler seuls²². Ils refusent, enfin, de se disperser à Rennes, Angers, Cherbourg et Orléans où la FER s'en prend aux dirigeants de la CGT²³. On trouve encore des contradictions d'un cortège à l'autre : plus de la moitié des motions adoptées accolent à leurs revendications des mots d'ordre antigouvernementaux, mais les perspectives politiques sont rares et divergentes : « Remise en cause des structures du capitalisme » dans le Finistère, appel à « la gauche au pouvoir » en Gironde, « programme commun » ailleurs, et ailleurs encore « réformes de structures », inspiré par la CFDT. Des manifestations portent la marque d'une conjoncture extrêmement évolutive : celles du 25 au 28 affirment ainsi fréquemment leur rejet du référendum et leur volonté de poursuivre la lutte jusqu'à la satisfaction des revendications.

Le 29 mai 1968

À Paris, la CGT, réduite à contrecarrer l'UNEF et ses alliés, dispose, en province, d'un rapport de force plus favorable. Le président de la FGDS s'étant dit prêt à « assumer, dans la légalité, la relève républicaine », elle tente, le 29, de marquer des points, dans la capitale y compris. De plus, le rassemblement de Charléty prouve que ceux qui avaient érigé la rue en instrument d'un pouvoir l'ont abandonnée. Renvoyant dos à dos Pierre Mendès France et François Mitterrand, la Confédération appelle « tous les travailleurs et la population laborieuse » à « manifester massivement [le 29 mai] dans tout le pays pour répondre à la situation créée par le refus persistant du gouvernement et du patronat de prendre en considération les revendications et contribuer à un changement politique de progrès social et de démocratie sans relâcher l'occupation des usines ». C'est là une manière de souligner que la rue n'est pas pour elle le substitut de la grève mais le moyen de son amplification, voire de son infléchissement. Elle confère ainsi à l'action une orientation directement politique et confie à la manifestation de rue le soin de l'exprimer en cherchant par ce biais à

organiser une « grève politique de masse ». La CFDT, l'UNEF, la FEN et Force ouvrière refusent, naturellement, de s'y associer, et le SNESup est la seule formation syndicale à lui apporter son soutien. Les tendances unitaires dessinées en province les jours précédents se révèlent donc sans effets sur des positions nationales de plus en plus divergentes. Le PCF compte en revanche au nombre des organisateurs, en sanctionnant par là même la disparition d'un système d'alliances réunissant tous les syndicats et en ressuscitant un axe CGT-PCF disparu depuis la fin de la guerre d'Algérie.

En province, 115 manifestations, dont 11 d'importance supérieure à celles du 13 mai, se déroulent les 29 et 30, dans 56 départements. La CGT manifeste sous son seul drapeau dans 48 villes de 20 départements, mais plus de la moitié de ses démonstrations demeurent intersyndicales²⁴. Les consignes nationales sont donc mieux respectées que la semaine précédente. La proportion des manifestations auxquelles les partis de gauche participent n'augmente guère, mais la présence de mots d'ordre politiques offensifs devient la règle à peu près partout. La plupart sont inspirés par le PCF et la CGT avec parfois des dissonances. Ainsi à Lorient, lors d'un meeting unitaire, la CGT se réclame-t-elle du programme commun, la CFDT de « Mendès France, l'homme capable d'opérer les réformes et de réunir une équipe répondant aux aspirations de la majorité » et Force ouvrière de « lendemains qui chantent »²⁵.

Une nouvelle fois, la situation est différente à Paris où 100 000 manifestants selon la préfecture, 800 000 selon les organisateurs défilent dans l'après-midi, de la Bastille à la gare Saint-Lazare, à l'appel de la seule CGT et aux cris de « Gouvernement populaire ». Les forces de l'ordre ne se montrent pas. Que cette manifestation, convoquée le 28, se déroule le lendemain et s'achève aux environs de 20 heures alors que circulent les rumeurs les plus folles quant à la « disparition » du général de Gaulle est assurément propre à nourrir les fantasmes. Ce cortège « prendra rang parmi les grandes dates de l'histoire ouvrière qui est aussi l'histoire tout court », écrit le lendemain *L'Humanité*. « Ceux qui sont le nerf et le nombre étaient hier dans la rue pour signifier au pouvoir gaulliste qu'il faut qu'il s'en aille ; pour indiquer en même temps et très nettement par quoi ils entendent le remplacer. » Cette appréciation et le mot d'ordre de « gouvernement populaire » ne sauraient cependant suffire à étayer l'hypothèse que les communistes et la CGT ont adopté une stratégie insurrectionnelle appuyée sur un mouvement de rue²⁶. Nul ne marche, en ce jour, sur l'Élysée. Les

communistes et la CGT, confrontés à des stratégies qui ruinent la leur, entendent ainsi marquer leur ascendant sur des forces avec lesquelles tout le monde devra compter. Conscients que l'absence de perspectives politiques contraint à négocier, les communistes participent à l'expression d'un rapport de force destiné à peser sur les négociations syndicales en cours.

La mobilisation reste forte mais les manifestations qui se succèdent du 24 au 29 mai ne mènent à rien, contrairement à leurs devancières du 3 au 13. Tout change lorsqu'une initiative adverse aussi soudaine qu'inattendue vient restituer à la rue son rôle de premier plan.

Les gaullistes dans la rue

Depuis le début du siècle, les manifestations de droite sont moins nombreuses mais souvent plus massives que celles du mouvement ouvrier. Elles sont successivement le fait des catholiques, de l'extrême droite et du RPF et constituent donc des phénomènes politiquement et culturellement discontinus. Du moins ces divers acteurs ont-ils en commun de ne recourir à cette forme d'action que lorsqu'ils s'estiment contraints de le faire, face à un gouvernement jugé illégitime ou incapable de maintenir l'ordre. Tous y renoncent en conséquence dès qu'il leur est de nouveau loisible de s'exprimer dans les formes convenues de la souveraineté. Le fait que cette modalité d'action soit tenue par ses acteurs eux-mêmes pour illégitime et contrainte interdit la création d'une geste. Les droites n'ont ni Gavroche, ni Delacroix, ni image emblématique de la manifestation²⁷ ; la mythologie de la rue demeure ouvrière et de gauche. À cause de son issue, le 6 février 1934, qui aurait pu faire fonction de référence, est devenu pour les « révolutionnaires de droite » le symbole de la révolution trahie et pour les autres composantes de la droite l'objet d'un refoulement.

La préparation de la riposte gaulliste

Ce rapport à la manifestation et la marginalisation de l'extrême droite, compromise avec une OAS défaite et privée de ses principaux dirigeants, expliquent la faiblesse initiale des adversaires du mouvement de mai. Il faut attendre le 13 mai pour les retrouver dans la rue ; à l'appel du ministre des Anciens Combattants, ils forment un défilé expiatoire vers l'Arc de

Triomphe. Un millier de membres ou sympathisants du mouvement Occident rejoignent les anciens combattants venus réparer l'outrage du 7 mai puis descendent les Champs-Élysées aux cris de « La France aux Français », « Libérez Salan », « Fusillez Cohn-Bendit ». Ils terminent devant l'ambassade de Chine. On les retrouve, toujours aussi peu nombreux, les jours suivants²⁸ : ils sont mille à la salle Wagram à Courcelles le 14 mai, le double, les 16 et 17 mai, aux alentours de l'Opéra puis de la Madeleine, et quelques centaines, les 20 et 21 mai, dans le périmètre des grands boulevards.

Un « Centre d'action contre-révolutionnaire » réunissant diverses composantes de la droite classique à l'initiative de Jacques Baumel²⁹ envisage, quelques jours plus tard, une manifestation de plus grande envergure. Le 19 mai, il en informe le Premier ministre qui l'en dissuade vivement. Le Comité national de défense de la V^e République, constitué le 22 mai, les CDR et leurs alliés s'en tiennent dès lors au seul terrain de la propagande. Ils prennent pour cible privilégiée les manifestations adverses, ou du moins certaines d'entre elles. « On peut se demander de quel côté de la barricade se fussent trouvés en 1940 certains de ceux qui manifestent aujourd'hui, déclare le vice-président de l'Association des résistants du 11 novembre 1940. À l'époque, le pacte germano-soviétique était toujours en vigueur. » Cet argument est relayé par un tract CDR à l'adresse des étudiants reprenant les propos que Daniel Cohn-Bendit aurait tenus le 22 mai à Amsterdam : « Nous nous sommes dirigés vers l'Arc de Triomphe parce que c'est un monument con, le drapeau français est fait pour être déchiré ». Le tract réplique : « Ce que les troupes nazies n'ont pas réussi, M. Cohn-Bendit se promet de le faire. Non au fascisme rouge de Cohn-Bendit, non au nazisme noir³⁰. »

La riposte dans la rue n'est guère plus massive en province. Elle se limite à quelques contre-manifestations de la FNEF³¹, une démonstration de nostalgiques de l'Algérie française le 13 mai³², des manifestations expiatoires devant les « monuments aux morts souillés à Metz et à Strasbourg » et une autre à Wissembourg pour défendre les institutions républicaines et soutenir le général de Gaulle³³. On peut y ajouter les prémices du 29 mai³⁴.

Le 27 mai, en accord avec le chef de l'État³⁵, Matignon donne le feu vert au projet de manifestation caressé depuis le 19 mai et formulé à nouveau par Pierre-Charles Krieg. C'est encore à Matignon de décider son heure et

sa date : le 30 mai à 18 h 30. Adrien Dansette et Pierre Viansson-Ponté veulent voir dans cette initiative le troisième élément d'un triptyque dont la « disparition » du Général et l'allocution radiodiffusée du 30 mai à 18 heures constituent les deux premiers volets³⁶. Que le Général n'ait pas été ce *deus ex machina* évoqué par ces récits rétrospectifs, qu'il ait été saisi par le doute³⁷ n'altère en rien l'effet produit. Sa disparition, l'ignorance de la voie choisie puis sa réapparition fonctionnent comme autant de coups de théâtre, propres à constituer de puissants électrochocs. Les organisateurs du rassemblement et les Renseignements généraux ignorant tout de l'allocution prévue s'inquiètent et témoignent d'un profond pessimisme au sujet des forces susceptibles d'être réunies. Mais la voix du Général lui donne soudain son souffle et son ampleur.

Le 30 mai 1968, une « manifestation quand même »

Lors de son intervention du 24 mai, le général de Gaulle présentait les « événements universitaires puis sociaux » en cours comme autant d'expressions d'une crise de société nécessitant de profondes réformes. Cette approche est abandonnée le 30 mai pour laisser place à la thèse du « complot », ourdi par le « communisme totalitaire ». Le 24, il avait perçu la nature et les fondements d'« événements » aux formes et au langage étrangers à sa culture. Il les réintègre, le 30, dans un champ politique plus coutumier et les réinterprète au prisme des crises ayant menacé la République et la France. Cette conversion autorise et nécessite un appel contre la « subversion » et la « dictature qui menace », en vertu de la « légitimité nationale et républicaine » dont le Général se présente comme le « détenteur ». Elle lui permet de réactiver les ressorts politiques qui lui valurent de l'emporter par deux fois face à Vichy³⁸, puis en 1958. Le 4 septembre 1958, place de la République, avant que n'apparaisse le Général, André Malraux évoquait le rapport que les Français avaient entretenu avec une voix qui leur parvenait depuis Londres³⁹. Cette fois encore, le général de Gaulle recommence. Préférant « depuis le 18 juin 1940 et l'apostrophe du putsch d'Alger le drame à une voix et les sortilèges éprouvés du micro aveugle⁴⁰ », il fait résonner ces mêmes échos en choisissant de s'adresser aux Français par le seul biais des ondes ; il annonce l'abandon du référendum envisagé le 24 mai, son maintien à la tête de l'État, la dissolution de l'Assemblée nationale et des élections nouvelles

« dans les délais prévus par la Constitution, à moins qu'on n'entende bâillonner le peuple français en l'empêchant de s'exprimer en même temps qu'on l'empêchera de vivre ».

Cette dramatisation soudaine et les décisions annoncées galvanisent d'autant mieux ses partisans qu'elles réactivent leur culture politique menacée. Elle définit par avance le sens de ce qui se déroule presque simultanément dans la rue.

À Paris, la manifestation, d'ampleur apparemment supérieure au 13 mai⁴¹, se déroule de l'Étoile à la Concorde. Au premier rang, bras dessus, bras dessous, on trouve les ministres et dignitaires du régime, Michel Debré, André Malraux, Louis Joxe, François Missoffe, Edmond Michelet, Alain Peyrefitte suivis des parlementaires ceints de leur écharpe ; derrière eux ondoie la foule ou, de nouveau, « la mer⁴² », arborant des drapeaux tricolores en nombre imposant, parfois frappés de la croix de Lorraine ou des lettres CDR et de nombreuses banderoles et pancartes au graphisme improvisé, ce qui témoigne d'une créativité militante. La sociologie d'une telle manifestation est difficilement maîtrisable. C'est particulièrement vrai en ce jour, où l'appartenance sociale des manifestants constitue un enjeu. Les thuriféraires du Général s'attachent à la donner pour une image de la France. Ils soulignent sa diversité et, tout particulièrement, la présence ouvrière⁴³ et celle de la jeunesse. Ceux qui décrient le Général mettent au contraire l'accent sur l'inhabituelle présence du public des beaux quartiers⁴⁴. Les images tournées ce jour-là ne peuvent départager aucune de ces deux analyses⁴⁵. La province répond partiellement à l'appel en envoyant des délégations du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Eure et de Dijon⁴⁶, le manque d'essence et la grève des transports en commun lui interdisant d'être plus largement représentée. Au même moment, 83 manifestations s'organisent sur place, les 30, 31 mai et 1^{er} juin, plus rarement au-delà⁴⁷. Elles sont d'ampleur comparable aux manifestations les plus importantes organisées depuis le début du mouvement⁴⁸ mais ne concernent que 53 départements. Dix-neuf (dont douze dans des villes universitaires) sont perturbées par des contre-manifestations de faible ampleur regroupant principalement des jeunes, étudiants ou non. On n'observe rien de tel à Paris où le rapport des forces rendrait la tentative osée.

La manifestation parisienne, référence des épigones provinciaux, emprunte à divers registres. Le choix de la voie sacrée de la Concorde à

l'Arc de Triomphe, l'initiale décision de s'en tenir à un cortège silencieux et le rôle de certaines organisations d'anciens combattants l'inscrivent dans la tradition la plus unanimiste de la droite nationale. Elle emprunte plus spécifiquement à la culture gaulliste. La présence de déportés revêtus de leur tenue rayée, d'anciens combattants arborant leurs décorations et d'anciens FFI ayant ressorti leurs brassards réactive les souvenirs de la guerre⁴⁹. L'espace choisi évoque, lui, les heures glorieuses de la Libération. Ce cortège se distingue pourtant radicalement des manifestations de souveraineté, dont la descente des Champs-Élysées, le 26 août 1944, constitue l'archétype. Il ne s'agit pas d'un défilé du chef de l'État devant une foule spectatrice et dépourvue d'emblèmes, mais d'une foule rassemblée pour affirmer son soutien au régime et au chef de l'État, présent par la voix comme par les portraits officiels brandis dans le défilé. En cela, la démonstration renoue avec les manifestations patriotiques organisées par les gaullistes sous l'Occupation. Mais la manifestation emprunte aussi certains de ses traits à l'adversaire. Le cortège que ses organisateurs ont souhaité silencieux devient un bruyant défilé et ses slogans subvertissent ceux des précédents jours⁵⁰ ; le V de la victoire répond au poing levé, *La Marseillaise* à *L'Internationale*, mais de nombreux chants s'improvisent, en plus, sur des airs populaires similaires à ceux des cortèges de gauche ; un service d'ordre est constitué et certains manifestants (ou les photographes de presse ?) s'attachent à construire des images en tous points symétriques de celles des démonstrations adverses⁵¹. La manifestation emprunte encore et enfin à l'extrême droite dont les slogans retentissent, comme « La France aux Français » ou « Cohn-Bendit à Dachau »⁵², contrevenant au résistancialisme affiché par d'autres. Pour prix de leur ralliement, sont graciés, le 15 juin, le général Salan et dix autres détenus.

Les manifestations étudiantes ont pris soin de refouler la mémoire des barricades d'Alger avec lesquelles on a pourtant pu les comparer⁵³ et, plus curieusement, celle des barricades d'août 1944 (alors que le slogan « CRS-SS » pouvait aisément la ressusciter). La manifestation du 30 mai 1968 se réapproprie précisément ces mémoires refoulées⁵⁴. Sa nature et son existence mêmes donnent cependant à de Gaulle le sentiment d'une victoire à la Pyrrhus : « Le Général avait fort bien compris que cet extraordinaire succès [...] était la fin d'une certaine idée qu'il avait eue, lui, de la Nation française, témoigne Alexandre Sanguinetti. Au soir de cette manifestation qui nous avait paru grandiose, il y avait un homme heureux, Georges

Pompidou, et un homme malheureux, Charles de Gaulle⁵⁵. » Alors qu'il était dans l'opposition, le général de Gaulle a recouru à des « manifestations de souveraineté quand même », par lesquelles il exprimait sa légitimité. Quoique chef de l'État, il a dû cette fois se résoudre à prendre appui sur la rue, alors qu'il en avait toujours refusé le principe face à l'OAS⁵⁶. Cette démonstration qu'on pourrait qualifier, au contraire des précédentes, de « manifestation quand même » contrevient donc aux conceptions intimes du Général et marque le passage du « gaullisme personnel » au « gaullisme partisan⁵⁷ ».

Le retour du politique

L'extrême gauche se saisit de la contradiction. « La bourgeoisie a décidé de répondre là où le danger principal la menaçait, là où nous avons au début porté le combat, dans le pays réel, celui des rues et des usines, non plus sur la scène parlementaire », proclame aussitôt la JCR prompte à souligner la présence de Tixier-Vignancour et d'Occident dans la manifestation et à dénoncer les drapeaux rouges brûlés et les slogans antisémites, symptômes de son caractère « fascisant⁵⁸ ». Des comités d'action trouvent la manifestation « impudique » et dénoncent, sous le titre « Non, de Gaulle n'est pas la France », cette « extraordinaire singerie ». La « démission d'une classe politique recourant, pour sauver son ordre, au mal contre lequel cet ordre est fait [...], à la rue, ce dont ils ont horreur. Ils allaient dans la rue chercher le pouvoir. Il y était donc bien⁵⁹ ». Ces commentaires ignorent la dissolution de l'Assemblée nationale, les prochaines élections et la légitimité républicaine de cette décision, préalable et non consécutive à la manifestation.

Depuis le début du mois de mai 1968, la crise se déroule sur un terrain où les traditionnels acteurs politiques sont d'autant plus marginalisés qu'ils se sont eux-mêmes effacés : le Premier ministre est en visite officielle à l'étranger du 2 au 11 mai, le général de Gaulle du 14 au 18, les partis politiques absents ou réduits à un rôle de soutien et l'Assemblée nationale en perpétuel retard sur l'événement. Cette faible présence des instances politiques favorise l'émergence de formations qui leur sont extérieures, comme les organisations d'extrême gauche, les comités d'action, le « Comité d'action pour un gouvernement populaire et d'union démocratique », la nébuleuse de Charléty, les CDR ou l'UNI. Elle contribue

sans nul doute à expliquer que les cortèges, fréquemment pétitionnaires en province, paraissent, à Paris, dépourvus d'interlocuteur. Les manifestations unitaires ou cégétistes des 13, 24, 27 et 29 mai ont une structure processionnelle et les « manifestations-insurrections » de l'UNEF prennent pour cible les forces de l'ordre de préférence aux bâtiments officiels qui symbolisent le pouvoir. « L'Assemblée nationale, rappelle Alain Krivine, n'était pas protégée par les forces de l'ordre lors de la "longue marche" des étudiants car ce n'était pas une cible ». Et d'ajouter : « Le pouvoir était dans la rue, pour le reconquérir, le gaullisme menaçait d'y descendre⁶⁰. » *Le Monde* considère le désintérêt général pour le Palais-Bourbon comme un symptôme presque plus inquiétant que ne l'eût été une manifestation devant ses grilles⁶¹. Les propos désabusés d'un parlementaire lui font écho, le 22 mai⁶², en venant souligner qu'une manifestation sans interlocuteur désigné peut poser des problèmes plus redoutables que la manifestation-pétition devenue norme. Mais, le 30 mai 1968, le général de Gaulle restitue leur prééminence aux acteurs politiques, en déplaçant le conflit dans le champ institutionnel.

Les institutions qui contribuent à politiser la crise⁶³ permettent aussi aux détenteurs du pouvoir de rester en place, alors que sous les précédentes Républiques ils auraient immédiatement été balayés⁶⁴. Les institutions de la V^e République leur offrent une palette inédite de solutions. Celle à laquelle le Général se résout le 30 mai a le mérite de restituer au chef de l'État la pleine initiative sans l'exposer frontalement (à la différence du référendum auquel il avait conféré le 24, comme à l'ordinaire, une dimension plébiscitaire). Le choix du général de Gaulle exclut toute concession politique aux exigences de la rue le concernant et prive *ipso facto* les manifestations de la dimension que la capitulation de Daladier sut conférer à celle du 6 février 1934. La Résistance, ses durables effets sur la culture politique et la Constitution de la V^e République permettent au Général de combiner le choix de la dissolution avec cette initiative inédite qu'est la manifestation du 30 mai, « ce chef-d'œuvre de politique et de mystique⁶⁵ », pour mieux en assurer l'issue. Il dispute ainsi victorieusement la rue et sa charge symbolique à ses adversaires en même temps qu'il les contraint à déplacer la lutte sur son terrain. Il les place devant cette alternative : s'inscrire dans le cadre du consensus républicain en prenant toute disposition pour permettre les élections « dans les délais prévus par la Constitution », ou se ranger aux côtés de ceux qui sont prêts à « bâillonner

le peuple français ». Les réponses exprimées modifient la physionomie de la rue.

Fin de crise

À Paris, l'UNEF appelle à manifester contre les « manœuvres électorales » mais ne rallie plus que le SNESup et des minoritaires de Force ouvrière. Vingt mille à 40 000 manifestants gagnent la gare d'Austerlitz en évitant le Quartier latin puis sont invités par Jacques Sauvageot à se rendre individuellement aux usines Citroën et Renault pour débattre avec les travailleurs. En province, le front syndical résiste mieux. Si les partisans du Général conservent le mot de la fin dans 35 départements, ils doivent dans 32 autres le céder à leurs adversaires qui répliquent dans la rue une dernière fois. Ces manifestations-ripostes affectant 46 villes de 22 départements se distinguent toutefois des contre-manifestations étudiantes. Dûment convoquées en d'autres temps et en d'autres lieux que celles qu'elles combattent⁶⁶, ces contre-manifestations surpassent parfois leurs devancières, à Reims, Rouen ou Limoges par exemple, mais présentent des disparités d'autant plus fortes qu'elles ne résultent plus d'aucune directive nationale. Quarante-deux sont intersyndicales à des degrés divers⁶⁷, deux sont le fait de la seule CGT et deux autres celui des étudiants. La menace conduit, en outre, à resserrer les rangs. À Clermont-Ferrand, les responsables de la FGDS et du PCF nouent leurs drapeaux avant de les brandir. À Nevers, un élève de l'École normale chargé de prononcer l'unique allocution demande aux participants « d'oublier un court instant ces banderoles, ces bannières, signes de la vitalité d'un pays démocratique, pour ne plus voir en nous tous que des hommes unis pour un idéal commun, celui de la justice et de la Liberté ». Les banderoles sont alors abaissées à son appel puis relevées tandis qu'il conclut aux cris de « Vive l'union syndicale, vive l'union de la gauche⁶⁸ ». En outre, dans de nombreux cortèges, la FEN a souvent un rôle unitaire. Certaines manifestations relèvent de conceptions encore dominantes le 29 mai et se réclament des solutions politiques alors envisagées⁶⁹. Mais les mots d'ordre offensifs se mêlent ailleurs à d'autres, plus défensifs. Ainsi, on entend « Nous défendrons la République » au Mans, « Nous aussi on est français » à Caen, « Le fascisme ne passera pas » à Marseille, etc.

L'acceptation très majoritaire de la joute électorale et l'accélération des négociations entraînent un déclin rapide des grèves et des manifestations. L'agitation agricole reprend, début juin, mais selon des rythmes et des méthodes empruntés à ses traditions propres et sur des problèmes spécifiques aux agriculteurs⁷⁰. Les manifestations catégorielles, au nombre de 55 du 14 mai au protocole de Grenelle, représentaient 23 % des manifestations syndicales. Tombées à 17 % du 27 au 30 mai quand semblaient se dessiner des issues politiques, elles atteignent, du 31 mai au 12 juin, 60 % du total en touchant parfois des localités jusqu'alors épargnées, comme dans les Ardennes ou la Somme. Huit sont destinées à célébrer la victoire en affirmant parallèlement, comme treize autres dont c'est l'unique fonction, leur solidarité avec les secteurs où les négociations piétinent. Cette décélération s'accompagne, cependant, d'une dernière flambée meurtrière dans la métallurgie, où la résistance patronale s'affirme plus qu'ailleurs. L'évacuation de l'usine Renault de Flins par les CRS provoque, à partir du 6 juin 1968, des manifestations en ordre dispersé. Elles se soldent, le 10 juin, par la mort d'un lycéen, membre de l'UJCML. On note le même phénomène à Sochaux, le 11, où deux ouvriers sont tués et des dizaines d'autres grièvement blessés. Ces événements, qui coïncident avec l'ouverture de la campagne électorale, soulignent à la fois l'exaspération des démonstrations et leur terme. De (rares) cortèges se réclamant, ces jours durant, de la liberté du travail, révèlent la même chose⁷¹. Les confédérations ouvrières réagissent aux événements de Sochaux par des débrayages limités sans manifestation sur la voie publique⁷² et seule l'UNEF appelle, une nouvelle et dernière fois, à descendre dans la rue le 11.

La marche silencieuse organisée dans Paris par les camarades du lycéen Gilles Tautin tué à Flins se déroule sans incidents⁷³. En revanche, la manifestation de l'UNEF convoquée gare de l'Est en fin de journée et aussitôt interdite se prolonge et s'achève dans la violence, comme à l'ordinaire : on compte 73 barricades dressées, 5 commissariats attaqués, des incendies, d'importants dégâts matériels, 1 500 arrestations, 19 manifestants à la disposition de la police judiciaire, 75 blessés graves parmi les policiers et 194 parmi les manifestants. Le ministre de l'Intérieur annonce le lendemain l'interdiction de toute manifestation sur l'ensemble du territoire pendant la durée de la campagne électorale. Réuni ce même jour, le conseil des ministres confirme la mesure, exception faite de la

manifestation du 18 juin, en raison de son caractère « patriotique et coutumier ». Il prononce par ailleurs la dissolution du mouvement du 22 mars et de sept organisations d'extrême gauche. Le SNESup réagit aussitôt mais n'appelle plus qu'à des « meetings de protestation ». « Le gouvernement cherche les manifestations qui peuvent dresser la population contre les étudiants. Nous ne tomberons pas dans ce piège grossier », renchérit l'UNEF le 17 juin. Le mouvement du 22 mars qui persiste infléchit du moins le ton : « Les organisations révolutionnaires sont dissoutes, camarades, la Commune n'est pas morte. Le pouvoir est dans la rue et non dans les urnes. Nous appelons les étudiants et ouvriers à manifester par petits groupes de 15 à 20 [...] tous les jours au Quartier latin. Ces groupes devront refuser l'affrontement direct. C'est nous qui déciderons du lieu et du moment du combat, non les flics⁷⁴. » Et *Combat*, en manière d'épilogue, affirme : « Ce n'est pas au hasard des combats de rue qu'on pensera la société nouvelle. Les barricades étaient nécessaires pour exprimer une ferveur et une volonté de libération. Elles sont néfastes dans la mesure où le mouvement a trouvé sa dynamique et posé ses premiers jalons⁷⁵. »

La province ne désarme pas au même rythme. La protestation s'exprime dans 11 manifestations, associant par trois fois la CFDT dans des villes universitaires ou limitrophes d'universités. Elle est marquée de violents incidents à Saint-Nazaire, Strasbourg et Lyon⁷⁶. Quelques-unes des démonstrations sont postérieures de quelques heures à l'interdiction. Les grévistes cégétistes déposent une gerbe à la mémoire des récentes victimes de la répression devant le monument aux morts de Soissons⁷⁷ et Belfort connaît seul, à cause de la proximité géographique, un dernier cortège intersyndical⁷⁸. Puis les manifestations deviennent exceptionnelles. Les clameurs se sont tues. La parole est aux urnes. Les résultats en sont connus : la manifestation du 6 février 1934 avait eu pour conséquence inattendue de précipiter l'alliance antifasciste. Le gaullisme, symétriquement, renforce à court terme ses positions. On ne saurait expliquer ce paradoxe par la seule émergence d'un « parti de la trouille ».

Manifestation du pouvoir,
pouvoir de la manifestation

La comparaison des grèves de mai-juin 1968 et de 1936 a été exploitée par les acteurs du mouvement social puis approfondie par les historiens et politologues⁷⁹. On rapproche plus rarement les manifestations de 1968 de celles de 1934. Nous ne saurions préjuger des résultats d'un inventaire plus systématique que le nôtre. Du moins n'avons-nous rencontré qu'une seule fois cette comparaison, alors que les évocations de la Résistance, de 1936, de la Commune, voire de 1848 ou de 1830, étaient monnaie courante. Le syndicat Force ouvrière des employés et cadres de la Sécurité sociale approuve en ces termes la manifestation de l'UNEF du 1^{er} juin : « Les syndicats et étudiants se doivent d'organiser immédiatement la riposte destinée à mettre un terme à des mesures dictatoriales par l'organisation de manifestations comparables à celles du 12 février 1934 qui ont fait reculer le fascisme⁸⁰. » Le refoulement de 1934, lot commun de tous les acteurs, mérite qu'on s'y arrête.

Mai 1968, une réédition de février 1934 ?

Au début du mois de mai 1968, les étudiants de Nanterre et de la Sorbonne n'ont pas délibérément choisi la rue. Les mesures répressives les conduisent sur un terrain dont ils n'ont pas préalablement théorisé l'usage. Ils savent en tirer spectaculairement parti et déploient des formes d'action qui ne sont certes pas inédites mais dont l'ampleur et l'extension sont sans précédent. Les manifestations permettent à chacun de humer soudain « le formidable parfum de l'Histoire qui pinçait les narines de Michelet⁸¹ ». L'extrême gauche joue, à ce titre, un rôle comparable à celui des ligues en janvier 1934 et paie, du reste, le même prix en tombant, le 12 juin 1968, sous le coup des décrets-lois de 1935 appelés à les supprimer.

La répression qui est opposée aux étudiants dans la nuit du 10 au 11 mai a pour effet de mobiliser dans la rue les organisations syndicales au côté des victimes, dans une unité presque parfaite ; elle leur vaut encore le soutien des partis de gauche et celui de nombreuses personnalités. Elle est la cause involontaire du plus puissant mouvement de grèves jamais déployé en France. Le 13 mai 1968 ne saurait, pour autant, se donner pour un nouveau 12 février 1934 (et du reste n'y prétend pas). Il s'agit de protester contre les agissements de l'État-gendarme, non contre un adversaire du régime ; l'alliance strictement syndicale nouée en ces circonstances autorise la comparaison avec 1936, non avec le 12 février 1934.

Les forces défilant de concert le 13 mai sont, à tout prendre et si l'on s'en tient aux faits, moins divisées qu'alors. La CGT et la CFDT demeurent liées par l'accord de janvier 1966, le PCF et la FGDS ont de leur côté signé un accord le 20 décembre de cette même année et l'appel à manifester est ratifié nationalement par la quasi-totalité des organisations syndicales, fait rarissime. Le mouvement s'accompagne, en outre, de ces mêmes phénomènes qui créèrent ou amplifièrent, en 1934, la dynamique unitaire. Les comités d'action et Comités d'action pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'inscrivent dans le sillage des divers comités antifascistes de février 1934 ; l'UNEF, le SNESup ou la FEN se réclament d'un rôle dirigeant ou de médiateur en s'inspirant du CVIA⁸², organisation certes différente mais regroupant du moins pareillement les intellectuels ; la province, enfin, est plus unitaire que la capitale d'un bout à l'autre des événements. Elle abrite des manifestations d'ampleur peu commune, assurément plus nombreuses (et souvent plus violentes) dans les villes universitaires ou dans les départements frappés depuis plusieurs mois par des crises régionales. Là s'arrêtent cependant les similitudes. Ces manifestations anticipent parfois les directives nationales (ou leur répondent en s'accordant quelques délais) mais en épousent globalement le rythme. L'hétérogénéité qui prévalait en 1934 entre « la grande ville réactionnaire » et la province animée par de solides réflexes de défense républicaine n'est donc plus de mise et le gaullisme et ses adversaires s'affrontent à Paris comme en province dans un rapport de force qui n'est pas radicalement distinct. Les cortèges permettent à chacun de régulièrement se compter et attestent, jusqu'au 29 mai au moins, le primat de la CGT. La supériorité numérique ne signifie toutefois pas l'hégémonie sur les forces réunies. Et ce qui vaut pour la CGT vaut *a fortiori* pour tous les autres. Ni les comités, ni les organisations universitaires, ni la province ne parviennent à engager un processus unitaire susceptible de dépasser les contradictions entre organisations mobilisées, parce que la concentration des pouvoirs qui produit ses effets jusque dans les organisations partisans est devenue un facteur indépassable, parce que le poids des manifestations parisiennes l'emporte sur celles de la province, à la différence de 1934, et surtout parce qu'il ne s'agit plus d'opposer une unité défensive à un agresseur mettant en péril le régime mais, passé le 13 mai, de construire une alternative, à moins qu'il ne s'agisse d'une alternance, au gaullisme fragilisé.

Un « nouveau 12 février 1934 »

Le pouvoir riposte d'abord sous une forme répressive. Il use d'une violence « d'autant plus forte, écrit Maurice Grimaud, qu'elle jugule et [...] remplace le désir de tuer [...]. Les coups [que vont] porter [les forces de l'ordre] seront le substitut de la mort [qu'elles n'ont] pas le droit de donner⁸³ ». Le bilan définitif dressé par ses services chiffre les blessés à 1 912 parmi les forces de l'ordre et 1 459 parmi les manifestants ; l'on déplore 5 morts sur l'ensemble du territoire national⁸⁴. Ce bilan (gonflé à chaud et parfois encore à froid⁸⁵ par la vertu du fantasme⁸⁶) prend sa pleine valeur, quand on le compare aux formes revêtues par la répression de la contestation étudiante dans d'autres pays concernés, au Mexique en premier lieu ; la mort d'homme, advenue au terme du mouvement et presque toujours hors la capitale, présente un caractère accidentel. Il contribue à fonder, *a posteriori*, la thèse – discutée et discutable – d'une « pacification » sans cesse accrue du maintien de l'ordre⁸⁷. Il est toutefois contraire au sentiment dominant en mai 1968. La répression est vécue, au début du mois de mai, comme démesurée, « fascisante » ou « fasciste », son meilleur effet étant d'élargir, on l'a vu, l'assise initiale du mouvement. Le pouvoir persiste dans l'usage de la violence dès lors qu'il lui faut impérativement se donner pour garant de l'ordre public. Mais il se saisit des contradictions adverses pour déployer une contre-offensive d'efficacité plus durable.

Les organisations à l'origine de la crise ont eu le loisir de choisir leur terrain. Elles ne reprennent pas à leur compte l'intégration des « deux cultures » (républicaine et de classe) opérée en 1935. Le mouvement étudiant s'empare de la Commune et du romantisme révolutionnaire. Il se réapproprie le drapeau rouge et *L'Internationale* (moins délaissés par le mouvement syndical qu'on n'a pu le dire⁸⁸) mais les oppose au drapeau tricolore et à *La Marseillaise*. Les manifestants montant à l'Étoile, le 7 mai, arborent ainsi des drapeaux rouges que Pierre Franck dit « fabriqués en déchirant les drapeaux des versaillais, des bourreaux de la Commune, les drapeaux tricolores ». Ils objectent à ceux qui s'indignent que « c'est le drapeau du chauvinisme qui [...] profane » la tombe et concluent : « Nous replanterons définitivement le drapeau rouge sur la tombe du fusillé inconnu⁸⁹. » Ils renouent de manière sans doute inconsciente avec la démarche des anciens combattants pacifistes des années 1920. La CGT s'en

tient à une stricte symbolique de classe et emprunte, à Paris, des itinéraires inédits. Elle va de Balard à la porte de Choisy pour soutenir Citroën, « symbole de toutes les oppressions du régime », de la Bastille au boulevard Haussmann en direction des grands magasins en grève pour saluer au passage, le 24 mai, les usines en grève, « en retrouvant les gestes de 1936⁹⁰ ». Le 29, elle suit cet itinéraire centrifuge qu'est le parcours de la Bastille à la gare Saint-Lazare, renonçant ainsi à la centralité urbaine et à toute symbolique nationale⁹¹.

Le pouvoir se saisit des espaces à découvert et témoigne de facultés hégémoniques que l'on pouvait penser disparues, mais qui se révèlent intactes pour peu que les termes du débat se déplacent sur le terrain des institutions et de la légitimité républicaine. On retrouve alors la comparaison avec 1934, dans des formes à ce point paradoxales que nul n'ose alors s'en réclamer. En février 1934, l'existence de deux blocs antagonistes avait permis à Gaston Doumergue d'utiliser la manifestation des forces qui lui étaient les plus hostiles comme un instrument de régulation de la crise, sans avoir à s'investir en propre. En 1968, des relais partisans ont certes été préalablement organisés sous la forme des CAC ou des CDR, mais c'est Matignon qui détermine le principe, la date et l'heure de la manifestation, ce sont des ministres en exercice qui en prennent la tête et c'est à cette occasion qu'est rétabli le circuit radio-téléphone pour les postes périphériques interrompu depuis le 24 mai. Cette manifestation mobilise des acteurs politiques au premier chef alors que celles de ses adversaires sont demeurées de bout en bout sous la seule responsabilité des organisations syndicales.

Le pouvoir, dans la rue le 30 mai 1968, use pour la première fois de cette forme d'action. La manifestation dont il est le maître d'œuvre doit à son ampleur supérieure à toute espérance de diriger la très grande majorité des protagonistes vers l'issue parlementaire et de précipiter, à plus juste titre que le 12 février 1934, l'issue du conflit. Avec, en retour, un fascinant chassé-croisé. Depuis le 13 mai, la CGT a « gauchi » la symbolique de ses défilés⁹². Mais, à partir du 30 mai, les cortèges intersyndicaux de province renouent avec le drapeau tricolore et *La Marseillaise*. Ce qui requiert justification ce premier jour⁹³ devient, dès le lendemain, norme assumée. Le cortège est ouvert, à Besançon, par trois manifestants revêtus de chemises respectivement bleue, blanche et rouge⁹⁴. Celui de Reims s'achève devant le mémorial de la Résistance, ceux de Saint-Dié ou de

Clermont-Ferrand devant les monuments aux morts et d'autres, comme à Rennes, se déroulent en silence. L'UNEF procède à une pareille récupération défensive en fixant le point de départ de sa manifestation parisienne devant la gare Montparnasse, place du 18-Juin⁹⁵. Mais ces réappropriations tardives des symboliques nationale et antifasciste ne sauraient produire des effets similaires à ceux du 14 juillet 1935, d'abord parce que l'initiative a changé de main et qu'il ne s'agit plus de conquérir le drapeau tricolore mais de l'arracher à ceux qui viennent de le brandir hautement, ensuite et surtout parce qu'elles s'inscrivent à contre-histoire : c'est le général de Gaulle qui réussit ce « nouveau 12 février 1934 » si souvent invoqué sans succès par la gauche. Ce chassé-croisé est rendu possible par la très longue absence des héritiers du 6 février 1934 sur le terrain de la rue, mais aussi par la préexistence d'une culture de la Résistance, commune au gaullisme historique et à ses adversaires. Cette culture – la crise de mai 1968 vient l'attester – survit à la disparition de la génération politique qui l'a portée. Cette modalité du consensus républicain constitue la condition *sine qua non* de la victoire du 30 mai. Elle réduit au silence ses adversaires pour l'avoir négligée. En montrant l'hégémonie d'une culture jugée trop hâtivement dépassée et la pertinence conservée de ses codes, elle préfigure la probable victoire, avant même que la parole ne soit donnée aux urnes.

L'inauguration du *Triomphe de la République* en 1899 et le 12 février 1934 nous étaient apparus comme autant d'esquisses d'une levée en masse dont la matrice était Valmy. Mais la première tenait de la célébration d'une victoire auparavant remportée par d'autres voies et la seconde se menait par adversaire interposé. En constituant la première expression presque chimiquement pure et, pourrait-on dire, l'archétype de ladite « levée en masse », cette « manifestation quand même » qu'est le 30 mai 1968 parachève le système manifestant construit depuis le tournant du siècle.

De 1968 à 1995 : un nouveau rapport entre manifestations et État

Tout cortège est politique, en ce qu'il est un facteur d'agrégation sociale, un rapport à l'espace prenant sens dans une relation à la cité, ou encore en ce qu'il implique l'existence de groupes préalablement constitués. Il est toujours une forme d'expression, élémentaire ou complexe, du corps social, du politique en conséquence. Le système républicain établi au tournant des années 1880 vaut aux cortèges de devenir politiques en un sens plus précis. La maîtrise de l'espace public devient un enjeu ; sa laïcisation favorise l'émergence de pratiques concurrentielles et de marquages symboliques moins strictement dépendants qu'autrefois de leurs origines religieuses. Le cortège qui exprimait le rapport univoque du groupe à son espace devient de son fait l'expression d'émulations, de compétitions ou de contradictions le plus souvent symboliques. Mais ce système unifie au moins autant qu'il divise. Les manifestations, tous organisateurs ou mobiles confondus, entretiennent un rapport obligé avec l'État-nation et le système parlementaire. Elles ne sauraient s'affranchir totalement de sa symbolique, de ses codes¹, de son ordre. Les manifestations organisées sous Vichy par les diverses composantes de la Résistance ne représentent pas une exception puisqu'elles visent précisément à dénier au régime sa légitimité en « continuant la France ». Celles des étrangers pas davantage, dès lors qu'elles adhèrent, jusqu'à une date récente en tout cas, aux modèles dominants et à leurs codes. Ce système politique permet donc simultanément le passage du cortège aux manifestations comprises comme l'expression différenciée de forces concurrentielles et à *la* manifestation en tant qu'elle est le produit d'un système politique unifiant.

L'État et la voix publique

Barricades, violence, insurrection

En mai-juin 1968, les manifestations déployées à Paris et en province s'inscrivent toutes dans ce champ malgré leurs différences. Les organisations hostiles aux « défilés-promenades² » leur opposent des pratiques appartenant à un héritage partagé avec les organisations contestées et mobilisent des codes compréhensibles à tous (drapeau noir, incendie de la Bourse, barricades, etc.). Le général de Gaulle recourt pareillement à des symboles dont chacun peut se prévaloir et se prévaut à partir du 1^{er} juin. Il n'est pas jusqu'aux affrontements pour s'inscrire alors dans des formes communément admises : les contre-manifestants recherchent rarement le contact physique³, le face-à-face entre manifestants et forces de l'ordre respecte certaines conventions, le chiffre des morts reste bas parce que tous ont implicitement banni l'usage des armes⁴ et, souligne Maurice Grimaud, la trêve du dimanche est toujours respectée. Ainsi la manifestation, fût-elle violente, demeure manifestation dans ce qu'elle implique de tacite reconnaissance des codes, fruits de deux siècles de relations complexes entre la rue et l'État-nation. Elle signifie *in fine* l'inscription de chacun dans le régime existant tout comme dans la culture nationale, d'autant plus fortement exprimée qu'un adversaire, physique ou non, paraît la menacer.

Que l'on n'ait jamais autant parlé de révolution ni jamais autant théorisé sur la rue n'y change rien : les manifestations déployées ces semaines de mai 1968 ne sont pas insurrectionnelles, malgré la violence de certaines démonstrations d'étudiants assurément supérieure à la moyenne, elles ne sont pas même « insurrections » au titre où le fut le 6 février 1934. En dépit des objectifs ou parfois des rêves de certains, elles ne font chuter ni gouvernement ni ministre, n'ont aucune incidence sur la loi, cette expression de la souveraineté nationale, et c'est sur le terrain de la négociation et des élections remportées par le pouvoir en place que la crise se dénoue en fin de compte. Les événements de mai-juin 1968 sont donc une expression paroxystique de la culture manifestante forgée par le régime républicain, seule à même de permettre une gestion de la crise en termes symboliques.

En réactivant les différents rapports à la rue qui se sont succédé depuis plus d'un siècle, les manifestations déployées alors constituent un véritable conservatoire des formes. Leur importance ressentie tout autant qu'effective leur vaut cependant de s'imposer au bout du compte comme un événement-relais capable désormais de se substituer aux crises précédentes, à l'exemple de 1934-1935, dans son rapport à la Révolution française : la violence ultérieure sera dite « soixante-huitarde », sans qu'on s'embarrasse davantage des comparaisons historiques ; c'est avec 1968 qu'on filera d'hasardeuses comparaisons en 1995. On peut sans grand risque d'erreur attribuer à ces manifestations la responsabilité de la croissance du nombre des démonstrations constatée dès les années 1970⁵, parce qu'elles ont banalisé cette forme d'expression devenue à leur faveur le fait de localités nouvelles et de milieux encore épargnés. Certains acteurs retrouvent cette possibilité : ainsi les droites, atteintes par le complexe du 6 février 1934 ou des barricades d'Alger, retrouvent grâce à elles une légitimité. Elles sauront s'en prévaloir après 1981. Mais là n'est pas l'essentiel.

Une essence nouvelle de la manifestation

Le 30 mai 1968, *L'Humanité* commentait comme suit la manifestation organisée la veille à Paris par la CGT : « Les responsables syndicaux étaient en droit d'être fiers de cette approbation sans bulletin ni isolement, de ce grand référendum public par lequel la classe ouvrière saluait et leur sagesse, leur courage et leur sens des responsabilités⁶. » Le journal pose donc une adéquation entre cette forme d'expression qu'est la manifestation de rue et cette autre – le référendum – qui distingue radicalement la V^e République des précédentes. Cette comparaison n'est pas le seul fait des communistes⁷. Diverses fois exploitée durant les décennies suivantes, elle sera poussée à son terme par Alain Juppé en novembre 1995 en précipitant l'émergence du substantif de « Juppéthon⁸ », inventé par « Les Guignols de l'info », aussitôt relayés par les organes de presse et les manifestants. Elle nous paraît toucher à ce qui est en passe de devenir l'essence nouvelle de la manifestation de rue.

Il en est de cette forme d'action comme des partis, cette autre expression longtemps non conventionnelle de la politique. À l'orée des années 1880, quand s'installe la République, associations, partis, manifestations, encore qualifiées d'attroupements, et jusqu'aux réunions sont tenus par le régime

comme autant de groupes-écrans, fondamentalement antagonistes au libéralisme politique, et à ce titre à bannir⁹. Si réunions et associations sont malgré tout légalisées respectivement en 1881 et 1901, partis et manifestations demeurent longtemps des phénomènes dépourvus de statut juridique, susceptibles de dénominations plurielles à l'image de leurs frontières imprécises (ainsi, fédération, alliance, ligue, rassemblement, mouvement, pour le parti, la démonstration ayant été faite ailleurs pour la manifestation). Cela n'exclut pas qu'ils s'imposent, à des rythmes divers, comme des rouages incontournables du système politique, jusqu'à parfois marquer le régime de leur empreinte. Ne parlera-t-on pas du système des partis ? Ils n'ont pourtant jamais été institutionnalisés par le régime qui les a vus naître ou par son avatar qu'est la IV^e République. C'est la V^e République qui confère aux partis sur la défaite desquels elle s'est érigée leur statut constitutionnel, c'est elle qui dote le pays d'une loi sur le financement des partis politiques, c'est elle encore qui en vient à penser la manifestation comme un instrument de régulation permettant d'éviter les crises ouvertes.

À partir de 1962, l'existence d'un chef de l'État concentrant en sa personne cette souveraineté et capable de contourner l'Assemblée nationale en recourant au référendum (on peut faire la même observation au sujet des agriculteurs fustigeant les centres de décision communautaires¹⁰) modifie en effet potentiellement le sens et la nature de la manifestation, cette autre modalité d'interpellation directe, désormais susceptible d'exercer une pression sans remettre en cause le chef de l'État. Elle autorise des redéfinitions dont les mutations perceptibles dans le courant des années 1980 pourraient bien constituer l'expression.

Les manifestations nationales où le « million » de participants devient la pierre de touche du rassemblement réussi tendent alors, sinon à se multiplier, du moins à devenir un horizon pour toute force apte à recourir à pareille échelle à la rue. Ces puissants rassemblements, toujours tolérés, mettent en cause à diverses reprises des projets de lois, ministres ou secrétaires d'État. Ainsi, la démonstration des partisans de l'école libre contre la loi Savary, première en date, puis celles contre le projet Devaquet, le CIP, les mesures relatives à la pêche, pour la défense de la loi Falloux, contre le plan Juppé, le contrat de plan SNCF, la loi Debré ou les conventions médicales. Ces manifestations sont majoritairement le fait d'acteurs ne disposant pas de l'arme de la grève (au sens originel du terme)

ou concernent des problèmes suffisamment larges pour déborder le cadre des salariés. Elles ont raison des projets incriminés à diverses reprises, emportent parfois jusqu'aux ministres en charge des dossiers et s'imposent donc comme un quatrième pouvoir, une manière de référendum d'initiative populaire qu'aucune constitution n'aurait prévu. Mais la manifestation ainsi comprise n'entraîne cependant jamais de crise politique et n'est jamais pensée en ces termes par les gouvernements concernés. On peut voir le président de la République prendre part à diverses reprises à des manifestations protestataires ayant, il est vrai, caractère éthique : François Mitterrand participe à celle organisée après la profanation du cimetière juif de Carpentras puis à cette autre en hommage à un jeune Algérien assassiné à la fin d'une manifestation du Front national ; un ministre en exercice de tout autre obédience politique appelle à un rassemblement place des Droits-de-l'Homme sur l'esplanade du Trocadéro, le 28 mai 1996, après l'exécution de sept religieux français en Algérie. En 1994, le Premier ministre Édouard Balladur érige cette forme d'action en donnée à part entière du jeu politique, une sorte de quatrième pouvoir avec lequel il faut légitimement compter¹¹. Simultanément, elle s'intègre furtivement au nombre des libertés constitutionnelles, à la condition de ne point troubler l'ordre public¹².

Ces relations nouvelles du pouvoir à la rue ne sont concevables qu'à partir du moment où la manifestation cesse d'être tenue pour illégitime. Elles obligent à appréhender les évolutions constatées comme autant d'éléments d'un nouveau système manifestant dont la Constitution de 1958 est la condition nécessaire mais non suffisante.

La « sphère publique en pratique »

Une manifestation est toujours un rapport entre ces acteurs inégalement impliqués que sont les manifestants, les forces de l'ordre, l'État et l'opinion publique. Que l'un d'eux s'avise de modifier unilatéralement les règles du jeu et elle peut basculer du côté de l'émeute. Ainsi, quand le pouvoir décrète, le 17 octobre 1961, qu'une démonstration décidée par le FLN afin de protester contre le couvre-feu discriminatoire imposé aux travailleurs algériens est une « opération de guerre de la fédération de France du FLN¹³ » ou, inversement, quand les manifestants cessent, en tout ou partie, de se discipliner, lors de la manifestation communiste contre la présence à

Paris du général Ridgway en mai 1952, ou encore, à partir des années 1970, quand surgissent les « casseurs ». Cela vaut également quand des manifestants se réclament de codes extérieurs au système consensuel dominant, ne pouvant, à ce titre, fonctionner comme tels¹⁴. On pourrait formuler la même analyse au sujet de certaines révoltes d'exclus qui, parfois, cessent d'être geste et langage pour redevenir actes en perdant par là même leur statut de manifestations¹⁵. Le compromis vole alors en éclats et la rue se constitue en espace possible de tous les dangers¹⁶.

Mais l'effet du regard porté par l'État peut aussi bien jouer *a contrario* pour peu qu'il en réévalue la teneur. En attestant que la rue peut devenir une arme d'une efficacité sans pareille entre les mains d'un chef de l'État, la manifestation du 30 mai 1968 rend pour la première fois pensable ce renversement de perspective. La mort politique d'une extrême gauche tenue pour responsable de la réémergence de la violence manifestante, le déclin des formations politiques qui avaient pensé la rue comme un des possibles leviers de leur stratégie de relèvement au gaullisme (le parti communiste en premier lieu) participent à leur tour de cette conversion. Avec l'élection présidentielle de 1981 qui réconcilie République et alternance, avec les expériences successives de la cohabitation, la conversion s'affirme au grand jour et finit par être assumée comme telle. Celles-ci autorisent de profondes évolutions du régime et de sa nature, advenues sans crises politiques, et permettent à l'État – alors et alors seulement – de penser et de gérer en termes nouveaux les manifestations de rue.

La manifestation paraît ainsi relever de ce que l'historien américain Philip Nord qualifie de « sphère publique en pratique¹⁷ », désignant ainsi les modalités originales du politique qui sont structurées en France dans le champ de la société civile au milieu du second Empire. Au milieu du XIX^e siècle, montre-t-il, les mutations économiques et la libération des échanges favorisent le développement d'une classe moyenne éduquée partout confrontée à des blocages institutionnels de diverses natures et aspirant à une autonomie grandissante. Des dissidents, qui souvent se confondent avec une génération nouvelle, se rebellent contre la tutelle de l'État sur les instances qui dirigent leur groupe ou leur profession. Tous revendiquent une autonomie institutionnelle et se dotent d'organes semi-indépendants (direction de l'Université, minorités consistoriales) ou d'associations volontaires (Union nationale du commerce et de l'industrie, Alliance israélite universelle, loges franc-maçonnes, cercles de la Ligue de

l'enseignement). Les batailles d'abord internes à chacun des groupes concernés prennent progressivement un caractère d'opposition au régime, en raison du veto que leur oppose le pouvoir impérial et à la faveur de la jonction qui s'opère alors entre la génération nouvelle et des militants républicains de la précédente génération réfugiés dans certains des groupements concernés. Ce qui n'était de prime abord qu'un conflit localisé portant sur les modalités d'élection du grand maître de la loge maçonnique ou de la direction des chambres de commerce, par exemple, prend alors partout rapidement figure de conflit politique entre démocrates et partisans d'un élitisme ou du *statu quo* autoritaire. Les batailles livrées dans des milieux étroitement circonscrits à propos de problèmes rigoureusement internes s'entretiennent les unes les autres et puisent dans un vivier de militants communs qui forment le noyau d'un mouvement républicain renaissant ; cela permet bientôt de se lancer à la conquête de l'opinion en dehors des seuls milieux concernés par les problèmes initialement posés. L'activisme politique développé de la sorte dans la société civile contraint l'État à se retirer précocement de cette dernière, tandis que les citoyens investissent les nouveaux espaces ainsi libérés. En favorisant l'émergence de cadres qui marqueront la République à naître de leur empreinte et en en formant par avance la culture politique dans le champ de la société civile, non sur la scène politique institutionnelle.

Les évidentes similitudes entre ces deux moments de transition que sont les années soixante dans l'un et l'autre siècle justifient ce détour : les mouvements de rue qui toujours avaient signifié peu ou prou un dysfonctionnement du politique dans son acception parlementaire pourraient bien s'affirmer, dès les années 1960, comme une des modalités nouvelles du politique en gestation dans le champ du mouvement social et de la société civile, à l'égal des associations et comités du siècle précédent. Cette comparaison permet d'ancrer dans la durée une des lectures des événements de l'automne 1995 puis de revenir, *in fine*, sur la crise de 1968.

Le mouvement de l'automne 1995

Le politique en d'autres termes

À l'automne 1995, le mouvement aborde son rapport au politique en termes inédits. Les manifestants s'en prennent au plan Bergougnoux et Juppé sans faire de la démission du ministre en charge un objectif et *a fortiori* sans s'attaquer de front au président de la République ou au régime¹⁸. Cette distance à l'égard du politique se retrouve, comme en miroir, quand le secrétaire général du RPR envisage un court instant de riposter à travers des manifestations « d'usagers », et non plus, comme en 1968, de comités de défense de la République ; tout se passe comme si chacun s'appliquait tacitement à éviter toute formulation susceptible de formaliser le mouvement en termes de crise politique. La distance se retrouve aussi bien dans les images que le mouvement construit alors de lui-même. Les manifestations des années 1970, et des années 1980 plus encore, se sont caractérisées par un recul des symboliques à vocation fédérative au profit d'expressions identitaires catégorielles relevant du logo bien compris : banderoles mauves des féministes ou vertes des écologistes, triangle rose des gays, main jaune des militants de « Touche pas à mon pote », floraison multicolore de la Fédération syndicale unitaire, pour ne rien dire du chiffon rouge de Michel Fugain, surgi sur le terrain défensif et catégoriel de la grève des sidérurgistes. Ces différents symboles sont à l'image de l'éclatement des mouvements que des « perspectives politiques » étaient supposées unir avant la rupture du programme commun de gouvernement et la victoire de François Mitterrand en 1981. Ce phénomène se retrouve en 1995 dans le port ostentatoire de vêtements de travail lors des manifestations et dans le détournement massif de l'usage d'outils (comme les pétardières ou les fusées de détresse des cheminots) devenus emblématiques du mouvement.

D'aucuns le tiennent pour une expression des corporatismes et des archaïsmes, par essence¹⁹ ou faute de relais partisans et de claires stratégies politiques de la part d'une gauche politique alors au plus bas. Or il pourrait bien incarner, pour la première fois à pareille échelle, cette modalité nouvelle de l'expression manifestante, quelque chose de « merveilleux » pour le sociologue Henri Vaquin qui s'en explique ainsi : « On a réuni les conditions essentielles à une expression de la crise de société dans laquelle nous sommes et que les occultations gauche/droite confondues dissimulaient²⁰. »

En 1958, la remise en cause de la Constitution de 1946 avait rencontré des résistances d'autant plus faibles que ce texte ne résultait d'aucun

consensus sinon d'un compromis précipité. Il en va ici tout autrement. En s'attaquant aux services publics et à la Sécurité sociale, le gouvernement touche au cœur du contrat républicain codifié à la fin de l'année 1943 dans la charte du CNR et restauré à la Libération, c'est-à-dire à des institutions relevant, par-delà leur fonction sociale, du mythe identitaire ou du symbole²¹, et à ce titre revêtues d'une dimension sacrée dont la défunte Constitution n'a jamais pu se prévaloir. Le mouvement destiné à les défendre est dès lors constitutivement politique ; il oppose aux orientations libérales d'un gouvernement soucieux d'une insertion plus efficace dans l'économie mondiale les principes de l'État régulateur, destiné à jouer son rôle de garant du lien social et de pourvoyeur d'emplois par le biais des services publics²². Politique, il l'est encore si l'on entend par là la capacité à maintenir ensemble une communauté de citoyens ; ce à quoi il aspire tout en constituant, dans son être, une première mise en œuvre.

« *Tous ensemble* »

La mobilisation contre le plan Juppé s'inscrit dans la continuité chronologique du mouvement étudiant de novembre 1995 et de la manifestation de femmes du 25 de ce même mois. Elle les chevauche en provoquant l'irruption de la grève. Demeurée le fait presque exclusif des salariés du secteur public, cette grève confère au mouvement sa dimension spectaculaire en provoquant la soudaine interruption du quotidien et le recours massif à la marche à pied, cette autre image emblématique du mouvement. C'est la grève qui a raison du plan Bergougnoux et des régimes spéciaux. Mais c'est aux manifestations qui la scandent qu'incombe la construction du politique ainsi compris. À la différence de 1936 ou de 1968, les manifestations ne sont en effet cette fois ni de simples appendices, ni des voies annexes de la construction d'une alternative politique. Elles expriment la généralisation du mouvement tenue pour nécessaire et sont d'autant plus nombreuses et massives que la grève, précisément, n'est pas générale²³. L'originalité de leur implantation informe, en somme, sur leur nature. Depuis les années 1980, la spectaculaire manifestation nationale dans la capitale est devenue la condition d'un mouvement qui prétend agir sur les centres de décision du pays. On n'observe rien de tel en 1995. La province mobilise à plus fort titre qu'en 1968 mais Paris demeure en retrait. On peut tenir cette inversion

pour la conséquence obligée de la paralysie de la région parisienne ou pour un symptôme supplémentaire de la distance au politique, à moins de la penser au contraire comme la conséquence des effets de la nouvelle géographie politique de la décision, entraînant une mobilisation dont les contours épousent ceux du non au traité de Maastricht ²⁴.

Le principe d'une manifestation nationale à Paris, envisagée un temps ²⁵ mais abandonnée, n'est guère adéquat aux objectifs d'un mouvement qui s'inscrit au plus près des traditionnelles cohésions mises à mal, à l'instar de nombreuses manifestations régionales des années 1960 mais pour la première fois ici à l'échelle nationale ²⁶. Ces démonstrations ont pour caractéristique (et objectif ?) d'exprimer un projet de vivre ensemble et une volonté de (re)construction du lien social ²⁷, « face au politique silencieux, impuissant à forger une représentation de l'avenir ²⁸ » ; lien retrouvé entre confédérations nées de la scission de 1947, ostensiblement symbolisé à Paris comme à Marseille par des poignées de main entre frères hier ennemis ; lien entre les divers types de lutte exprimé, en province plus qu'à Paris, par la présence de chômeurs et d'étudiants aux côtés des grévistes ; lien encore entre ceux qui font grève depuis des jours, ceux qui la font pour la circonstance et ceux qui ne la font pas ou la font, comme on dit alors, « par procuration ». À preuve, des banderoles telles « Honneur aux grévistes. Votre combat est le nôtre. Merci », et, comme en réponse, exhibée par des cheminots : « Merci aux usagers pour leur soutien et leur solidarité » ; à preuve encore, le « Tous ensemble » devenu caractéristique du mouvement et qui n'est pas sans évoquer l'union fraternelle de 1848. Le mouvement puise dans l'Histoire certaines de ses références : pancartes évoquant la Commune (fait rarissime dans les manifestations syndicales), manifestants arborant le bonnet phrygien, mots d'ordre ressuscitant les mouvements de mai 1968 (« Sous la grève, la thune », « Chaud, chaud, chaud, l'hiver sera chaud ») ou parfois les dépassant (« (g)rève général(e) »), invocation d'une histoire dont la Sécurité sociale est le fruit (« La Sécu fait de la Résistance »), pour ne rien dire des mots d'ordre ou des pancartes signifiant qu'une génération se sentait comptable d'un héritage directement conquis qu'il lui incombait de transmettre ²⁹. Ces symboles réintroduisent une dimension nationale malgré l'absence de manifestation centrale à Paris et de repères politiques cohérents ³⁰.

La manifestation, faisceau de mythes

La manifestation se distingue d'autres formes de lutte ou d'expression en ce qu'elle s'inscrit dans une chaîne qui intègre chaque événement singulier dans l'histoire de toutes les manifestations antérieures avec leur geste, leurs martyrs, leurs espoirs, leurs défaites, leurs succès. La manifestation s'impose ainsi comme la permanente expression de mythes, qui tous signifient une affirmation politique sans coloration partisane : le mythe de la grève générale³¹, le mythe de la manifestation générale constitué dans les années 1970 et impliquant l'État au plus haut chef, le mythe du « peuple », au sens que toute une histoire confère, en France, à ce terme, acteur assurément fantasmatique mais à ce titre efficace. La manifestation devient un substitut symbolique à la révolution dont la perspective évanouie ne peut plus fonctionner comme un imaginaire social mobilisateur, mais demeure du moins revêtue de la force de tout mythe. Principe éthique autant que d'action, elle est la possibilité du mouvement.

Ce possible processus de (re)construction du politique autorise une relecture de 1968, dernière crise d'une société qui fit 1936, sans doute, mais aussi bien la première d'une France qui va connaître 1995. La crise de mai 1968 pose pour la première fois avec pareille ampleur la question des rapports nouveaux entre État et société civile mais reçoit, sur le moment, une réponse qui lui vaut d'être réinterprétée sur un autre mode.

Les manifestations de toute obéissance s'inscrivent la plupart du temps dans un système manifestant structuré pourvu de codes unifiés autant qu'unifiants. On n'observe rien de tel en 1968. Que les « événements » de mai-juin relèvent à la fois d'une acception traditionnelle du politique et des crises et d'une autre, plus novatrice mais encore en gestation, peut contribuer à en rendre compte. Cette tension contribue à la mobilisation simultanée de différents registres, perceptible dans ces références et pratiques fonctionnant pour la première fois comme autant d'emprunts à un « répertoire³² », indifférenciées dans leur principe, dès lors interchangeables et susceptibles d'autoriser ces inversions d'acteurs inattendues. En offrant une parfaite image de ce qu'Ernst Bloch qualifiait, dans un tout autre contexte, de « non-contemporanéité³³ ». Nous avons rencontré pareil phénomène à la Libération³⁴, soit dans une période de profondes redéfinitions de la culture et du système politiques. Qu'il resurgisse à plus forte échelle en 1968 atteste de bouleversements à l'œuvre et de modalités du politique à la recherche d'elles-mêmes. En 1968, la culture politique induite par l'existence du régime mis en place entre 1958 et 1962 n'a, de

fait, pas l'âge du Général. Vieille de six ans tout au plus, elle est encore largement en devenir et contraint tout un chacun à lire et à dire le nouveau dans des formes anciennes et parfois archaïques.

Cette soudaine réinscription d'une crise exprimant, en dernière analyse, une modalité nouvelle du politique dans son acception classique pourrait permettre d'interpréter les résultats électoraux de juin 1968 autrement qu'en termes de « paradoxe ». La contradiction alors ressentie ne serait-elle pas la traduction obligée de la tension entre deux logiques et deux acceptions de la crise, le moment d'expression, sinon de deux temps, du moins de deux cultures, l'une inscrite dans le terreau de la République, l'autre, née dans le champ social, mais demeurée en gestation et à la recherche de ses modalités d'existence ? Cette crise que nous qualifions de « confluence » devrait à la surimposition de ces cultures ou de ces temps d'être alors pensée en termes de crise politique et résolue sur ce mode. Pour la dernière fois ?

Conclusion

L'article du *Monde* qui nous a servi d'introduction identifiait révoltes et manifestations. Nous empruntons pour conclure à un film de Jean-François Richet qui procède à pareille assimilation. Inspiré par la crise des cités, il s'achève par cette invitation au grand chambardement, sur un rythme de rap : « La solution, c'est la sédition, il faut multiplier les manifestations ¹ ». Cette étonnante pérennité des fantasmes où révoltes, révolutions et manifestations se confondent n'est pas sans surprendre.

Depuis que la République a consolidé ses assises, les gouvernements se sont davantage appuyés sur la rue qu'ils n'en ont été les victimes. Dans un des plateaux de la balance, on a, assurément, Édouard Daladier contraint à la démission le 7 février 1934. Dans l'autre, on trouve l'inauguration du *Triomphe de la République* en 1899, le 12 février 1934 dont Gaston Doumergue sait user comme d'un pare-feu, les contre-manifestations de 1934-1935 utilisées pour interdire des réunions adverses licites, les manifestations de souveraineté du Front populaire, les manifestations patriotiques de 1940-1944, ces expressions de la légitimité populaire et nationale de la Résistance, devenues, à la Libération, manifestations de souveraineté d'un type nouveau. On peut y ajouter le 4 septembre 1958, les manifestations opposées à l'OAS en 1961-1962 et celles contre la guerre au Viet-nâm en 1966-1967, qui expriment la permanence des solidarités nationales entre communistes et gaullistes nées en 1942 et qui constituent, en dernière analyse, un soutien à la politique gouvernementale. Sans oublier, bien sûr, le 30 mai 1968. Cet inventaire révèle plus de hardiesse de la part des gouvernements nationaux ou de droite, comme si ceux de gauche avaient craint de ternir leur légitimité, toujours plus discutée, en recourant au soutien de la rue. Les manifestations qui furent l'origine ou le corollaire de crises dans l'histoire de la République constituent, en regard, une

exception, d'autant plus notable que toutes les crises n'engendrent pas de manifestations.

Une fois refermé le cycle des révolutions, aucun régime n'est jamais tombé de la responsabilité de manifestations de rue ; les crises de régime ne provoquant ces dernières que de manière réactive et souvent différée.

Les manifestations n'ont pas été davantage le corollaire systématique des grandes crises sociales à dimension politique. Aucune des « vagues de grèves » mises en évidence par Charles Tilly et Edward Shorter² ne se sont accompagnées de « vagues » de manifestations parallèles. Les grèves de mai 1920 n'ont donné lieu à aucune démonstration d'importance, la coïncidence des grèves et des manifestations en juin-juillet 1936 tient à la juxtaposition de phénomènes aux finalités distinctes, les grèves de 1947-1948 qui ont impliqué la rue à cause de la répression n'ont cependant débouché sur aucune manifestation globale à l'échelle des branches industrielles ou des villes, moins encore du pays. L'étude des seules démonstrations de rue permettrait de passer par-dessus les grèves d'août 1953 sans même les apercevoir et le rôle de la rue relève, en 1968 comme en 1936, de la juxtaposition de mouvements divers, non de leur articulation ; la vague manifestante de 1995 étant *a contrario* la rançon de l'absence de grève générale. La manifestation n'est donc pas le corollaire obligé de la grève générale, et si, d'aventure, elle l'accompagne, elle ne s'inscrit pas dans le schéma luxembourgist de la grève politique de masse.

Lors des périodes de tension politique exacerbée, certaines démonstrations font assurément figure de riposte différée à des résultats électoraux rejetés, par exemple en 1924-1925 après la victoire du Cartel ou, plus nettement, en février 1934 après la victoire du néo-Cartel. Les manifestations apparaissent alors comme une espèce de troisième tour capable d'enclencher un processus de remise en cause du *statu quo*. D'autres ont un indéniable impact sur les consultations électorales consécutives, ainsi en mai 1936, en juin 1968 ou en mai 1997³. Cette interaction ne permet cependant pas de tenir les manifestations pour des pressions récurrentes sur la représentation nationale, à ce titre agents de crise. Leur impact s'exerce en effet toujours au détriment de leurs initiateurs ou de leurs alliés, pour peu qu'ils puissent être soupçonnés d'avoir voulu porter atteinte à la légitimité républicaine. Les élections législatives de 1997 n'ont joué au profit des manifestants de 1995 que parce qu'ils s'étaient montrés « loyalistes » envers les institutions, alors que le président de la

République, quelques mois plus tard, paraissait au contraire en user sur un mode étranger à leur esprit.

En fin de compte, les seules crises dont les manifestations de rue furent constitutives sont celles de février 1934 et de mai-juin 1968, crises qu'on ne spécifie jamais autrement qu'en les datant. Des manifestations en rupture avec la norme en ont été chaque fois l'élément déclencheur. Elles ont enregistré, chaque fois, une poussée quantitative leur valant d'être qualifiées de « vagues », ont acquis chaque fois une extension nationale et, chaque fois, ont représenté l'un des moyens de résorption de ces crises dont elles sont sorties sensiblement transformées.

Rapporté au total des manifestations comme à celui des crises, ce lien constitutif se révèle exceptionnel. Par là même, il participe de la construction du sens de ces crises aux dénominations incertaines.

Ces crises ne sont pas sans traits communs. Le système républicain édifié en 1880 combine les institutions héritées des lois constitutionnelles de 1875 à la culture républicaine, dans une imbrication telle qu'elle interdit tout usage concurrent de la culture républicaine, n'offrant d'autre alternative à l'intégration que la contre-culture⁴. En février 1934, la défection radicale déstabilise ce précipité qui valut à la France post-révolutionnaire d'avoir trouvé un équilibre. Les forces qui s'identifiaient au radicalisme compris comme l'expression des valeurs et de l'éthique républicaines sont soudain disponibles pour d'autres choix. Une fraction d'entre elles mobilise la culture républicaine demeurée vivace et brusquement distincte (et distinguée) des institutions en crise. Elle l'emporte en sauvant, dans la foulée, les institutions, à court terme au moins. Durant la Résistance comme à la Libération, cette dissociation persistante de la culture et des institutions républicaines autorise des réappropriations diverses et parfois concurrentes. Elle survit à l'émergence de la Constitution de 1946, en révélant la fragilité de la République nouvelle et l'absence d'un système politique susceptible d'en consolider l'assise. Elle permet aux communistes et aux gaullistes subitement écartés du pouvoir de recourir à des « manifestations de souveraineté quand même » qui épousent le cadre spatio-temporel et parfois jusqu'aux formes de la commémoration nationale, en plus de celles de l'État quand ce n'est pas en lieu et place, en vertu d'une légitimité qui leur est conférée par l'Histoire et qu'ils tiennent pour supérieure à la légalité⁵. Le communisme français et le gaullisme, ces deux avatars de la culture républicaine, fonctionnent désormais comme des électrons libres capables

de mobiliser les masses même quand ils ont quitté l'orbite des institutions – jusqu'à la crise de 1958. Celle-ci diffère de celle de 1934 en ce qu'elle affecte les institutions, non le système, inexistant⁶ ; elle s'y apparente en ce qu'elle épargne une nouvelle fois la culture républicaine, simultanément réactivée par tous les acteurs en présence, jusqu'à ce que l'une des parties l'emporte. La crise de 1958 précipite l'émergence de la République gaullienne, cette modalité nouvelle de la synthèse républicaine qui mérite d'être à nouveau qualifiée de « système politique ».

En révélant les tensions entre État et société civile et, par là, la fragilité de ce système, la crise de mai-juin 1968 renoue avec celle de 1934. Elle atteint le gaullisme mais également, par ricochet, le parti communiste, cette autre expression du rapport entre société civile et État-nation né de la Résistance et de la Libération. Comme en 1934, la culture républicaine survit à la crise du système ; comme en 1934, elle participe activement à la sauvegarde des institutions qu'on prétend menacées. Mais comme après 1934 et quoique sur un mode radicalement différent, la sauvegarde se révèle précaire. La V^e République demeure mais s'engage dans un processus d'évolution radical.

Ces deux crises ont mis en jeu les intellectuels, ces organisateurs traditionnels du consensus (en entretenant par là une possible parenté avec l'affaire Dreyfus, désignée de manière aussi peu conceptuelle que le sont ces « crises » ou « événements »). Elles ont mis au centre du dispositif la manifestation, cette mise en scène du consensus, dessinant en creux un nécessaire adversaire, à l'image d'une culture politique à forte teneur idéologique et constitutivement polémique. Les années précédant chacune de ces crises ont été marquées par une faible mobilisation symbolique et par une désaffection pour les commémorations nationales, ces expressions convenues de la culture républicaine en majesté, de la part du public autant que des gouvernements, engagés dans un tournant moderniste et plus attentifs aux experts qu'aux idéologues d'ancien type. Cette relégation et l'effacement, son corollaire, valent aux démonstrations alors surgies en réponse à des difficultés inédites d'avoir revêtu les oripeaux des mobilisations prémanifestantes (Révolution française et révoltes communales en 1934, Commune de Paris en 1968). Grâce à elles, les forces capables de se mobiliser au nom de l'éthique et des valeurs ainsi marginalisées, une fois la crise ouverte, peuvent l'emporter en exprimant, par et dans la rue, une figure nouvelle de l'hégémonie. Ainsi, le 14 juillet

1935, plus nettement que le 12 février 1934, ou le 30 mai 1968, qui constituent des expressions paradoxales de la souveraineté réaffirmée⁷.

La manifestation est le fréquent appendice de formes d'action (ou d'expression) avec lesquelles elle est presque toujours interchangeable. Le lien constitutif qu'elle entretient avec ces crises révèle qu'elle peut leur être irréductible. Qu'une crise puisse être régulée par le biais de manifestations est toujours le symptôme des limites dans lesquelles les forces en présence ont implicitement résolu de se borner. De cette manière, la partie se joue sur le terrain de la maîtrise hégémonique, non sur celui de la violence, dans un tacite respect commun des codes constitutifs de la société, soudain régénérés par la rue. La manifestation apparaît à ce titre comme la modalité consensuelle dont la nation française a su se doter pour apaiser une histoire marquée par l'indépassable fracture de 1793. Elle permet ainsi à certaines crises majeures de se résoudre dans le cadre des institutions existantes, jusqu'à signifier, en dernière analyse, l'absence de crise du régime.

L'implication des intellectuels et le rôle alors tenu par la rue pourraient inciter à inscrire les événements de l'automne 1995 dans la filiation de ces crises du système politique. Mais on n'oubliera pas des différences notables. Nul n'a cette fois mobilisé la culture républicaine et nulle expression nouvelle de la souveraineté n'a vu le jour ; les vainqueurs de 1997 se sont même ostensiblement distingués de ceux de 1981 ou de 1994 en récusant le principe de toute fête publique au soir des élections.

Ce constat autorise à formuler trois hypothèses. Dans une première perspective, la recomposition hégémonique exprimée par une manifestation de souveraineté d'un type nouveau reste à venir. Ou alors, c'est la deuxième hypothèse, il apparaît que la culture républicaine a vécu. La troisième hypothèse, qui n'est peut-être qu'une conséquence particulière de la précédente, nous est inspirée par les conclusions d'un ouvrage du politologue américain Sidney Tarrow consacré aux mobilisations collectives⁸. Voilà deux siècles, montre l'auteur, la constitution des États nationaux a permis l'émergence de mouvements « sociaux-nationaux » que les États démocratiques ont appris à absorber et résorber, au prix de réformes et de mutations plus ou moins profondes. Les années 1960 voient l'émergence de mouvements de « société » échappant à ce cadre. Ils empruntent à un répertoire universalisé, sont susceptibles de propagation rapide et s'inscrivent dans des « *trends* » internationaux : la décolonisation, le pacifisme, les luttes pour l'environnement, l'effondrement du système

soviétique, auxquels on peut ajouter les problèmes de société exprimés par la *Gay Pride* ou *Aids* et, dans une tout autre perspective, ceux engendrés par l'Europe de Maastricht en construction. Ces préoccupations s'expriment dans la marche européenne contre le chômage, le mouvement des usines Renault à Vilvorde ou, plus globalement, dans celui de l'automne 1995. Sidney Tarrow conclut ce constat par une question : les turbulences contemporaines relèveraient-elles moins d'une prétendue « crise » que de l'entrée dans un nouveau *trend* politique trouvant son principe dans l'effacement de l'État national constitué il y a deux siècles ? Une réponse affirmative signifierait que la manifestation de rue a cessé d'être une des possibles facettes de « l'exception française », pour devenir un aspect de la redéfinition des espaces de la décision politique, en France comme ailleurs. L'Histoire en marche permettra seule de trancher.

SOURCES ET MÉTHODES

Les manifestations, qui constituent des objets d'essence éphémère laissant habituellement peu de traces, sont d'une approche malaisée. Elles n'interrompent jamais que la circulation, non la production, et n'ont, le plus souvent, d'effets visibles et immédiats qu'en termes d'ordre ou de désordre. Aussi n'ont-elles longtemps fait l'objet d'aucun recensement systématique¹, alors qu'il existe une statistique des grèves. Pour peu que l'ordre n'ait pas été troublé ou que leurs organisateurs n'aient pu disposer de moyens ou de supports leur permettant de rendre compte de leur action pour en assurer tout à la fois la publicité et la pérennité, ces démonstrations peuvent avoir disparu sans laisser de traces. Leur étude suppose donc une collecte préalable.

Une première difficulté surgit alors, qui tient à l'ampleur des dépouillements idéalement nécessaires. Une lecture de la presse de province et des archives départementales permettrait seule d'établir un inventaire presque exhaustif. Pour étudier les manifestations en France de 1918 à 1968, nous nous sommes limités aux informations des Archives nationales, de la presse des organisations qui appellent à manifester, en leur adjoignant des indicateurs de longue durée dont certains sont iconographiques : *L'Année politique*, *Le Monde*, *L'Illustration*, *Paris-Match*, et, pendant cinquante ans, les *Actualités Gaumont* et *Éclair-Journal*². Le poids spécifique de la région parisienne et la dimension souvent stratégique de ses manifestations nous incitent à leur ajouter les données fournies, pour l'entre-deux-guerres, par les archives de la préfecture de Police.

Michèle Perrot³, Edward Shorter et Charles Tilly⁴ ont rencontré des problèmes analogues pour la période antérieure à l'existence de la

statistique des grèves. S'y ajoutent, pour les manifestations de rue, des difficultés d'une autre sorte. La « manifestation », terme polysémique, ne renvoie pas de manière univoque à la manifestation de rue au sens où nous l'entendons. Nous avons pris le parti de ne retenir un événement ainsi qualifié que lorsque sa description ou les termes qui l'accompagnent font apparaître sans ambiguïté qu'il s'agit bien d'une manifestation de rue, quelle qu'en soit par ailleurs la forme.

Le corpus ainsi constitué ne peut être utilisé sans de multiples précautions. La presse connaît parfois des problèmes relatifs à la censure, aux grèves, au manque de papier ou à la clandestinité, mais du moins représente-t-elle, dans sa diversité, un indicateur permanent. Les séries d'archives consultées présentent, au contraire, de profondes disparités imputables à leurs limites intrinsèques ou aux règles de communication. Les archives de la préfecture de Police, consultables jusqu'en août 1940, et 538 cartons des Archives nationales permettent de bien couvrir l'entre-deux-guerres jusqu'en 1935, plus mal par la suite⁵. Deux cent quarante-six cartons issus de ces mêmes archives concernent la France de Vichy. L'obligeance de Mme Tourtier-Bonazzi nous a permis l'accès à 202 autres cartons relatifs à la Libération et à la IV^e République. Les commissaires de la République et les préfets se montrent, toutefois, peu concernés par les problèmes qui nous préoccupent et leurs rapports se révèlent infiniment moins descriptifs que ceux de l'avant-guerre. Nous n'avons enfin disposé d'aucune archive publique concernant la V^e République. Ces déséquilibres et leurs conséquences sur notre recension interdisent toute étude quantitative transversale.

À cette réserve s'en ajoute une autre, de nature qualitative cette fois. Le fichier ainsi établi tend à amplifier les écarts entre les départements rarement cités et ceux qui doivent à l'importance traditionnelle ou symbolique de leurs manifestations d'être constamment au nombre des exemples retenus par les quotidiens. Il accentue, en particulier, les écarts entre Paris et la province. Il est enfin étroitement dépendant de la conception, variable, que les producteurs de ces sources diverses se font de la manifestation : les organes de presse tendent à privilégier le spectaculaire, et les archives, les seuls phénomènes auxquels le ministère de l'Intérieur accorde, à un moment donné, un intérêt particulier. Les processions et les manifestations ou contre-manifestations suscitées focalisent, par exemple, l'intérêt des préfets et des commissaires spéciaux de 1924 au début des années 1930, pour échapper à leur attention dès la

chute du Cartel des gauches. Les cortèges considérés comme coutumiers ou, tout simplement, banals sont omis par tout le monde ; ainsi les manifestations rythmant les grèves ou les journées nationales d'action dans les années 1950. Notre recension ne retient que ce qui est perçu comme manifestation ; elle nous renseigne sur le processus normatif en vigueur plus que sur la réalité objective du phénomène manifestant.

NOTES

Introduction

1. *Le Monde*, 18 octobre 1996, Gérard Courtois.
2. En particulier lors des manifestations de pêcheurs et de celles hostiles au CIP en 1994.
3. Danielle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, doctorat d'État, Paris I, 1994, édité sous ce même titre, sous une forme remaniée, aux Publications de la Sorbonne, 1998. Le lecteur attentif pourra constater que le présent ouvrage infléchit singulièrement, dans sa dernière partie, certaines des conclusions avancées auparavant. De telles réévaluations sont l'inévitable contrepartie d'une histoire du temps présent, dont le sens demeure en construction.

PREMIÈRE PARTIE - LES CRISES DE LA « RÉPUBLIQUE ABSOLUE »

1. Des « manifestations de la rue » aux manifestations de rue

1. *France*, 7 août 1888.
2. Antoine Prost a formulé cette hypothèse lors du séminaire sur *Le Peuple de Paris au xx^e siècle* tenu au CRHMSS, Paris I, 1995-1997.

3. Que le 14 juillet célébré soit celui de 1790, non de 1789, n'infirmes rien le propos. Il est plutôt conforté par le fait que la représentation collective l'ait, en la matière, emporté sur les intentions affirmées du législateur. Cf. Rosemonde Sanson, *Les 14 juillet, fête et conscience nationale, 1789-1975*, Flammarion, 1976 et Christian Amalvi, « Le 14 juillet : du *Dies Irae* à *Jour de fête* » in Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, t. 1, p. 421-472.

4. APP Ba BB4, *France*, 2 juin 1885, Louis Liévin : « C'est la première fois qu'un grand peuple s'observe lui-même avec un aussi profond sentiment de solidarité humaine. Et maintenant, nous fera-t-on grâce de ces lieux communs qui font de Paris une ville d'agitations et de troubles où l'indiscipline des majorités rend la vie difficile aux minorités prudentes [...]. L'épreuve est décisive, Paris serait réhabilité s'il avait besoin de l'être. »

5. Lors de la grève des terrassiers de 1888 (cf. *infra*), la presse républicaine considère que le fait de descendre dans la rue prive la revendication ouvrière de crédibilité : « on ne considère plus une revendication ouvrière comme sérieuse du jour où elle se manifeste dans la rue, sur l'invitation de gens dont le métier est de faire, à propos de tout, de l'agitation », peut-on lire dans *l'Estafette* du 8 août 1888. Et dans *Radical*, le 30 juillet 1888 : « Les caravanes qui vont chantant des refrains boulangistes peuvent convenir à des camelots, mais non à des ouvriers républicains. [Elles sont] inutiles et funestes. »

6. À preuve, la panthéonisation, lors des cérémonies du centenaire de la Révolution, du député Alphonse Baudin, tué sur les barricades parisiennes le 3 décembre 1851.

7. 22 octobre 1898. Cf. Michel Offerlé, « Descendre dans la rue. De la "journée" à la "manif" », in P. Favre, *La Manifestation*, PFNSP, 1990, p. 119-120.

8. Jean-Pierre Machelon, *La République contre les libertés*, PFNSP, 1976, p. 250.

9. Odile Rudelle, *La République absolue*, Publications de la Sorbonne, 1982.

10. En particulier Philippe Levillain, *Boulangier, fossoyeur de la monarchie*, Flammarion, 1981. Jean-Denis Bredin, *L’Affaire*, rééd. Fayard, 1993.
11. Le rassemblement des sans-travail du 9 mars 1883 formé aux Invalides s’est pourtant achevé par le pillage de trois boulangeries boulevard Saint-Germain.
12. *Le Radical*, 30 juillet 1888, à propos de la grève des terrassiers : « Ces processions ne sont pas, comme on le sait, dans le tempérament parisien, ce n’est pas de mode chez nous et elles sont toujours plus nuisibles qu’utiles à une cause juste. » Louis Lépine, *Mes souvenirs*, Payot, 1929, p. 65 : « Gragnon qui dirigeait volontiers les fils de la police politique ne connaissait pas la rue et comme depuis longtemps elle était tranquille, il ne s’était pas mis en peine d’en apprendre la stratégie. »
13. Lettre de Paul Lafargue à Friedrich Engels, 27 novembre 1887 : « Grévy se cramponne [...]. Les socialistes révolutionnaires se démènent, parlent de manifestations, de barricades au milieu de l’indifférence la plus totale du public », *Correspondance*, Éditions sociales, 1956, t. 2, p. 84.
14. Lettre de Laura Lafargue à Friedrich Engels, 5 décembre 1887, *ibid.*, p. 88.
15. Michel Pigenet, « L’Adieu aux barricades. Du blanquisme au vaillantisme », in Alain Corbin et Jean-Marie Mayeur (dir.), *La Barricade*, Publications de la Sorbonne, 1998.
16. APP Ba 976, 13 juillet 1888.
17. *Le Petit Moniteur*, 6 août 1888.
18. Lettre de Paul Lafargue à Friedrich Engels, 8 août 1888 : « Il est vrai que des gens, entre autres les amis de Boulangier, ont voulu organiser une émeute : hier au soir les amis du général sont venus trouver la rédaction de *l’Homme libre* pour lui offrir de mettre à sa disposition 100 revolvers et des cartouches de dynamite. On leur répondit qu’on ne voulait pas d’émeutes et que devant une telle proposition, on défendrait de déployer le drapeau rouge comme on en avait l’intention », *Correspondance*, *op. cit.*, p. 166.
19. Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire, 1885-1914*, Seuil, 1978, p. 58.

20. Michel Offerlé, « Descendre dans la rue. De la “journée” à la “manif” », *op. cit.*

21. *France*, 15 août 1888.

22. Guy Cadic, *Les Premiers 1^{er} mai à Paris*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1979 : l'un d'eux, dans une réunion du groupe *Faubourg Saint-Antoine*, le 25 avril, qualifie la manifestation du 1^{er} de « fumisterie » car « une révolution ne se prépare pas six mois à l'avance. Toute la troupe sera là pour recevoir les manifestants ». APP Ba 184 : 17 juillet 1888, un orateur déclare : « Il est honteux pour les fils de la Révolution de se laisser encore condamner par une poignée de gens. Nos pères n'avaient que des fourches et ils sont montés à l'assaut des bastilles du capital. Nous devons les imiter en faisant la guerre par tous les moyens à notre disposition. » Un autre : « Comment, vous êtes 20 000 [*sic*] et vous vous contentez de manifester tranquillement et bêtement. Vous êtes tous des lâches. Ne rien faire et manifester niaisement, cela n'arrangera pas vos affaires. »

23. *Radical*, 30 juillet 1888 : « quelqu'un a eu l'idée d'une sorte de procession qui se rendrait dans le quartier des journaux ».

24. APP Ba 184, Paris, 30 juillet 1888 : « d'aucuns riaient, se redressaient, fiers de jouer un rôle aux yeux des badauds ».

25. *Ibid.*, « Dans la banlieue, ils se sentaient moins timides ? Et puis la promenade les avait grisés. On leur avait montré le drapeau rouge... »

26. Ainsi lors de la montée au Mur ou le 2 décembre 1888, quand les étudiants antiboulangistes décident de manifester sur la tombe d'Alphonse Baudin.

27. La presse utilise fréquemment le terme « manifestation » quand elle procède à des descriptions. Toute réflexion sur le sens et les fonctions de ce type de démonstration induit, en revanche, la mobilisation du registre révolutionnaire ou putschiste.

28. Louis Lépine, *Mes souvenirs*, *op. cit.*, p. 70-71. Nous soulignons.

29. *Le Cri du peuple*, 30 juillet 1888, Séverine, « Face à juin » : « Pour la première fois depuis 40 ans on a revu la blouse dans les rues de Paris. » Idem dans *Le Siècle* du 30 juillet qui accuse les « agents bonapartistes » d'avoir été à l'origine des journées de juin 1848.

30. « Début de guerre civile » titre *Le Cri du peuple*, 10 août 1888.

31. Michel Pigenet, « L'adieu aux barricades. Du blanquisme au vaillantisme », *op. cit.* Selon Da Costa, Eudes prévoyait l'occupation de l'Hôtel de Ville et de la Chambre, et se préparait à « proclamer la commune ».

32. Louis Lépine, *Mes souvenirs*, *op. cit.*, p. 78-79 : l'auteur évoque, en décembre, « Camélinat marchant sur l'hôtel de ville par la rue de Rivoli à la tête de 6 000 acolytes de mauvaise mine ». Louis Lépine parvient à établir un barrage place de l'Hôtel-de-Ville. « Derrière moi, poursuit-il, sur les balcons de l'Hôtel de Ville, Eudes, le général de la Commune et son état-major renforcé d'un gros de conseillers municipaux et de leurs amis acclamait Camélinat, lui tendaient les bras et l'invitaient à foncer. » Cf. également la lettre de Laura Lafargue à Friedrich Engels du 5 décembre 1887 : « les blanquistes, très excités avaient appelé le peuple à la rébellion et réclamé des barricades », *Correspondance*, *op. cit.*, p. 86.

33. Paul Lafargue à Friedrich Engels, 11 juillet 1887 : « S'il s'était mis à la tête de la foule et avait dit : "à l'Élysée !" », M. Grévy aurait été bien heureux de coucher à Vincennes, prisonnier d'État », *Correspondance*, *op. cit.* p. 49.

34. Michel Pigenet « L'adieu aux barricades. Du blanquisme au vaillantisme », *op. cit.*

35. Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire, 1885-1914*, *op. cit.*

36. APP Ba 184, rapport du 3 août 1888.

37. *L'Égalité*, 11 février 1889 : « Elle ne fera qu'affirmer dans un grand nombre de villes l'existence de groupes socialistes décidés à agir et sachant coordonner leur action. Et quand la force des choses, comme en 1871, fera éclater à Paris une révolution, nous saurons que la réaction devra diviser et morceler son armée pour tenir tête aux nombreuses villes qui arboreront le drapeau rouge. »

38. *L'Égalité*, 23 février 1889, Paul Lafargue : « La manifestation du 24 fera germer l'idée révolutionnaire dans bien des cerveaux ouvriers. »

39. *Le Siècle*, 25 février 1889 : « Ils avaient trouvé fort ingénieux de prendre cette date du 24 février, glorieuse par l'avènement du suffrage

universel pour en faire le point de départ d'une révolution contre le régime issu de la volonté nationale. »

40. Paul Lafargue à Friedrich Engels, 8 août 1888, *Correspondance*, *op. cit.*, p. 167.

41. Ces attentats sont précisément conçus comme une riposte à la violence répressive déployée le 1^{er} mai 1891. L'assassinat du président Sadi Carnot marque l'apogée du mouvement.

42. Jean-Marc Berlière, *Le Préfet Lépine, vers la naissance de la police moderne*, Denoël, 1993, p. 17-19.

43. « La tranquillité de la rue a été depuis 10 ans une des forces essentielles de la République et un honneur que toutes les monarchies que nous avons connues peuvent aussi bien lui envier, écrit ainsi *La République française* du 7 août 1888. Il n'y a que les ennemis de la République qui peuvent essayer de compromettre un bien aussi précieux. »

44. Isabelle Morzadec, *Les Manifestations de rue à Paris à l'époque de l'affaire Dreyfus*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1985.

45. « Tous ces aristocrates de la pensée viennent à affirmer qu'ils ne pensent pas comme la vile foule », écrit Maurice Barrès.

46. De janvier à février 1898, désordres ou violences antisémites dans 55 villes de France métropolitaine. Émeutes avec mort d'hommes en Algérie. Voir Stephen Wilson, *Ideology and Experience in France at the time of Dreyfus Affair*, Rocheford, Fairleigh Dickinson University Press, 1982.

47. Il a saisi la Cour de cassation de la demande de révision sans toutefois prendre parti.

48. Jean-Marc Berlière, *Le Préfet Lépine*, *op. cit.* p. 185.

49. C'est la démonstration établie par Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire*, *op. cit.*

50. Jean-Marc Berlière, *Le Préfet Lépine*, *op. cit.*, p. 184-185.

51. Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 119-127.

52. Maurice Agulhon, *La République, 1880-1932*, Hachette, 1990, p. 67 : cet épisode et la panthéonisation d'Alphonse Baudin inscrivent l'épisode

boulangiste dans une filiation bonapartiste.

53. *La Petite République*, 8 juin 1899, Gérault-Richard.

54. Cela pose des problèmes d'accès. « Nos moyens pécuniaires ne nous permettant pas l'accès du pesage [...], s'il le faut, nous saurons l'envahir », peut-on lire dans *La Petite République*.

55. Cité par Isabelle Morzadec, *Les Manifestations de rue à Paris...*, *op. cit.*

56. *Le Libéraire*, 20 août 1899.

57. « Celle-ci, à proprement parler, ne serait pas ce qu'il est convenu d'appeler une manifestation. Il s'agirait de grouper une foule compacte derrière les délégués dans l'espoir que le spectacle de cette foule résolue et calme frapperait l'esprit des gouvernants », APP Ba 1539, 20 février 1889, cité par Michel Offerlé, « Descendre dans la rue. De la "journée" à la "manif" », *op. cit.*

58. Alain Corbin, Noëlle Gérome, Danielle Tartakowsky (dir.), *Les Usages politiques des fêtes, XIX^e-XX^e siècle*, Publications de la Sorbonne, 1994.

59. Rapport de police cité par Guy Cadic, *Les Premiers 1^{er} mai à Paris*, *op. cit.*

60. Louis Lépine, *Mes souvenirs*, *op. cit.*, p. 224 sq.

61. La démission du ministre de la Guerre en cours de débat entraîne celle du gouvernement.

62. Louis Lépine, *Mes souvenirs*, *op. cit.*, p. 78 : « Joffrin et Vaillant avaient couvert les murs d'affiches sang de bœuf où le peuple menaçait la bourgeoisie de déchaîner la guerre des rues. Il n'en fallait pas plus pour intimider sénateurs et députés. *De ce fait* [souligné par nous], la journée du 1^{er} décembre prit une allure d'émeute. »

63. « Je blâme absolument les manifestations qui ont eu lieu. La popularité du général Boulanger est venue trop tôt à quelqu'un qui aimait trop le bruit, ce n'est pas douteux », cité par Adrien Dansette, *Le Boulangisme*, Fayard, 1946.

64. Gilles Le Beguec in Jean-François Sirinelli, *Les Droites en France*, Gallimard, 1992.

65. Ces analyses remettent en question la chronologie avancée par Charles Tilly dans *La France conteste*, Fayard, 1986.
66. Alain Garrigou, *Le Vote et la Vertu*, Presses de Sciences Po, 1992. Daniel Gaxie (dir.), *Explication du vote*, PFNSP, Références, 1989. Raymond Huard, *La Naissance du parti politique en France*, Presses de Sciences Po, 1995. Pierre Rosanvallon, *Le Sacre du citoyen*, Gallimard, 1992.
67. *Cahiers de la quinzaine*, 5 janvier 1900, in Charles Péguy, *Œuvres en prose complètes*, Gallimard, 1987.
68. Maurice Agulhon, *Marianne au pouvoir*, Flammarion, 1989, p. 78.
69. Louis Marin, « Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession. Notes sémiotiques », *Sociologie du Sud-Est*, n° 37-38, juillet-décembre 1983, p. 20.
70. Cf. Charles Péguy, *op. cit.* : « l'idée qu'on allait marcher en rangs, au pas au milieu de la rue éveillait chez beaucoup d'assistants d'agréables souvenirs militaires ». Vincent Robert écrit pareillement que la laïcisation de la société française a provoqué l'effacement du modèle de la procession au profit du modèle militaire, perceptible dans tous les types de cortèges, processions comprises : l'ordonnancement des cortèges inverse la hiérarchie spécifique aux processions et on préfère les drapeaux aux bannières (Vincent Robert, *Les Chemins de la manifestation*, PUL, 1995).
71. Cf. Jules Delmorès : « Laissons le 14 juillet aux opportunistes, à tous les soutiens de l'ordre capitaliste, à tous les assassins de la classe ouvrière. La fête des travailleurs des deux mondes, la fête des socialistes qui veulent une rénovation sociale intégrale se trouve le premier mai », *Le Premier Mai historique*, Paris, 1891. En regard, Andréa Costa en 1893 : « Les catholiques ont Pâques, les ouvriers auront leur propre Pâques. »
72. Rosemonde Sanson, « La fête de Jeanne d'Arc en 1894, controverses autour d'une célébration », *RHMC*, juillet-septembre 1973, p. 444-483.
73. La cérémonie devant le « Mur », initialement cantonnée au cimetière *intra muros*, en déborde bientôt le cadre. Cf. Madeleine Rebérioux, « Le Mur des fédérés » in Pierre Nora, *op. cit.*, t. I, p. 619-645.

74. Eric Hobsbawm, « The transformation of Labour rituals », *World of Labour*, Weidenfeld and Nicolas, 1984.
75. Gita Deneckere, Marie-Louise Goergen, Inge Marssolek, Danielle Tartakowsky et Chris Wrigley, « Premiers mai », *L'Invention des syndicalismes*, Publications de la Sorbonne, 1998.
76. Mona Ozouf, in Jean-Louis Robert, Friedhelm Boll, Antoine Prost (dir.), *La Fête révolutionnaire*, Gallimard, 1976.
77. Paris célèbre publiquement la Commune fin mai quand celles des villes de province qui en entretiennent la mémoire demeurent fidèles au 18 mars (c'est le cas de Lyon). Cf. Madeleine Rebérioux, « Le Mur des fédérés », *op. cit.*
78. Odile Roynette-Gland, « L'armée dans la bataille sociale : maintien de l'ordre et grèves ouvrières dans le nord de la France (1871-1906) », *Le Mouvement social*, n° 179, avril-juin 1997, p. 33-58.
79. Ainsi en 1883, lors de l'enterrement d'Eudes, ou, en 1909, lors de la manifestation Ferrer.
80. Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Les Éditions ouvrières, PFNSP, 1986.
81. Gita Deneckere *et alii*, *op. cit.*
82. La jurisprudence autorise les cortèges funèbres et les manifestations conformes aux usages locaux dès lors qu'ils ne constituent pas une menace pour l'ordre public.
83. Michel Offerlé : « Descendre dans la rue. De la "journée" à la "manif" », *op. cit.* Ajoutons que c'est à l'occasion du 1^{er} mai qu'une entreprise intitulée *Au cotillon du prolétariat* offre ses services en publiant dans *L'Humanité* une publicité chaque mois d'avril durant, de 1907 à la guerre : elle propose ces indispensables accessoires de la manifestation que deviennent les drapeaux rouges, les bannières, les fanions, les églantines, les coquelicots.
84. Charles Tilly, compte rendu de *La Manifestation*, *op. cit.*, in *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, *op. cit.*, p. 199.
85. Odile Roynette-Gland, « L'armée dans la bataille sociale... », *op. cit.*

86. Jean-Marc Berlière, *Le Préfet Lépine*, *op. cit.*
87. Seize morts en province, six à Villeneuve-Saint-Georges, un à Paris.
88. « Ce qui meurt (en 1906), écrit Vincent Robert, c'est l'espoir ou la crainte d'une révolution ouvrière à brève échéance ; ce qui devient possible, c'est la dissociation grève / manifestation / révolution. Il s'agit désormais pour la classe ouvrière de se servir de l'une ou de l'autre pour exercer une pression sur le pouvoir », *Cortèges et manifestations...*, *op. cit.*, p. 479.
89. H.-G. Humbrecht, « Le droit français de la manifestation », in Pierre Favre (dir.), *La Manifestation*, *op. cit.*, p. 181-206.
90. Vincent Robert, « La protestation universelle », *RHMC*, avril-juin 1989. Danielle Tartakowsky, « Le Mur des fédérés ou l'apprentissage de la manifestation », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, n° 44, 1991.
91. Dominique Cardon et Jean-Philippe Heurtin : « Tenir les rangs », les services d'encadrement des manifestations ouvrières (1909-1936) » in Pierre Favre, *La Manifestation*, *op. cit.*, p. 123-156.
92. *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 19 octobre, citée par Vincent Robert, « La protestation universelle », *op. cit.*
93. *L'Humanité*, 27 mai 1912, Louis Dubreuilh.
94. *L'Humanité*, 24 mai 1913.
95. Michel Offerlé, « Descendre dans la rue. De la "journée" à la "manif" », *op. cit.*

2. Manifestations sans crise

1. Danielle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, 1998.
2. Ne sont admis que *La Marseillaise* et les chants patriotiques à l'exclusion de tout autre chant à caractère politique ou religieux.
3. De l'Arc de Triomphe à la statue de Gambetta en passant par la statue de Strasbourg pour l'une ; d'une statue de Jeanne d'Arc (boulevard

Malesherbes) à une autre (Palais-Royal) pour l'autre.

4. Louis Rollin, *BMO*, 26 novembre 1918, p. 3187 sq. et *JO, débats parlementaires, Chambre des députés*, 5 mars 1920, p. 474 sq.

5. Georges Sorel, *Réflexions sur la violence*, Rivière, 1921 : « La force a pour objet d'imposer l'organisation d'un certain ordre social dans lequel une minorité gouverne. La violence tend à la destruction de cet ordre. [...] La force cherche à réaliser une obéissance automatique, la violence veut briser cette autorité ».

6. AN F7 13273, réunion des secrétaires syndicaux de l'Union de la Seine, 30 avril 1919 : « il s'agira moins de se heurter aux soldats que de voir si les balles sortiront des fusils en direction des manifestants ».

7. AN F7 13273, 22 avril 1919.

8. APP Ba 1628, réunion tenue à Clichy le 30 avril.

9. *L'Humanité*, 29-30 mai 1919, M. Laurent.

10. *L'Humanité*, 5 avril 1919.

11. En 1922, lors de la grève des métallurgistes du Havre qui se solde par quatre morts.

12. La date du 11 novembre avait été envisagée.

13. *JO. Débats parlementaires. Chambre des députés*, 26 novembre 1924, p. 3838.

14. Noëlle Gérome, Danielle Tartakowsky, *La Fête de l'Humanité*, Messidor, 1988. p. 23 sq.

15. En légende d'une caricature dans *L'Humanité* du 25 novembre : « Jaurès n'avait pas mérité ça. »

16. C'est le titre de *L'Humanité* du 25 novembre.

17. *L'Humanité*, 25, 26 et 28 janvier 1924. Film de la fondation Kahn.

18. AN F7 13016, circulaire du comité d'action aux rayons, 16 mars 1925. Selon des pratiques en usage au siècle précédent. Cf. Alain Garrigou, *Le Vote et la Vertu*, PFNSP, 1992.

19. Léon Trotski, « Rapport au IV^e congrès mondial : les leçons de la grève du Havre », *Le Mouvement communiste en France*, op. cit., p. 232.
20. AN F7 13842, 26 cortèges du 23 novembre 1924 au 6 janvier 1925. Cf. Lucie Colliard, *Une belle grève de femmes*, Librairie de *L'Humanité*, 1925, et Charles Tillon, *On chantait rouge*, Robert Laffont, 1977, p. 67-82.
21. AN F7 13092, circulaire du 29 août 1925.
22. *Bulletin officiel de la FNC*, novembre 1926, n° 19.
23. *L'Écho de Paris*, 14 septembre 1925.
24. Selon l'expression d'Eugen Weber, *L'Action française*, Stock, 1962, p. 183-184. Il s'agit de l'élection d'un pacifiste notoire à la faculté de droit malgré les préférences contraires de ses pairs.
25. AN F7 12999, 2 avril 1925, Nantes et AN F7 13695, 10 février 1926.
26. AN F7 13695, 11 janvier 1926.
27. *L'Écho de Paris*, 3 février 1925, Saint-Brieuc. *Ibid.*, 16 février 1925, Rennes, parmi de nombreux autres exemples. Les photographies publiées par *L'Illustration* soulignent avec insistance la présence de ces nombreux drapeaux tricolores à Rennes et à Angers.
28. AN F7 13223, 26 mars 1927.
29. *L'Écho de Paris*, 14 juillet 1924.
30. *L'Europe nouvelle*, 28 mars 1925.
31. AN F7 13694, rapport de synthèse, novembre 1925.
32. *Ibid.*
33. AN F7 12968, synthèse sur la situation politique, 19 mars 1926.
34. *JO. Débats parlementaires, Chambre des députés*, 25 novembre 1924, p. 3826.
35. AN F7 13737, *La Victoire*, 15 avril 1926, Gustave Hervé.
36. *Liberté*, 18 janvier 1926 : « Les fonctionnaires, me dites-vous, ont eu tort hier. Oui, dans la forme peut-être, mais est-ce bien eux qui ont tort au fond. »

37. AN F7 13234, 11 juin 1927 : « Devant l'impuissance du gouvernement à mettre fin aux menées communistes, nous serons obligés sans tarder de descendre dans la rue pour lutter contre le mouvement ouvrier. »
38. *La Liberté*, 17 avril 1925, titre de l'article signé Xavier de Hauteclocque.
39. AN F7 13231, 20 mars 1925.
40. AN F7 13233, septembre 1926.
41. AN F7 13208, 9 juin 1926.
42. *Le Militant rouge*, Pierre Lucas : « À propos du conseil national de l'ARAC », n° 4, février 1926.
43. AN F7 13013, 16 mars 1926, réunion du sous-rayon du XIX^e.
44. Selon les termes de Compère-Morel au lendemain de l'attentat de la rue Damrémont.
45. *Le Populaire*, 21 août 1927. Inauguration de la Bourse du travail de Lille.
46. APP Ba 335, *Documents authentiques sur le crime de Marseille, les assassins, les complices, les responsables* (brochure de la FNC).
47. *L'Écho de Paris*, 21 juillet 1926.
48. *Cahiers du bolchévisme*, mars 1927, numéro spécial : VII^e exécutif élargi, novembre-décembre 1926.
49. Lucien Rebatet dit avoir été impressionné par « l'efficacité pratique d'un mouvement qui a fait reculer le gouvernement » et voit en Charles Maurras, après la manifestation Scelle, « un professeur d'énergie et non de dialectique ». Cf. Robert Belot, « Critique fasciste de la raison réactionnaire : Lucien Rebatet contre Charles Maurras », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 9, 1991, p. 49-67.
50. *L'Action française*, 12 avril 1925.
51. Au moins 12 % des manifestations organisées par les syndicats ouvriers de novembre 1924 à août 1927 se dirigent vers les préfectures, sous-préfectures, ministères ou la Chambre.

52. Le gouvernement accroît les effectifs de la police parisienne, qu'il dote de postes téléphoniques et de moyens de locomotion permettant de se porter rapidement et en connaissance de cause là où elle est nécessaire.
53. À la veille du 1^{er} août 1929, les dirigeants communistes sont arrêtés et inculpés de complot contre la sûreté de l'État.
54. APP Ba 1716, note du 18 juillet 1929.
55. Danielle Tartakowsky, « Manifestations ouvrières et théories de la violence. 1919-1934 », in Philippe Braud (dir.), *La Violence politique*, L'Harmattan, 1993, p. 251-267.
56. Dans cette thèse, nous avons comptabilisé tout appel suivi d'effets, fussent-ils ténus. Le nombre important de manifestations n'implique en rien leur succès.
57. AN F7 13809, 1^{er} octobre 1927, Marseille.
58. AN F7 12985, 16 novembre 1921, Gard.
59. Michèle Perrot, *Les Ouvriers en grève, France 1871-1890*, Mouton, 1974.
60. Ces journées sont avant tout le fait des mineurs et de catégories non ouvrières (cheminots, boulangers et fonctionnaires).
61. AN F7 13003, 17 mars 1920, à Ligny-en-Barrois un dirigeant de la CGT évoque, dans cet ordre, « trois moyens pour faire baisser le prix du pain : des manifestations, la grève générale, la révolution sociale ». AN F7 13644, 5 septembre 1929, Var, syndicat unitaire des travailleurs maritimes : un dirigeant dit d'une manifestation qu'elle « n'est que le prélude à une action plus énergique si elle n'aboutit pas ».
62. Ainsi dans le textile, où des conflits durent fréquemment plusieurs semaines, voire plusieurs mois, sont-ils accompagnés de démonstrations quasi quotidiennes.
63. En particulier fonction publique et banques.
64. Le textile, la métallurgie et les mines représentent 56 % du total des cortèges de salariés (fonctionnaires exclus).

65. Robert Goetz-Girey, *Le Mouvement des grèves en France, 1919-1962*, Sirey, 1965, p. 112-113. Le pouvoir de grève est la contribution de chacune des branches au nombre total de grèves.
66. Deux cinquièmes des manifestations identitaires et commémoratives du mouvement syndical sont le fait de cette branche.
67. Danielle Tartakowsky, « Manifestations ouvrières et théories de la violence. 1919-1934 », *op. cit.*
68. Ainsi la butte du Chapeau-Rouge, au Pré-Saint-Gervais, ou la pelouse de Reuilly, dans le bois de Vincennes.
69. *La Voix de la terre*, 1^{er} février 1933 : manifestation du 25 janvier. *La Voix de la terre*, 30 novembre 1932 : « 25 000 paysans autrichiens se sont réunis à Vienne. Bientôt 40 000 paysans seront à Paris ».
70. Rosa Luxemburg, « Grève de masse, parti et syndicats », *Œuvres*, Petite collection Maspero, 1969, t. I, p. 92-174. Cette référence théorique est notre fait, non celui des contemporains. Cf., pour leur réflexion, Albert Vassart, *La Stratégie des grèves, CCN de septembre 1926*, CGTU, 1926.
71. AN F7 14975, défilé de l'ARAC à Saint-Denis, 11 novembre 1926.
72. J. M. Diehl, *Paramilitary Politics in Weimar Germany*, Indiana University Press, 1977. Helmut Gruber, *Red Vienna*, Oxford University Press, 1991.
73. BMP, IML, bobine 22, Bureau politique du 12 mai 1926.
74. AN F7 13322, Mur des fédérés, 26 mai 1926. AN F7 13179, ARAC, 5 juin 1926.
75. AN F7 13322, Mur des fédérés, 18 mai 1926.
76. AN F7 13061, Anarchistes, 31 mai 1927.
77. Confédération syndicale demeurée fidèle au syndicalisme révolutionnaire.
78. AN F7 13322, tract de l'AIT-CGTSR, première union régionale, mai 1927.
79. Cité par Christian Delporte, « Les Jeunesses socialistes dans l'entre-deux-guerres », *Le Mouvement social*, n° 157, p. 50.

80. AN F7 13198, rapport de Maurice Pujo devant le XIII^e congrès de l'Action française, 25 novembre 1925.

81. À Paris, les Jeunesses socialistes se doteront cependant d'un uniforme emprunté à leurs homologues d'Europe du Nord pour parader devant le Mur, coiffées d'un béret portant les trois flèches et revêtues d'une chemise bleue, d'une cravate rouge, d'un ceinturon de cuir, d'une culotte de cheval kaki et de bottes, non sans susciter de vives résistances parmi les aînés. Voir Éric Nadaud, « Le nouveau militantisme socialiste », *Le Mouvement social*, n° 153, p. 9-32.

82. *Le Progrès agricole de l'Ouest*, 16 et 23 juin 1935.

83. Danielle Tartakowsky, « Les Croix-de-Feu à Villepinte, octobre 1935 », *Autrement*, « La Banlieue rouge 1920-1950 », série *Mémoires*, n° 18, 1992, p. 68-79.

84. Nord, Paris, Seine, Seine-et-Oise, Pas-de-Calais, Finistère, Loire, Gironde.

85. *La Revue du Nord*, t. LXIX, juillet-septembre 1987, « La fête au cœur, XIV-XX^e siècle ».

86. Gérard Funffrock, *Les Grèves ouvrières dans le Nord, 1919-1935*, thèse, Paris I, 1984.

87. De 1921 à 1934, le 1^{er} mai s'accompagne de fêtes chaque année dans le Nord et le Pas-de-Calais et 7 autres départements, dont 3 frontaliers de l'Europe du Nord-Ouest. Cf. Marianne Briaux, *Les Journées du premier mai, 1921-1934*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1988.

88. 22 des 80 villes touchées des processions conflictuelles sont situées dans ces deux départements.

89. 9 sur 19 si l'on s'en tient aux seules manifestations de rue.

90. 62, soit 8 % de leurs propres manifestations.

91. 115, soit le quart des démonstrations communistes.

92. BMO, Paris, 26 novembre 1918, p. 3190 *sq.* : M. Corbeiller, conseiller de Paris, qualifie celle du 17 novembre « d'essai nouveau » et la compare

aux pratiques en usage « dans de nombreuses capitales étrangères, aux États-Unis notamment ».

93. Il s'agit là des manifestations ayant provoqué des morts à la suite de la répression clémenciste. Cf. Jacques Julliard, *Clemenceau briseur de grèves*, Julliard, « archives », 1965.

94. AN F7 13015, réunion des délégués des comités intersyndicaux de la Seine, 21 novembre 1919. Dubreuilh déclare : « Il n'y a rien de plus bête que d'envoyer massacrer dans la rue les meilleurs de nos militants par un gouvernement qui n'hésiterait pas à renouveler les tueries de la Commune de 1871. »

95. Quelques rares exceptions s'agissant du parti communiste. Cf. Danielle Tartakowsky, « Que faut-il faire de la Commune ? », in *La Commune de Paris, utopie ou modernité ?*, G. Languier et J. Quaretti (dir.), Presses universitaires de Perpignan, 2000.

96. Danielle Tartakowsky, « 1919-1968, des barricades ? », in Alain Corbin et Jean-Marie Mayeur (dir.), *La Barricade*, Publications de la Sorbonne, 1997.

3. Février 1934

1. *L'Écho de Paris*, 16 mars 1932.

2. Sur ce tournant communiste, voir Danielle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, op. cit.

3. Ses cortèges politiques sont au nombre de 28 sur les 109 recensés de mai 1932 à la fin 1933 contre 128 sur 264 de la panthéonisation de Jaurès à juillet 1926.

4. 111 sur 517 manifestations catégorielles contre 62 sur 506 sous le Cartel.

5. *La Voix de la terre*, 8 et 15 mars 1933.

6. 26 manifestations politiques sur 35 en janvier et 5 manifestations corporatives sur 52 (soit en outre une progression globale du nombre des manifestations).

7. Elle organise 56 % des démonstrations de la droite extraparlamentaire de juillet 1926 à mai 1932 contre 22 % de novembre 1924 à juillet 1926.
8. Selon Eugen Weber, *L'Action française*, Stock, 1962, p. 369.
9. *Rapport Rucart* (commission d'enquête parlementaire), t. II, audition de Maurice Pujo, p. 1764 : « c'était la Chambre qui provoquait les manifestations. Il n'y en avait pas quand elle ne siégeait pas ».
10. Fondée en 1928 par M. Large.
11. Deux chauffeurs de taxi sont, en outre, tués pendant la grève de janvier 1934.
12. *Rapport Rucart*, t. II, p. 1764, audition de Maurice Pujo. C'est le colonel de La Rocque qu'il inscrit dans sa ligne de mire.
13. Elle est relayée par Compère-Morel qui écrit : « Pour la première fois dans l'histoire de la Troisième République une majorité parlementaire a capitulé et son gouvernement a abandonné le pouvoir sous la menace de la rue et les huées des manifestants. » Cité par Eugen Weber, *L'Action française, op. cit.*, p. 363.
14. *Rapport Rucart*, t. III, p. 2860, conclusions adoptées du rapport de M. Catalan : « les informations inexactes publiées par certains journaux d'après lesquelles le gouvernement devait utiliser des troupes noires, des mitrailleuses, des tanks et des canons ont constitué l'un des éléments de l'excitation des esprits ».
15. *Rapport Rucart*, t. I, p. 1011, audition de M. Lebecq.
16. *Le Jour*, 6 février 1934.
17. *Rapport Rucart*, t. I, p. 1011, audition de M. Lebecq : « Nous n'envoyions pas les autres à la bataille pour nous mettre à couvert derrière eux. »
18. *Rapport Rucart*, t. III, p. 2857, conclusions adoptées du rapport Amat et, t. II, p. 1252, audition de M. Perrier.
19. *Rapport Rucart*, t. III, annexe n° 3385, p. 123, appel publié dans *L'Humanité* du 6 février 1934.
20. *Rapport Rucart*, t. II, p. 1764, audition de Maurice Pujo.

21. Eugen Weber, *L'Action française*, *op. cit.*, p. 376-377.
22. Jacques Nobécourt, *Le Colonel de La Rocque*, Fayard, 1996.
23. *Le Flambeau*, 1^{er} mars 1934 : « Les journées de février ».
24. Cité par Jacques Nobécourt, *Le Colonel de La Rocque*, *op. cit.*, p. 261.
25. APP Ba 1853, rapport du 4 février 1934.
26. *Le Flambeau*, 1^{er} mars 1934, « Les journées de février ».
27. *Rapport Rucart*, t. II, p. 1578, audition du colonel de La Rocque.
28. *Ibid.*
29. Cf. Serge Bernstein, *Le 6 Février 1934*, Gallimard/Julliard, 1975.
30. *Rapport Rucart*, t. II, p. 1280, tract distribué par l'Action française le 5 février.
31. *Rapport Rucart*, t. II, p. 1281-1285, appels des groupements.
32. *Rapport Rucart*, t. III, annexes n° 3385, p. 112 à 125. Les Croix-de-Feu s'en tiennent à des instructions verbales.
33. Cité par Jacques Nobécourt, *Le Colonel de La Rocque*, *op. cit.*, p. 254.
34. *L'Action française*, en particulier les 12, 22 et 24 février.
35. *L'Action française*, 28 janvier 1934.
36. VDP 3208, *Actualités Gaumont*, février 1934. VDP 4054, *Éclair Journal*, février 1934 : les images témoignent de la violence mais ne permettent pas d'identifier clairement la nature des événements, moins encore celle des acteurs.
37. Danielle Tartakowsky, « Archives communistes, février 1934-juin 1934 », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, n° 18, 1984, p. 25-85.
38. *Rapport Rucart*, t. I, p. 714, audition de M. Martinaud-Deplat.
39. *Ibid.*, p. 456, audition de M. Boulanger, commissaire divisionnaire, chef du 3^e district.

40. Bibliothèque marxiste de Paris (BMP), IML, bobine 684, comité central du 14 mars 1934.
41. BMP, IML, bobine 684, comité central de mars 1934, rapport introductif.
42. BMP, IML, bobine 677, conférence nationale du juin.
43. *Rapport Rucart*, t. III, annexe n° 3389, p. 13 à 15.
44. APP 1856, Le nombre des hospitalisés et morts répertoriés dans la liasse communiquée est de 199. Mais les hôpitaux n'ont pas tous fourni des données similaires. Ces chiffres sont calculés sur les 80 données disponibles.
45. *Rapport Rucart*, t. I, p. 410, audition de M. Cellié.
46. *Rapport Rucart*, t. II, p. 1184, audition de Jean Duclos.
47. *Rapport Rucart*, t. III, p. 563-567, rapport de M. Dommange.
48. *Ibid.*, p. 440, audition de M. Cellié.
49. BMP, IML, bobine 677, conférence nationale de juin 1934, un responsable de la région ouest-parisienne raconte : « Nous nous sommes trouvés au rond-point des Champs-Élysées. Pas de liaisons, pas d'objectifs précis [...]. Nous avons immédiatement choisi un objectif : l'hôtel où habitait Chiappe mais après l'avoir atteint, nous avons erré. »
50. *Rapport Rucart*, t. III, p. 2862, conclusions adoptées du rapport Appel.
51. Élisabeth du Réau, *Édouard Daladier*, Fayard, 1993.
52. *Rapport Rucart*, t. III, annexe n° 3384, p. 25.
53. *Ibid.*, p. 2872-2873, conclusions générales.
54. *Ibid.*, p. 18.
55. *Ibid.*, annexe n° 3384, p. 2-6, 1354 au total du 9 au 27. Rien ensuite.
56. *Ibid.*, p. 24-25 : 31 condamnations devant la Chambre correctionnelle dont 16 au moins avec sursis.
57. *Ibid.*, annexe n° 3384, p. 20, conclusions n° 10.
58. *Ibid.*, annexe n° 3384, p. 22.

59. *Ibid.*, p. 2862, conclusions adoptées du rapport Appel.
60. *Ibid.*, annexe n° 3386, p 16.
61. APP Ba 1854, rapport du 8 février 1934 sur les événements de la veille. Dans *L'Action française* du 11 février 1934, on peut lire la mise au point du docteur Bernard Delplas, chirurgien de la maison de la santé des gardiens de la paix, rédigée à la demande de Pierre Taittinger : aucun des 188 agents blessés le 6 février ne l'a été par arme blanche ou par balle. L'un des 41 agents blessés, le 7, et 2 des 13 autres blessés, le 9, l'ont été par balle.
62. Rappelons que ce fut le cas lors de la manifestation communiste du 1^{er} août 1929 qui se révéla pourtant « imaginaire ».
63. Cf. Élisabeth du Réau, *Édouard Daladier, op. cit.*
64. BMP, IML, bobine 677, conférence nationale du juin 1934 et IML, bobine 689.
65. On se souvient de l'attitude initiale des guesdistes lors de l'affaire Dreyfus.
66. *Le Peuple*, 30 janvier 1934.
67. *Rapport Rucart*, t. III, annexe n° 3393, p. 8.
68. *Le Populaire*, 10 février 1934.
69. Voir, en particulier, Alain Corbin, *L'Opinion publique dans le département de la Haute-Vienne de février 1934 à mai 1936*, thèse, Poitiers, 1968. Alain Corbin montre que, dans les milieux ruraux, les Croix-de-Feu sont désignés comme royalistes et jamais comme fascistes. Cf. également Jacques Nobécourt, *Le Colonel de La Rocque, op. cit.*, « Il fallait un fasciste », p. 307-322.
70. Selon l'expression d'Aragon, *Commune*, n° 5-6, 1934.
71. Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot*, Balland, 1986, p. 149-151. Danielle Tartakowsky, « Archives communistes, février 1934-juin 1934 », *op. cit.*
72. APP Ba 1854, sur le 9 février 1934.
73. AN F7 13308, 10 février 1934. Dépêche signée de Georges Sadoul. Les termes entre crochets ont été censurés.

74. *Rapport Rucart*, t. III, annexe n° 3392, la journée communiste du 9 février, p. 16.
75. On trouvera quelques nuances dans Danielle Tartakowsky, « Que faut-il faire de la Commune ? », in *La Commune de Paris : utopie ou modernité ?*, G. Larguier et J. Quaretti (dir.), Presses universitaires de Perpignan, 2000.
76. Antoine Prost, « Les manifestations du 12 février 1934 en province », *Le Mouvement social*, n° 54, 1966, p. 7-28.
77. *Rapport Rucart*, t. III, annexe n° 3393, p. 10 : appel publié dans *Le Peuple* du 11 février 1934.
78. *Le Populaire*, 16 janvier 1935.
79. « Le gouvernement de l'émeute fasciste a vécu », titre *Le Populaire* du 9 novembre 1934.
80. *L'Action française*, 8 février 1934.
81. *Rapport Rucart*, t. II, p. 1323.
82. *Ibid.*, p. 1267-1288, note communiquée à la presse.
83. Danielle Tartakowsky, « Stratégies de la rue », *Le Mouvement social*, n° 135, p. 31-62.
84. AN F7 13308, 8 février 1934.
85. À Strasbourg, le préfet interdit le cortège commun CGT-CGTU pour autoriser un meeting aux Contades (Anne Krumnov, *Le Parti communiste dans le Bas-Rhin, 1929-1936*, mémoire de maîtrise, Paris VIII, 1982).
86. On notera l'exception d'avril 1919, pour la protestation contre l'acquittement de l'assassin de Jaurès.
87. AN F7 13132, Nice, 14 février 1934.
88. *L'Action française*, 12 février 1934.
89. AN F7 13122, 14 février 1934.
90. APP Ba 1680, 12 février 1934.
91. *Rapport Rucart*, t. II, p. 1577, audition de La Rocque.
92. C'est le cas des organisations paysannes.

93. *Rapport Rucart*, t. II, p. 1676, audition de M. Large.
94. *Rapport Rucart*, t. I, p. 793, rapport du député communiste Arthur Ramette. Voir également Antoine Prost, *Les Anciens Combattants et la Société française*, PFNSP, 1977, t. 1, p. 160-168.
95. Cela vaut pour la région parisienne. Les quelque 30 000 manifestants mobilisés ne rassemblent pas tout le potentiel des organisations concernées.
96. *La Voix de la terre*, 8 février 1934, « Paris n'est pas la France, la France est l'ordre et la tranquillité ». *La Tribune du Centre*, 10 février 1934 : « Alerte pour la défense de la République, Paris n'est pas la France ».
97. Une cinquantaine de manifestations antifascistes du 7 au 10, dans 27 départements (dont 8 des 14 ayant accueilli des manifestations de droite depuis janvier).
98. Sont exclus l'Ariège, la Lozère, la Meuse, les Vosges et Belfort. Des meetings, peut-être accompagnés de cortèges, se sont du moins tenus dans 4 de ces 5 départements.
99. Nous avons démontré dans notre thèse que ce premier mai et la manifestation pour Sacco et Vanzetti sont les deux plus puissantes mobilisations parisiennes des années 1920.
100. Ginette Lemarchand, *Le Front populaire à Caen*, mémoire de maîtrise, Caen, 1961.
101. Jean Sagnes, *Le Mouvement ouvrier dans un département viticole, l'Hérault durant l'entre-deux-guerres*, thèse, Paris VIII, 1983, p. 782.
102. *Le Populaire*, 18 février 1934.
103. Gennevilliers, Boulogne-Billancourt.
104. S'y ajoutent Montrouge et Malakoff.
105. *Rapport Rucart*, t. III, annexe, n° 3392, conclusions, p. 46.
106. Nous utilisons en particulier les comptes rendus publiés dans *Le Populaire* du 14 au 20 février.
107. AN F7 13031, Ariège. AN F7 13032, Cher. AN F7 13025, Finistère. ANF7 13027, Morbihan.

108. C'est le cas de la plupart des cortèges à l'itinéraire non précisé mais dont on dit le plus souvent qu'ils se sont déroulés dans « les principales rues de la ville ».

109. Le cortège s'achève, à Caudry, devant la statue d'un député socialiste, fondateur du syndicat. Il se rend à Calais au monument Salembrier et à Carmaux au monument Jaurès. Il s'agit là de trois municipalités socialistes.

110. La FOP est une organisation d'anciens combattants.

111. VDP 3214, *Actualités Gaumont*, février 1934.

112. André Abbiateci, *Le Front populaire dans l'Ain et à Bourg-en-Bresse, 1934-1937*, Bourg, 1989, p. 132.

113. *Rapport Rucart*, t. III, annexe, n° 3393, p. 79 : heurts à Poitiers avec les camelots du roi.

114. À Cannes, *Le Populaire*, 21 février 1934.

115. VDP 4054, *Éclair Journal*, février 1934.

116. Claude Jamet, *Notre front populaire, journal d'un militant. 1934-1939*, La Table ronde, 1977, p. 19-23,

117. Jean Sagnes, *Le Mouvement ouvrier dans un département viticole, l'Hérault durant l'entre-deux-guerres* (thèse de doctorat, Paris VIII, 1983), mentionne leur présence. Mais il existe là une tradition.

118. En tenant compte des décès ultérieurs.

119. Les manifestations paysannes mobilisent explicitement le souvenir des luttes antiféodales ; les marches de chômeurs ressuscitent l'image d'une misère ouvrière constituée par la littérature du XIX^e siècle.

120. *Le Progrès agricole de l'Ouest*, 25 février 1934.

121. Cf., sur les éléments du débat, Serge Bernstein, *Le 6 Février 1934*, op. cit. René Rémond, *Les Droites en France*, Aubier, 1982. Antoine Prost, *Les Anciens Combattants et la Société française*, op. cit. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Le Seuil, 1983. Michel Dobry, « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la "révolution fasciste", *Revue française de sociologie*, juillet-décembre 1989, p. 511-533.

122. François Monnet, *Refaire la République, André Tardieu, une dérive réactionnaire*, Fayard, 1993.
123. Drieu La Rochelle, *Gilles*, Folio, 1973, p. 600-608.
124. Danielle Tartakowsky, « Stratégies de la rue », *op. cit.*
125. Jean-Louis Loubet Del Bayle, *Les Non-Conformistes des années trente*, Le Seuil, 1969.
126. Éric Nadaud, « Le renouvellement des pratiques militantes de la SFIO au début du Front populaire », *Le Mouvement social*, n° 153, octobre-décembre 1990.
127. Jean-Paul Joubert, *Révolutionnaires de la SFIO*, PFNSP, 1977.
128. Jocelyne Prézeau, *Amsterdam-Pleyel, histoire d'un mouvement de masse*, thèse, Paris VIII, 1994.
129. *Rapport Rucart*, t. I, annexe n° 3383, p. 35 : conclusions du rapport Amat. *Ibid.*, t. I, p. 79 : Paul Guichard renvoie à une conception « normale » de la manifestation.
130. *Rapport Rucart*, t. III, annexe n° 3384, p. 6, Camille Chautemps.
131. AN 56 AP, papiers Revilliod, lettre du préfet de police au ministre de l'Intérieur, 15 mars 1934. AN F7 13046, 22 mai 1934 : la préfecture de Police procède à l'essai d'un appareil pouvant lancer du liquide ou du sable à une distance de 300 mètres et d'une table tournante de grande vitesse projetant des billes mécaniques.
132. AN 56 AP, papiers Revilliod ; 4 juillet 1934, ministère de la Justice.
133. À l'occasion de manifestations de travailleurs de l'État à Brest et Toulon. On relève cinq morts.
134. Il est significatif que quatre thèses de droit relatives à ces questions soient soutenues entre 1934 et 1938.
135. Ainsi à Malakoff (AN F7 13028) ou Villejuif (Sylvie Rab, « Culture et loisirs, l'encadrement des prolétaires », *Autrement*, n° 18, série *Mémoires*, 1992).
136. APP Ba 1867, 14 juillet 1937 : selon ce rapport, ce 14 juillet se veut « la commémoration de ceux qui se sont déroulés en 1935 et 1936 ».

4. Crises de régime et manifestations (1940-1958)

1. Michel Winock, *La Fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques, 1871-1968*, Calmann-Lévy, 1986.
2. Danielle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, *op. cit.* : 253 sur un total de 753 démonstrations répertoriées de juillet 1940 à juin 1944.
3. Voir Jean-Pierre Rioux, Antoine Prost, Jean-Pierre Azéma, *Le Parti communiste français des années sombres, 1938-1941*, Le Seuil, 1986.
4. Danielle Tartakowsky, « Manifester pour le pain, novembre 1940-octobre 1947 », in Dominique Veillon, Jean-Marie Flonneau, *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 32-33, mai 1996 : « Le temps des restrictions en France (1939-1949) ».
5. 331 sur un total de 753 démonstrations répertoriées auxquels s'ajoutent 32 cortèges de 1^{er} mai.
6. Ainsi *La Marseillaise* ou le drapeau tricolore.
7. Raymond Josse, « La naissance de la Résistance à Paris et la manifestation du 11 novembre 1940 », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, juin 1962, p. 1-31.
8. Ce qui n'exclut pas des démonstrations gaullistes ce jour-là.
9. Voir Jean-Pierre Rioux, Antoine Prost, Jean-Pierre Azéma, *Le Parti communiste français...*, *op. cit.*
10. *L'Humanité*, 14 juillet 1941 et 7 novembre 1941.
11. Danielle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, *op. cit.*
12. Organisation reconstituée par Yvon Morandat et Jean Moulin pour réunir les militants de la CFTC et les ex-confédérés en un mouvement de résistance ouvrier susceptible d'ordonner une ultérieure recomposition syndicale.
13. AN 72 AJ 102, chronologie établie par M. Delpech : des anciens sénateurs radicaux et socialistes et l'ancien procureur franc-maçon se rendent devant la statue de Barbès.

14. AN 72 AJ 166, manuscrit de M. Leroux.
15. Brigitte Battini et Patrice Gourdin, *Aspects du monde du travail à Lyon et dans sa banlieue*, mémoire de maîtrise, Lyon II, 1976.
16. AN F 60 1697, France combattante, BCRA, CNI, 897.
17. *L'Humanité*, 8 mai 1942 : « L'esprit de lutte grandit dans les campagnes. Non, Jacques Bonhomme ne sera pas l'esclave des nazis. » Mai 1942 (sans autre indication de date) : « Haut les fourches, paysans, et que les fusils de chasse sortent de leur cachette, c'est l'heure du combat. »
18. *L'Humanité*, avril 1941, sans autre indication de date.
19. Archives du musée de la Résistance nationale, document aimablement signalé par Germaine Willard.
20. Sur les barricades de l'entre-deux-guerres, cf. Danielle Tartakowsky, « 1919-1968. Des barricades ? », in Alain Corbin et Jean-Marie Mayeur (dir.), *La Barricade*, Publications de la Sorbonne, 1997.
21. AN F1a 3760, CFLN, commissariat à l'Intérieur, tactique de préparation insurrectionnelle, 15 mai 1944.
22. Maurice Kriegel-Valrimont, *La Libération. Les archives du COMAC (mai-août 1944)*, Minuit, 1964, p. 210-211.
23. Colonel Rol-Tanguy et Roger Bourderon, *La Libération de Paris*, Pluriel, 1994.
24. Cf. Alain Corbin et Jean-Marie Mayeur (dir.), *La Barricade*, op. cit.
25. Elles sont évaluées à 4 % sur un total de 165 par Philippe Buton in *Le PCF à la Libération. Stratégie et implantation*, thèse, Paris I, 1988, p. 194-197. Pour Robert Mancherini, le mot d'ordre communiste d'insurrection nationale, explicitement lié à celui de grève générale, ne concerne que certaines grandes villes à forte composante ouvrière, toutes les villes ne se voyant pas assigner la même fonction par la Résistance. Ces travaux obligent à réévaluer les conclusions de Philippe Buton déduites des chiffres ci-dessus (Robert Mancherini, *Forces sociales, pouvoirs et société à Marseille...*, mémoire pour l'habilitation, Aix-en-Provence, 1994, p. 80).
26. Entretien du 7 octobre 1993.

27. Maurice Kriegel-Valrimont, *La Libération...*, *op. cit.* p. 73. Le 3 juillet, Pascal Copeau donne au COMAC un certain nombre d'informations et conclut « de ces informations fragmentaires [...] qu'à partir d'un certain niveau d'organisation de la Résistance, la guérilla devient insurrection ». *Ibid.*, p. 210, « Ordre pour la défense de la population parisienne » : « Chaque fois que nos soldats ont respecté la tactique mobile de la guérilla ils ont écrasé l'adversaire. »

28. André Tollet, témoignage, *Journal de la Libération*, Révolution, 1984, p. 173.

29. Jacques Debû-Bridel, témoignage, *Journal de la Libération*, *op. cit.*, p. 172.

30. Ce point a été mis en évidence lors du débat mené dans le cadre du colloque de l'IHTP, « Villes et centres de décisions », Cachan, 1995.

31. AN 72 AN 1309, 28 août 1944 : Bordeaux. AN 72 AJ 111, 6 septembre 1944 : Bourges.

32. Le terme est dû au général de Gaulle, *Mémoires de guerre, le Salut*, 1959, Plon [rééd. Livre de poche], p. 16 et p. 19-20.

33. AN 72 AJ 117, *L'Embuscade*, journal officiel des FFI, Creuse, Cher, n° 1, 4 septembre 1944.

34. *Le Républicain du Midi*, 12-13 novembre 1944 : à Perpignan, le 11 novembre, remise en place du buste de Jaurès aux accents de *L'Internationale*. AN F1 CIII 1224, 16 septembre 1945 : à Strasbourg, retour des cendres de Kléber sur la place portant son nom.

35. *Le Républicain du Midi*, 27 août 1944 : Perpignan. AN 72 AJ 202 : Poitiers. *La Marseillaise du Berry*, 11 septembre 1944 : Châteauroux. Jean-Pierre Besse, *La Croix-Saint-Ouen. 1939-1945*, ANACR, Oise, 1989, etc.

36. Voir l'exemple d'Agen in Marcel Thourel, *Itinéraire d'un cadre communiste, 1935-1950. Du stalinisme au trotskisme*, Toulouse, Privat, 1980, p. 191 sq.

37. *Le Républicain du Midi*, 20 août 1944. Idem à Châteauroux. Également *La Marseillaise du Berry*, 14 septembre 1944.

38. *Le Cantal libre*, 3 septembre 1944.

39. *La Nouvelle République des Pyrénées*, 24 août 1944. Également 72 AJ 175, Pau, 3 septembre 1944.
40. Général de Gaulle, *Mémoires de guerre*, op. cit. p. 60-61.
41. La fête des Catherinettes, Carnaval ou diverses autres fêtes traditionnelles.
42. La fête des Mères. En 1946, le 1^{er} mai devient jour férié.
43. *La Mémoire des Français, 40 ans de commémoration de la Seconde Guerre mondiale*, Actes du colloque de Sèvres de l'IHTP, Éditions du CNRS, 1986.
44. *La Liberté*, Rhône, 3 mai 1945.
45. *Le Populaire*, 11 février 1945.
46. *L'Humanité*, 1^{er} mai 1945.
47. Ce terme renvoie aux déportés politiques, selon l'usage alors en vigueur.
48. *L'Appel des femmes*, 16 février 1945. À Toulouse, « une unique banderole précédait le cortège où tous se mêlaient sans distinction de partis ». Un seul discours est prononcé. AN F1 CIII 1218, rapport de février 1945, idem à Bordeaux. *Quarante-quatre* (Lot-et-Garonne), idem à Agen, le 11 février 1934.
49. *La Renaissance républicaine du Gard*, 3 mai 1945, Nîmes, le 1^{er} mai.
50. *Ibid.* Des déportés sont invités à prendre la parole dans de nombreux meetings de province.
51. À Paris ou Nice, les drapeaux alliés et tricolores voisinent. À Reims et Bordeaux, des prisonniers russes libérés défilent en arborant des portraits de Lénine et Staline (Laurent Bornet, *Les Syndicats et le Premier Mai, 1945-1949*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1991, p. 65 et 169).
52. *L'Aube*, 15 juillet 1945 : « La France a retrouvé le sens complet de cette fête nationale qui devient à la fois un symbole de notre libération et de notre continuité. »
53. Bénédicte Zimmermann, 1945-1986, *Les Premier Mai de la CFTC-CFDT*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1991. Par exemple, *Ouest-France*,

3 mai 1945, réunion de la CFTC à Rennes.

54. Danielle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, op. cit.

55. Selon l'expression de Gérard Namer, *La Commémoration en France de 1945 à nos jours*, L'Harmattan, 1987.

56. *L'Aube*, 9 février 1945. Le MRP est en revanche présent à Perpignan.

57. *L'Aube*, 11 février 1945.

58. Général de Gaulle, *Mémoires de guerre*, op. cit. p. 28.

59. Colonel Rémy, *Dix ans avec de Gaulle*, Éditions de la Crémille, 1973, p. 195.

60. Général de Gaulle, *Mémoires de guerre*, op. cit. p. 152.

61. Selon le mot d'ordre de leur X^e congrès.

62. Gérard Namer, *La Commémoration en France de 1945 à nos jours*, op. cit.

63. Par exemple, AN F1a 4023, rapports du commissaire de la République, Nice et Marseille, 8 mai et juin 1945.

64. *Le Monde*, 11 mai 1946.

65. Fondation Charles-de-Gaulle, AD1, dossier 18 juin 1946, Bayeux.

66. Si l'on excepte une manifestation RPF à Grenoble en 1948.

67. Martin Barrot, *Deux Syndicats de la police parisienne face à la guerre d'Algérie, 1958-1962*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1991.

68. Syndicat majoritaire reconstitué à la Libération.

69. *Paris-Match*, n° 467, « Émotion, les policiers se font manifestants ».

70. Cité par Martin Barrot, *Deux syndicats de la police parisienne...*, op. cit., p. 35.

71. *Le Monde*, 15 mars 1958.

72. *L'Humanité*, 20 mars 1958.

73. *L'Humanité*, 12 mai 1958. Pierre Sidos est écroué à Fresnes pour offense au président de la République.
74. Christophe Ernault, *La Mobilisation de rue et la Crise de mai 1968*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1996.
75. *L'Humanité*, 14 mai 1958. *Le Monde*, 14 et 15 mai 1958.
76. *Le Monde*, 16 mai 1958.
77. Claude Nicolet, *L'Idée républicaine en France*, Gallimard, 1982.
78. *Cahiers du communisme*, juin 1958, documents, p. 939 à 969. On y lit les tracts et déclarations officielles du parti communiste du 13 mai au 3 juin.
79. *L'Humanité*, 14 mai 1958.
80. BDIC, 4° Δ 896, tract ronéotypé, 14 mai 1958.
81. Déclaration du bureau politique du PCF, 13 mai 1958.
82. *L'Humanité*, 15 mai 1958.
83. Appels du bureau politique du PCF, 14 et 15 mai 1958.
84. Des arrêts de travail du 13 au 17 mai sont accompagnés de démonstrations de rue dans huit départements, le plus souvent dans le strict voisinage des entreprises concernées.
85. Jules Moch, *Une si longue vie*, Robert Laffont, 1976, p. 524.
86. *L'Année politique 1958*, p. 211.
87. *L'Humanité*, 22 mai 1958, manifestation à Rueil-Malmaison contre le fascisme.
88. *L'Humanité*, 27 mai 1958 : La Ciotat, Concarneau.
89. BDIC, 4° A 896, tract signé de la SFIO, du MRP, du parti radical, radical-socialiste, de l'UDSR, du Rassemblement démocratique africain, du Parti du regroupement africain. FO et la CFTC apportent leur soutien.
90. Jules Moch, *Une si longue vie*, *op. cit.*, p. 537.
91. *Le Monde*, 29 mai 1958. Jules Moch, *Une si longue vie*, *op. cit.* p. 532.
92. BDIC, 4° A 314 Res/G, tract, « La République vous appelle tous ce soir à la Nation ».

93. *L'Humanité*, un demi-million, et *Le Populaire*, 500 000, sans mentionner la présence des communistes et de la CGT. La préfecture de Police, 50 000 (données reproduites par *Le Monde* du 30 mai).

94. *Le Monde*, 30 mai 1958.

95. 407 350 participants le 12 février 1934 contre 172 000 les 28 et 29 mai 1958.

96. *L'Humanité*, 28 mai 1958, Montceau-les-Mines, Creil. *L'Humanité*, 2 juin 1958, Grenoble.

97. *L'Humanité*, 29 mai 1958. À Carcassonne, défilé devant la statue de Barbès. À Bourg, le cortège se déploie « là où les républicains ont mis en échec les fascistes en 1934 ». À Tarbes, le SNI organise une prestation de serment antifasciste. À Lorient, socialistes et communistes unissent leurs mains quand retentit *L'Internationale*. Le 2 juin 1958, les manifestants défilent à Toulouse devant la stèle de Jean Jaurès et la statue de Jeanne d'Arc. Le 3 juin 1958, se tient un défilé à Montceau-les-Mines jusqu'à l'arbre de la Liberté.

98. *L'Humanité*, 29 mai 1958, un défilé a lieu à Chartres jusqu'au monument dédié à Jean Moulin, et au Havre au monument de la déportation et des deux guerres. Le 30 mai 1958, à Lyon, où tout rassemblement est interdit, on fleurit la statue de la République.

99. *L'Humanité*, 29 mai 1958 : ainsi à Rennes où deux cortèges syndicaux distincts opèrent finalement leur jonction.

100. *L'Humanité*, 29 mai 1958 : 5 000 à 6 000 personnes à Saintes forment un cortège « sans précédent ». *L'Humanité*, 31 mai 1958 : 2 000 personnes à Poitiers constituent « la plus grande manifestation depuis la Libération ». AN F1 CIII 1367, territoire de Belfort : « moins de 200 personnes pour la plupart cadres d'extrême gauche ».

101. BDIC, 4° A 896, tract du 1^{er} juin 1958. « Dans les usines, les chantiers, les quartiers de Paris ».

102. *L'Humanité*, 2 juin 1958.

103. AN F1 CIII 1354, 1^{er} juin 1958, la police appréhende à Marseille des manifestants porteurs d'instruments contondants. AN F1 CIII 1355, Doubs,

1^{er} juin 1958, des arrestations à Audincourt.

104. *L'Humanité*, 2 juin 1957.

105. Déclaration d'investiture du 1^{er} juin 1958 : « C'est dans ces conditions que je me suis proposé pour conduire, une fois de plus, au salut le pays. »

106. *Ibid.* : « L'Algérie plongée dans la tempête des épreuves et des émotions. La Corse subissant une fiévreuse contagion. Dans la métropole, des mouvements en sens opposé renforçant d'heure en heure leur passion et leur action. »

107. Cité par les *Cahiers du communisme*, juin 1958, p. 951.

108. AN F1 CIII 1157, 13 mai 1958, manifestation de divers groupes d'extrême droite à Toulouse. *L'Humanité*, 31 mai 1958, note des « étudiants fascistes à Grenoble ». *Le Monde*, 1-2 juin 1958, rapporte le concert de klaxons qui a lieu à Bordeaux pour « permettre au Général de se libérer des partis ».

109. *Le Monde*, 31 mai 1958.

110. Jules Moch, *Une si longue vie*, *op. cit.*, p. 542.

111. BHVP : photographies du fonds *France-Soir*.

112. *Le Monde*, 26 mai 1958, « La police avec nous ». BHVP : fonds *France-Soir*. On y trouve la photographie d'un policier, pistolet au côté, le 31, devant le Palais-Bourbon. La légende précise qu'il siffle trois brèves et une longue signifiant « Algérie française ».

113. Dans la nuit du 30 mai, 7 blessés dont 3 agents, 118 arrestations, 6 voitures de klaxonneurs en fourrière, 2 voitures, 1 moto et un kiosque incendiés.

114. Jules Moch, *Une si longue vie*, *op. cit.* p. 544 : « Manifestations dans les deux sens. À 0 h 50, on dénombre 1 133 arrestations, 800 d'extrême gauche et environ 300 de droite, qui seront levées après vérification d'identité. »

115. *L'Humanité*, 20 juin 1958, à Marseille, on entend « Massu au pouvoir ». 21 juin 1958 : des Hongrois défilent sur les Champs-Élysées après l'exécution de Nagy. 30 juin 1958, « Les fascistes de Clichy tentent de déposer une gerbe devant le monument aux morts de la Résistance. »

116. VDP 2552, *Actualités Gaumont* : 1^{er} juin 1958 puis de nouveau à propos du 18 juin 1958.

117. Nicole Racine-Furlaud, « Mémoire du 18 juin 1940 », *De Gaulle en son siècle*, Plon-La Documentation française, t. 1 : « Dans la mémoire des hommes et des peuples », p. 549-563.

118. *L'Humanité*, 1^{er} juillet 1958. Des manifestations gaullistes dans 5 départements.

119. Christophe Ernault, *La Mobilisation de rue et la Crise de mai 1968*, *op. cit.*

120. *L'Humanité*, 11 juin 1958. *Le Monde*, 13 juin 1958, déclaration de la CGT.

121. BDIC, 4^o A 13/G Rés. Un tract de la CGT-Renault, qui dénonce la présence annoncée d'Antoine Pinay, de Pierre Poujade et de Pierre Sidos aux Champs-Élysées le 18 juin, s'insurge : « Ce n'est pas à ceux qui ont trahi sous l'Occupation d'appeler à manifester le 18 juin, même avec la complicité de De Gaulle. » *L'Humanité*, 16 juin 1958 : à Ajaccio, sur le cours Napoléon, on rend un hommage aux victimes du nazisme. On recense un total de huit contre-manifestations.

122. *L'Humanité*, 1^{er} juillet 1958, à Perpignan, un défilé est prévu devant le monument Jean Jaurès. Le 11 juillet 1958, à Toulouse, un rassemblement est prévu devant la stèle de Jean Jaurès. Le 15 juillet 1958, à Bourg, on assiste à ce qui n'a été « Jamais vu depuis 1936 » ; on fleurit la stèle d'Edgar Quinet. À Romans, le cortège se rend au monument des États-Généraux. À Béziers, se tient un cortège d'hommage aux victimes du 2 décembre 1851.

123. Cinq au moins dont Paris, Lyon, Marseille.

124. *L'Humanité*, 15 juillet 1958, ainsi à Paris.

125. *L'Humanité*, 16 juillet 1958, à Lyon, les manifestants déposent des fleurs au pied de la statue de la République.

126. *L'Humanité*, 30 août 1958.

127. Le général Ridgway, nommé à la direction de l'OTAN, est accusé par les communistes d'être le responsable de la guerre bactériologique en

Corée.

128. *Le Monde*, 6 septembre 1958. Cf. également *Paris-Match*, n° 492.

129. *L'Année politique 1958*, p. VI-VII.

130. 130. Jules Moch, dans *Une si longue vie, op. cit.*, p. 519-520, dresse un bilan moins négatif des forces disponibles mais reconnaît ces mêmes difficultés.

DEUXIÈME PARTIE - UNE CRISE INÉDITE DANS UN RÉGIME INÉDIT

5. Les figures du mouvement social

1. « Le gaullisme ne saurait être défini par un régime puisqu'il n'y a pas pour de Gaulle de régime idéal mais des régimes fonctionnels ou dysfonctionnels pour la Nation française, seul idéal, seul absolu », écrit ainsi Jean Chariot, in « L'héritage gaullien », *De Gaulle en son siècle*, Plon-La Documentation française, 1991, t. 1.

2. Michel Winock, *La Fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques, 1871-1968*, Calmann-Lévy, 1986.

3. Avant de probables publications à l'occasion du trentième anniversaire des événements, la mise au point la plus récente était celle de Jacques Capdevielle et René Mouriaux, *Mai 68. L'entre-deux de la modernité*, PFNSP, 1988. L'ouvrage comprend une bibliographie sélective et raisonnée.

4. Philippe Bénéton et Jean Touchard, « Les interprétations de la crise de mai-juin 1968 », *Revue française de science politique*, vol. XX, n° 3, juin 1970.

5. Elle demeure régie par les décrets-lois de 1935 et non garantie par la Constitution.

6. Près de 200 morts le 17 octobre 1961 lors de la manifestation du FLN à Paris et 9 autres, le 8 février 1962, au métro Charonne.

7. 77 % des 1 398 manifestations répertoriées de mars 1962 à avril 1968.

8. En particulier lors de la grève des OS de Caen en janvier 1968 : des barricades et plus de 200 blessés dont 36 policiers. Les acteurs de ces grèves violentes de la fin 1967 (Le Mans) et du début 1968 (Fougères, Mulhouse, Lyon, Caen, Redon) se réclament d'une violence offensive et la mettent en œuvre.

9. *Le Monde*, 6 avril 1960, manifestations de la FNSEA « pour informer une fois de plus les pouvoirs publics et l'opinion de la situation réelle des travailleurs ». *Le Monde*, 22 septembre 1964 : « La marche [de La Seyne sur Toulon] est le meilleur moyen d'alerter l'opinion publique sur la situation des chantiers ». *Le Monde*, 7 février, un militant de la CFTC à Saint-Nazaire, en réponse à la question : « Qu'attendez vous de cette manifestation ? », « Nous voulons qu'on parle de nous ».

10. *L'Humanité*, 30 mars 1963.

11. *Le Monde*, 13 novembre 1963 : « Le pire avait été évité ».

12. André Castera aux journalistes : « La journée est déjà réussie puisque vous êtes là », in *La Dépêche du Midi*, 30 novembre 1967.

13. Henri Weber (entretien), cité par Véronique Faburel, *La Jeunesse communiste révolutionnaire, avril 1966-juin 1968*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1991, p. 46. Il s'agit d'innover. « Le CVN cherche à retenir l'attention des journalistes par des actions spectaculaires, dites exemplaires, c'est-à-dire produire de l'événement médiatique, il y avait une compréhension implicite du nouveau contexte créée par les médias. » Même phénomène chez les militants d'Occident selon Frédéric Erzen, *Occident et la rue*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1994. Voir également Patrick Champagne, « La manifestation, la production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, juin 1984, p. 18-41.

14. Il hypothèque en particulier le statut de « groupe de pression » dont la FNSEA persistait à se réclamer, ainsi en juillet 1961. Cf. Marcel Faure, *Les Paysans dans la société française*, Armand Colin, 1966, p. 214.

15. *L'Humanité*, 11 juin 1960, Paris, fonctionnaires. *L'Humanité*, 3 février 1961, Paris, étudiants. À comparer avec *L'Humanité*, 22 janvier 1959, Paris, hospitaliers. *L'Humanité*, 26 février 1959, employés de banque, et

L'Humanité, 17 décembre 1959, étudiants. Dans ces trois manifestations, on entend un seul et même mot d'ordre : « Des sous, Pinay ».

16. *L'Humanité*, 18 mars 1963, Lens, manifestation des mineurs : nombreuses caricatures du chef de l'État et du Premier ministre. *Le Monde*, 13 novembre 1963, rassemblement viticole à Montpellier, pancartes et slogans raillant l'un et l'autre.

17. *L'Humanité*, 13 mai 1964, Nantes, métallurgistes : « De Gaulle démission ». *L'Humanité*, 14 mai 1964, Mulhouse, métallurgistes : « De Gaulle au musée ». *L'Humanité*, 1^{er} juin 1964, Decazeville, pour la défense du bassin houiller : « De Gaulle licencié ».

18. *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1965 : de Saulnes à Longwy, 6 000 travailleurs aux cris de « La mine aux mineurs », « Nous voterons Mitterrand ».

19. Franck Georgi, *L'Invention de la CFDT, 1957-1970*, Les Éditions de l'Atelier, 1995.

20. René Mouriaux, « Le mai de la CGT : les masses en mouvement sans issue politique », in René Mouriaux *et alii*, 1968, *Exploration du mai français*, L'Harmattan, 1992, t. 2 : « acteurs », p. 15-22.

21. *L'Humanité*, 17 février 1966, au lendemain de l'accord Renault, plus de 12 000 personnes dans les rues de Boulogne-Billancourt. « 1966 pourrait être un nouveau 1936 », dit un orateur ; des banderoles portent « 1936-1966 ». On peut voir les mêmes banderoles dans le cortège parisien du 17 mai 1966 (*L'Humanité*, 18 mai 1966).

22. *Le Monde*, 8-9 mai 1966.

23. Cité par Franck Georgi, *L'Invention de la CFDT*, *op. cit.*, p. 343.

24. Déclaration à *Combat*, 18 mai 1967.

25. *Le Monde*, 19 mai 1967.

26. Selon les termes utilisés par Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, PFNSP, 1986.

27. Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Minuit, 1984 p. 226-228. Ingrid Gilcher-Holtey, « La nuit des barricades », *Sociétés et représentations*, n° 4, p. 165-186.

28. *Le Monde*, 18 mai 1968, Edgar Morin. Ce dénombrement des manifestations antérieures au 13 mai n'a d'autre vertu que d'être un multiple de 3. Les manifestations parisiennes sont au nombre de 5 si l'on s'en tient aux mouvements importants, de 7 si l'on intègre les sporadiques.
29. Maurice Grimaud, *En mai, fais ce qu'il te plaît*, Stock, 1977, p. 152. « Ils ont rabattu sur le Quartier latin des gens qui sans cela seraient restés chez eux. »
30. Le 3 mai, 7 des 8 condamnés avec sursis sont étudiants. Le 6, ceux-ci ne sont plus que 5 sur 17. Le 7, la proportion des étudiants augmente : 195 sur 247 interpellés. Le 10, par contre, ils ne sont que 25 des 63 manifestants gardés à vue.
31. CRHMSS, 1968, XLVII-9. Appel des comités d'action, 8 mai : « Gardons l'unité réalisée dans la rue [...] rien ne peut résister longtemps à des masses résolues. Il est difficile de faire une barricade mais il est plus difficile encore d'organiser l'ensemble du combat ». Le premier numéro d'*Action* est vendu, le 7, sur le parcours de la manifestation.
32. La JCR en tout premier lieu. Cf. Danielle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, *op. cit.*.
33. Élias Canetti, *Masse et puissance*, Gallimard, 1966 (rééd. Tel, 1986), p. 76-77.
34. CRHMSS, 1968, I-12, *L'Étudiant révolutionnaire*, n° 1, juin 1968.
35. CRHMSS, 1968, VII-12, *Comité*, n° 1 (Bulletin du comité d'action étudiants-écrivains au service du mouvement).
36. Pierre Sansot, *Poétique de la ville*, Klincksieck, 1973, évoque des « mouvements browniens ».
37. Danielle Tartakowsky, « 1919-1968, des barricades ? », in Alain Corbin et Jean-Marie Mayeur (dir.), *La Barricade*, Publications de la Sorbonne, 1998.
38. Selon René Rémond, le retour des barricades pourrait s'expliquer par la volonté d'effacer la récupération temporaire qui en fut faite à Alger (Philippe Vigier, « Le Paris des barricades », *L'Histoire*, 1988, numéro spécial, « Deux cents ans de Révolution française »). L'hypothèse que nous soulevons ci-après ne nous paraît pas contradictoire avec cette dernière.

39. À Morlaix, en juin 1961. Cf. Nathalie Duclos, « Y a-t-il une exception paysanne ? Réalité et limites de la violence contestataire des paysans bretons », in Philippe Braud (dir.), *La Violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, L'Harmattan, 1993, p. 293-314.
40. Michel Lebris, futur maoïste, sera marqué par la « prise de Morlaix » par des militants de la FDSEA en juin 1961 (Jacques Capdevielle et René Mouriaux, *Mai 68. L'entre-deux de la modernité*, op. cit.
41. Philippe Bénéton et Jean Touchard, « Les interprétations de la crise de mai-juin 1968 », op. cit., p. 504-507.
42. Roger Peyrefitte, cité par *Le Monde*, 10 mai 1968.
43. *Le Figaro*, 13 mai 1968.
44. JO, débats parlementaires, Assemblée nationale, première séance du 11 mai 1968, déclaration du Premier ministre, p. 1771.
45. CRHMSS, 1968, XIII-2, *Aux écoutes du monde*, n° 2287, 13-19 mai 1968.
46. CRHMSS, 1968, II-11, *La Voie*, bulletin d'action communiste. II-40, PCMLF, 11 mai : dénonce la campagne assimilant les « groupes spécialisés dans la guerre de guérilla » à des éléments prochinois.
47. CRHMSS, 1968, VII-11, *Barricades*, n° 1.
48. *Le Monde*, 17 et 18 mai 1968. Voir également CRHMSS, 1968, XLVIII-8, tract du PCI : « Les étudiants montrent la voie [...]. Gavroche reste un participant indispensable des combats révolutionnaires ».
49. CRHMSS, 1968, II-3001, *Mai 68, première phase de la révolution socialiste française* : « Vivent les barricades de Paris », appel du secrétariat unifié du 20 mai 1968.
50. CRHMSS, 1968, XLVII-9, l'appel des comités d'action, 8 mai, invite à prendre exemple sur le FNL qui a su organiser la masse de la population vietnamienne en créant des comités d'action.
51. CRHMSS, 1968, I-13, JCR, VII-2, comité de grève de la faculté des sciences.
52. CRHMSS, 1968, VII-17, comités d'action.

53. Le slogan « CRS-SS » est utilisé pour la première fois lors de la grève des mineurs de 1948.

54. CRHMSS, 1968, II-14, tract du MSLP, 25 mai, III-12, tract de l'UNEF, 9 mai. VI-13, comité d'action de sociologie : « Les CRS formés à l'école fasciste des ratonnades algériennes et de Charonne », etc.

55. CRHMSS, 1968, XLVIII-8, AIT-CNT, 8 mai.

56. CRHMSS, 1968, XLVII-9, tract du MAU, 5 mai : « À Paris comme à Berlin, un mot d'ordre ».

57. Cf. par exemple, *Paris-Match*, n° 996-998.

58. Une exception : *Sud-Ouest*, 16 mai 1968 : « Théâtre des premières émeutes sociales bordelaises en 1894, la place de la Victoire est en passe de devenir le forum populaire de la ville ». C'est autour d'elle que des barricades se dressent le 24 mai.

59. CRHMSS, 1968, XXVI-2, relevé d'inscriptions sur les murs. III-10, PCF, débat interne à la section du V^e arrondissement, Ignace Meyerson : « Les moyens d'action des étudiants étaient techniquement inadaptés aux procédés de guerre civile tels qu'on pouvait les imaginer et cependant ces actions aberrantes ont eu des effets politiquement considérables et totalement imprévus. »

60. André Breton, *Nadja*, Folio, p. 180.

61. CRHMSS, 1968, VII-12, *Comité*, n° 1.

62. *Le Monde*, 18 mai 1968, Edgar Morin tient « le passage du jeu au sérieux dans la tragédie de vendredi [pour] une véritable initiation à la vie adulte, examen de passage dans la société ».

63. *Chronologie des événements de mai-juin 1968*, La Documentation française. Notes et études documentaires, n° 3722-3723, 8 mai (p. 8) : MM. Jacob, Kastler, Lwoff, Mauriac, Monod demandent au général de Gaulle de faire un geste susceptible d'apaiser la révolte étudiante. Jean-Paul Sartre et Henri Lefebvre souhaitent au contraire que « le mouvement continue à opposer et à maintenir sa puissance de refus ».

64. CRHMSS, 1968, VII-12, *Comité*, n° 1. XIX-1, tract situationniste, 24 mai : « Tu peux agir librement, aujourd'hui c'est dans la rue que tu le

prouveras, comme les hommes libres. »

65. *Combat*, 8 mai 1968 : « C'est la grande fête, c'est le 1^{er} mai des étudiants ».

66. CRHMSS, 1968, VII-11, *Barricades*, n° 1.

67. CRHMSS, 1968, XXXII-3, PSU, tract de la section de Courbevoie.

68. CRHMSS, 1968, II-14, tract du PCMLF. XX-3, tract de l'UJCML : « Le capitalisme n'a pas d'autre solution que la matraque ». III-11, *Tribune socialiste*, 9 mai 1968 : « Voilà arraché le masque de ce "pouvoir libéral" ».

69. CRHMSS, 1968, II-30, JCR, 12 mai 1968.

70. CRHMSS, 1968, I-12, FER-OCI, tract du 10 mai, appel à « 500 000 ouvriers au Quartier latin. [...] Il est criminel d'isoler les étudiants de la jeunesse : une seule réponse, la manifestation centrale de la jeunesse ». 30 mai : « Un million de travailleurs à l'appel des centrales syndicales et des partis ouvriers appellent la classe ouvrière à la riposte à de Gaulle et l'État policier s'effondre ». I-12, 6 juin : « Face à l'attaque du gouvernement, une seule manifestation : un million de travailleurs devant le CNPF, devant l'Élysée », etc.

71. CRHMSS, 1968, II-40, PCMLF, 11 mai.

72. CRHMSS, 1968, XIV-16. *L'École émancipée*, numéro spécial mai-juin 1968 : « Barricades victoire : ni concessions ni pétitions ni motions ni comités de défense ni conférence n'avaient pu imposer l'intersyndicalisme dans l'action, dans la rue [...]. Les barricades ont permis de rompre avec le cercle vicieux qui maintenait le mouvement étudiant dans le rôle de mauvaise conscience des centrales syndicales et de mouche du coche ».

73. CRHMSS, 1968, I-12, *L'Étudiant révolutionnaire* (FER) n° 1, juin 1968.

74. CRHMSS, 1968, I-13, JCR, (antérieur au 11 mai). III-11 PSU V^e, *Luttes*, n° 1. « Nous ne voulons pas la violence. Les manifestations ne sont devenues violentes qu'en raison de la présence des forces de police ». III-12, UNEF, un tract du 10 mai n'évoque la violence que pour mieux dénoncer la responsabilité policière.

75. CRHMSS, 1968, XX-3, UJCML, 7 mai 1968. XVII-2, comités de défense contre la répression, sans date : « La Sorbonne est un vieux tas de pierres. Saint-Denis, c'est des dizaines de milliers d'ouvriers qui luttent ». XIX-5, tract du PCI, 13 mai 1968.
76. CRHMSS, 1968, I-13, JCR (antérieur au 9 mai).
77. CRHMSS, 1968, XLVIII-2, UJCML, notes sur la situation politique, 6 mai 1968 : « Contre la voie trotskiste strictement étudiante, la voie réactionnaire, la voie fausse ».
78. Toutes les données relatives à la province ont été recensées dans les quotidiens régionaux. Le lecteur soucieux de références plus précises les trouvera dans notre thèse déjà citée.
79. *Le Bien public*, 8 mai 1968, Dijon. *Les Dépêches du Doubs*, 10 mai 1968, Besançon.
80. *La Dépêche du Midi*, 8 mai 1968, Toulouse. *Le Monde*, 8 mai 1968, Grenoble, dix blessés dont deux CRS. *Les Dernière Nouvelles d'Alsace*, 7 et 8 mai 1968, Strasbourg.
81. *Combat*, 10 mai 1968 : « Il se pourrait aussi que les Français en tirent la leçon qui s'impose. Le meilleur moyen d'obliger le gouvernement à s'intéresser à vous est de descendre dans la rue. » *Le Monde*, 10 mai 1968, débat à l'Assemblée nationale : Pierre Sudreau se demande s'il faudra désormais descendre dans la rue pour parvenir à dialoguer avec le gouvernement, etc.
82. Le chroniqueur du *Figaro* (9 mai 1968) les oppose nettement : « Ici, au cœur de cette Bretagne déshéritée, sous-développée, l'angoisse que fait naître l'évolution brutale du monde et des techniques n'est pas, comme au Quartier latin, un luxe d'intellectuels torturés [...]. Quoi qu'on pense, cette levée en masse de sous-consommateurs a pour moi une autre densité humaine que révolte des blasés ».
83. *L'Éclair*, 9 mai 1968 : « Ressemblaient-ils à ces travailleurs dont ils demandaient l'alliance ? »
84. *Le Télégramme de Brest et de Lorient*, 10 mai 1968, Saint-Brieuc.
85. *Nord-Éclair*, 12-13 mai 1968.

86. CRHMSS, 1968, I-12, tract de la FER (9 ou 10 mai 1968) : « Il est criminel d'isoler les étudiants de l'ensemble de la jeunesse ». L'UNEF lance, le 6 mai, un appel à la « population ».
87. CRHMSS, 1968, I-12, tract de la FER (9 ou 10 mai 1968).
88. CRHMSS, 1968, I-2, tract libertaire.
89. Eugène Descamps, *Militer*, Fayard, 1971. Georges Séguy, *Le Mai de la CGT*, Julliard, 1972.
90. Entretien du 20 mai 1994.
91. Une comparaison opérée par nous sur 81 villes à partir des évaluations des organisateurs donne un total de 694 800 participants le 12 février 1934 contre 777 100 le 13 mai 1968 ; on aboutit à des chiffres sensiblement équivalents si l'on sait que les villes manquant à l'appel en 1968 sont de petites localités dont la population manifestante a vraisemblablement rejoint les préfectures ou sous-préfectures les plus proches.
92. Maurice Grimaud, *En mai...*, *op. cit.*, p. 182-183 : « Nous comptons sur 70 000 à 80 000 manifestants, il en vint 200 000. Pour les organisateurs, le million est le symbole de la réussite, mais 200 000, c'est considérable. En février 1934, les ligues mirent 30 000 personnes dans la rue ».
93. Myriam Akoun, *L'Image des manifestations dans Paris-Match, 1949-1968*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1989. Cf. également *Le Monde*, 1^{er}-2 mars 1964 : vives protestations après la répression d'une manifestation étudiante.
94. Maurice Grimaud écrit, s'agissant de la soirée du 6 mai : « Une impression étrange me gagne [...]. C'est celle d'un Paris qui retrouve d'instinct les réflexes qu'il dut avoir [...] en juillet 1830 comme en février 1848 » (p. 115).
95. CRHMSS, 1968, fonds II, vol. II-4, déclaration du bureau politique du PCF, 12 mai 1968 : « Le régime a fêté dans le sang son dixième anniversaire. »
96. CRHMSS, 1968, XX-5. *Voix ouvrière*, numéro spécial 13 mai : titre « 13 mai 1958-13 mai 1968 ».
97. S'y ajoute le Nord où l'appel est, comme à Paris, distinct.

98. *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 14 mai 1968.

99. Le Mans, Nantes, Orléans, Lille, Quimper ; des variantes à Chaumont, Amiens et Toulon.

100. *La République du Centre*, 15 mai 1968.

101. *Le Progrès*, 15 mai 1968 : à Lyon, les étudiants souhaitent une manifestation devant la faculté et le rectorat, comme les précédentes. Les syndicats s'y opposent lors de négociations préalables et font prévaloir leurs vues.

102. « À Nantes comme à Nanterre. À Nantes comme à Paris » (*L'Éclair*, 15 mai 1968).

103. 15 mai 1968, *Le Monde*, Caen. *Le Télégramme de Brest*, Lannion et Quimper.

104. *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 14 mai 1968. Également, parutions du 15 mai : *L'Ardennais*, des étudiants tentent d'escalader les grilles de la préfecture de Charleville ; *Le Télégramme de Brest*, Vannes, vitres de l'hôtel de ville brisées ; *Le Maine libre*, « 200 furieux saccagent la préfecture » ; *La Montagne*, Clermont-Ferrand.

105. 15 mai 1968, *Libération-Champagne* et *La Montagne*, 80 interpellations, 54 blessés.

106. *Paris-Match*, n° 998, p. 64-65 : « La France en grève retrouve son visage de 1936 ». *Tribune socialiste*, 16 mai 1968 : l'article, mêlant les accents qui furent ceux de Simone Weil en 1936 à ceux de Karl Marx, évoque la « joie profonde [...], le vertige sans limite, la négation devenant affirmation » et poursuit : « Nous montions véritablement à l'assaut du ciel ».

107. CRHMSS, 1968, XLVIII-3, comité d'action, sans date : « Les travailleurs et les étudiants ne veulent pas que leur lutte s'achève comme les mouvements de 1936 et 1945 ». XIII-1, *Avant-Garde jeunesse* (JCR), 27 mai 1968 : « Il faut savoir terminer une grève ». Maspero réédite en 1970 le *Front populaire, révolution manquée*, de Daniel Guérin. La Commune demeure, en regard, la référence majeure : XLVIII-3, comité d'action de la région parisienne, 3 juin : « Les travailleurs renouent avec

l'exemple héroïque de la Commune de Paris. Ils mèneront la lutte jusqu'à l'abolition du salariat et du patronat ».

108. Danielle Tartakowsky, « Manifestations, fêtes et rassemblements à Paris, juin 1936-novembre 1938 », *Vingtième siècle*, n° 27, juillet-septembre 1990, p. 43-54.

109. *Le Populaire*, 16 juin 1936 : Clermont-Ferrand.

110. *Le Populaire*, 17 juin 1936 : Laigle, Amiens, Asnières où trente banderoles portent le nom des usines en grève. *L'Œuvre*, 15 juin 1936, Sedan où des piquets demeurent pour surveiller les usines. *L'Humanité*, 17 juillet 1936, Rochefort. Ginette Lemarchand, *Le Front populaire à Caen*, mémoire de maîtrise, Paris I : la municipalité reconduit, le 14 juin, la délégation des grévistes présente dans le cortège.

111. *Le Populaire*, 16 juin 1936, Clermont-Ferrand. Même type de pancartes à Colmar et Nancy.

112. APP Ba 1862, 14 juin 1936. *Le Jour* publie cette photo.

113. *Le Peuple*, 14 juin 1936.

114. Ainsi dans l'Hérault où de nouvelles corporations entrent en lutte à partir du 15.

115. 11 morts lors de manifestations, toutes provinciales, du 13 février 1934 aux élections.

116. *Le Peuple*, 27 juillet 1936, « Calme de Paris ».

117. Cf. pour ce qui suit *Regards*, 18 juin 1936, Claude Martial : « La lutte, les fêtes, les victoires ». *Grèves d'occupation*, CGT, 1936, film de douze minutes. Noëlle Gérome, « Images de l'occupation de l'usine à gaz de Poitiers », *La France en mouvement, 1934-1938*, Champ Vallon, 1986, p. 62-67.

118. Jean-François Naudet, « La RATP en 68. "Une grève Régie" », in René Mouriaux *et alii*, *op. cit.*, t. 1, p. 107-118.

119. Par exemple *Le Petit Bleu de l'Agenais*, 22 mai 1968, Agen, le personnel des banques devant la gare pour assurer les cheminots en lutte de leur solidarité.

120. *L'Union de Reims*, 24 mai 1968 : « Les dirigeants ont pensé que les dernières journées de mobilisation devaient être couronnées par une manifestation de masse [...]. Il était nécessaire de fixer clairement dans l'esprit de la population locale quelle ampleur la grève avait prise réellement ».

121. Respectivement : Véronique Sapin, *Mai-juin 68 dans les Pyrénées-Orientales*, mémoire de maîtrise, Montpellier III, 1982, et *La Liberté de l'Est*, 20 mai 1968.

122. *L'Écho républicain*, 23 mai 1968. *La Liberté de l'Est*, 20 mai 1968.

123. Respectivement : *L'Union de Reims*, 24 mai 1968. *L'Humanité*, 23 mai 1968. *Le Télégramme de Brest*, 23 mai 1968.

124. *Paris-Normandie*, 23 mai 1968.

125. Patrick Hassenteufel, *Citroën-Paris en mai-juin 1968*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1987 : « Ce sont les syndicats, non les gauchistes qui souhaitent faire sortir la grève dans la rue. Les maoïstes prônent l'autodéfense et s'opposent aux manifestations qui leur paraissent stériles ».

126. CRHMSS, 1968, VII-23, appel de la coordination des comités d'action (15 mai ?).

127. *Le Monde*, 19-20 mai 1968.

128. CRHMSS, 1968, XXIX-2, UNEF-SNESup, 17 mai.

129. *Le Monde*, 19-20 mai 1968.

130. CRHMSS, 1968, XXIV-1, tract du syndicat CGT Renault : « Nous apprécions vivement la solidarité des enseignants et des étudiants. Nous sommes opposés à toute initiative inconsidérée qui pourrait compromettre notre mouvement en plein développement et faciliter une provocation amenant une intervention gouvernementale. Nous déconseillons vivement aux organisateurs de cette marche de maintenir leur initiative. »

131. *Le Figaro*, 23 mai 1968. *Combat*, ce même jour, titre en pleine page : « Tout dépend de la rue ». « Après le rejet de la motion de censure et la perspective de négociations entre syndicats et gouvernement, tout n'est pas fini, il reste la rue, tout dépend de la rue ».

132. CRHMSS, 1968, VII-11, *Barricades*, n° 1. On compte 220 arrestations et 100 blessés, dont 78 parmi les manifestants.

133. CRHMSS, 1968, XLVIII-3, comités d'action travailleurs-étudiants, le 25 mai : « D'où viennent les provocateurs ? » Le 26 mai, « Halte aux provocateurs ». Le 24 mai : « Le pouvoir de répression ne sera pas abattu simplement par des manifestations désordonnées et des barricades même généralisées dans Paris. Il faut détruire la source du pouvoir en prenant nous-mêmes en main l'organisation de la production et de la distribution dans le pays. »

6. La conversion politique du 24 au 29 mai 1968, des « journées » sans devenir

1. Pour plus de détails, voir René Mouriaux *et alii*, 1968, *Exploration du mai français*, L'Harmattan, 1992, t. 2.

2. Georges Pompidou, *Pour rétablir une vérité*, Flammarion, 1982, p. 184. Maurice Grimaud date de ce moment le basculement de l'opinion.

3. 20 000 à 150 000 participants selon les estimations.

4. *Le Monde*, 29 mai 1968.

5. « Table ronde du CEVIPOF et du CRHMSS sur les négociations de Grenelle, 3 octobre 1989 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, juillet-septembre 1990, p. 29-48.

6. *Combat*, 24 mai 1968 : « La CGT n'accepte pas plus que le gouvernement que l'ordre qu'avec lui elle a défini soit mis en cause par la rue. La CGT n'accepte pas plus que le gouvernement que tout dépende de la rue. Alors, cet après-midi, elle cherche à dominer la rue pour étouffer les forces qui la gênent et qui sont l'expression de la contestation la plus authentique, la plus généreuse. »

7. *Le Télégramme de Brest*, 18-19 mai 1968.

8. *Le Monde*, 26 mai 1968, Pyrénées-Atlantiques, Tarn. *La Dépêche du Midi*, 25 mai 1968, Tarn-et-Garonne. *L'Humanité*, 26-27 mai 1958, Lot.

9. Par exemple, *Les Dépêches du Doubs*, 25 mai 1968, Besançon.

10. *La Charente libre*, 25-26 mai et 27 mai 1968, Angoulême (MODEF). *Le Monde*, 26 mai 1968, Gers, Surgères, Mont-de-Marsan. *L'Humanité*, 26 mai 1968, Cahors, Narbonne. *Le Télégramme de Brest*, 25-26 mai 1968, Callac, à l'appel du MODEF ; l'orateur déplore l'absence de la FNSEA.
11. *La Nouvelle République*, 25-26 mai 1968, Tours. *Le Maine libre*, 25 mai 1968, Le Mans. *La Marseillaise*, 25 mai 1968, La Ciotat, etc.
12. *Le Télégramme de Brest*, 25-26 mai 1968.
13. *L'Éclair*, 27 mai 1968.
14. *La Dépêche du Midi*, 25 mai 1968. Les rapatriés les imitent deux jours plus tard. Ils manifestent, enfoncent la porte de la préfecture et occupent la cour d'honneur (*La Dépêche du Midi*, 27 mai 1968).
15. Grève des chantiers navals de juin-juillet 1955. Cf. Louis Oury, *Les Prolos*, Denoël, 1973.
16. Avec une source identique, Cherbourg, Moulins, Guéret, Épinal, Quimperlé le 24 mai et Troyes, Angoulême, Périgueux, Toulouse, Montpellier, Nantes, Agen, Chaumont, Langres, Cosne, Châlons et Belfort jusqu'au 28. La presse des départements concernés dit les manifestations de Morez, Barentin, Calais, du Havre et de Toulon « jamais vues depuis 1936 », celles de Lunéville et Pontarlier « jamais vues ».
17. Les manifestations de la seule CGT se réduisent alors à 6,5 %.
18. *La Dépêche du Midi*, 25 mai et 28 mai 1968.
19. *Le Télégramme de Brest*, 25-26 mai 1968.
20. *L'Écho républicain*, 25-26 mai 1968.
21. *Le Monde*, 26-27 mai 1968.
22. *La Marseillaise*, 25 mai 1968. *La Montagne*, 26 mai 1968.
23. Respectivement : *Ouest-France*, 27 et 28 mai 1968. *La Presse de la Manche*, 25 mai 1968. *La République du Centre*, 27 mai 1968.
24. La FEN s'associe à 41 des 53 manifestations dont les organisateurs nous sont connus, la CFDT à 40, l'UNEF à 34, Force ouvrière à 22, la FDSEA à 2 et les CAL à 1.
25. *Le Télégramme de Brest*, 31 mai 1968.

26. *Remarques complémentaires* de Jean-Jacques Becker au texte de Danielle Tartakowsky, « Le PCF en mai-juin 1968 », René Mouriaux *et alii*, 1968, *Exploration du mai français*, *op. cit.*, t. 2, p. 162-163.
27. On pourrait retenir le cortège de Jeanne d'Arc ou la descente des Champs-Élysées le 26 août mais le mythe concerne la figure de Jeanne d'Arc ou du Général plus que les démonstrations en question.
28. *Le Monde*, 15 mai 1968.
29. Adrien Dansette, *Mai 1968*, Plon, 1973, p. 292. Parmi les personnalités présentes, on note le président du conseil municipal de Paris et le vice-président de l'UNC. Des contacts sont pris avec l'UDR, l'Association des Français libres, les anciens de la 2^e DB, la Ligue des religieux anciens combattants.
30. CRHMSS, 1968, XXXII-1.
31. *Le Monde*, 10 mai 1968, « Pas de Nanterre à Dijon ». *Les Dépêches du Doubs*, 10 mai 1968, Besançon. *Midi libre*, 16 mai 1968, Montpellier.
32. *Nord-Éclair*, 14-15 mai 1968, Lille, « Amnistie totale, libérez le général Salan ».
33. *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 29 mai 1968.
34. Par exemple Patrick Guiol, « La droite et les gaullistes nantais, in René Mouriaux *et alii*, 1968, *Exploration du mai français* », *op. cit.*, t. I, p. 255-321.
35. Cédric Boissier, *La Manifestation du 30 mai 1968*, mémoire de DEA, IEP Grenoble, 1993. Franck Georgi, « Le pouvoir est dans la rue, la manifestation gaulliste des Champs-Élysées », *Vingtième siècle*, n° 48, 1995.
36. Pierre Viansson-Ponté, *Histoire de la République gaullienne, le temps des orphelins*, Fayard, 1971, « La disparition », p. 520-552.
37. Si l'on en croit le témoignage du général Massu, recueilli pour une émission de télévision présentée sur TF1 en août 1994.
38. Significativement, de Gaulle use du terme de « légitimité » qui fut la réponse apportée par lui lors des crises antérieures ; pourtant, il dispose de la légalité. Voir également la réémergence de la fonction de « commissaires

de la République » ayant pour tâche « d'assurer autant que possible l'existence de la population et d'empêcher la subversion ».

39. « Nombreux sont ceux qui parmi vous entendaient, nuit après nuit, ici Londres, les Français parlent aux Français, vous allez entendre le général de Gaulle [...]. Ici Paris, honneur et patrie, encore une fois au rendez-vous de la République et de l'Histoire vous allez entendre le général de Gaulle. » Cité par Cédric Boissier, *La Manifestation du 30 mai 1968*, op. cit., p. 39. *Le Petit Bleu de l'Agenais*, 4 juin 1968 : « La grande voix, une nouvelle fois, s'est élevée. En quelques minutes, la France entière a respiré à nouveau. Elle a retrouvé le climat de la Libération lorsque, unanime, elle clamait sa reconnaissance à l'homme qui l'avait sauvée du néant ».

40. *Mai 68 et l'ORTF*, cité par Cédric Boissier, op. cit., p. 39.

41. Maurice Grimaud évoque 300 000 à 400 000 manifestants, soit plus que le 13 mai (p. 295). *Le Monde*, 1^{er} juin 1968 : « Le plus spectaculaire qu'on ait pu voir depuis que "le pouvoir est dans la rue" ». L'ampleur est d'autant plus considérable qu'elle est le fait de forces qui ne participaient pas de cette culture.

42. Selon le terme utilisé par le général de Gaulle pour le 26 août 1944.

43. VDP 2274, *France. Mai-juin 1968*, commentaire de Michel Droit, la caméra s'arrête sur une pancarte portant « Boulogne-Billancourt ».

44. Cédric Boissier, *La Manifestation du 30 mai 1968*, op. cit., p. 48 : les organisateurs ont mobilisé deux avions d'un aéro-club de Champagne. On retrouve ces avions à Troyes le 31 mai (*Libération-Champagne*, 1^{er} juin 1968).

45. La démonstration pour la défense de la loi Falloux organisée en janvier 1994 donne lieu pour la première fois à un sondage à chaud constituant la manifestation en corps social analysable.

46. *Le Monde*, 1^{er} juin 1968.

47. Citons simplement la manifestation riche en symboles de Périgueux. À sa tête, on trouve Joséphine Baker qui dépose des fleurs au pied de l'arbre de la Liberté (*La Dépêche du Midi*, 1^{er} juin 1968).

48. Marseille, Lille, Dijon, Le Mans. La somme des participants dans les 12 villes ou départements offrant des chiffres comparables donne 233 000 manifestants, le 13 mai, et 264 000, le 31 mai ou le 1^{er} juin.

49. *La Dépêche du Midi*, 1^{er} juin 1968, Toulouse : derrière les anciens combattants, une déportée dans une voiture d'infirme, les genoux recouverts d'un drapeau tricolore.

50. La manifestation de l'UJP à Paris le 4 juin est également révélatrice du phénomène : CRHMSS, 1968, XXXII-2 : « Toute la jeunesse est avec et derrière big Charly. »

51. Ainsi ces photos de jeunes filles juchées sur les épaules de garçons et arborant, qui le drapeau rouge, qui le drapeau tricolore. Cf. aussi la une du n° 1000 de *Paris-Match*.

52. Également à Marseille : « Mendès France youpin », *La Marseillaise*, 1^{er} juin 1968.

53. Anne et Pierre Rouanet, *Les Trois Derniers Chagrins du Général*, Paris, 1980.

54. Sur ce résistancialisme, Patrick Guiol, « La droite et les gaullistes nantais », *op. cit.*

55. Alexandre Sanguinetti, *J'ai mal à ma peau de gaulliste*, Grasset, 1978, p. 107. Également Michel Cazenave (membre fondateur de l'UJP) : « Le 30 mai, c'était la mort politique du général de Gaulle car il a dû faire appel à ceux-là mêmes qui combattaient ses réformes et, comme il a dû le dire lui-même, au "parti de la trouille". Le Général avait perdu, et d'ailleurs, un an après, il se retirait. » Cités par Cédric Boissier, *La Manifestation du 30 mai 1968*, *op. cit.*, p. 99-100.

56. En interdisant et en réprimant violemment des manifestations pourtant tournées contre un adversaire qui était également le sien. À Charonne en particulier.

57. Selon les termes de Frédéric Bon, « Le référendum du 27 avril 1969, suicide politique ou nécessité stratégique ? », *RFSP*, vol. XVIII, 1969.

58. CRHMSS, 1968, I-13, *Aujourd'hui* (JCR), n° 2, 31 mai 1968.

59. CRHMSS, 1968, VII-12, *Comité*, n° 1.

60. CRHMSS, 1968, I-13, texte dactylographié d'Alain Krivine : « Pourquoi une lutte extraparlamentaire ». Il y a là une nouvelle divergence avec le PCMLF (II-4), déclaration du comité central du PCMLF : « Il rappelle qu'autrefois le PCF, lorsqu'il n'avait pas complètement dégénéré, ainsi que la CGT, appelaient régulièrement à de grandes manifestations aux abords de l'Assemblée nationale lorsque s'y trouvaient discutées des questions intéressant la classe ouvrière à l'avenir du pays. »

61. *Le Monde*, 9 mai 1968 : « L'Assemblée nationale devant laquelle on est passé, le 7, sans s'arrêter n'était pas protégée par les forces de l'ordre et pas un instant l'idée ne leur est venue d'y faire halte. C'est un signe des temps, mais aussi une démonstration d'indifférence, pour ne pas dire plus. » *L'Éveil*, 31 mai 1968, Le Puy : « Certains s'étonneront que nous n'allions pas jusqu'à la préfecture mais j'estime que la préfecture en place ne représente aucun gouvernement. »

62. La manifestation de l'UNEF passe ce jour devant l'Assemblée nationale. *JO, débats parlementaires, Assemblée nationale*, 3^e séance du 22 mai 1968, p. 2054, M. Achille Fould : « La manifestation qui se déroule aux portes de notre assemblée prouve que les étudiants [...] viennent de découvrir l'existence du Parlement. » Michel Boscher demande au président de l'Assemblée s'il estime qu'elle peut « valablement délibérer sous la pression de la rue ». Le président se refuse à suspendre les travaux.

63. Raymond Aron cité in Philippe Bénéton et Jean Touchard, « Les interprétations de la crise de mai-juin 1968 », *Revue française de science politique*, vol. XX, n° 3, juin 1970, p. 534.

64. François Goguel cité in Philippe Bénéton et Jean Touchard, « Les interprétations de la crise... », *op. cit.*, p. 535.

65. François Mauriac, *Bloc-notes*, Le Seuil, t. 5, p. 80, 2 juin 1968.

66. Rares sont les incidents. *L'Union de Reims*, 1^{er} juin 1968, Reims. *L'Oise-Matin*, 7 juin 1968, 17 blessés, Beauvais. *La Montagne*, 2 juin 1968, Clermont-Ferrand, 113 arrestations.

67. 20 des 27 manifestations associent la FEN, 16 la CFDT, 7 l'UNEF et la CGT-FO, 4 la FDSEA, 2 le CNJA et 1 la CFTC.

68. Respectivement : *La Montagne*, 2 juin 1968. *Le Journal du Centre*, 3 juin 1968. À Laval, l'unique orateur est pareillement un élève de l'École normale d'instituteurs (*Ouest-France*, 31 mai 1968).

69. *L'Oise-Matin*, 31 mai 1968, Beauvais. *La Nouvelle République*, 4 juin 1968, Tours. *Le Télégramme de Brest*, 1^{er}-3 juin 1968, Brest. 4 juin 1968, Saint-Brieuc avec des discordances entre les orateurs. *La République des Pyrénées*, 4 juin 1968, Pau. *Le Maine libre*, 5 juin 1968, Le Mans. *Le Monde*, 5 juin 1968, on parle à Guéret de « gouvernement émanant du peuple ».

70. *Le Télégramme de Brest*, 29 mai 1968, Finistère, rondes de tracteurs et barrages. 7 juin 1968, Côtes-du-Nord, des barrages, des pommes de terre déversées sur la chaussée, une perception prise d'assaut. *Sud-Ouest*, 31 mai 1968, des barrages, etc.

71. Par exemple *République-côte varoise*, 12 juin 1968, La Seyne. Également, Patrick Hassenteufel, *Citroën-Paris en mai-juin 1968*, op. cit., p. 115, 8 000 ouvriers de chez Citroën le 12 juin, esplanade des Invalides.

72. Sur les contradictions internes à la CFDT, Franck Georgi, « La CFDT en mai-juin 68 », in René Mouriaux et alii, 1968, *Exploration du mai français*, op. cit., t. 2, p. 50. *Les Dépêches du Doubs*, 13 juin 1968, Montbéliard, manifestation à l'appel de la CFDT et de l'AGEB. Le représentant de la CFDT : « Nous avons eu le courage de manifester devant la préfecture qui représente le pouvoir [...]. Si nous refusons aujourd'hui de manifester, on nous interdirait, demain, de revendiquer. »

73. CRHMSS, 1968, XX-3 : le mouvement du 22 mai, les comités d'action, les CAL, le MSLP appellent à une « longue marche de la jeunesse vers Flins » qui doit durer quarante-huit heures. Elle est annulée.

74. CRHMSS, 1968, XX-1, non signé [22 mars], non daté.

75. *Combat*, 12 juin 1968, pleine page.

76. Respectivement : *L'Éclair*, 12 et 13 juin 1968, 150 blessés. *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 13 juin, une quinzaine de blessés. *Le Progrès*, 12 juin 1968, des incidents.

77. *La Nouvelle Dépêche de l'Aisne*, 21-27 juin 1968.

78. *Les Dépêches*, 12 juin 1968.

79. En particulier, Antoine Prost, « Les grèves de mai-juin 1968 », *L'Histoire*, n° 110, avril 1988.
80. CRHMSS, 1968, IV-3004, 30 mai 1968.
81. Jean-Edern Hallier cité par Maurice Grimaud, *En mai..., op. cit.*, p. 115.
82. En province, la FEN, en règle générale « plus portée à prendre la tête des défilés qu'à en garnir les rangs » (Maurice Agulhon, *Histoire de la France urbaine*, Le Seuil, t. 5), a la fréquente responsabilité d'assurer la cohésion de l'ensemble et d'en exprimer l'unité. Elle joue à Paris les intermédiaires. Cf. Denis Barbet, « Mai-juin 68 comme révélateur : le cas de la FEN », in René Mouriaux *et alii*, 1968, *Exploration du mai français*, *op. cit.*, t. 2, p. 91-110.
83. Maurice Grimaud, *En mai..., op. cit.*, p. 169.
84. Un commissaire de police à Lyon, un manifestant à Paris dans des conditions mal élucidées sans rapport direct, semble-t-il, avec la manifestation, un lycéen à Meulan et deux ouvriers à Sochaux.
85. À chaud, CRHMSS, 1968, VII-26, répression, 23 pièces, et XVII-2, témoignages sur la répression. À froid, Alain Delale et Gilles Ragache, *La France de 68*, Le Seuil, 1978.
86. Maurice Grimaud, *En mai..., op. cit.*, p. 119 : « On accuse couramment la police de tuer les étudiants et de faire disparaître les corps. » Le souvenir des « ratonnades » : le terme, d'un usage fréquent dans les tracts étudiants, est propre, il est vrai, à nourrir le fantasme.
87. Patrick Bruneteaux, *La Violence d'État dans un régime démocratique : les forces de maintien de l'ordre en France, 1880-1980*, thèse, Paris I, Sciences politiques.
88. CRHMSS, 1968, XXVI, affiches et inscriptions sur les murs. 2. III-1036, PCF, débat interne à la section du V^e arrondissement, Alexandre Kopp dénonce le fait que le PCF ait « collé au drapeau tricolore et à *La Marseillaise* » quand resurgissaient *L'Internationale* et le drapeau rouge « repris pour la première fois depuis des décennies ». L'étude des manifestations des années 1960 oblige à relativiser le constat.

89. CRHMSS, 1968, 11-3002, Pierre Franck, *La IV^e Internationale*, juin 1968.

90. *L'Humanité*, 25 mai, Martine Monod : « Les plus vieux d'entre nous, ceux qui ont vu bien des manifestations, ceux qui ont connu 36 sont plus bouleversés encore. » Des manifestants arborent le 29 mai des bonnets phrygiens (*Paris-Match*, n° 998).

91. Les étudiants ne se réapproprient pas la mémoire du 11 novembre 1940 alors qu'elle leur est soufflée par des « anciens » : CRHMSS, XXXII-4, les résistants solidaires des étudiants, dans un communiqué du 8 mai 1968, protestent contre « cette violation de territoire [qu'est l'entrée des forces de l'ordre dans la Sorbonne] survenant pour la première fois depuis celle de l'Occupation de novembre 1940 quand les étudiants ont marché sur l'Étoile ». Parmi les signataires, quelques « anciens » du 11 novembre 1940, membres ou sympathisants du PCF.

92. Selon *L'Express*, 13-27 mai 1968.

93. *Le Télégramme de Brest*, 1^{er}-3 juin 1968, Brest : « Nous chantons *L'Internationale* mais nous sommes dans la tradition des sans-culottes de 93. *La Marseillaise* appartient au peuple ; c'est pourquoi nous la chanterons. » *Nord-Éclair*, 31 mai 1968 : « Là-bas apparaît un drapeau tricolore. "C'est une contre-manifestation", crie un manifestant. Mais les symboles ne valent que par ceux qui les portent. En fait de contre-manifestation, c'est Massey-Ferguson qui arrive. Le drapeau bleu, blanc, rouge est immédiatement applaudi. »

94. *Les Dépêches du Doubs*, 4 juin 1968.

95. L'attitude des manifestants de Brest rebaptisant le 1^{er} juin la place Leclerc « place du Peuple [parce qu'il] a combattu pour le peuple » est plus ambiguë (*Le Télégramme de Brest*, 1^{er}-3 juin 1968). Ces réappropriations tardives produisent des chocs en retour : le cortège négocié, le 4 juin, par l'UJP doit aboutir au Champ-de-Mars. Des voix réclament « 18 juin », au nom symbolique accaparé par le cortège de l'UNEF (CRHMSS, 1968, XXXII-2).

7. De 1968 à 1995 : un nouveau rapport entre manifestations et État

1. Par où la prétendue pauvreté des symboles se révèle une obligation. Il s'agit moins de spécifier sa présence que de se situer par référence à une histoire unifiante : à partir de trois couleurs et de deux chants, exceptionnellement accompagnés de cantiques.
2. Cité dans le film de Romain Goupil, *Mourir à trente ans*, 1982.
3. *Le Télégramme de Brest*, 4 juin 1968, Brest : « Les organisateurs avaient déterminé un large *no man's land* [dans un] désir tacite de ne pas susciter d'affrontements. Les itinéraires, parfois parallèles ne se rejoignaient jamais. Quand les uns ralentissaient, les autres, mystérieusement informés, ralentissaient l'allure. » *Midi libre*, 1^{er} juin 1968 : « De part et d'autre, on criait des slogans. Les uns levaient le poing, les autres faisaient le V. C'était tragique, *l'image* même de la guerre civile » (souligné par nous).
4. W. Rabinovitch, « Mai 1968, contribution à la sociologie des masses en mouvement », *Revue internationale de criminologie et de police technique*, vol. 22, n° 3, juillet-septembre 1968.
5. Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue*, PFNSP, 1997.
6. *L'Humanité*, 30 mai 1968, René Andrieu.
7. *Le Républicain lorrain*, 15 mai 1968, Metz, l'orateur de Force ouvrière : « Cette manifestation est un référendum sur dix années de politique gaulliste. »
8. Interview à *Sud-Ouest*, 16 novembre 1997 : « Si deux millions de personnes descendent dans la rue, mon gouvernement n'y survivra pas. »
9. Raymond Huard, *La Naissance du parti politique en France*, Presses de Sciences Po, 1996.
10. Cette extraterritorialité des centres de décision pourrait répondre de ladite « exception paysanne » en matière de manifestations. Cf. Nathalie Duclos, « Y a-t-il une exception paysanne ? Réalité et limites de la violence contestataire des paysans bretons », in Philippe Braud (dir.), *La Violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, L'Harmattan, 1993, p. 293-314.
11. Les sondages d'opinion ou le questionnaire Ballardur en direction des jeunes, pour le moins redondants avec le suffrage universel et dénués de

toute légitimité, s'inscrivent dans cette même évolution-transformation du système.

12. En 1994, Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, et François Mitterrand, président de la République, déclarent, l'un après l'autre, que la manifestation était un droit constitutionnel (cf. *Le Monde*, 16 juillet 1994). Sur la réforme du Code pénal de 1992, voir Pierre Favre, « La manifestation entre droit et politique », *Cahiers du CURAP*, 1003, p. 283-302. Voir également Conseil constitutionnel, décision n° 94-352 DC du 18 janvier 1995. *Journal officiel*, 21 janvier 1995, p. 1155.

13. Selon une objection formulée par un haut fonctionnaire de police après que nous avons exposé nos positions sur le caractère non linéaire de la prétendue « pacification » du maintien de l'ordre (réunion organisée par l'IHESI, 2 février 1994).

14. Ainsi des jeunes de Vaulx-en-Velin se sont-ils réclamé de l'intifada lors des incidents de 1979 dans la banlieue lyonnaise (selon Vincent Robert que nous remercions pour cette information).

15. Le film de Jean-François Richet intitulé *Ma 6-T va crack-er* (1997) constitue une excellente illustration de ce possible basculement.

16. Dans les années 1990, le passage de l'émeute à la manifestation est une manière efficace de calmer le jeu. Cf. Christian Bachmann, Nicole Le Quennec, *Autopsie d'une émeute*, Albin Michel, 1997.

17. Philip Nord, *The Republican Moment. Struggles for Democracy in the Nineteenth Century France*, Harvard University Press, 1995. Cf. également Philip Nord, « Les origines de la troisième République en France (1860-1885) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 116-117, mars 1997, p. 53-69.

18. Le mot d'ordre de « Juppé démission » qui retentit ici et là dans les cortèges manifestants reste un phénomène marginal, sans commune mesure avec le « Dix ans ça suffit » de 1968.

19. En particulier la pétition dite « pétition d'Esprit », *Le Monde*, 3-4 décembre 1995.

20. *Options*, 8 janvier 1996.

21. Cette idée nous est venue à la relecture de l'introduction d'Antoine Prost à l'ouvrage de Claire Andrieu, Lucette Le Van et Antoine Prost (dir.), *Les Nationalisations de la Libération*, PFNSP, 1987.
22. Guy Groux, *Options*, 8 janvier 1996.
23. Le « Juppéthon » comptabilise les manifestants, non les grévistes.
24. *La Croix*, 16 décembre 1995. Cette géographie politique nouvelle est déjà perceptible dans la mobilisation différenciée mise en œuvre lors de la célébration du bicentenaire. Cf. Patrick Garcia, *Les Territoires de la commémoration. Une conjoncture de l'identité : le bicentenaire de la Révolution française (1989)*, thèse, Paris I, 1994.
25. *Le Monde*, 29 novembre 1995.
26. Noëlle Gérome souligne l'affirmation « des enracinements locaux et régionaux. Les cheminots ont défilé par gare ou atelier, le réseau bus de la RATP par dépôt, les agents du métropolitain par ligne ». *Options*, 8 janvier 1996.
27. Le psychanalyste Jacques Hassoun constate que les grèves ont eu des effets bénéfiques sur ses patients. « Beaucoup ont choisi d'aller manifester plutôt que d'aller aux séances d'analyse [...], beaucoup ont eu le sentiment de *re-trouver* quelque chose qu'ils n'avaient jamais connu, en renouant avec l'histoire familiale, celle de leurs parents ou grands-parents qui leur avaient raconté leur expérience des mouvements sociaux du siècle. Ils s'identifiaient à l'histoire que pouvait représenter le mouvement », *Options*, 8 janvier 1996.
28. Pierre Grémion, « Électrochoc ou mouvement social », *French Politics and Society*, vol. 14, 1, Winter 1996, p. 12-15.
29. Un cheminot en grève constate la mise à mal de toutes les conquêtes sociales de la Libération et conclut « Nous étions le Donjon » (interviewé par Arnaud Soulier, *Chemins de traverses*, film de 1995).
30. Les démonstrations contre la loi Debré, en particulier celle du 22 février 1997 à Paris (sur un tel problème, centre de la décision), qui constituent de nouvelles démonstrations politiques sans expression partisane, font éclater pour la première fois les formes convenues de la manifestation pour laisser place à une manière de nébuleuse sans banderole ni porte-voix, sans groupe

de tête ni ordonnancement et sans terme admis par tous. Voir *Le Monde*, 30-31 mars 1997, Ariane Chemin, « Le temps des manifestations ».

31. La « grève générale » ou le premier mai qui n'impliquent en rien la rue constituent ainsi, au tournant du siècle, l'occasion d'émergence d'un système de représentation qui leur vaut de confondre leur image avec celle d'une foule en marche vers un futur ensoleillé, déployée dans un nécessaire en-dehors par où s'exprime la rupture constitutive avec l'espace aliénant de l'usine.

32. Au sens où l'emploi Charles Tilly, *La France conteste, de 1600 à nos jours*, Fayard, 1986.

33. Ernst Bloch désigne de la sorte les décalages inhérents à l'esthétique dans l'Allemagne nazie.

34. Avec la coexistence de mouvements de révolte exprimant le primat des solidarités communautaires sur les solidarités nationales, des formes de lutte constituées durant la Résistance et devenues pratiques de souveraineté et de manifestations inscrites dans le droit-fil de la culture syndicale. Voir Danielle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France*, op. cit.

Conclusion

1. *Ma 6-T va crack-er*, 1997.

2. Edward Shorter et Charles Tilly, *Strikes in France, 1830-1968*, Cambridge University Press, 1974.

3. Au sortir des législatives de 1997, Jean-Louis Debré tient ainsi l'abrogation de la loi qui porte son nom (annoncée par le gouvernement Jospin) pour une capitulation devant la force de la rue.

4. Madeleine Rebérioux, *La République radicale ?*, Le Seuil, 1975.

5. Danielle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France*, op. cit.

6. Le « système des partis » pourrait bien avoir été la rançon de cette absence de système politique compromis comme un instrument du consensus.

7. Le 4 septembre 1958 relève à sa manière de cette série. Il est une forme de « manifestation quand même » que les circonstances ne requièrent pas au même titre que le 30 mai.
8. Sidney Tarrow, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

Sources et méthodes

1. Pour les pratiques contemporaines de recension par les pouvoirs publics, voir Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Presse de Sciences Po, 1997.
2. L'importante sélection réalisée par la Vidéotheque de Paris ne concerne que la région parisienne. Du moins constitue-t-elle une coupe homogène de longue durée.
3. Michèle Perrot, *Les Ouvriers en grève (France 1871-1890)*, Mouton, 1974, 2 vol.
4. Edward Shorter and Charles Tilly, *Strikes in France, 1830-1868*, *op. cit.*
5. Six cartons concernent explicitement et exclusivement la période 1936-1939.

BIBLIOGRAPHIE

Aux origines de la manifestation

Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest, t. XC, 1983, n° 2 : « L'espace et le sacré ».

CARON, Jean-Claude, « Révoltes étudiantes, révoltes agissantes ? Le poids des révoltes étudiantes dans la vie politique française, 1815-1848 », *Révoltes et sociétés*, Histoire au présent, 1989, t. II, p. 194-204.

CORBIN, Alain et MAYEUR, Jean-Marie (dir.), *La Barricade*, Publications de la Sorbonne, 1998.

DENÈFLE, Sylvette, « Une épreuve d'endurance : la Troménie de Gouesnou, actualisation de la tradition », *Ethnologie des faits religieux en Europe*, Éditions du CTHS, 1993.

DOMMANGET, Maurice, *Histoire du premier mai*, Société universelle d'éditions et de librairie, 1972.

GUEUSQUIN-BARBICHON, Marie-France, « Organisation sociale de trois trajets rituels à Bazoches, Morvan », *Ethnologie française*, t. I, 1977, p. 29-43.

D'HOLLANDER, Paul (dir.) *L'Église dans la rue, les cérémonies extérieures du culte en France au XIX^e siècle*, Limoges, PULIM, 2001.

HOBBSBAWM, Eric J., *Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Fayard, 1966.

JOLAS, Tina, « Parcours cérémoniels d'un terroir villageois », *Ethnologie française*, t. I, 1977, p. 7-28.

LEFEBVRE, Georges, « Foules révolutionnaires », *Annales historiques de la Révolution française*, 1934, XI, repris in *Études sur la Révolution française*,

1963, p. 371-392.

LE GOFF, Jacques et SCHMITT, Jean-Claude, *Le Charivari*, École des hautes études en sciences sociales, 1981.

Mouvements populaires et conscience sociale, XIV^e - XIX^e siècles, Maloine, SA éditeur, 1985.

Le Mouvement social, n° 179, avril-juin 1997 : « Ordre et souveraineté ».

OZOUF, Mona, « Le cortège et la ville, les itinéraires parisiens des cortèges révolutionnaires », *Annales ESC*, 1971, 5, p. 889-916.

OZOUF, Mona, « Du mai de liberté à l'arbre de la liberté : symbolisme révolutionnaire et tradition paysanne », *Ethnologie française*, 1975, p. 9-33.

PIGENET, Michel, « Espace et rituel de la protestation dans les campagnes au XIX^e siècle : l'exemple du Cher », *Révoltes et société*, Publications de la Sorbonne, 1989, t. I, p. 283-290.

REBÉRIOUX, Madeleine, « Le Mur des fédérés », in Pierre Nora, *Les Lieux de mémoires*, t. I, Gallimard, 1992, p. 619-645.

REBÉRIOUX, Madeleine (dir.), *Fourmies et les Premier mai*, L'Atelier, 1994.

Révoltes et société, Actes du IV^e colloque d'histoire au présent, mai 1988.

Histoire au présent-Publications de la Sorbonne, 1989, 2 vol.

ROBERT, Vincent, *Cortèges et manifestations à Lyon (1848-1914)*, thèse, université Lumière-Lyon II, 1990, 2 vol.

ROBERT, Vincent, *Les Chemins de la manifestation*, PUL, 1995.

RODRIGUEZ, Miguel, *Discours et représentations du mouvement ouvrier : le Premier mai*, thèse, Paris VII, 1983

RODRIGUEZ, Miguel, *Le 1^{er} Mai*, Gallimard, « Archives », 1991.

SAINCLIVIER, Jacqueline, « Quelques aspects des Premier mai en Ile-et-Vilaine dans l'entre-deux-guerres », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 1983, n° 1, p. 97-117.

TARTAKOWSKY, Danielle, *La Part du rêve, histoire du Premier mai en France*, Hachette, 2005.

TARTAKOWSKY, Danielle, « Le Mur des fédérés ou l'apprentissage de la manifestation », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, septembre 1991, p. 70-80.

TILLY, Charles, *La France conteste, de 1 600 à nos jours*, Fayard, 1986.

VAN GENNEP, Arnold, *Manuel de folklore français contemporain*, Picard, 1946.

Droit de la manifestation et ordre public

BARROT, Martin, *Deux syndicats de la police parisienne face à la guerre d'Algérie, 1958-1962*, mémoire, Paris I, 1991.

BARTHÉLÉMY, Joseph, « L'état de siège », *Revue de droit public*, 1915.

BARTHÉLÉMY, Joseph, *Précis de droit public*, Dalloz, 1937.

BÉDIER, J., *Le Maintien de l'ordre public*, Dalloz, 1938 (t. XXXVI).

BERLIÈRE, Jean-Marc, *L'Institution policière en France sous la troisième République*, thèse de doctorat, université de Bourgogne, 1990.

BERLIÈRE, Jean-Marc, *Le Préfet Lépine, vers la naissance de la police moderne*, Denoël, 1993.

BERTHON, J., *Le Régime des cortèges et des manifestations en France*, thèse de doctorat en droit, Paris, 1938.

BRISSE, P., *Les Attroupements*, thèse de doctorat en droit, 1937 (t. XCVII).

BRUNEAUX, Patrick, *Maintenir l'ordre*, Presses de Sciences Po, 1996.

BRUNET, Jean-Paul, *La Police de l'ombre, indicateurs et provocateurs dans la France contemporaine*, Seuil, 1990.

BRUNETEAUX, Patrick, *La Violence d'État dans un régime démocratique, les forces du maintien de l'ordre en France, 1880-1980*, thèse de science politique, Paris I, 1993.

Les Cahiers de la sécurité intérieure, n° 27, premier trimestre 1997 : « Maintien de l'ordre ».

CARROT, Georges, *Le Maintien de l'ordre en France depuis la fin de l'Ancien Régime jusqu'en 1968*, Presses de l'Institut d'études politiques de Toulouse, 1984, 2 vol.

CLAPS-LIÉNARD, M., *L'Ordre public*, thèse de doctorat en droit, 1934 (t. LVI).

FILLIEULE, Olivier, DELLA PORTA, Donatella (dir.), *Police et Manifestants*, Presses de Sciences Po, 2006.

FILLIEULE, Olivier, JOBARD, Fabien, « The Maintenance of Order in France. Towards a Model of Protest Policing », dans Donatella Della Porta et Herbert Reiter (dir.), *Policing Protest. The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 1998, p. 70-90.

FRANCK, P., *Le Régime des attroupements*, thèse de doctorat en droit, 1947.

GROSBON, Sophie, *Liberté de manifester et Droit du manifestant*, Mémoire de DEA, Paris, Université Paris-X, dactylographié, 2003.

HUBRECHT, Hubert G., « Le droit français de la manifestation », in P. Favre, *La Manifestation*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 181-206.

LE CLÈRE, Marcel, *Bibliographie critique de la police et de son histoire*, Yzer, 1980.

LE CLÈRE, Marcel, *Réunions, manifestations et attroupements*, thèse de doctorat en droit comparé, 1945 (t. V).

Liaisons, avril 1972-avril 1975.

MACHELON, Jean-Pierre, *La République contre les libertés*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976.

Maintien de l'ordre et polices en France et en Europe au XIX^e siècle, Créaphis, 1987.

ROMAIN, P., *L'État de siège*, thèse de doctorat en droit, 1918, (t. VIII).

TERCINET, Marcel-René, « La liberté de Manifestation en France », *Revue du droit public et de la science politique*, 4, 1979, p. 1009-1059.

VINZANT, J., *La Législation des attroupements*, thèse de doctorat en droit, 1902.

VOGEL, Marie-Thérèse, *Les Polices des villes entre local et national. L'administration des polices urbaines sous la troisième République*, thèse de science politique, Grenoble, 1993.

La manifestation. Études générales

BERGERON, Francis, VIGIER, Philippe, *Les Droites dans la rue, nationaux et nationalistes sous la troisième République*, Dominique Martin Morin, 1985, préface de Jean-François Chiappe.

BIRNBAUM, Pierre et LECA, Jean (dir.), *Sur l'individualisme*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.

BRAUD, Philippe (dir.), *La Violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, L'Harmattan, 1993.

CANETTI, Elias, *Masse et puissance*, Gallimard, 1966.

CHAMPAGNE, Patrick, « La manifestation, la production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, juin 1984, p. 18-41.

CHAMPAGNE, Patrick, *Faire l'opinion, le nouveau jeu politique*, Minuit, 1990.

COLLET, Serge, « La manifestation de rue comme production culturelle militante », *Ethnologie française*, 12 (2), 1982.

DUYVENDAK, Jan Willem, *Le Poids du politique. Nouveaux mouvements sociaux en France*, L'Harmattan, 1994, « Logiques sociales ».

FAVRE, Pierre (dir.), *La Manifestation*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990.

FAVRE, Pierre, « Nature et statut de la violence dans les manifestations contemporaines », *Les Cahiers de sécurité intérieure*, n° 1, avril-juin 1990, p. 149 sq.

FAVRE, Pierre et FILLIEULE, Olivier, *Manifestations pacifiques et manifestations violentes dans la France contemporaine (1982-1990)*, Institut des hautes études de la sécurité intérieure, mars 1992, rapport dactylographié, 220 p.

FILLIEULE, Olivier, Tartakowsky Danielle *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, Contester, 2013,

FILLIEULE, Olivier, MATHIEU, Lilian, PÉCHU, Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2009

FILLIEULE, Olivier, *Stratégies de la rue. Les Manifestations en France*, Presses de Sciences Po, 1997.

GÉROME, Noëlle, « Construction d'une histoire ouvrière. Culture de la grève, pratiques socio-musicologiques. Décembre 1966-février 1967 aux Avions Marcel Dassault », *Technologies, idéologies, pratiques*, 6 (2), 1982.

MARIN, Louis, « Une mise en signification de l'espace social : manifestation, cortège, défilé, procession. Notes sémiotiques », *Sociologie du Sud-Est*, n° 37-38, juillet-décembre 1983, p. 13-27.

PIGENET, Michel, Tartakowsky Danielle (dir.), « Les marches », *Le Mouvement social*, n° 202, janvier-mars 2003.

PIGENET, Michel, Tartakowsky Danielle (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte, 2012.

OFFERLÉ, Michel : « Descendre dans la rue : de la journée à la "manif" », in Pierre Favre, *la Manifestation*, op. cit., p. 90 à 122. *Politix*, n° 1, hiver 1988, « Mobilisations étudiantes, automne 1986 ».

RABINOVITCH, W., « Mai 1968. Contribution à la sociologie des masses en mouvement », *Revue internationale de criminologie et de police technique*, 22, 3, juillet-septembre 1968.

REBOUL, Olivier, *Le Slogan*, Complexe, 1975.

SANSOT, Pierre, *Poétique de la ville*, Klincksieck, 1973.

TARROW, Sidney, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

TARROW, Sidney., *The Language of Contention, Revolution in Words, 1688-2010*, New York Cambridge University Press, 2013.

TARTAKOWSKY, Danielle, *Manifester à Paris, 1880-2010*, Seyssel, Champ Vallon, 2010

TARTAKOWSKY, Danielle. *Les Droites et la rue*, La découverte, 2014

TARTAKOWSKY, Danielle, « La manifestation comme mort de la révolte », *Révoltes et société*, Histoire au présent-Publications de la Sorbonne, 1989, t. II, p. 239-247.

TARTAKOWSKY, Danielle, « La politique et la rue », *Ethnologie française*, 1991, 3, p. 317 sq.

TARTAKOWSKY, Danielle, « Les enjeux d'une histoire de la manifestation de rue », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 17, 1994.

La Traversée de Paris. Deux siècles de révolution dans la ville, Éditions du Moniteur, La Grande Halle-La Villette, 1989.

TILLY, Charles, TARROW, Sidney, *Politique(s) du conflit, de la grève à la révolution*, Presses de Sciences Po, 2008

Monographies (dans l'ordre chronologique des événements traités).

ROBERT, Vincent, « La protestation universelle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1989.

RABAUT, Jean, « La manifestation Jaurès du 6 avril 1919 vue par trois jeunes intellectuels : Jean Prévost, André Chamson et Maurice Martin du Gard », *Bulletin de la société d'études jauréssiennes*, 1976, n° 76, p. 15-19.

BEN AMOS, Avner, « La panthéonisation de Jean Jaurès, rituel et politique pendant la troisième République », *Terrain*, 15 octobre 1990, p. 49-65.

PRIGENT, Françoise, « L'Opération Panthéon », *Bulletin de la société d'études jauréssiennes*, juillet-septembre 1973, p. 6-11.

BERNARD, Jean-Pierre, « La liturgie funèbre des communistes, 1924-1983 », *Vingtième siècle*, n° 9, janvier-mars 1986.

REBEYROL, Anne et ROUX-POUILLET, Jean-Paul, *L'Affaire Sacco et Vanzetti vue par L'Humanité et le Libertaire*, mémoire, Paris I, Centre de recherche d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, 1971.

AUDOIN, Stéphane, « Le parti communiste français et la violence : 1929-1931 », *Revue historique*, n° 546, avril-juin 1983, p. 365-383.

BRIAUX, Marianne, *Les Journées du premier mai de 1921 à 1934*, mémoire, Paris I, 1988.

TRAVOUEZ, Yvon, « Le rétablissement des processions sur la voie publique à Lambezellec » (1932-1938), *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, t. XC, 1983, n° 2.

BERSTEIN, Serge, *Le 6 février 1934*, Julliard, 1975.

PROST, Antoine, « Les manifestations du 12 février 1934 en province », *Le Mouvement social*, n° 54, 1966, p. 7-28.

PHILIPPET, Jean, *Le Temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes (1919-1944)*, Thèse d'histoire, dir. Raoul Girardet, IEP de Paris, 2000

NOBECOURT, Jacques, *le colonel de la Rocque 1885-1946 ou les pièges du nationalisme chrétien*, Fayard, 1996

TARTAKOWSKY, Danielle, « Stratégies de la rue, 1934-1938 », *Le Mouvement social*, 1986, p. 31-62.

TARTAKOWSKY, Danielle, « Les Croix-de-Feu à Villepinte, octobre 1935 », *Autrement*, « La banlieue rouge 1920-1960 », série *Mémoires*, n° 18, octobre 1992, p. 68-79.

TARTAKOWSKY, Danielle, « Manifestations, fêtes et rassemblements à Paris, juin 1936-novembre 1938, *Vingtième siècle*, n° 27, juillet-septembre 1990, p. 43-55.

MARGAIRAZ, Michel, TARTAKOWSKY, Danielle, « *L'Avenir nous appartient* » : une histoire du front populaire, Larousse, 2006.

PROST, Antoine, « Les premier mai du Front populaire en province », *Vingtième siècle*, juillet-septembre 1990, p. 61-76.

JOSSE, Raymond, « La naissance de la résistance à Paris et la manifestation du 11 novembre 1940 », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, juin 1962, p. 1-31.

AVAKOUMOVITCH, Ivan, « les manifestations de femmes 1940-1944 », *CHIRM*, n° 45, 1991, p. 5 à 53.

TARTAKOWSKY, Danielle, « Ouvriers et manifestations de rue : 1940-1944. Des manifestations ouvrières ? », *Les Ouvriers en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Institut d'histoire du temps présent, 1992, p. 419-427.

PÉROUAS, Louis, « Le grand retour de Notre-Dame de Boulogne à travers la France (1943-1948), essai de reconstitution », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 1983, n° 2.

PÉROUAS, Louis, « Le grand retour de Notre-Dame de Boulogne à travers la France (1943-1948), essai d'interprétation », *Archives de sciences sociales des religions*, 1983, 56/1 (juillet-septembre).

AGULHON, Maurice et BARRÂT, Fernand, *CRS à Marseille, 1944-1947*, Armand Colin, 1971.

BORNET, Laurent, *Les Syndicats et le Premier Mai, 1945-1949*, mémoire, Paris I, s.d.

OZOUF, Jacques, « L'Humanité et les journées de février 1934 (1945-1966) », *Le Mouvement social*, n° 54, 1966, p. 151-171.

PIGENET, Michel, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide ; « la manifestation Ridgway »*, L'Harmattan, 1992.

SOUILLAC, Romain, *Le mouvement Poujade, de la défense professionnelle au populisme nationaliste, 1953-1962*, Sces po les presses, 2007.

DEWERPE, Alain, *Charonne, 8 février 1962. Anthropologie d'un massacre d'État*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2006.

DUCLOS, Nathalie, *Les Violences paysannes sous la V^e République*, Paris, Économica, 1998.

MANN, Patrice, *L'Activité tactique des manifestants et des forces mobiles lors des crises viticoles du Midi (1950-1990)*, rapport dactylographié, Institut des hautes études de la sécurité intérieure, 1991.

MENDRAS, Henri et TAVERNIER, Yves, « Les manifestations de juin 1961 », *Revue française de sciences politiques*, septembre 1962, p. 646-669.

PINOL, Marc, « Dix ans de manifestations paysannes sous la cinquième République, 1962-1971 », *Revue de géographie de Lyon*, 50(2), 1975, p. 111-126.

GUILLEMEN, Alain, « Doucement, c'est tout de même une femme. Remarques sur le statut de la violence dans les manifestations paysannes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, 1984.

MANN, Patrice, « Les manifestations dans la dynamique des conflits », Congrès national de l'Association française de science politique, Bordeaux, 6-8 octobre 1988, dactylographié.

EINAUDI, Jean-Luc, *La Bataille de Paris, 17 octobre 1961*, Le Seuil, 1991.

LEVINE, Michel, *les Ratonnades d'octobre, un meurtre collectif à Paris en 1961*, Ramsay, 1985.

MALATERRE, Yves, *Un événement de la guerre d'Algérie. Les manifestations algériennes d'octobre 1961 à Paris*, mémoire, Paris VII, 1982.

ZIMMERMAN, Bénédicte, *1945-1986 : les premier mai de la CFTC-CFDT. Enjeux autour d'une pratique culturelle militante et logique identitaire*, mémoire de maîtrise, Paris I, 1991.

TARTAKOWSKY, Danielle, « Les manifestations de rue » [et la guerre d'Algérie], in J. P. Rioux (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Français*, Fayard, 1990, p. 131-143.

TARTAKOWSKY, Danielle, « Les manifestations de mai-juin 1968 en province », in René Mouriaux et alii, 1968, *Exploration du mai français*, L'Harmattan, 1992, t. I.

BOISSIER, Cédric, *La Manifestation du 30 mai 1968*, mémoire de DEA, Institut d'études historiques, Grenoble, 1993.

GEORGI, Franck, « Le pouvoir est dans la rue », La manifestation gaulliste des Champs-Élysées, *Vingtième siècle*, n° 48, 1995.

INDEX DES NOMS

AGRICOLA, Fleurant, [82](#)

BALLADUR, Édouard, [236](#)

BAREL, Virgile, [117-118](#)

BARRÈS, Maurice, [42](#)

BAUDIN, Alphonse, [43](#), [154](#)

BAUMEL, Jacques, [211](#)

BENOIST-MÉCHIN, Jacques, [143](#)

BERGERON, André, [172](#)

BERGOUNOUX, Alain, [13](#), [240](#), [242](#)

BLUM, Léon, [113-114](#), [116](#), [123](#), [192](#)

BONNEFOY-SIBOUR, Adrien, [111](#), [114](#)

BOULANGER, Georges, [22](#), [31-32](#), [35-38](#), [42](#), [45-47](#)

BRISSON, Henri, [42](#), [46](#)

CAMÉLINAT, Zéphirin, [38](#), [88](#)

CARNOT, Sadi, [34](#)

CASANOVA, Danielle, [146](#)

CASTELNAU, Édouard de, [70](#)

CHAUTEMPS, Camille, [99](#), [101](#), [106](#), [111](#), [126](#), [130](#)

CHIAPPE, Jean, [101-102](#), [104](#), [111](#)

CHURCHILL, Winston, [144](#)

CLEMENCEAU, Georges, [47](#), [65](#), [102](#), [136](#)

COHN-BENDIT, Daniel, [175-176](#), [186-187](#), [196-197](#), [207](#), [211](#)

COTY, François, [99](#)

COTY, René, [158](#), [161](#)

DALADIER, Édouard, [101-102](#), [111-115](#), [126](#), [157](#), [218](#), [247](#)

DALOU, Jules, [44](#), [49-51](#), [124](#)

DEBRÉ, Jean-Louis, [305](#)

DEBRÉ, Michel, [213](#)

DEBÛ-BRIDEL, Jacques, [141](#)

DEMARQUET, Jean-Marie, [153](#)

DÉROULÈDE, Paul, [33](#), [42-43](#), [46](#), [49](#)

DESCAMPS, Eugène, [184](#)

DESCOUR, colonel, [145](#)

DEVAQUET, Alain, [13](#), [19](#), [236](#)

DORGÈRES, Henri, [82](#), [89](#), [126](#)

DORIOT, Jacques, [87](#), [114-115](#)

DOUMERGUE, Gaston, [112](#), [127](#), [227](#), [247](#)

DREYFUS, Alfred, [11](#), [31](#), [41-45](#), [47-49](#), [81](#), [106](#), [115](#), [119](#), [125](#), [128](#), [159](#), [251](#)

DUPUY, Charles, [43](#)

EDEN, Anthony, [144](#)

EUDES, Émile, [33](#), [35](#), [38](#)

FARGE, Yves, [145](#)

FAURE, Félix, [42-43](#)

FAURE, Paul, [116](#)

FERRER, Francisco, [54](#), [59](#), [80](#), [96](#)

FERRY, Jules, [33-34](#), [38](#), [42](#), [46-47](#), [76](#), [125](#)

FRACHON, Benoît, [108](#)

FRANCK, Pierre, [180](#), [226](#)

FREY, Roger, [168](#)

FROT, Léon, [112](#)

GAILLARD, Félix, [152](#)

GAMBETTA, Léon, [26](#)

GAULLE, Charles de, [17](#), [136-137](#), [143-144](#), [147-161](#), [163-164](#), [170](#), [173](#), [200](#), [205-206](#), [209](#), [212-213](#), [216-218](#), [228](#), [232](#)

GEISMAR, Alain, [196-197](#)

GÉRAULT-RICHARD, [44](#)
GITTON, Marcel, [108](#)
GOY, Jean, [102](#)
GRÉVY, Jules, [33](#), [46](#)
GRIMAUD, Maurice, [177](#), [179](#), [252](#), [232](#)
GUINGOUIN, Georges, [140](#)

HAMON, Léo, [141](#)
HERRIOT, Édouard, [76-77](#)
HITLER, Adolf, [98](#), [104](#)
HUGO, Victor, [28](#), [50](#), [68](#), [106](#), [141](#)

JAURÈS, Jean, [44](#), [60](#), [62-64](#), [66](#), [68](#), [91-92](#), [117](#)
JEAN, Renaud, [113](#)
JOUHAUX, Léon, [116](#)
JOXE, Louis, [213](#)
JUPPÉ, Alain, [13](#), [234](#), [236](#), [240](#), [242](#)

KERILLIS, Henri de, [97](#)
KRASUCKI, Henri, [186](#)
KRIEG, Pierre-Charles, [212](#)
KRIVINE, Alain, [217](#)

LAFARGUE, Paul, [38](#), [40](#)
LANIEL, Joseph, [141](#)
LA ROCQUE, François de, [74](#), [103-104](#), [117](#), [119](#)
LEBECQ, Georges, [102](#)
LECANUET, Jean, [172](#)
LE PEN, Jean-Marie, [152-153](#)
LÉPINE, Louis, [37-38](#), [45](#), [58](#)
LORNE, Charles, [63](#)
LOUBET, Émile, [42](#), [44](#), [51](#)

MAC-MAHON, [26](#)
MALRAUX, André, [161](#), [213](#)
MARTY, André, [113](#)
MASSU, Jacques, [154](#)

MENDÈS FRANCE, Pierre, [157](#), [200](#), [202](#), [207-208](#)
MICHELET, Edmond, [214](#), [223](#)
MISSOFFE, François, [213](#)
MITTERRAND, François, [19](#), [157](#), [171](#), [202](#), [207](#), [236](#), [241](#)
MORICE, [49](#), [161](#)

PAINLEVÉ, Paul, [77](#)
PAPON, Maurice, [152](#)
PÉGUY, Charles, [50](#), [56](#)
PELLETAN, Camille, [29](#), [30](#)
PÉTAÏN, Philippe, [135-136](#)
PEYREFITTE, Alain, [168](#), [214](#)
PFLIMLIN, Pierre, [152-154](#), [158](#)
PHILIP, André, [157](#)
POINCARÉ, Raymond, [79](#)
POMPIDOU, Georges, [201](#), [206](#), [216](#)
POUJADE, Pierre, [151](#), [164](#)
PUJO, Maurice, [88](#), [100](#), [103](#)

RÉMY, colonel, [148](#)
RÉMY, Tristan, [193](#)
RENAUD, Jean, [99](#)
ROCHEFORT, Henri de, [32](#), [38](#)
ROGET, [43](#)

SACCO, Nicolas, [79-80](#), [87](#), [92](#), [95](#), [121](#), [181](#)
SALAN, Raoul, [160](#), [211](#), [215](#)
SANGUINETTI, Alexandre, [216](#)
SAUVAGEOT, Jacques, [196](#), [219](#)
SAVARY, Alain, [13](#), [236](#)
SCËLLE, [71](#), [77](#)
SÉGUY, Georges, [184](#)
SIEGFRIED, André, [163](#)
SOREL, Georges, [63](#)
STAVISKY, Alexandre, [97](#), [99](#), [101](#)

TAITTINGER, Pierre, [73](#)

TARDIEU, André, [101](#), [125](#), [127](#)

TAUTIN, Gilles, [221](#)

THOREZ, Maurice, [87](#), [146](#)

TIXIER-VIGNANCOUR, Jean-Louis, [216](#)

VAILLANT, Édouard, [58](#)

VALOIS, Georges, [73](#)

VANZETTI, Bartolomeo, [79-80](#), [87](#), [92](#), [95](#), [121](#), [181](#)

VILLAIN, Raoul, [64](#)

WALDECK-ROUSSEAU, Pierre, [43](#)

WILSON, Stephen, [62](#)

TABLE

Liste des sigles et abréviations

Préface à l'édition de poche

Introduction

PREMIÈRE PARTIE - LES CRISES DE LA « RÉPUBLIQUE ABSOLUE »

1 - Des « manifestations de la rue » aux manifestations de rue

2 - Manifestations sans crise

3 - Février 1934

4 - Crises de régime et manifestations (1940-1958)

DEUXIÈME PARTIE - 1968 UNE CRISE INÉDITE DANS UN RÉGIME INÉDIT

5 - Les figures du mouvement social

6 - La conversion politique du 24 au 29 mai 1968, des « journées » sans
devenir

7 - De 1968 à 1995 : un nouveau rapport entre manifestations et État

Conclusion

Sources et méthodes

Notes

Bibliographie

Index des noms

Notes

1. Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue. Les Manifestations en France*, Paris, Presses universitaires de Sciences Po, 1997.

[▲ Retour au texte](#)

2. Olivier Fillieule, Danielle Tartakowsky, *La Manifestation*, Sciences Po, les presses, 2008, collection Contester.

[▲ Retour au texte](#)

3. Pierre Rosanvallon, *La Contre-démocratie*, Paris, Éditions du Seuil, 2006.

[▲ Retour au texte](#)

4. Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*, Paris, Félix Alcan, 1895 et Gabriel Tarde, *L'Opinion et la Foule*, Paris, Félix Alcan, coll. « Bibliothèque de philosophie contemporaine », 1901.

[▲ Retour au texte](#)